

Marcel Fournier

Histoire de Chertsey

des origines à l'an 2000

Municipalité de Chertsey

Histoire de Chertsey *des origines à l'an 2000*

Le 3 novembre 2000 avait lieu le lancement de la seconde édition du livre de Chertsey, intitulé : *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000*. Comme la première édition datait de 1979, une mise à jour s'imposait.

Aujourd'hui l'auteur, M. Marcel Fournier, nous fait part que ses occupations font en sorte qu'il doit choisir ses priorités et délaissier certaines activités comme une mise à jour de cette publication. C'est pourquoi il a offert à la municipalité de Chertsey de lui céder ses droits d'auteur, afin de permettre la publication d'une version électronique qui sera disponible sur notre site Internet. Il va de soi que nous avons accepté.

Notez qu'il s'agit bien de la version originale de l'an 2000 et qu'aucun changement n'a été apporté. La version numérique assurera la pérennité de l'œuvre, qui relate une partie importante de l'histoire de Chertsey.

Je tiens à remercier l'auteur, qui a su retracer les moments marquants de l'évolution de notre municipalité depuis sa fondation en 1856.

Les membres du conseil municipal et moi-même sommes fiers de faire partie de celles et ceux qui souhaitent contribuer à bâtir l'histoire de demain.

Michel Surprenant, maire

Le 5 juillet 2014

Chertsey

des origines à l'an 2000

Du même auteur

Historique de la région de Chertsey et du Lac Paré 1790-1970

Longueuil, l'auteur, 1972, 187 p.

Rawdon : 175 ans d'histoire 1799-1974

Joliette, l'auteur, 1974, 316 p.

Guide bibliographique Joliette-Lanaudière : livres et journaux

Joliette, l'auteur, 1976, 96 f.

La représentation parlementaire de la région de Joliette 1791-1976

Joliette, Imp. Serge Housseaux, 1977, 243 p.

De Nicolas Fournier à Marcel Fournier, 1642-1978, étude généalogique

Longueuil, l'auteur, 28 f.

Historique de la région de Chertsey et du Lac Paré 1790-1979

Montréal, Éditions Bergeron, 1979, 178 p.

Histoire du Parc du Mont-Tremblant des origines à 1982

Montréal, ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, 1981, 91 p.

Dictionnaire biographique des Bretons en Nouvelle-France, 1600-1765

Québec, Archives nationales du Québec, 1981, 213 p.

D'Isaac Pasquier à Léon Paquet 1636-1983, étude généalogique

Longueuil, l'auteur, 1983, 34 f.

Les Bretons en Amérique du Nord des origines à 1770

Québec, Société de généalogie de Québec, 1987, 424 p.

Les Européens au Canada des origines à 1765 (hors France)

Montréal, les Éditions du Fleuve, 1989, 352 p.

De la Nouvelle-Angleterre à la Nouvelle-France. L'histoire des captifs anglo-américains au Canada entre 1675 et 1760

Montréal, Société généalogique canadienne-française, 1982, 282 p.

Les Français au Québec 1765-1865 : un mouvement migratoire méconnu

Sillery, les Éditions du Septentrion / Paris, Éditions Christian, 1995, 386 p.

Origine des familles pionnières : bibliographie et répertoire

Montréal, Société généalogique canadienne-française, 1997, 304 p.

Marcel Fournier

Histoire de Chertsey
des origines à l'an 2000

Données de catalogage avant publication (Canada)

Fournier, Marcel, 1946-

Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000

Comprend des réf. bibliogr. et un index

ISBN 2-920480-67-7

1. Chertsey (Québec) – Histoire. 2. Chertsey (Québec) – Mœurs et coutumes.

3. Chertsey (Québec) – Biographies. 4. Chertsey (Québec) – Généalogies.

I. Société de recherche historique Archiv-Histo. II. Titre.

FC2949,C553F68 2000

971.4'41

C00-940385-X

F1054.5.C553F68 2000

Distribution

Municipalité de Chertsey

333, avenue de l'Amitié, C.P.120

Chertsey (Québec) Canada J0K 3K0

Téléphone : (450) 882-2920 / télécopieur : (450) 882-3333

*Page couverture : Vue aérienne de la municipalité
de Chertsey vers 1990, photographie de
Jean-Marie Cossette de Point du jour
aviation limitée.*

Conseil d'administration
de la Société Archiv-Histo:

M^e Julien S. Mackay, président

M. Normand Robert, directeur général

M^{me} Hélène Lafortune, secrétaire

M^e Charles-A. Roberge, administrateur

**Société de recherche historique
Archiv-Histo Inc.**



2320, rue des Carrières
Montréal (Québec) H2G 3G9
Téléphone : (514) 873-6347
Télécopieur : (514) 873-6248

© **Tous droits réservés**

Dépôt légal : 4^e trimestre 2000

Bibliothèque du Québec

Bibliothèque du Canada

*Tous droits réservés pour tous les pays. Il est strictement interdit de reproduire quelque partie
que ce soit de cet ouvrage par quelque moyen que ce soit : électronique, mécanique,
photocopie, microfilm ou enregistrement sans l'autorisation de l'éditeur et de l'auteur.*

*Je dédie ce livre aux anciennes et aux
nouvelles familles de Chertsey*

*À mes parents, Régis et Yvette
Fournier, qui y ont séjourné pendant
quarante ans.*

Préface



Un nouveau siècle! Quel moment privilégié pour rééditer l'histoire de Chertsey, de ses origines à l'an 2000 !

Du premier colon venu s'installer à Chertsey jusqu'à nos jours, notre municipalité a grandi à force de courage et de travail de la part des gens qui la composent.

Que l'on soit une famille de vieille souche, ou nouvellement arrivée, nous avons un point en commun : nous avons choisi de vivre à Chertsey parce que nous aimons notre coin de pays.

L'histoire de notre municipalité est remarquable. Elle est riche en situations qui ont vraiment marqué son développement. Les passages de ce livre qui en témoignent le plus concernent, entre autres, le village Lafontaine, le déménagement de l'église paroissiale, l'avènement de la caisse populaire et sa récente fusion, les écoles, les chapelles champêtres, la succession des maires et divers autres faits qui vous captiveront.

Quel que soit le passage, vous ne resterez pas indifférent à l'histoire de Chertsey. Laissez-vous transporter dans le temps... Pour les aînés, ce sera sûrement de bons souvenirs. Les plus jeunes pourront laisser aller leur imagination à penser à la réaction qui aurait été la leur devant une situation quelconque, en évitant de porter un jugement trop hâtif.

L'histoire est importante. Elle permet aux générations de s'identifier, de mieux comprendre la réalité présente et de reconnaître ces hommes et ces femmes qui, nous ayant précédés, ont façonné l'histoire de Chertsey.

En terminant, je tiens à remercier le Conseil municipal qui a bien voulu m'accompagner dans cette aventure.

Un merci tout particulier à Marcel Fournier, qui a accepté, pour une seconde fois, d'entreprendre les recherches permettant d'écrire le récit fidèle de notre histoire.

Daniel Brazeau
Maire

Avant-propos



Si plusieurs municipalités du Québec ont pris l'initiative de réaliser des projets à l'occasion du nouveau millénaire, Chertsey a voulu permettre à ses citoyens de renouer avec leur histoire. Pour réaliser ce projet culturel, le conseil municipal a fait appel à ma connaissance du sujet traité antérieurement en 1972 et en 1979. J'aimerais remercier la municipalité de Chertsey pour la confiance qu'elle m'a témoignée dans la réalisation de cette nouvelle aventure historique.

L'Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000 constitue un véritable panorama des événements civils et religieux qui se sont déroulés dans ce coin pittoresque des Laurentides au cours des cent cinquante dernières années. Ce livre fera revivre pour certains, et découvrir pour d'autres, la vie, les mœurs et les événements marquants de l'histoire de Chertsey. Dans ce livre, j'ai voulu faire une place importante aux hommes, aux femmes et aux familles de Chertsey qui ont fondé et développé la région. C'est pourquoi on y retrouvera plusieurs biographies, des annotations particulières et des généalogies agnatiques des principales familles fondatrices.

Écrire n'est pas une tâche facile, surtout lorsqu'il s'agit de l'histoire d'un village, où la quantité d'événements oblige un choix parfois difficile. Certes, il demeure laborieux de relever tout ce qui s'y est passé : il faut donc s'en tenir aux faits historiques, ne pas en oublier trop sans toutefois tomber dans l'anecdote.

Pour offrir au lecteur ce modeste travail, résultat d'une recherche méticuleuse dans les archives locales et nationales, il aura fallu consulter de nombreux documents et interroger les Anciens du village pour dégager une véritable histoire dont tous les Chertsoises et Chertsois seront fiers.

C'est dans un style simple mais précis que je vous présente cette merveilleuse histoire de Chertsey. Après y avoir consacré de nombreuses heures, il ne me reste plus qu'à vous transporter dans son passé et vous présenter l'œuvre d'ancêtres et de contemporains qui ont su donner un si bel héritage.

Je remercie la municipalité de Chertsey, et plus particulièrement le maire Daniel Brazeau, pour sa décision de réaliser ce livre en l'an 2000. Des remerciements sont également adressés à l'éditeur, la Société de recherche historique Archiv-Histo, qui a produit ce livre et en a assuré la réalisation technique.

J'ose espérer que ce récit saura refléter toute l'histoire de Chertsey et vous plaire, c'est une si belle histoire ! Bonne lecture.

Marcel Fournier,

le 22 mars 2000

144^e anniversaire de la première assemblée
du conseil municipal de Chertsey

Chapitre premier

Chertsey, sa géographie et ses ressources

Il y a plus de deux siècles, Chertsey faisait partie de l'immense région appelée *Territoire de la petite nation des Algonquins*. La forêt s'étendait à perte de vue et la nature, à l'état sauvage, régnait en maître. Seuls quelques Indiens de la tribu des Algonquins et de hardis trappeurs parcouraient la région à la recherche de leur subsistance.

Les arbres poussaient où il leur semblait bon, l'eau des lacs et des rivières était d'une pureté sans pareil, la faune aquatique et terrestre était dans son royaume et vivait librement. Telle aurait été l'image que nous aurions pu apercevoir avant l'établissement des premiers colons.

Avant d'entreprendre l'histoire de Chertsey et de celle de Saint-Théodore, la paroisse religieuse, voici une brève présentation de la géographie et de la géologie de la région.

La géographie

Situé au cœur de la région de Lanaudière, à 100 km de Montréal, le village de Chertsey (46° 10' de latitude par 73° 55' de longitude) est installé à 305 m d'altitude dans la vallée de la rivière Ouareau, entre Rawdon et Notre-Dame-de-la-Merci. À la

Photo : Point du Jour Aviation, Jean-Marie Cossette



Le village de Chertsey en 2000.

fin de 1991, la municipalité du canton de Chertsey, fondée en 1856, et celle de la paroisse du Lac-Paré, fondée en 1949, se sont fusionnées pour former la nouvelle municipalité de Chertsey.

Chertsey fait partie de le MRC de Matawinie dans la région administrative de Lanaudière, de la circonscription provinciale de Bertrand et de la circonscription fédérale de Berthier-Montcalm. Quant à la paroisse de Saint-Théodore, elle relève du diocèse de Joliette depuis 1904.

La route 125 traverse le village et tout le canton, du sud vers le nord, depuis le canton de Rawdon jusqu'à Entrelacs et Notre-Dame-de-la-Merci. D'est en ouest, le territoire est traversé par des routes secondaires qui permettent de relier Chertsey aux autres municipalités des Laurentides.

En raison de sa situation géographique avantageuse, aux premiers contreforts de la chaîne des Laurentides, Chertsey est devenue une importante localité de villégiature de la région de Lanaudière. La population atteint 4 130 Chertsois et Chertsoises, à laquelle se joignent plus de 10 000 villégiateurs.

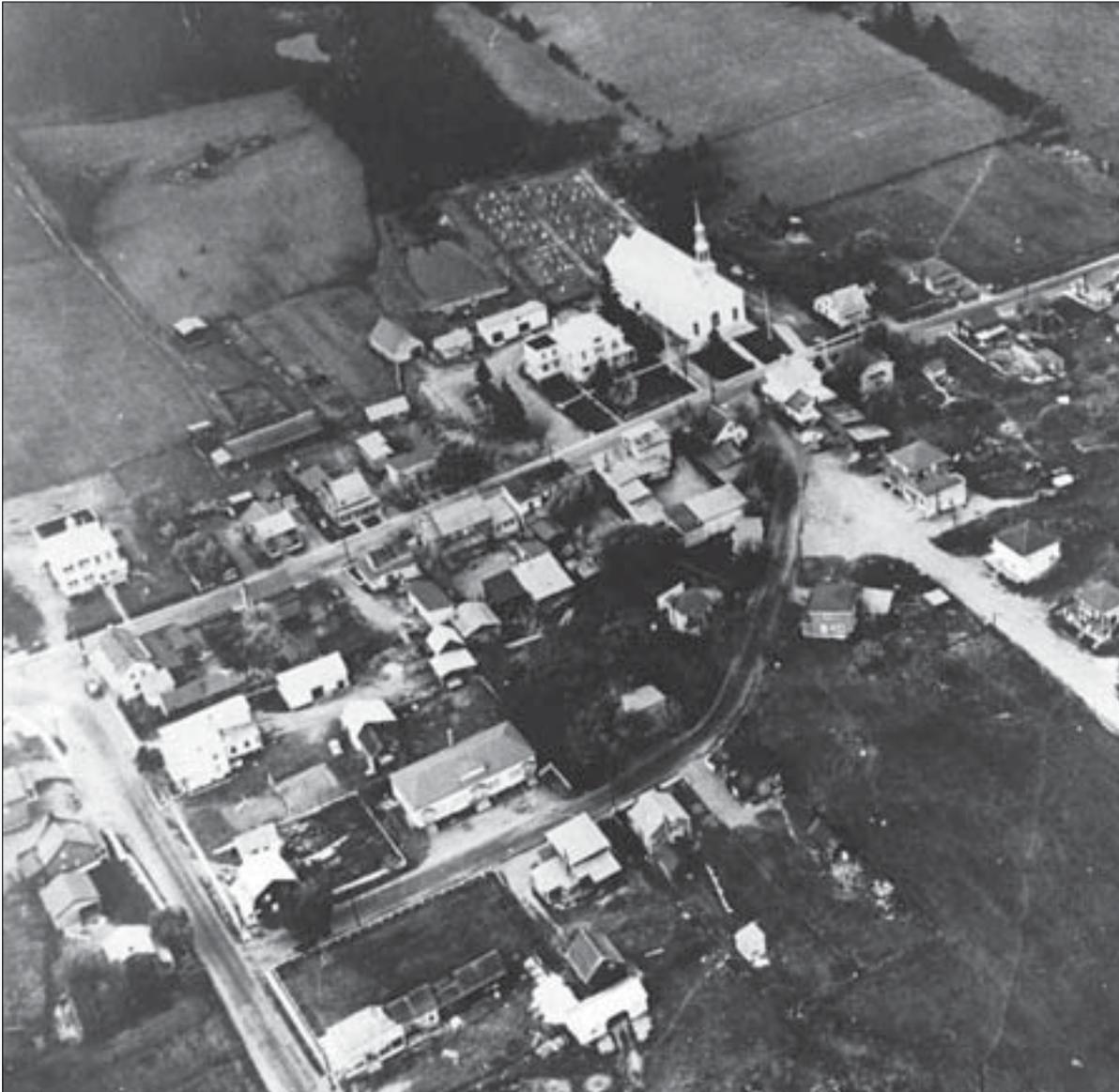
Le sol et le sous-sol

De nombreuses collines arrondies, à pente douce, s'élèvent à quelque 125 mètres au-dessus des vallées, formant ainsi une partie de la chaîne des Laurentides, les plus anciennes montagnes en Amérique du Nord. La région est traversée par plusieurs cours d'eau qui se déversent dans la rivière Ouareau, un affluent de la rivière l'Assomption. Plus d'une centaine de lacs, dont les plus importants situés au sud-est du canton, sont dispersés sur l'ensemble du territoire.

Le sol de la région est formé de dépôt de still, surtout au nord du canton, et de sols sablonneux et argileux dans sa partie sud. La majorité des terres est impropre à la culture et la plupart d'entre-elles, cultivées au siècle dernier, sont maintenant en friche. Pendant les années de guerre, l'industrie forestière prend de l'ampleur et son exploitation a contribué à endommager une bonne partie des terres boisées situées de part et d'autre de la rivière Ouareau.

Au point de vue géologique, la région date de l'ère précambrienne. Le territoire, qui forme la bordure est du massif de Morin, est caractérisé par des roches granuleuses et cisillées. La plus grande partie du territoire, à l'exception de la vallée de la rivière Ouareau, est composée du faciès d'Ashton, défini par des roches à grain grossier d'une teinte plutôt sombre allant du rougeâtre au verdâtre. À l'ouest de la route 125, entre le village et le lac Pauzé, on trouve une formation granitique désignée sous le

nom de Jean-Venne. Au sud-ouest du village, depuis Beaulac jusqu'au lac Désert, le sous-sol fait partie de la série de Grenville, caractérisée par des quartzites et du calcaire cristallin. Enfin, de minces dépôts glaciaires recouvrent toute la région, principalement le long des rivières et des lacs.



Collection Denis Provost

Vue aérienne de Chertsey, vers 1950.

Les minéraux ayant une valeur commerciale, comme le fer, l'argent et le plomb, ne sont présents qu'en très faible quantité. Par contre, les dépôts de gravier, d'origine glaciaire pour la plupart, sont très répandus. Ils contiennent généralement trop de sable pour donner de bons matériaux pour la construction des routes.



La flore et la faune

Le territoire montagneux favorise la diversité du couvert végétal. Plusieurs espèces sont représentées : pins blancs, pins rouges, pruches, érables à sucre, merisiers, sapins, trembles, bouleaux et cèdres. Le printemps, la couleur vert tendre des premiers feuillus dégage une sensation de tendresse tandis qu'à l'automne, la forêt laurentienne se transforme en une symphonie de couleurs pour faire ressortir une certaine passion. Les nombreux sentiers de marche, comme ceux de la Forêt Ouareau, permettent d'apprécier toute la douceur des sous-bois où abondent de nombreux petits fruits tels les framboises, les mûres, les bleuets et les noisettes.

La faune regroupe une large variété d'espèces aquatiques et terrestres : truites mouchetées, truites brunes, achigans et perchaudes sont parmi les variétés les plus répandues. Les forêts, dont une grande partie se retrouve au nord du canton, sont encore inexploitées. Les régions boisées abritent une faune variée : orignaux et cerfs de Virginie, perdrix, lièvres, canards ainsi qu'un bon nombre d'animaux à fourrure dont le castor, le rat musqué et le raton laveur.

Les attraits

Au 19^e siècle, l'économie était dominée par l'industrie forestière, la culture et l'élevage. L'arrivée du tourisme, au lendemain de la dernière guerre mondiale, a grandement contribué à l'essor économique de la région. Au début des années 1950, des promoteurs immobiliers ouvrent de nouveaux territoires à la

villégiature et aux loisirs en construisant des résidences secondaires aux abords des lacs et des rivières du canton.

La beauté des paysages, la tranquillité des lieux, la limpidité des lacs et des cours d'eau, les saisons attrayantes, les automnes aux couleurs féeriques étaient et demeurent encore aujourd'hui quelques-uns des avantages indéniables qu'offre la région.

Le climat

Chertsey possède un climat de montagne caractérisé par des températures froides et sèches en hiver, et tempérées en été. La période de gel, qui dure environ deux cents jours par année, se situe de la mi-octobre à la mi-avril. Le climat estival se prête bien aux activités de plein air et aquatiques tandis que l'hiver permet aux adeptes de ski de randonnée et de motoneige de parcourir les nombreux sentiers de la région.



Carte de localisation de Chertsey

Chapitre deuxième

La naissance de la région

Bien que Chertsey n'ait connu un véritable essor que vers la fin du 19^e siècle, son histoire remonte pourtant aux premières années qui suivent l'instauration du Régime anglais au Canada.

Jusqu'à 1790, le gouvernement britannique ne tenait pas compte des immenses territoires boisés situés sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent. Cette vaste étendue faisait partie, depuis le Traité de Paris en 1763, des terres de la *Province of Quebec*. L'histoire de la région ne débute donc qu'en 1791, avec l'instauration de l'acte constitutionnel (31 Georges III, chapitre 31), créant un gouvernement responsable au Canada. L'une des premières actions de la nouvelle administration a été de subdiviser le Bas-Canada en comtés et en townships (le mot français canton n'est apparu qu'en 1854) selon les coutumes anglaises et d'y introduire un nouveau mode de concession des terres de la Couronne.

Les principes et les modes de concession des terres de la Couronne sont définis par la proclamation du 7 février 1792, dont voici un résumé :

À tous ceux qui désirent s'établir sur les terres de la Couronne dans le Bas-Canada :

Les terres à concéder devront faire partie d'un township ;

Les personnes désirant obtenir des terres devront le faire par une pétition et démontrer qu'elles les cultiveront ;

Les deux septièmes de chaque township seront réservés pour le maintien du clergé protestant et l'établissement des futures réserves de la Couronne ;

Les concessions de terres seront faites par lettres patentes.

Pour appliquer cette nouvelle réglementation, le gouvernement forme un comité des terres qui doit être en mesure de recevoir les demandes à compter du 20 février 1792. Malgré plusieurs pétitions reçues pour des terres situées au sud et au nord des seigneuries, aucune concession ne pouvait être faite puisqu'on n'avait pas encore délimité les territoires ni fixé les réserves.

Cette nouvelle façon de concéder des terres contraste avec le mode seigneurial existant sous le Régime français. La concession des terres se fait maintenant en commun et franc soccage, c'est-à-dire que les lots concédés ne sont plus liés à des rentes annuelles. Le propriétaire qui reçoit ses lettres patentes devient l'unique bénéficiaire de sa nouvelle propriété avec tous les droits d'aliénation. Ce mode de distribution des terres ne modifiait pas celui existant dans les seigneuries situées en bordure du fleuve Saint-Laurent. Les anciennes terres de la vallée laurentienne sont toujours concédées en cens et en rentes jusqu'à l'abolition du Régime seigneurial en 1854.

En 1792, un township de 100 milles carrés (10 milles, 5 chaînons de longueur par 10 milles, 55 chaînons de largeur) est généralement divisé en 11 rangs de 28 lots. Chaque lot mesure 75 chaînes, 5 chaînons de longueur par 28 chaînes, 75 chaînons de largeur et contient 200 acres de terre. Dans les nouveaux townships, un certain nombre de lots sont réservés pour les réserves de la Couronne et celles du clergé protestant.

Le nom de Chertsey est donné le 7 février 1792 pour désigner un township situé dans les nouveaux comtés de Warwick et de Leinster. Le nom rappelle une ville située dans le comté de Surrey en Angleterre. À cette époque et pendant les années qui ont suivi, le canton n'est qu'à l'état de projet puisque la proclamation ne sera promulguée que beaucoup plus tard.

Les premiers pas conduisant à l'établissement de colons dans le canton de Chertsey ont lieu en 1792, plus précisément le 1^{er} novembre. Messieurs W. Patrick, R. Woodworth et quelques autres promoteurs fonciers font une demande au commissaire des terres de la Couronne pour obtenir la concession du canton. Après étude de la part du commissaire, la demande de concession dans le canton de Chertsey est refusée et le département des terres décide de reporter les demandes à plus tard en raison de l'absence de délimitation du township.

Entre 1792 et 1799, aucune autre demande de concession de terre n'est faite pour le canton de Chertsey. Un rapport du département des terres publiques, daté du 9 octobre 1799, indique que le canton de Chertsey est toujours un territoire de la Couronne. En 1803, le township est décrit pour la première fois sur le plan de l'arpenteur Samuel Holland. Sa superficie est de 100 milles carrés selon le plan type d'un township établi en 1792.

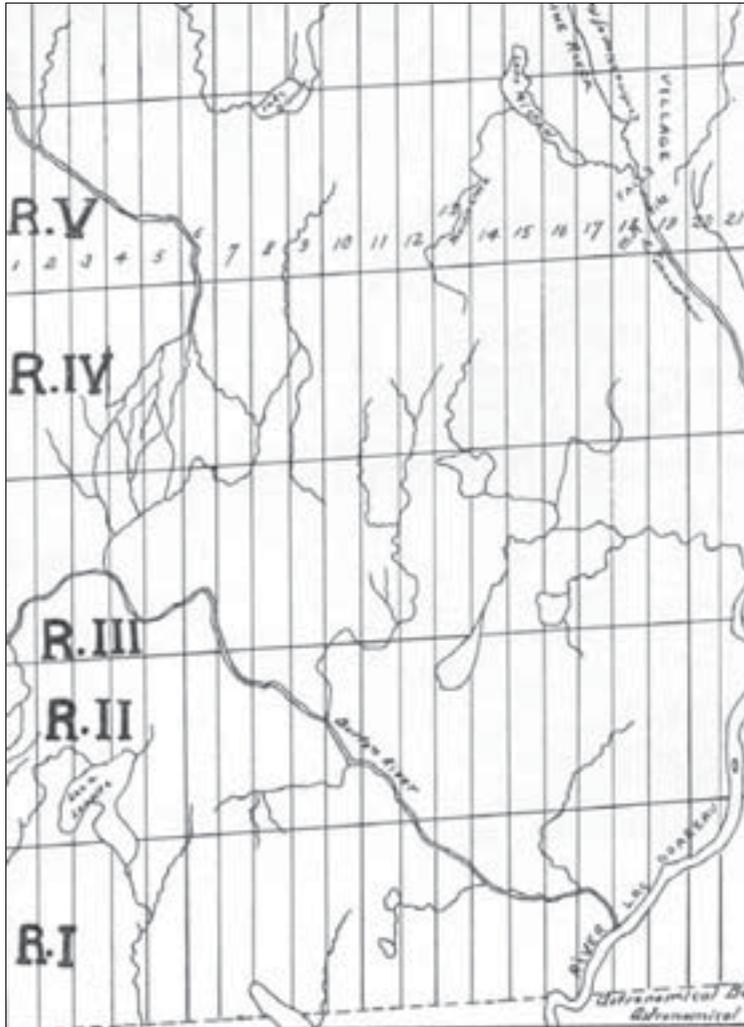
Les premières tentatives

Les premiers établissements de colons remontent aux alentours des années 1820. Les quelques colons établis dans la partie sud du canton sont originaires de la seigneurie de Saint-Sulpice et ne possèdent aucun titre de propriété. Cette première présence non autochtone, dans le canton de Chertsey, nous est révélée en 1830 dans un document de l'arpenteur Joseph Bouchette : *Topographic Dictionary of the Province of Lower Canada*. L'auteur fait alors la description suivante du canton de Chertsey :

Canton projeté du comté de l'Assomption (auparavant Leinster). Dans ce canton existe une chaîne de montagnes et en deçà de laquelle il y a trois lieues de riches prairies sur lesquelles quelques personnes sans aucun droit ont fauché quelque 6 000 bottes de foin. Sur ces montagnes, il y a deux ou trois lacs

poissonneux. Au-delà, pour environ six lieues, la terre est en parfaite condition pour la culture des produits tels que le bois dur, le chêne, le pin et une grande quantité d'érables pouvant fournir jusqu'à 50 000 livres de sucre annuellement. Sur le bord des lacs, plusieurs scieries peuvent être érigées.

De bonnes routes sont ouvertes jusqu'à ce canton. Quelques habitants de Saint-Sulpice s'y sont installés avant 1821, mais sans aucune autorisation ou billet de location.



Plan d'une partie du canton de Chertsey, réalisé par l'arpenteur James Dignam en 1847.

Puisque des routes se rendent vers le canton de Chertsey en 1821, il ne semble pas faire de doute que des colons s'y soient installés au cours de ces années. Une carte du canton de Rawdon, publiée en 1844, indique des chemins rudimentaires qui portent les noms de *Darwin Chantier Road*, *Squatter Road to Chertsey* et *Squatter Road to Wexford*. Ces routes d'accès ont sans doute favorisé l'établissement de colons dans la partie du sud du canton. Dans la région du Lac Morgan, on retrouve une douzaine de familles majoritairement d'ascendance irlandaise tandis que quelques familles canadiennes-françaises s'établissent à l'extrémité ouest du canton, sur les terres qui forment aujourd'hui le village de Chertsey. À cette époque, l'arpentage primitif n'est pas encore réalisé et les colons établis sur ces terres sont considérés comme des squatters.

Le recensement de 1842 aurait pu fournir de précieux renseignements sur les premiers colons établis dans les premiers rangs du canton, mais comme il n'a pas été conservé pour le comté de Leinster, on ne pourra malheureusement pas identifier ces premiers pionniers. Il faudra donc attendre les informations du recensement de 1851 pour dresser la liste des premières familles de Chertsey.

La fondation

Prenant conscience de l'immense potentiel agricole et forestier de la région, le gouvernement du Bas-Canada décide de promouvoir l'établissement de colons dans les Laurentides. Le 8 mars 1847, le commissaire des terres de la Couronne, Denis-Benjamin Papineau, fait parvenir à l'arpenteur James Dignam, de Berthier, des instructions pour procéder à l'arpentage du contour du canton de Chertsey et, par la suite, subdiviser les quatre premiers rangs en lots. Le travail de Dignam est complété à la fin de 1847.

En 1847, les instructions du commissaire des terres de la Couronne établissent la superficie des lots à 100 acres, au lieu de 200 acres comme dans le canton de Rawdon. Cette modification permet de découper 55 lots par rang pour totaliser 220 lots dans les quatre premiers rangs du canton de Chertsey.

En 1848, une ordonnance gouvernementale favorise l'établissement de colons anglais dans les townships du Bas-Canada. Les plus importants centres sont concentrés dans les Cantons de l'Est bien que l'on retrouve aussi de nouveaux colons anglophones dans les cantons de Rawdon, Chertsey et Wexford. Pour contrer l'anglicanisation des cantons du nord, les membres du clergé, dont le révérend Jean-Romuald Paré, créent des Sociétés de colonisation et mettent tout en oeuvre pour favoriser l'établissement de colons canadiens-français sur ces nouveaux territoires.

Afin d'encourager les premiers colons à venir s'établir sur ces nouvelles terres du nord et contrer ainsi les premières migrations des Canadiens vers les États de la Nouvelle-Angleterre, il fallait un promoteur, un homme pleinement conscient de l'importance de la colonisation du pays. Cet homme, que l'on peut considérer à juste titre comme le fondateur de Chertsey, c'est le révérend Jean-Romuald Paré, curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan et agent de colonisation du comté de Montcalm.

À Saint-Jacques, le révérend Paré, avec l'appui et la participation de Zacharie Cloutier et de Magloire Granger, fonde la Société des défricheurs. C'est par l'intermédiaire de cette société qu'il entreprend la promotion de la région et s'engage à établir une nouvelle paroisse sur ce territoire.

Pour démontrer que le curé Paré a été fondateur de Chertsey, voici quelques écrits du siècle dernier qui confirment cette vérité. Dans l'ouvrage *Le diocèse de Montréal à la fin du 19^e siècle*, les auteurs écrivent ce qui suit :

C'est vers 1845 (i.e 1848) que, de Saint-Jacques-de-l'Achigan, vinrent les premiers colons de Chertsey. Monsieur Romuald Paré, de sainte mémoire, alors curé de cette paroisse, les dirigea lui-même de ce côté. Ce fut lui qui, au nom du Gouvernement, donna les premiers titres de location aux colons.

Dans ce texte, nous croyons que l'année 1848 est beaucoup plus précise. La nécessité de procéder à l'arpentage du territoire avant de concéder les premiers titres de propriété nous apparaît plus réaliste.

Dans son étude intitulée *La colonisation dans le Bas-Canada depuis 10 ans, 1851-1861*, l'auteur Stanislas Drapeau écrit ce qui suit concernant le canton de Chertsey :

La colonisation s'est considérablement développée dans le comté de Montcalm durant cette dernière décennie, grâce aux efforts de l'abbé Romuald Paré, curé de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan.

Dans le même sens, Anthime Charbonneau, agronome de Joliette, écrivait, il y plus de 50 ans, ces quelques lignes sur le curé Paré et son oeuvre colonisatrice :

Monsieur Romuald Paré, curé de Saint-Jacques, orienta son surplus de population du côté du canton de Chertsey. Au nom du Gouvernement, il donna les premiers billets de location aux colons.

Voici un autre texte signé de l'arpenteur Francis P. Quinn publié dans le *Journal de l'assemblée législative du Canada*, volume 14, appendice 33, 1856 :

Dans le mois d'octobre 1849, j'ai arpenté une partie du township de Chertsey (rangs 5, 6, 7 et 8) à la demande du bureau de colonisation de Saint-Jacques sous l'agence du Révérend M. Paré pour lequel le dit bureau devint endetté envers le dit déposant.

Ces citations confirment que Jean-Romuald Paré a été le principal promoteur du développement de la région.

Avec la complicité de Monsieur Paré, plusieurs familles venues de Saint-Jacques, de Saint-Liguori, de L'Assomption et de Joliette s'installent sur ces nouvelles terres. Parallèlement, des Irlandais en provenance de Rawdon, et d'autres nouvellement arrivés au Canada, s'installent dans le canton de Chertsey comme leurs prédécesseurs l'avaient fait dans le canton de Rawdon quelques décennies auparavant.

Le développement de la colonisation dans les cantons du nord de Montréal, que ce soit à Chertsey ou ailleurs, s'explique par une croissance importante de la population des seigneuries de la vallée laurentienne. Habitées depuis le Régime français par les Canadiens, les seigneuries deviennent rapidement surpeuplées par des familles de plus en plus nombreuses. Les nouvelles générations se retrouvent souvent dans l'impossibilité de s'établir sur les terres agricoles des seigneuries de L'Assomption, Saint-Sulpice, Lachenaie et de Lavaltrie.

D'autre part, comme les terres des seigneuries sont occupées, il faut ouvrir de nouveaux territoires pour permettre l'établissement de milliers d'immigrants qui arrivent au pays chaque année en provenance du vieux continent.

Les premiers établissements

Pour s'installer de plein droit sur ces terres, les premiers défricheurs devaient obtenir des billets de location. Dans le comté de Montcalm (appelé Leinster avant 1853) les colons doivent s'adresser à Alexander Daly, de Rawdon, qui occupe le poste d'agent des terres de la Couronne. Vers 1850, le prix des lots est fixé par le gouvernement à 30 cents l'acre, soit 30,00 \$ pour un lot régulier de 100 acres. Pour obtenir un billet de location, le colon doit déboursier la somme de 6,00 \$ à la signature du billet et le solde à raison de 6,00 \$ par année, sans intérêt, au cours des quatre années suivantes.

Bien que conscients des difficultés liées au défrichage de nouveaux territoires, les premiers colons répondent avec enthousiasme aux incitatifs du clergé. Les demandes pour de nouvelles terres sont si importantes que le gouvernement décide d'ouvrir une seconde section du canton à la colonisation. Le 6 septembre 1849, le département des terres de la Couronne demande à l'arpenteur Francis Phelix Quinn, de Rawdon, de procéder à l'arpentage de tous les lots des 5^e, 6^e, 7^e et 8^e rang du canton de Chertsey.

De 1840 à 1852, un très grand nombre de colons s'établissent en squatter en attendant de pouvoir régulariser leur situation, une fois l'arpentage complété et enregistré au Bureau des terres de la Couronne. Ce n'est qu'en 1850 que quelque 440 lots arpentés deviennent disponibles à la colonisation. Dans le registre du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, on constate que les premiers billets de location ne sont attribués qu'à partir de 1850, soit deux ans après l'établissement des premiers colons. Voici la liste des 25 premiers colons ayant obtenu des billets de location :



Une des plus anciennes maisons de Chertsey, celle d'Armand Pothier, dans le 3^e rang.

NOMS	RANG	LOT	DATE
Alexander Daly	4	23	22-02-1850
James Daly	4	22	22-02-1850
Luke Daly	4	24	22-02-1850
John Hugh Daly	4	25	24-07-1851
Patrick McManus	3	22-23	08-05-1852
André Morin	6	9	11-12-1852
Léon Miron	7	1	23-12-1852
Daniel Trusdell	2	32	23-03-1843
Alfred Holthy	4	30	25-03-1853
Édouard Goulet	3	16	05-12-1853
Thomas Dredge	5	29	27-04-1854
Jean-Baptiste Perreault	3	15	12-01-1855
Georges Rock	6	14	24-04-1855
Michel Rock	6	13	24-04-1855
Magloire Granger	6	29	20-07-1855
François Morin	6	7	25-09-1855
John Carroll	5	16	03-10-1855
Thomas Holby	4	26	09-10-1855
Hemmy Krough	6	15	10-11-1855
Thomas Krough	6	16	10-11-1855
Moïse Poudrier	3	8	17-06-1856
Édouard Truchon	9	1	16-03-1857
André Rivest	5	13	02-04-1857
Jean-Baptiste Bastien	3	7	24-03-1859
Jean-Baptiste Venne	1	2	12-08-1862

Selon le registre des billets de location, les entrées inscrites entre le 22 février 1850 et le 12 août 1862 indiquent que seulement 25 colons possèdent des titres officiels pour des lots dans le canton de Chertsey, alors que la population s'établit à 413 habitants au recensement de 1851 et à 919 personnes dix ans plus tard.

Le territoire se développe d'une façon prodigieuse. Pour donner un aperçu de cet essor démographique, un tableau comparatif de la population du canton de Chertsey établi d'après les recensements de 1851, compilé par James Daly de Rawdon, et celui de 1861, compilé par Magloire Granger, alors secrétaire-trésorier de la municipalité, permet de constater cette évolution. Le rôle d'évaluation de la municipalité nous apprend qu'en 1857, plus de 250 personnes occupent les lots, prouvant ainsi que plusieurs nouveaux colons ne possèdent pas encore de titre de propriété. Par ailleurs, les deux premiers recensements de Chertsey révèlent les statistiques suivantes :

CATÉGORIE	1851	1861
population	413	919
hommes	220	485
femmes	193	443
familles	77	139
naissances	14	28
décès	1	3
Canadiens-français	375	826
Irlandais	31	86
maisons	75	140

Le recensement de 1851 permet d'identifier les principales familles souches établies à Chertsey aux premières heures de sa fondation.

Les principales familles recensées à Chertsey en 1851

Beauchamp	Béline	Brien	Brousseau	Desrosiers
Dupas	Dupuis	Dusablé	Lapierre	Laprairie
Lepage	Mireau	Morin	Perreault	Poudrier
Provost	Racette	Ricard	Riopel	Rivest
Tremblay				

A ces familles d'origine canadienne-française, il faut ajouter des familles irlandaises, écossaises et anglophones dont les Brandy, Carroll, Doherty, Gray, Healy, Holtby, Mason, Morgan, McCleary et Scroffy.

L'augmentation importante de la population locale favorise l'établissement des premiers corps publics. En 1856, la municipalité est fondée ; en 1857, la commission scolaire est créée et, en 1858-59, la paroisse de Saint-Théodore est érigée canoniquement.

C'est au cours de ces mêmes années que les premières lettres patentes sont émises en faveur des occupants pour des lots dans le canton de Chertsey. Depuis les premiers billets de location émis au début des années 1850, plusieurs personnes ont quitté la région pour s'installer ailleurs ou pour se diriger vers les États-Unis. Par contre, un grand nombre de nouveaux colons s'installent dans la région, comme en témoigne le tableau ci-dessus.

Par ailleurs, le 13 décembre 1857, jour de la proclamation officielle qui crée le canton de Chertsey, constitue une date importante pour le développement de la région. Cette proclamation ouvre une ère de prospérité qui permet l'attribution des premières lettres patentes. Voici les noms des colons qui ont reçu ces premières lettres patentes :

NOMS	RANG	LOTS	DATE
Béloni Sylvestre	4	1	01-12-1857
Jean-Baptiste Bastien	4	7	31-03-1859
James Daly	4	24	09-09-1862
Luke Daly	4	24	09-09-1862
Alexander Daly	4	23	10-09-1862
John Hugh Daly	4	25	10-09-1862
François Foucher	2	26	09-06-1863
Jean-Baptiste Beauchamp	2	4	10-06-1863
Daniel Truesdell	2	31	03-06-1863
Jean-Baptiste Venne	1	17	07-11-1863

C'est ainsi que se posent les premiers jalons de l'histoire de Chertsey. Ces pionniers de ces premiers temps ont implanté dans notre région une descendance qui s'est accrue au cours des décennies suivantes permettant d'établir une véritable communauté résolument tournée vers l'avenir.

La vie du pionnier au siècle dernier

On ne possède pas de récit des premiers pionniers de Chertsey. On retrouve cependant plusieurs écrits sur la vie des premiers défricheurs dans les cantons du nord de Montréal vers 1850. Voici ce qu'écrivait B.A.T. de Montigny en 1895.

Après avoir obtenu un lot dans un rang éloigné, le colon d'en-bas quitte sa famille à l'automne pour prendre connaissance avec sa nouvelle propriété. Avec quelques provisions de bouche et des outils rudimentaires, il va d'abord se construire un abri temporaire pour y passer l'hiver : maison rustique, d'environ 16 pieds carrés, construite en bois rond de pin ou de sapin.

L'hiver venu, il procède aux premiers défrichements. S'il est robuste, il peut défricher deux à trois acres de forêts. Souvent l'aîné de la famille vient lui

prêter main forte. Après avoir coupé du bois, il conserve les plus belles pièces pour sa future demeure. Il brûle ensuite les résidus de son abattis.

Une fois sa hutte construite et quelques acres défrichées, il profite des premiers jours du printemps pour aller chercher sa famille et se procurer les outils nécessaires à la culture. Aussitôt rendus, tous se mettent immédiatement à l'œuvre car cultiver est une opération plutôt familiale qu'individuelle. On se hâte de nettoyer et d'amollir la terre pour les semailles. Une fois un coin de terre prêt, on sème généralement du grain et du blé à la volée. L'épouse s'occupe du jardin d'où elle retirera des navets, des pois, des fèves et du maïs.

Pendant que les semences progressent, le colon poursuit ses défrichements. S'il possède un petit capital, il fait scier son bois pour se construire une maison plus habitable. S'il n'est pas riche, il devra travailler sans relâche avant de se construire une maison en bois équarri, blanchie à la chaux et recouverte d'un toit de bardeaux.

En automne, ses premières récoltes apparaissent : moment d'angoisse, car son année et celle des siens dépendent de cette récolte. Si la température n'a pas été clémente, on imagine le fiasco ! L'hiver venu, il poursuit son défrichement et trappe les animaux à fourrure, ce qui lui procurera quelques revenus supplémentaires, nécessaires à l'achat d'équipement et d'ameublement. Pour nourrir sa famille, il chasse l'orignal et le chevreuil.



La maison de Joseph Guilbault, au lac Michel, vers 1946.

La vie du pionnier n'est pas de tout repos. Elle repose constamment sur le travail et les conditions climatiques. En plus de sa récolte, le colon peut également compter sur l'élevage d'animaux de basse-cour. Lorsque des revenus le permettent, il pourra acquérir du bétail et un cheval de trait.

APPENDICE

Parmi les personnages qui ont participé à la fondation de Chertsey, deux individus, un religieux et l'autre civil, ont contribué d'une manière hors du commun à réaliser le projet de créer une nouvelle paroisse au nord de Montréal. Voici leurs biographies sommaires.

Jean-Romuald Paré (1779-1858)

Jean-Romuald Paré est né dans la paroisse de Saint-François de la Rivière-du-Sud, le 7 février 1779, de l'union de Louis Paré et d'Angèle Fortier. Après ses études à Québec, il est ordonné prêtre le 25 février 1809. À l'âge de 30 ans, il est nommé vicaire à Boucherville, puis curé du même endroit du 20 décembre 1816 jusqu'à l'automne 1817. En 1819, il est nommé à la cure de Longue-Pointe. Le 24 juillet 1819, on le nomme curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan. Pendant sa mission pastorale à Saint-Jacques-de-l'Achigan, il est aussi agent de colonisation du comté de Leinster (Montcalm), devenant ainsi un grand promoteur de la colonisation.

En 1842, il fonde l'établissement des Dames du Sacré-Coeur, dont le nom est remplacé en 1853 par celui des soeurs de Sainte-Anne. Dans toutes les paroisses du Nord il est surnommé le curé des pauvres. En 1848, avec l'aide des citoyens, il met sur pied la Société des défricheurs. Dans la même année, il fonde Saint-Théodore-de-Chertsey. De 1851 à 1853, il est missionnaire à Saint-Calixte-de-Kilkenny.

Le révérend Jean-Romuald Paré décède à Saint-Jacques-de-l'Achigan le 7 octobre 1858, à l'âge de 79 ans et 8 mois. À son décès, l'évêque de Montréal, Mgr Ignace Bourget, est présent pour lui administrer les derniers sacrements. Il profite de l'occasion pour prononcer l'oraison funèbre et rendre hommage à cet homme qui, tout au long de sa vie, n'a négligé aucun effort pour aider ses paroissiens et ceux des paroisses environnantes. Il est inhumé à Saint-Jacques-de-l'Achigan, où il a vécu pendant 39 ans et 2 mois.



Jean-Romuald Paré, curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan, fondateur de Chertsey, en 1848.

Alexander Daly (1807-1893)

Alexander Daly est né vers 1807, probablement à Killeshandra, en Irlande, de l'union de Alexander Daly et de Jane Kearny. Il arrive au Canada au début des années 1830 et s'établit à Montréal. Alexander Daly épouse à l'église Notre-Dame de Montréal, le 26 mai 1832, Mary Ann McDonnel, née en Irlande en 1808, fille de James McDonnel et d'Isabelle McCormick. Le 27 février 1835, il acquiert le lot 24 dans le 3^e rang du canton de Rawdon. Sept enfants naissent de son union avec MaryAnn à Rawdon entre 1835 et 1866. Alexander Daly occupe plusieurs fonctions officielles à Rawdon.

Grand promoteur de la colonisation, il collabore étroitement avec le curé Paré et l'arpenteur Quinn au développement de la colonisation alors qu'il occupe le poste d'agent des terres de la Couronne. Alexander Daly s'intéresse beaucoup à la colonisation du canton de Chertsey. En 1850, il acquiert le lot 23 dans le quatrième rang. Mary Ann McDonnel décède à Rawdon le 28 janvier 1891. Alexander Daly décède aussi à Rawdon le 24 février 1893 à l'âge de 86 ans. Cette famille de Rawdon laisse peu de descendants dans la région.

Chapitre troisième

Les voies de communication

Au siècle dernier, les voies d'eau, comme la rivière Ouareau, ne permettaient pas la circulation des colons vers de nouveaux territoires à exploiter en raison de leur faible débit. Avant 1840, aucune route d'importance ne se rendait au centre du canton de Chertsey. La construction de nouveaux accès constitue alors une priorité au développement de la colonisation.

Les premiers colons empruntent ces routes pour venir s'installer dans la région. La première route partait de Rawdon, passait par Gratten Lake et s'arrêtait sur le lot 28 du 4^e rang. La seconde route partait, elle aussi de Rawdon, suivait la rivière Ouareau, puis rendue aux abords du canton de Chertsey, elle montait entre les lots 7 et 8 des 1^{er}, 2^e et 3^e rangs, pour s'arrêter dans la région où est actuellement situé le village de Chertsey.

Les chemins de colonisation

Au début des années 1850, le gouvernement prend connaissance des possibilités de colonisation de la région. Le 7 septembre 1853, le commissaire des terres de la Couronne fait parvenir à Alexandre Daly, de Rawdon, des instructions pour établir un tracé et construire une route vers Chertsey.



Le pont de la chute à Magnan, qui permettait aux premiers colons d'accéder aux terres du canton de Chertsey au 19^e siècle.

Selon les directives du gouvernement, le chemin devait passer par Gratten Lake, traverser la rivière Ouareau, sur le 4e rang, pénétrer dans les terres et se rendre au site du village Lafontaine dans le 5e rang. Comme le chemin du côté est de la rivière Ouareau se rendait déjà jusqu'au 4e rang, le point de départ de la future route pourrait être situé sur le lot 28 du 4e rang. Dans son rapport déposé le 14 mars 1854, Daly écrit :

À l'automne 1853, mon premier objet en entrant dans le bois fut de choisir l'endroit le plus favorable à la construction d'un pont, sur le front du 4e rang de Chertsey, sur le lot 27, au lieu et au prix spécifié dans les plans ci-joints.

Je recommande que le pont, sur la rivière Ouareau, soit immédiatement commencé afin que le bois nécessaire pour ce pont soit sorti de la forêt avant que la neige ne disparaisse, et que les travaux du chemin se fassent aussitôt que possible l'été prochain.

Pour favoriser le développement de la colonisation, le gouvernement consacre des sommes importantes pour la construction de routes entre 1854 et 1856. En 1854, on dépense 2400 \$, en 1855, 400 \$ et en 1856, 800 \$ pour un total de 3600 \$.



Rivière Jean-Venne, à droite la ferme de Gilbert Miron, à gauche le chemin qui conduit chez Joseph Miron.

Dans son rapport sur l'état de la colonisation dans le Bas-Canada pour 1854-60, Peter Skelly, de Rawdon, rapporte les faits suivants au sujet du chemin de Chertsey :

Le chemin est entièrement situé dans le township de Chertsey. Il commence sur le lot 24, au front du 4^e rang et se termine dans la profondeur du lot 8 du 6^e rang. Il a coûté 53 livres 3 shillings et 4 deniers par mille (270 \$).

La longueur projetée de ce chemin est d'environ 11½ milles, mais 5½ milles moins 2 chaînes ont été ouverts.

Le terrain que traverse ce chemin, ainsi que celui vers lequel il doit être conduit, est bon : bien fourni de gros bois de pin, épinette, érable, cèdre et bouleau.

En 1855, en vertu de l'*Acte des municipalités et chemins du Bas-Canada* et des instructions gouvernementales, les spécifications pour les chemins et les ponts sont les suivantes :

Le dit chemin devait avoir 20 pieds de largeur afin que le chemin proprement dit ait 16 pieds entre les fossés de 2 pieds de large quand cela sera requis. Les ponts doivent être construits en bois et avoir au moins 12 pieds de largeur.

Les entrepreneurs ont souvent de la difficulté à respecter ces normes compte tenu des conditions du terrain et des montants alloués pour la construction des routes. Par contre, ces axes routiers sont primordiaux pour développer de nouveaux territoires à la colonisation. Dans son rapport de 1858, Peter Skelly écrit :

La colonisation faite dans cette partie du pays fit de grands progrès, surtout dans les localités où le Gouvernement fait ouvrir des chemins. Deux cents terres ont été prises dans le township de Chertsey, dans le cours de l'année précédente et celle-ci, 1858 ; un grand nombre de maisons y ont été construites jusqu'au 9^e rang de ce township. J'ai en outre appris, de bonne autorité, que 50 fermes avaient été prises dans le township depuis ces deux dernières années.

Les autorités ecclésiastiques catholiques ont fixé dans Chertsey, le lieu où une église doit être construite, et presque tous les matériaux sont prêts pour en commencer l'érection au printemps prochain.

Il y a un prêtre résidant maintenant dans Chertsey. Ce succès est dû entièrement au chemin que le Gouvernement a fait ouvrir, un homme n'aurait pas voulu,

il y a sept ans, aller demeurer dans Chertsey ; sur les lieux-mêmes où l'église doit être bâtie, avec un octroi gratuit de 500 acres de terre. Maintenant, il y a dans Chertsey, un curé résidant, un bureau de poste et un moulin à farine. La valeur du terrain paraît y avoir augmenté de 40% depuis ces dernières années.

Entre 1854 et 1866, le ministère de la colonisation a dépensé 4 850 \$ pour la construction d'un chemin qui, depuis le Pont du Gouvernement, se rend dans les cantons de Wexford et de Chilton, en passant par le village Lafontaine. En 1860, pas moins de 50 milles de chemins permettent aux colons de se rendre sur leur terre.

Les chemins municipaux

Au cours des années 1870, plusieurs autres routes sont ouvertes par la municipalité, qui a la responsabilité des chemins sur son territoire depuis 1856. Vers 1890, la population se stabilise et de nombreux chemins de rangs, délaissés par les habitants, sont fermés en raison du regroupement des citoyens dans le village du troisième rang. Cette concentration urbaine favorise l'amélioration des routes d'accès au village, que ce soit celle en provenance du sud ou celle qui rejoint le village depuis l'est du canton.

Au début du siècle dernier, les routes du canton de Chertsey demeurent sensiblement les mêmes que lors de leur construction. Les efforts des autorités municipales sont axés sur l'amélioration du réseau routier pour le rendre davantage praticable, surtout au cours de la période du dégel printanier. En 1920 et 1940, la municipalité procède à la construction et à la réfection de plusieurs ponts sur les rivières Burton et Jean-Venne. Au village, les trottoirs sont de la responsabilité des propriétaires, qui doivent voir à leur entretien.

En 1942, la rue Principale et la rue de l'Église sont asphaltées en même temps que l'on procède au revêtement de la route 18. En 1944, on asphalté la petite rue (rue Dupuis). L'amélioration du réseau routier provincial contribue largement au développement touristique de la région qui en est à ses débuts.



Pavage de la route 18 dans le village de Chertsey en 1942.

Jusqu'en 1948, les routes de la municipalité sont fermées l'hiver. Seules les autoneiges et les *sleighs*, tirées par des chevaux, peuvent circuler sur la neige durcie. Ce n'est qu'à l'hiver 1948-1949 que la route 18 et les chemins du 1^{er} au 7^e rang sont ouverts pour la première fois aux automobilistes et aux camions. La municipalité entretient ces chemins grâce à une subvention du gouvernement provincial.

Dès 1950, des promoteurs ouvrent de nombreuses routes pour établir des sites de villégiature aux abords des nombreux lacs et des rivières du canton.

Ces nouvelles routes donnent la possibilité aux nouveaux venus de se rendre au cœur du territoire. Ces chemins sont, par la suite, pris en charge par la municipalité, qui doit voir à leur amélioration et à leur entretien autant en été qu'en hiver.

Jusqu'en 1993, la municipalité et le ministère des Transports se partagent l'entretien des principales routes du canton. La municipalité a la responsabilité d'entretenir 82 km de routes tandis que le gouvernement en entretient 24 km. Le 1^{er} avril 1993, en vertu d'une décision gouvernementale, les routes, auparavant à la charge du ministère des Transports, sont transférées à la municipalité. Pour compenser les coûts reliés à l'entretien de ces routes, le gouvernement verse une subvention annuelle qui tient compte de la richesse foncière de la Municipalité régionale de comté (MRC). En 1998, le gouvernement a versé une subvention de 230 000 \$ à la municipalité de Chertsey.

En 1999, la municipalité de Chertsey entretient 263 km de routes dont 93 sont asphaltées.

Les routes provinciales

Deux routes du canton de Chertsey sont sous la responsabilité du gouvernement. Il s'agit des routes 125 et 335 qui font partie du réseau routier provincial. Les autres routes sont le chemin du Lac Paré, celui du Pont du Gouvernement et la route du 7^e Lac, qui relevaient auparavant du ministère des Transports, ont été transférées à la municipalité le 1^{er} janvier 1993.

Les plus importants travaux ont été réalisés sur la route 18 (route 125 aujourd'hui), un axe de communication névralgique pour le développement économique et touristique de la région. La réfection de cette route a fait l'objet de nombreuses promesses électorales qui remontent au temps de l'Union Nationale.

En 1925, le gouvernement prend à sa charge l'entretien de la route 18 (la route 125 aujourd'hui). Cette route part de Montréal, passe par Saint-Vincent-de-Paul,

Terrebonne et Mascouche avant d'atteindre Saint-Esprit, au sud du comté de Montcalm. De là, elle atteint Sainte-Julienne et Chertsey avant de rejoindre le village de Saint-Donat à son extrémité nord. En 1925, la route est en macadam de Montréal à Terrebonne et de concassé jusqu'à Saint-Donat. Dans la région, le premier revêtement d'asphalte sur la route 18 remonte à 1942.

De sa construction à 1955, la route 18 passe dans le village de Chertsey. Elle emprunte la rue Principale jusqu'à la rue de l'Église, puis bifurque à gauche pour rejoindre l'actuelle route 125 vers le nord du village. En 1955, le ministère de la Voirie décide de modifier le tracé de la route à partir de la rue de l'Église. On prolonge la rue Principale, en expropriant le magasin de Joseph Dupuis - ancienne maison d'Olivier Lapierre - pour rejoindre la route nationale en haut du village.

En 1968, le ministère des Transports procède à la réfection complète de la route 125 depuis la route 335 jusqu'au nord du village. En 1972, le gouvernement poursuit les travaux et octroie un contrat de 13 millions de dollars à la firme Komo Construction de Québec. Les travaux d'aménagement d'une nouvelle route de 12 km débutent en 1974 et prennent fin trois ans plus tard. En 1974, à la faveur d'une nouvelle numérotation des routes du Québec, la route 18 devient la route 125.

Le 30 juillet 1979, une seconde phase de travaux est entreprise pour doubler les voies de circulation sur la route 125 au nord du village. La construction de 10 km de route (voie du côté est) est réalisée par Les Entreprises Industrielles de Laval, dont la soumission s'élève à 4 600 000 \$. Les travaux sont complétés pour l'été 1981.

Par ailleurs, la route 335, qui part de Montréal et qui rejoint la route 125 à la hauteur de Beaulac, permet aux citoyens de Chertsey de se rendre à Saint-Calixte et à Ville des Laurentides. Cette route provinciale représente un autre accès majeur pour la région.

La route du 3^e rang vers le Pont du Gouvernement représente le second axe routier en importance au départ du village. Cette route, construite au siècle dernier par la municipalité, est cédée au ministère de la Voirie en juillet 1952. Le revêtement bitumineux de la route s'est échelonné de 1943 à 1958.

En 1967, une bonne portion de la route menant au 7^e Lac est aussi asphaltée. À l'automne 1978, le ministère des Transports entreprend de refaire la route du Pont du Gouvernement depuis le village de Chertsey. Les travaux de terrassement nécessitent des investissements de 210 000 \$. Le contrat de pavage d'environ 6 km de route est par la suite accordé à la firme Bourget Construction de Joliette pour la somme de 125 849,67 \$.

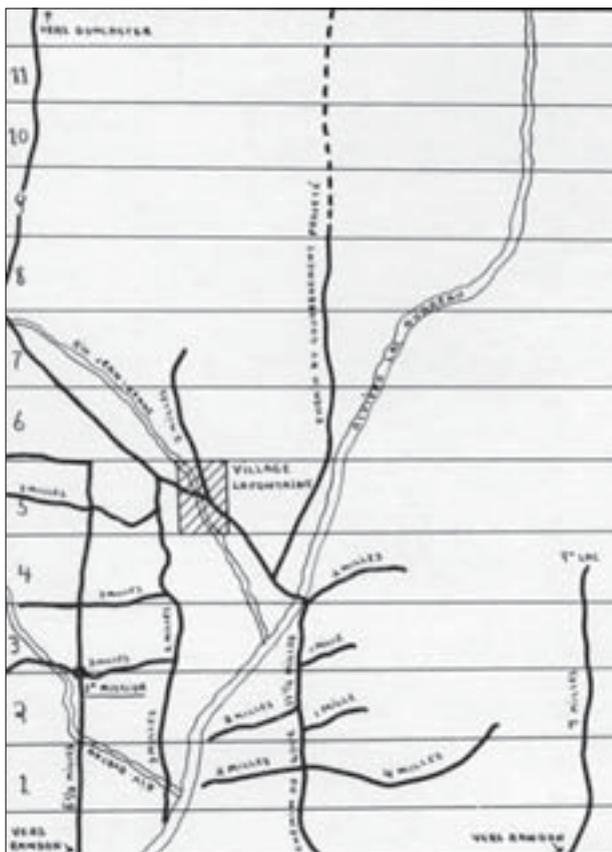


La route du lac Paré, depuis la route 18, en 1948.

Le chemin du Lac Paré, construit au début du siècle, est considérablement amélioré en 1940 par la municipalité de Chertsey, grâce à une subvention de 2000 \$ du ministère des Richesses naturelles du Québec. Le premier tronçon de la route 18 (125) au Lac Michel est asphaltée en 1960 tandis que la seconde partie est réalisée en 1967.

Depuis 1993, le ministère des Transports du Québec n'assume que l'entretien des routes 125 et 335, laissant à la municipalité la responsabilité du réseau routier local.

Carte des routes du canton de Chertsey, tracée par Magloire Granger, pour le recensement de 1861.



Chapitre quatrième

Le village Lafontaine

On a souvent parlé de cet ancien village situé dans le 5^e rang du canton. Les anciens l'appellent : Petit Chertsey, Village d'en Haut, Ancien Village ou Vieux Village pour désigner le site du premier établissement de colons dans le canton.

Le nom de ce village ne menace pas de tomber dans l'oubli. Les anciens, et même les moins vieux, en parlent avec réserve et, souvent avec un peu de mystère. C'est à se demander si le passé n'est pas en train de s'entourer de légendes. J'ai pensé rappeler l'histoire du village Lafontaine qui, historiquement, marque les débuts d'un établissement dans le canton de Chertsey.

Il n'est pas facile de réunir une importante documentation sur ce village primitif. Toutefois, à l'aide de documents d'archives locales et régionales, j'espère pouvoir présenter un tableau réaliste du village Lafontaine depuis sa fondation en 1849 jusqu'à son démantèlement en 1866.

Le premier village

L'implantation d'un village dans le cinquième rang du canton respecte les politiques gouvernementales concernant l'établissement de villages dans les cantons du Bas-Canada. Sa situation au centre du canton et la proximité d'une rivière constituent à l'époque des avantages indéniables pour établir une localité. Le cours d'eau peut également fournir l'eau potable, les ressources motrices nécessaires à l'industrie primaire, en plus de permettre le flottage du bois d'oeuvre.

Le site actuel du pont du Gouvernement, sur la rivière Ouareau, n'est pas retenu par les autorités gouvernementales en raison de sa situation géographique à l'écart du centre du township. Pour des raisons identiques, le gouvernement ne retient pas les lots 7 et 8 des 2^e et 3^e rangs, où pourtant un début de village s'est formé depuis quelques années.

Ces principes d'établissement sont aussi respectés ailleurs dans la région. On retrouve dans les villages de Rawdon et de Saint-Calixte des configurations similaires : village au centre du canton et proximité d'une rivière ou d'un cours d'eau.

Le 16 septembre 1849, Francis Phélix Quinn, arpenteur-géomètre de Rawdon, reçoit des instructions du commissaire des Terres de la Couronne, lui demandant de procéder à l'arpentage primitif des 5^e, 6^e, 7^e et 8^e rangs du canton de Chertsey. L'arpenteur Quinn réalise les travaux au cours de l'automne de 1849. Lorsqu'il passe

dans le 5^e rang, il analyse attentivement les lots 18, 19 et 20 et prend note afin de faire des suggestions pour qu'un village soit établi sur ces trois lots. L'une des raisons majeures de cette recommandation est certes la proximité de la rivière et les possibilités d'y établir des scieries.

Dans son rapport d'arpentage, signé à Rawdon, le 5 février 1850, l'arpenteur Francis P. Quinn note quelques recommandations sur les possibilités de colonisation dans le canton de Chertsey. Au dernier paragraphe de son procès-verbal, il écrit ce qui suit :

Je veux aussi dire que les lots 18-19 et 20 du 5^e rang seraient un endroit idéal pour un village à cause d'un très bon site pour établir une scierie. Et le tout a été approuvé par monsieur Daly, agent des Terres de la Couronne, qui était sur les lieux avec moi. Je réserve le tout à l'approbation du Département.

Dès la rédaction de cette recommandation en février 1850, l'idée d'établir un village dans le 5^e rang prend forme. Après avoir obtenu l'approbation de l'agent des Terres, une demande à cet effet est déposée auprès du Département des Terres de la Couronne. Au mois d'août 1852, le département fait parvenir des instructions à l'arpenteur Quinn de Rawdon, lui demandant de procéder à la subdivision du village en blocs et en lots. L'arpenteur entreprend son travail au cours du mois d'août 1852 et produit son rapport le 7 septembre de la même année. Voici la description du village tel qu'il apparaît sur son plan.

Le village est divisé en 16 blocs et ces derniers subdivisés en une centaine de lots ayant une moyenne de 100 par 150 pieds. Des espaces sont réservés pour l'église, l'école, le moulin et le marché. Dans l'ensemble, le plan du village Lafontaine ressemble à celui de Rawdon par sa forme et ses rues transversales. Quinn prend soin d'arpenter les rues et de les désigner par les noms : Nord, Sud, Est et Ouest. À l'intérieur du village, il identifie également les avenues : de la 1^{ère} à la 4^e ainsi que les rues Elgin et Centre. Il s'agit de la subdivision idéale pour l'établissement d'un village, selon les plans en damier des agglomérations britanniques.

La construction d'un chemin carrossable en 1853, depuis le pont du Gouvernement vers Wexford et traversant le village du sud au nord, permet aux premiers colons de s'établir au village Lafontaine. Les premières ventes ou concessions sont faites selon l'arpentage primitif, c'est-à-dire pour des parties de lots et non pas pour des subdivisions telles qu'établies par l'arpenteur Quinn en septembre 1852. En 1858, les lots du village Lafontaine sont spécifiés comme tels et inscrits au terrier du ministère des Terres et Forêts. Aucune concession ni vente n'est effectuée d'après les subdivisions préparées par l'arpenteur Quinn.

La concession de lots et le projet d'établissement du village sur la rivière Lafontaine provoquent déjà une querelle avec les habitants établis dans le troisième rang. La décision du gouvernement serait à l'origine de la dispute entourant le choix d'un site idéal pour établir un village dans le canton de Chertsey.

Il est assez difficile de déterminer avec exactitude le nombre de colons qui sont venus s'établir au village Lafontaine. Le registre des billets de location du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation ne correspond pas exactement aux données du rôle d'évaluation de la municipalité en 1856. Une des raisons invoquées est le grand nombre de squatters qui se sont établis sur ces lots depuis le début de la décennie. On peut quand même localiser, avec assez de précision, la majorité des colons du village Lafontaine d'après le rôle d'évaluation 1858-1859. L'agglomération est alors désignée sous le nom de Place du Village.

En 1858, les lots 18, 19, 20 et 21 du 5^e rang ainsi que les lots 18, 19 et 20 de la partie nord du 4^e rang font partie intégrante du village Lafontaine. Voici la liste des propriétaires en 1858-59 :

Localisation de la terre		propriétaires	occupations
RANG 4	lot no 18	Adrien Morin	cultivateur
	lot no 18	Cyrille Morin	maire
RANG 5	lot no 18	François Mercier	menuisier
	lot no 19	Magloire Granger	secrétaire-trésorier
	lot no 19	F.-X. Bourbonnais	curé
	lot no 20	Damien Morin	cultivateur
	lot no 20	Michel Hémond	cultivateur
	lot no 20	Bélony Sylvestre	cultivateur
	lot no 21	Delphin Morin	cultivateur
	lot no 21	Gilbert Barette	cultivateur

Quelques rues traversent le village : le chemin de front (la rue centrale), le chemin de ligne (le 4^e rang) et le chemin du Gouvernement (la route principale). On retrouve également l'église et ses dépendances sur le lot 19, l'école dans la maison de François Mercier sur le lot 18, le bureau de poste chez Magloire Granger et un moulin à scie chez Cyrille Morin.



Maison typique du colon au début de la colonisation.

Le déclin

L'établissement du village dans le cinquième rang du canton n'a jamais reçu l'assentiment de l'ensemble des citoyens. Depuis 1863, les habitants du 3^e rang font des pressions auprès des autorités ecclésiastiques pour que l'église soit établie à l'endroit de la première chapelle primitive de 1850.

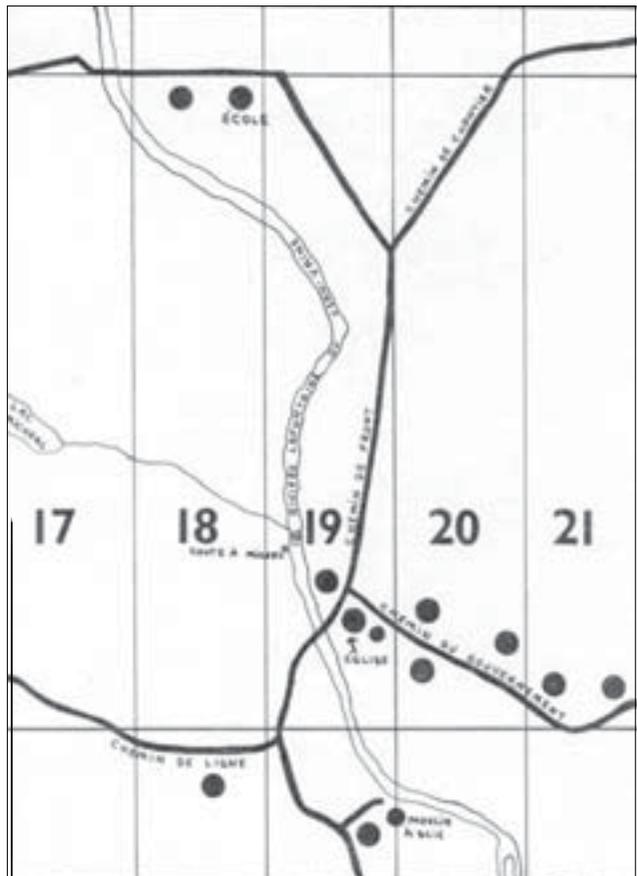
La notoriété des habitants du 5^e rang et leur richesse, bien que relative, ont permis l'établissement du village sur la rivière Lafontaine. Les colons du troisième rang n'ont cependant jamais accepté la décision d'établir le village et l'église au centre du canton. Cette rivalité ne s'est pas atténuée au cours des années.

En 1866, lorsqu'on décide de transporter l'église pour l'installer sur le lot 8 du 3^e rang, l'événement sonne le glas du village Lafontaine. La décision des autorités religieuses d'établir l'église dans le troisième rang ne se fait pas sans heurts entre les habitants des deux secteurs. Lors d'une assemblée tenue le 30 septembre 1866, le curé Thibodeau et les marguilliers accusent Michel Hémon et Damien Morin d'avoir pris du mobilier de l'église et de s'être emparés de la clef.

Comme la dispute concernant les deux sites relève plutôt de l'autorité spirituelle, on trouvera dans le chapitre consacré à l'histoire religieuse, la description des événements qui ont entraîné le déplacement de l'église.

À partir de 1866, le village Lafontaine, qui avait été pendant plus de douze ans la principale agglomération du canton, devient de plus en plus désert. Quelques familles y sont demeurées à cause de leur terre, mais désormais le centre des activités se déplace vers le 3^e rang. Tour à tour, les assemblées de la fabrique, de la commission scolaire et de la municipalité, qui se tenaient au "Village d'en Haut" se transportent au village actuel de Saint-Théodore.

Pendant la belle saison, on peut encore voir, à certains endroits, des vestiges de ce village. De vieilles clôtures de perche, des débris de moulins à scie près de la rivière, de vieilles poutres de bois des anciennes maisons de colons et des rosiers sauvages fleurissant sur le site de l'ancien cimetière témoignent encore aujourd'hui du passé de ce village.



Plan du village Lafontaine.

Chapitre cinquième

La vie religieuse

La colonisation de la région remonte au début des années 1840 avec l'établissement de squatters dans la partie sud du canton. Elle s'est concrétisée en 1848 avec l'arrivée de nombreux colons, suite aux initiatives du révérend Jean-Romuald Paré, curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan.

Privés de lieu de culte, les paroissiens devaient se rendre à Rawdon pour leurs besoins spirituels ou avoir recours aux missionnaires qui sillonnaient la région pour l'administration des sacrements.

Il faut attendre vingt ans avant de voir pointer vers le ciel un premier clocher. C'est au cours de l'été 1850 que les habitants du troisième rang du canton de Chertsey décident d'ériger une chapelle à la gloire de Dieu. Malgré leur pauvreté, ces hardis colons ne ménagent pas leurs efforts pour doter leur hameau d'un endroit de culte.

La chapelle rudimentaire, faite de bois équarri, mesure environ 40 pieds de longueur sur 25 pieds de largeur. Terminée en 1851, elle est désignée sous le vocable de Notre-Dame-du-Bon-Secours. Les offices religieux ne sont célébrés qu'une fois par mois par les curés de Rawdon bien que le nombre de catholiques atteint 400. Les routes, souvent impraticables au printemps, ne permettent pas aux prêtres de Rawdon ou de Saint-Jacques de se rendre à Chertsey pour répondre aux besoins spirituels des fidèles.

Le premier événement officiel dans la vie religieuse est la bénédiction des cloches de la chapelle, qui a lieu le 6 octobre 1853. Voici, d'après les registres de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, un compte rendu du déroulement de la cérémonie grandement appréciée par la population :

Ce 6 octobre 1853, nous prêtre de Saint-Liguori, curé soussigné avons béni la cloche de la chapelle de Notre-Dame-du-Bon-Secours dans le township de Chertsey sous le patronage de ... (non mentionné)... qui ont fait honneur, assistés de mesdames Hélène Pommainville, Margaret Gagnon, Lucie Leduc en présence de Messire Adolphe Maréchal, prêtre-chapelin du couvent de Saint-Jacques, V. Clément prêtre-curé de Saint-Alexis, C. Loranger prêtre-curé de Ste-Julienne de Rawdon et de Messire Louis L. Pommainville, prêtre-curé de cette paroisse ainsi qu'un grand nombre d'autres fidèles.

Quelques semaines plus tard, le 21 octobre 1853, se tient dans la chapelle de Chertsey, avec toute la solennité des circonstances, l'érection d'un chemin de croix dans la nef.

Pauvre mais heureuse, éprouvée mais pieuse, la population, qui ne cesse d'augmenter, se regroupe autour de la chapelle construite sur le lot no 7 du troisième rang. L'église accueille les fidèles de toutes les parties du canton, non seulement pour se recueillir, mais aussi pour se rencontrer et discuter de tout ce qui intéresse les colons. Les paroissiens se rendent bien volontiers à l'église du troisième rang sans que des problèmes d'éloignement ne se fassent sentir. La paroisse progresse rapidement et tout semble concourir pour que le hameau se transforme en un véritable village en quelques années.

À l'aube d'un conflit

En 1852, le projet gouvernemental d'établir un village dans le cinquième rang va engendrer des confrontations et des déchirements importants. Des tensions matérielles et temporelles se feront sentir pour le choix du site de l'église paroissiale. Comme il ne peut y avoir deux paroisses dans le même canton, les habitants du village Lafontaine, qui sont également les instigateurs de la nouvelle municipalité, qui sera créée en 1856, se sentent dans leurs droits de réclamer aux autorités religieuses que l'église soit établie sur leur territoire. Par ailleurs, les habitants du troisième rang, qui profitent de la chapelle depuis 1850, ne sont pas trop intéressés à vivre le déplacement de leur lieu de culte.

Les premières démarches pour ériger une église paroissiale ne font pas mention de l'emplacement souhaité pour la construction d'un nouveau temple. Le 17 février 1857, une requête signée par 57 habitants, dont Magloire Granger, Daniel Trusdell et Cyrille Morin, ce dernier étant maire de la municipalité, est adressée à l'évêque de Montréal, Mgr Ignace Bourget. Dans leur missive, les requérants demandent l'installation d'un prêtre en permanence, l'érection d'une paroisse et la construction d'une église.

Comme la chapelle du troisième rang ne répond plus aux exigences des autorités ecclésiastiques pour obtenir le statut d'église paroissiale, il faut procéder à la construction d'une nouvelle église et déterminer son emplacement. Le 5 mai 1857, Magloire Granger, qui occupe la fonction de secrétaire-trésorier de la municipalité, présente une requête à l'évêque de Montréal pour que la nouvelle église soit construite sur le lot no 19 du cinquième rang au village Lafontaine. Les arguments de Granger sont les suivants : « À cet endroit, il y a deux moulins à scie, un bureau de poste, et le département des Terres de la Couronne offre un terrain pour la construction d'une église sur les bords du chemin du Gouvernement. »

La réclamation des habitants du village Lafontaine ne reçoit pas l'assentiment des colons établis près de la chapelle. Au printemps 1857, les paroissiens sont donc divisés en deux clans : ceux du village Lafontaine qui veulent que l'église soit construite chez eux et ceux du troisième rang qui réclament les mêmes droits.

Irrités par la demande des colons du village Lafontaine, les habitants du troisième rang rédigent une seconde requête qu'ils adressent à l'évêque de Montréal le 15 février 1858. Ils requièrent la construction d'une nouvelle église en remplacement de la chapelle de Notre-Dame-du-Bon-Secours. Dans leur missive, les colons réclament expressément la construction de la nouvelle église dans le troisième rang.

Pour trouver une solution acceptable à ce litige, Mgr Bourget nomme, en février 1857, Jean-Baptiste Champeau, curé de la paroisse de Saint-Alphonse, pour éclaircir la situation et lui faire un rapport le plus tôt possible. Le 10 mars 1857, monsieur Champeau dépose son rapport :

La chapelle actuelle est construite sur le lot no 7 du troisième rang. Sur le cinquième rang, il y a 5 maisons et les pressions des habitants du cinquième rang étaient très fortes pour que l'église se construise à cet endroit et que les habitants de cette région seraient prêts à se cotiser pour une somme de 24 livres, 14 shillings et 7 deniers pour que l'église soit construite à cet endroit. Le terrain est situé sur le lot no 19 du cinquième rang.

Le rapport est accompagné d'une carte indiquant l'endroit choisi pour la construction de la nouvelle église.

L'église au village Lafontaine

En raison des pressions soutenues des habitants du cinquième rang, de leur plus fort degré d'instruction et de leur avoir monétaire, Mgr Bourget décide que la nouvelle église sera construite au village Lafontaine. Les délibérations de la fabrique de Saint-Patrice de Rawdon rapportent le texte du curé Louis Casaubon :

Le 29 août 1858, à une assemblée des habitants du township de Chertsey tenue pour la fin de nommer et d'élire cinq syndics pour gérer les affaires de l'église nouvelle qui doit se bâtir dans le village Lafontaine. Les messires suivants ont été élus à la majorité : François Mercier, Cyrille Morin, Daniel Truesdell, Clément Daviau, François Dupuis, ont signé comme témoins étant présents à

cette assemblée, Magloire Granger, Joseph Lévesque. Nous, prêtre soussigné desservant cette paroisse, en l'absence de James Quinn avons présidé cette assemblée et en foi de quoi nous avons signé le présent acte ...

Après avoir choisi les syndics et déterminé le site exact de la nouvelle église, les devis de l'église du village Lafontaine sont présentés aux paroissiens le 22 octobre 1858. Selon les spécifications inscrites sur les plans, l'église aura 80 pieds de longueur sur 45 pieds de largeur et 20 pieds de hauteur. Une autre bâtisse de 25 pieds sur 25 pieds, attenant à l'église, servira de presbytère. Le bâtiment de 25 pieds aura 6 pièces et sera semblable au presbytère de la paroisse de Saint-Alphonse.

François Mercier, habitant le lot 18 dans le cinquième rang, s'offre à construire l'église et le presbytère pour la somme de 750 \$. Pour payer les travaux, une souscription est lancée auprès des 120 familles du canton. La somme de 312 \$ est donnée par les paroissiens et remise aux syndics. Après avoir amassé une partie des sommes requises à la construction de l'église, les syndics accordent le contrat à François Mercier, menuisier au village Lafontaine.

Bien que la décision de construire une nouvelle église sur la rivière Lafontaine ait été prise par les autorités ecclésiastiques dès 1857, la chapelle du troisième rang continue de servir de lieu de culte jusqu'à ce que la nouvelle église soit terminée. Depuis 1850, les curés de Saint-Jacques et, par la suite, ceux de Rawdon se rendent régulièrement à Chertsey pour assurer les offices religieux.

Il ne manque plus qu'un curé pour assurer les destinées de la nouvelle communauté religieuse. Les espérances des fidèles ne tardent pas à se concrétiser puisque le 5 novembre 1858, Mgr Bourget nomme à titre de curé résidant l'abbé François-Xavier Bourbonnais, vicaire de la paroisse de Laprairie, âgé d'à peine 29 ans. Dès sa nomination, il est en mesure de procéder au prélèvement de la dîme et des autres obligations des fidèles de la nouvelle paroisse. Pendant la première année de sa charge, il réside au presbytère de la chapelle du troisième rang.

Depuis 1850, date de la construction de la première chapelle, de grands pas ont été accomplis pour assurer le bien-être religieux des colons. En 1858, on accepte la construction d'une nouvelle église, accueille un curé et fonde une paroisse désignée sous le vocable de Saint-Théodore, un soldat romain du 4^e siècle qui incarnait l'idéal du chevalier.

La nouvelle paroisse prend alors le vocable de Saint-Théodore en l'honneur du révérend Louis-Théodore Plamondon (1812-1882), procureur, puis chanoine à la cathédrale de Montréal de 1851 à 1882. Au cours des années 1850, Louis-Théodore

Plamondon porte une attention toute particulière à la fondation de la paroisse. Pour confirmer ce fait, le 23 février 1882, la fabrique de Saint-Théodore accepte une légation du révérend Louis-Théodore Plamondon. Dans l'acte conservé dans les archives de la fabrique, le chanoine lègue à la paroisse de Saint-Théodore une somme de 100 \$ afin de faire reproduire une peinture de Saint-Théodore martyr. Cette œuvre, réalisée par le père Dugas, a malheureusement disparu. Elle représentait Saint-Théodore au milieu d'un brasier ardent, tendant les bras vers le ciel d'où un ange apparaît sur un nuage, tenant dans sa main une palme qu'il offre au martyr.

Quelques jours après la nomination de l'abbé Bourbonnais, la première inscription dans les registres paroissiaux est faite le 7 novembre 1858. En voici le texte intégral :

Le 7 novembre 1858, nous prêtre soussigné de Saint-Théodore-de-Chertsey avons baptisé Louis-François Xavier Lafont, né le 3 courant, du légitime mariage de Joseph Lafont, cultivateur de cette paroisse, et de Éloïse Guernon. Le parrain fut Louis Beauregard et la marraine Aurélie Brousseau.

Le prénom du premier enfant baptisé à Saint-Théodore-de-Chertsey est le même que celui du curé Bourbonnais. C'est probablement en l'honneur de leur curé que les parents de l'enfant décident de le nommer François-Xavier.

Le lendemain de Noël 1858, se tient, au presbytère de la paroisse, la première assemblée de l'oeuvre de la fabrique. Voici le procès-verbal de la réunion :

Le 26 décembre 1858 à la suite de deux annonces faites les 19 et 26 décembre courant convoquant les habitants propriétaires de cette paroisse pour élire trois marguilliers qui conjointement avec le curé formeront l'oeuvre de la fabrique de Saint-Théodore-de-Chertsey. Ont été élus : François Dupuis, Joseph Poudrier et Marc Granger, le second sur division et les deux autres à l'unanimité.

L'oeuvre de la fabrique étant créée, la nouvelle paroisse ne relève plus de celle de Rawdon et devient autonome. Le 1^{er} janvier 1859, les marguilliers décident de procéder à la vente des bancs de la future église qui doit être construite sous peu au village Lafontaine.

C'est au cours de l'été 1859 que débute la construction de l'église. Les travaux sont confiés à François Mercier et ses ouvriers, conformément aux instructions du contrat passé en octobre 1858. L'église et le presbytère sont terminés le 3 novembre 1859,

date de la cérémonie de la bénédiction des cloches. L'entrepreneur a respecté les plans initiaux, sauf en ce qui concerne le presbytère qui mesure 30 pieds de longueur sur 25 pieds de largeur au lieu de 25 pieds sur 25 pieds. La nouvelle église du village Lafontaine n'est nullement comparable à celle d'aujourd'hui : l'intérieur est rustique et sa structure est plutôt rudimentaire.

La construction du maître-autel, au coût de 450 \$, est réalisée par monsieur Angeville Dostaleur, architecte de Joliette. Quant à la cérémonie de la bénédiction des cloches, voici ce que l'on rapporte dans les archives de la paroisse :

Le 3 novembre 1859, nous archiprêtre soussigné, avons béni la nouvelle église érigée en la paroisse de Saint-Théodore-de-Chertsey, assisté dans la présente cérémonie par François-Xavier Bourbonnais, premier curé résidant de cette paroisse, en présence d'un grand nombre de fidèles accourus à cette cérémonie des différentes parties du township et dont plusieurs ont signé avec nous.

Messieurs Antoine Dusablé dit Lévesque, Marc Granger, A. Maréchal, Cyrille Morin, maire de la municipalité, et François-Xavier Bourbonnais, curé de Saint-Théodore signent le procès-verbal de la cérémonie religieuse.

En 1861, le curé Bourbonnais transmet à l'évêché de Montréal son premier rapport sur l'état de la paroisse. Voici quelques données tirées de son exposé adressé à Mgr Bourget :

La population de la paroisse est d'environ 1 000 âmes.

Il y a deux écoles catholiques fréquentées par 80 enfants. Les deux écoles sont mixtes et enseignées par des filles.

La vente des bancs de l'église rapporte 200 \$ par année.

L'église a 12 arpents de terre en superficie dont 11 servent à l'usage du curé.

Les titres de propriété ne sont pas inventoriés.

Il y a un cimetière pour les enfants morts sans baptême et on en a inhumé 2 ou 3 en 1860-1861.

En 1860, il y eut 40 baptêmes, 6 mariages et 7 sépultures.

Ce rapport sommaire démontre l'état de la situation en 1860 et en 1861. Le nombre de baptêmes célébrés confirme l'explosion démographique que connaît Chertsey à cette époque. Le 9 juillet 1861, lors de sa première visite pastorale, Mgr Bourget confirme 125 jeunes de la paroisse.

En cette période de colonisation, la vie de prêtre n'est pas facile. La famine, la maladie, le froid et les moyens de communication sont des peines que la population et leur curé doivent surmonter pour assurer leurs subsistance. En 1861, le curé Bourbonnais transmet à l'évêché de Montréal son premier rapport pastoral faisant état de la situation de sa paroisse. Quelques mois plus tard, le bon curé fait part, dans une lettre qu'il adresse à Mgr Bourget, que son état de santé est déperissant et qu'il demande à être relevé de ses fonctions, car depuis trois mois il garde le lit, étant dans les circonstances incapable de célébrer les offices religieux et de voir à la destinée spirituelle de ses paroissiens.

Après trois années de travail missionnaire et de souffrances, François-Xavier Bourbonnais est relevé de ses fonctions en 1862. Au cours des trois années qu'il a passées à Chertsey, il a vu naître ce hameau peuplé de hardis colonisateurs. Il a été aussi, grâce à son instruction, le conseiller de tous. Il consolait les colons désespérés de leur piètre récolte et encourageait les nouveaux arrivants à s'établir dans ce pays où tout était à construire. Le curé Bourbonnais a été un des pionniers de la région avec son courage et sa foi. Bien que de santé fragile, il a su poursuivre l'oeuvre colonisatrice de ceux qui l'avaient désigné pour voir au progrès de la mission de Notre-Dame-du-Bon-Secours, devenue sous sa protection la paroisse de Saint-Théodore-de-Chertsey, une magnifique paroisse des Laurentides.

Vers le mois de février 1862, l'abbé Louis-Romuald Fournier devient le deuxième curé. Il dirige la paroisse pendant une seule année. Au cours de son mandat, le curé Fournier poursuit l'oeuvre de François-Xavier Bourbonnais, mais, à la fin de l'année 1862, il demande à être relevé de ses fonctions, invoquant le fait que le travail qu'on lui a assigné est trop dur pour lui et qu'il n'est pas en mesure de tenir le coup. Quelques mois plus tard, il est remplacé par un nouveau curé, Théophile Thibodeau, natif de Saint-Alexis et âgé de 38 ans.

Une nouvelle querelle

On pourrait croire que le site de l'église au village Lafontaine était une chose acquise pour plusieurs décennies. En 1863, le débat reprend puisque le site de l'église ne fait pas l'unanimité dans la population de Chertsey. Le 2 septembre 1863, une nouvelle requête est adressée à l'évêque de Montréal. Cette pétition, signée par plus de 150 personnes, recommande que l'église soit relocalisée dans le troisième rang. Voici le texte intégral de la requête :

À sa grandeur Mgr Ignace Bourget, évêque du diocèse de Montréal,

Monseigneur,

Les soussignés habitants des townships de Chertsey, Wexford et Rawdon ont respectueusement l'honneur de présenter à votre Grandeur,

Que la chapelle de Saint-Théodore-de-Chertsey est dans un état de démembrement qu'il sera absolument impossible d'y célébrer les offices divins pendant l'hiver prochain.

Que la chapelle n'a jamais été finie et que le désaccord qui régnait entre les intéressés les met dans l'impossibilité absolue de réparer et de finir la chapelle et de reconstruire la sacristie.

Que la sacristie attenante à la chapelle a été mise entièrement hors d'usage par une tempête.

Que dans l'opinion de vos humbles requérants, il y aurait un avantage immense tant sous le rapport de la centralisation que des intérêts religieux à déplacer la chapelle existante et à la remplacer où elle était primitivement, c'est-à-dire sur le troisième rang du township de Chertsey.

Que sans aucune intention de blâme contre qui que ce soit, vos humbles requérants sont fermement convaincus que le déplacement de l'ancienne chapelle a été fait avec trop de précipitation sans égard au développement de la colonisation et n'a jamais favorisé que les intérêts particuliers de quelques individus plus influents ou plus actifs que la majorité de la population.

Que la chapelle telle que située aujourd'hui n'est pas en mesure de desservir trois townships savoir Chertsey, Chilton et Wexford, mais à cause de la position actuellement la dite chapelle, les habitants de Chilton et de Wexford souffrent dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux par des grandes distances qu'ils ont à parcourir et que dans l'état actuel des choses, ils sont tout à fait incapables de se bâtir eux-mêmes, ce qu'ils pourraient faire si la chapelle était rebâtie à sa première place.

Que la chapelle placée au troisième rang du township de Chertsey pourrait prendre dans Wexford (qui ne peut et ne pourra jamais à lui seul former une paroisse vu la qualité du terrain) une lieue et demie la moitié de ce township et l'autre moitié serait attachée à Saint-Calixte, township de Kilkenny, où elle se

trouve déjà desservie à cause de la facilité dans les voies de communication. De plus donnant à la chapelle place sur le troisième rang de Chertsey toute la partie qui s'étend de la chapelle actuelle en y comprenant les deuxième, troisième et quatrième rangs, on aurait de ce côté un arrondissement d'une lieue et demie, ce qui formerait une paroisse de trois lieues de long avec un clocher au milieu de la paroisse. Cet arrangement permettrait au township de Chilton avec le surplus du township de Chertsey de construire une autre chapelle, avantage qu'il n'aurait jamais sans cela, la chapelle actuelle se trouvant sur le cinquième rang de Chertsey.

En plus des désagréments qui résultent de l'état actuel des choses, les soussignés pensent que les notes suivantes devraient aussi être prises en considération :

1 -L'eau potable à l'endroit où se trouve aujourd'hui située la chapelle, se prend à 8 arpents sans aucun espoir de pouvoir se la procurer plus près.

2 -Les chemins sont tellement mauvais et si accidentés près de la chapelle actuelle que les habitants sont obligés de laisser leurs voitures à 10 arpents de l'église.

En attendant la construction de la chapelle sur le troisième rang de Chertsey, les soussignés offrent respectueusement de fournir sur les lieux toutes les accommodations nécessaires à la célébration des services divins.

Et aussi, les soussignés offrent, promettent et s'engagent à payer les sommes portées en regard de leurs noms respectifs pour la construction d'une chapelle, d'une sacristie et d'un presbytère sur le troisième rang du township de Chertsey.

Pour toutes les raisons qui précèdent et pour les promesses que les soussignés se réservent le droit de faire valoir en temps et lieu, vos humbles pétitionnaires espèrent que votre Grandeur daignera prendre la présente requête en sérieuse considération et d'y faire droit pour la plus grande gloire de Dieu et le plus grand bien de notre sainte religion.

Et les soussignés, comme c'est leur devoir, ne cesseront de prier.

François-Urgel Perreault et Francis Archambault, ces deux donneront chacun une partie du terrain nécessaire.

Bien que l'état de la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours soit dans un état déplorable, l'église du village Lafontaine constitue toujours le principal lieu de culte des paroissiens du canton. Quant à la requête de 1863, elle ne semble pas avoir eu de

suite dans l'immédiat. L'analyse que doit faire l'évêché nécessite sûrement une réflexion, car il s'agit de renverser un décret adopté en 1857 au sujet de la localisation de l'église paroissiale.

Avant que n'intervienne la décision des autorités ecclésiastiques, les marguilliers de Saint-Théodore-de-Chertsey se réunissent le 20 mai 1865 pour élire les syndics qui présideront à la construction d'une nouvelle église dès que Mrg Bourget en ordonnera l'érection. Messieurs Charles Latendresse, Auguste Gravel et Michel Hémond sont élus pour mener à bien le projet et recueillir les fonds nécessaires.

L'érection canonique et la nouvelle église

Parallèlement à la pétition concernant la construction d'une nouvelle église, les paroissiens font parvenir, le 28 mars 1866, une nouvelle requête demandant que leur paroisse soit reconnue canoniquement. Cette demande est reçue favorablement par Mgr Bourget, qui nomme Hippolyte Moreau, enquêteur spécial, pour étudier la demande des requérants.

Le 6 août 1866, un décret d'érection est signé par l'évêque de Montréal. L'ordonnance décrit le territoire de la paroisse :

Dans le township de Kilkenny, les 5 premiers lots du dixième et onzième rang, dans le township de Wexford, les deux premiers rangs à partir du lot No 29 jusqu'au dernier, les troisième et quatrième rangs à partir du lot No 14 inclus jusqu'au dernier et les cinquième et sixième rangs du township de Wexford à partir des lots No 51 jusqu'au dernier. Dans le township de Chertsey tous les lots des cinquième, sixième et septième rangs à l'exception de la partie qui est présentement desservie par Saint-Alphonse.

Une fois le territoire de la paroisse délimité, les paroissiens reviennent à la charge et présentent une seconde requête le 20 avril 1866 pour qu'une décision soit prise rapidement quant à la relocalisation de l'église dans le troisième rang. La réponse arrive enfin le 3 septembre 1866. Mgr Bourget émet un décret qui ordonne la construction d'une nouvelle église qui doit être érigée vers le 22 mars 1867. Voici le texte du décret :

En date du 3 septembre 1866, une ordonnance de sa Grandeur l'évêque de Montréal, pour changer l'église de place, c'est-à-dire de la faire démembrer du cinquième rang au troisième de Chertsey. Vu ces considérations, et le prône

de la grande majorité des habitants francs-tenanciers dûment convoqués à la dite assemblée ont décidé, décident et ordonnent :

1 - Que toutes les bâtisses servant autrefois au culte ou à l'usage du curé dans le cinquième rang, c'est-à-dire, l'église, le presbytère et leurs dépendances soient défaites et toutes parties de l'ancienne place d'église, pour y servir aux constructions projetées, soit pour le service divin, soit pour le logement de monsieur le curé et ses dépendances.

2 - Que monsieur le curé de la dite paroisse ainsi que les marguilliers de l'oeuvre de la fabrique soient investis de tous les droits nécessaires à mettre à exécution la dite résolution et par les présentes, leur donnent le plein pouvoir d'agir en leur nom et responsabilité dans le temps et avec les moyens qui leur apparaîtront les plus convenables.

Nous curé de Rawdon, soussigné délégué par Mgr de Montréal, certifions le présent acte parfaitement conforme aux délibérations de la dite assemblée après lecture faite ont signé avec nous,

Ignace Dupuis, David Dupuis, William Ritchie, Michel Hémond s'est absenté avant la fin de l'acte, Théophile Thibodeau, prêtre et président, J. Octave Rémillard, prêtre député Ad-Hoc.

Les problèmes des paroissiens sont maintenant réglés. Il s'est écoulé dix longues années pendant lesquelles les fidèles se sont disputés sur l'endroit où serait construite l'église. Les plans de construction de la nouvelle église sont déposés le 2 septembre 1866 par monsieur Maréchal, curé de Saint-Jacques, et sont approuvés par l'évêque le 13 septembre suivant.

Le décret de construction de la nouvelle église n'a pas réjoui les habitants du cinquième rang. Le matin de la démolition, une opposition des gens du village Lafontaine s'est fait sentir. Un petit groupe, dont quelques-uns armés de fusils et d'autres de couteaux, tentent de s'opposer à la démolition de leur église. Quelques paroissiens quittent la paroisse, d'autres se font protestants. Déçus, la plupart d'entre-eux doivent se raisonner puisque les jours de l'église du village sont maintenant comptés. Quelques semaines plus tard, il ne reste plus que l'emplacement et le cimetière qui témoignent de l'existence d'une église à cet endroit.

Les archives révèlent quelques témoignages de paroissiens qui ont vécu ces événements. Le 27 novembre 1938, l'abbé Vincent Piette, alors curé à Saint-Théodore,

recueille le témoignage de Louis Dupras. Nous résumons ci-dessous la partie qui concerne l'ancienne église.

Le matin qu'on a démoli la vieille église, le curé Thibodeau était présent sur les lieux. Il y avait deux ou trois prêtres avec lui. Il donna ordre aux ouvriers de défoncer la porte. Pierre Béland (en face de Louis Tremblay, lot d'Olivier Rivest) enfonça la porte cadenassée par les gens du village Lafontaine. Isaïe Bourgeois, père d'Ulric, resta toujours de mauvaise humeur ; il portait, ce matin-là, un couteau à boucherie en gaine. Il vint à l'église ici. Un autre portait un fusil. Le petit groupe de militants borna là sa résistance. David Granger, Romuald (Magloire) Granger et Cyrille Morin se firent protestants. David est parti pour Saint-Alphonse, sa femme était maîtresse d'école. A part ces trois, tous les autres vinrent à la nouvelle église.

La construction de la nouvelle église

Une fois la décision prise, les premières démarches sont entreprises pour la construction de la nouvelle église dans le troisième rang. Le 3 avril 1867, un acte de donation pour un terrain sur le lot 8 est conclu entre Urgel Perreault et les représentants de Mgr Ignace Bourget. Le terrain donné par Urgel Perreault sert à la construction du presbytère tandis que celui donné par François Archambault sert à la construction de l'église.

Les archives privées fournissent quelques détails intéressants concernant la donation du terrain pour la construction de l'église et du presbytère. Le 28 décembre 1937, sœur Marie-Olivier, s.s.a. (de son véritable nom Marguerite Archambault), écrit ce qui suit au curé Piette :



L'église de Saint-Théodore-de-Chertsey construite en 1869 (photo 1899).

Mon père, en effet, donna à la fabrique de Saint-Théodore, deux ou trois arpents de terre, sur lesquels furent construits l'église et le presbytère puis le terrain du cimetière. Quant aux 50 arpents dont vous faites mention, la fabrique les a achetés de mon père lorsqu'il partit pour les États-Unis. Monsieur J-Euclide Dugas était alors curé de la paroisse. C'est lui qui remit aux enfants, à leur majorité, l'argent qui leur revenait de cette transaction...

Et mes parents jubilèrent en constatant qu'une fois l'église construite, ils en seraient les premiers voisins.

Entre-temps, le curé Alexis-Henri Coutu, qui avait succédé à l'abbé Théophile Thibodeau, dresse le portrait de la paroisse dans son rapport annuel transmis à Mgr Bourget en 1868 :

L'étendue de la paroisse est de 90 milles carrés et il y a 1 345 âmes, 780 communicants, 162 familles catholiques et 11 protestantes et il y a 162 propriétaires.

Neuf familles sont parties pour les États-Unis au risque de perdre leur foi et de négliger leurs devoirs religieux.

Il y trois écoles dirigées par des filles, 55 garçons et 53 filles les fréquentent. Les maîtresses ne sont pas très bien instruites mais d'une bonne conduite. Le presbytère est en construction (1^{er} mai 1868).

Les baptêmes en 1868 : 70, les mariages : 7, les sépultures : 22.

La dîme rapporte 250 \$, le casuel 15 \$ à 18 \$ et le supplément 100 \$ par année. La vente des bancs 70 \$ et les autres sources 25 \$ ou 30 \$ par année.

La construction du presbytère et de l'église nécessite des dépenses de 3 339 \$. Pour payer ces travaux, le 14 mars 1869, la fabrique emprunte la somme de 1 800 \$, dont 400 \$ à un nommé Asselin, 700 \$ à Joseph Coutu et 700 \$ au notaire Adolphe Magnan, de Joliette. En plus des emprunts, la fabrique obtient une aide financière de 576 \$ de l'évêché, 232,20 \$ de la



Le deuxième presbytère de Saint-Théodore, construit en 1868 (photo 1899).

municipalité et une collecte spéciale auprès des paroissiens rapporte la somme de 586 \$.

La construction du presbytère, entreprise en mai 1868, doit pouvoir loger le curé Coutu convenablement. Quant à la construction de l'église, le contrat est accordé le 25 avril 1869 à Célestin Coderre et Narcisse Lajeunesse de Saint-Jacques qui s'engage à la réaliser pour la somme de 1 850 \$. Le montant final des travaux sera légèrement supérieur et atteindra 1 950 \$.

Pour meubler l'intérieur de l'église, le curé Thibodeau acquiert le 24 mars 1869, de la paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie, la corniche, les bancs, les statues, la balustrade et la chaire pour la somme de 200 \$ payable en deux ans.

Les plans de l'église Saint-Alphonse-de-Rodriguez, construite en 1858, ont probablement servi pour la construction de l'église de Saint-Théodore. Les deux églises sont sensiblement de même dimension et leur apparence extérieure se ressemble beaucoup. Quant à l'architecture, elle est de style renaissance baroque italienne, caractérisé par des formes simples et sobres, et des proportions élégantes.

Le contrat signé à Saint-Jacques-de-l'Achigan, le 29 avril 1869, est accompagné d'un devis qui indique les détails de la construction de l'église, qui doit être complétée pour la Toussaint, le 1^{er} novembre 1869. Étant donné que le devis de construction concerne l'église actuelle, il est d'autant plus intéressant d'en connaître les détails :

- 1.- Faire un solage de pierre de 108 pieds de longueur, 50 pieds de largeur, 2 ½ de hauteur et 2 ½ d'épaisseur et tous les piliers nécessaires aussi en pierre pour appuyer les colonnes et les lampourdes, lesquels piliers devraient avoir trois pieds carrés à la base.
- 2.- Tailler et lever la charpente de l'église et du clocher, deux lanternes, d'après le plan du comble et du clocher de l'église de Sainte-Julienne en laissant, tout autour cinq pouces de solage hors de la sole pour pouvoir lambrisser en briques.
- 3.- Couvrir l'église en planches d'épinette embouftées en bardeau, poser le chapeau en fer blanc et couvrir le clocher de fer blanc en ajoutant au haut de la flèche une croix de 8 pieds de longueur, peinte en noir. Sa souche du clocher devra avoir 5 pieds au-dessus du faîte de l'église. Elle sera couverte en planches et en bardeaux.
- 4.- Lambrisser l'église extérieurement en planches d'épinette brutes et poser sur les joints une tringue de 3 pouces de largeur.

5.- Faire le plancher en madriers d'épinette de 2 pouces, embouftés, tous les joints blanchis et haussés de 4 pouces à la place des bancs puis de 18 pouces pour le chœur en y faisant deux degrés pour y monter.

6.- Enduire intérieurement le carré et les pignons de l'église de deux couches de niveau avec les poteaux.

7.- Faire toutes les ouvertures (25). Les châssis en madriers de deux pouces, vitres pointes, mastiqués, peints de trois couches en blanc de plomb, posés entre deux quarts de rond qui seront arrêtés avec des vis de la boisure devra déborder le poteau à l'extérieur de 4 pouces pour recevoir la brique. L'assemblage des portes sera en madriers de pin de 3 pouces. Elles seront faites, posées, peintes et imitées comme celles de l'église de Saint-Alexis, la partie ronde sera vitrée – elles devront aussi excéder le poteau de quatre pouces pour recevoir la brique – elles ouvriront en dehors avec des clanches fortes et propres (pour ouvrir plan du Saint-Esprit).

8.- Refaire, placer et agrandir les bancs de 6 pouces poser la balustrade qui sera fournie toute forte.

9.- Faire le rond-point pour le chœur, lequel sera enduit des deux côtés de deux couches, et faire, derrière le rond-point, les planchers de haut de la sacristie en madriers d'épinette de deux pouces embouftés blanchis en dessous et les joints blanchis, puis faire et poser deux portes dans le rond-point, une de chaque côté de l'autel.

10.- Le tout fait de bons matériaux, l'église et le fond du clocher couverts de manière à ce que la neige et l'eau ne pénètrent pas à l'intérieur.

11.- Le tout aux frais des entrepreneurs, excepté le bois de charpente, la pierre et le transport de la chaux.

12.- Les entrepreneurs s'engagent à avoir monsieur Léon Magnan pour tailler et lever l'église à condition que je le nourrisse pendant ce temps.

13.- Le tout se fera d'après la direction du curé qui aura la liberté de faire quelques changements pourvu que ce soit à peu près de même valeur.

14.- Ses paiements se feront à mesure que les travaux avanceront.

15.- Poser les stalles et faire le perron de l'église sur la largeur de l'église et 10 pouces de profondeur.

16.- Tous les ouvrages ci-haut seront faits pour la somme de dix-huit cent cinquante piastres payable dans le cours des travaux.

Fait et passé à Saint-Jacques-le-Majeur le 19 avril 1869 en présence des entrepreneurs messieurs Célestin Coder (Coderre) et Narcisse Lajeunesse, et de monsieur le curé de Saint-Jacques et de monsieur le vicaire, témoin.

P.S. l'église livrable à la Toussaint 1869.

Au sujet du bois pour la charpente de l'église, Louis Dupras, alors âgé de 86 ans, rapporte les faits suivants lors d'une rencontre avec l'abbé Vincent Piette le 27 novembre 1938 :

Le bois de l'église actuel a été coupé par Louis Dupuis du lac à Ricard sur le 2^e ou 3^e lot en arrière d'Ernest Beauchemin. C'était du pin blanc pour la charpente. Tout a été équarri à la grande hache, tout a été sorti par corvée.

Les travaux de construction de l'église ne sont pas encore terminés à l'été de 1869. Dans le rapport pastoral transmis à l'évêque de Montréal le 1er mai 1869, le curé Coutu écrit :

L'église de cette paroisse est en construction et doit être logeable pour les offices de la Toussaint (1^{er} novembre) si toutefois je ramasse assez d'argent pour payer mes ouvriers.

Les travaux de construction se poursuivent avec acharnement malgré le manque de liquidités nécessaires pour payer les ouvriers et les matériaux. Pour remédier à cette situation, la fabrique décide, lors de l'assemblée tenue le 14 novembre 1869, de procéder à la vente des bancs pour une période de cinq ans. Cette action permet de renflouer les coffres de la fabrique et d'accélérer la construction avant l'arrivée des grands froids.

Le 6 décembre 1869, les travaux sont complétés et la bénédiction de l'église de Saint-Théodore peut avoir lieu en présence d'un grand nombre de fidèles. Dix-neuf ans après la construction de la première chapelle, Chertsey possède maintenant une église moderne qui répond aux besoins des paroissiens. Après tant de disputes, de désaccords souvent acerbes, la population de Saint-Théodore est réunie pour célébrer une victoire spirituelle certes, mais combien réconfortante après tant d'événements

difficiles. Dix ans après l'érection de l'église du village Lafontaine, les paroissiens sont fiers de leur nouveau temple élevé à la gloire de Dieu. Voici le compte rendu de la cérémonie tel que consigné dans les registres de la paroisse :

Le 6 décembre 1869, nous prêtre soussigné curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan à ce, autorisé par Messire Alexis Truteau, vicaire général et administrateur du diocèse de Montréal, avons béni la nouvelle église de Saint-Théodore-de-Chertsey assisté de messieurs Alexis Henri Coutu, curé de la dite paroisse de Saint-Théodore, Marcel Mireault, curé de Saint-Calixte de Kilkenny, Joseph-Edmond Dupras curé de Sainte-Julienne de Rawdon et à laquelle était présent un grand nombre de fidèles.

Avec la construction de cette nouvelle église, les deux anciens cimetières ne servent plus (un sur le lot No 7 du troisième rang près de la première chapelle, construite en 1850, et le second au village Lafontaine). En 1867, plus précisément le 26 juin, une requête est faite pour exhumer les corps des deux cimetières et les transporter dans le nouveau situé à l'arrière de l'église actuelle.

Le territoire de la paroisse, fixé lors de l'érection canonique du 6 août 1866, est modifié pour la première fois le 11 avril 1870. La paroisse perd des territoires, situés dans le canton de Wexford, au profit des paroisses de Sainte-Marguerite-du-Lac Masson et de Saint-Hippolyte-de-Kilkenny.

Le second événement d'importance se produit le 1^{er} novembre 1870. Il s'agit de l'érection du chemin de croix. Il faut se rappeler qu'à cette époque, une telle cérémonie est considérée comme un événement important.

En 1870, la paroisse célèbre ses vingt ans de vie religieuse. Pendant ces deux décennies, plusieurs événements ont marqué l'histoire de la paroisse, paroisse dont les débuts ont été passablement mouvementés.

De 1870 à 1905

Depuis 1870, la vie paroissiale se déroule au rythme des événements heureux (les baptêmes et les mariages) et pénibles (les décès et les sépultures). On trouvera ci-dessous un résumé des événements majeurs qui ont marqué la vie de la paroisse.

Le 25 octobre 1874 a lieu à la cathédrale de Montréal la bénédiction de la cloche de Saint-Théodore-de-Chertsey. La cloche avait été commandée à la fonderie Bell de Troy dans l'État de New York. D'un poids de 721 livres, elle est transportée à Chertsey

et hissée dans le clocher de l'église paroissiale. Elle rejoint au plus haut point du village la petite cloche, coulée en 1855 et bénite en 1859, qui a orné le clocher de l'église du village Lafontaine.

Le 24 janvier 1875, une résolution est adoptée par la fabrique de Saint-Théodore pour terminer les travaux intérieurs de l'église. Depuis 1866, les moyens financiers n'ont pas permis d'entreprendre la décoration intérieure de l'église. Le 30 juin 1875, la fabrique passe un contrat avec Joseph Fitzpatrick pour la construction de la voûte de l'église.



L'intérieur de l'église avant les transformations liturgiques.

En 1879, le curé Dugas enregistre dans ses registres 76 baptêmes, 8 mariages et 49 sépultures.

Le 29 septembre 1880, un nouveau décret épiscopal modifie les limites de la paroisse de Saint-Théodore-de-Chertsey. La partie comprise dans Saint-Calixte est soustraite au territoire de la paroisse. Vers le mois de septembre 1898, une autre partie de la paroisse de Saint-Théodore est transférée à la nouvelle paroisse de Saint-Émile-de-Wexford (Entrelacs aujourd'hui). Le territoire annexé à Saint-Émile comprend toute la partie nord du canton de Wexford ainsi que la partie de Chertsey située dans les environs du lac Pauzé.

Pendant l'année 1889, les curés Laporte, puis Laferrière enregistrent 78 baptêmes, 11 mariages et 34 sépultures.



L'église paroissiale de Saint-Théodore-de-Chertsey.

Le 15 juin 1891, Mgr Fabre, évêque de Montréal, se rend en visite paroissiale et confirme 122 jeunes, tous de la paroisse à l'exception de 3 de Notre-Dame-de-la-Merci. En 1898, Mgr Bruchési confirme 169 enfants, dont 93 garçons et 76 filles.

Le 26 juillet 1891, les marguilliers Ignace Dupuis, Béloni Sylvestre et Alexandre Rivest autorisent la construction du jubé pour la somme de 430 \$.

Le 14 janvier 1897, l'église de Saint-Théodore est entièrement terminée autant à l'intérieur qu'à l'extérieur. En 1900, dans l'album *Le diocèse de Montréal à la fin du XIX^e siècle*, les auteurs affirment que la paroisse Saint-Théodore possède un des plus beaux temples de tout le Nord. Il faut ajouter que l'église, construite en bois, est l'une des rares constructions religieuses épargnées par le feu. De plus, son aspect extérieur n'a subi que très peu de modifications par rapport aux plans originaux.

Au cours de l'année 1899, les registres paroissiaux indiquent qu'on a célébré à cette église 57 baptêmes, 10 mariages et 39 sépultures.



L'église et le presbytere de Chertsey, vers 1960.

Le 27 janvier 1904, le pape érige le nouveau diocèse de Joliette. Mgr Joseph-Alfred Archambault est sacré évêque par Mgr Bruchési le 24 août. La paroisse de Saint-Théodore, qui relevait depuis sa fondation de l'évêché de Montréal, passe sous la juridiction de l'évêché de Joliette.

Le 4 février 1905, un incendie détruit les dépendances du presbytere.

Le 23 avril 1905, la fabrique décide d'en construire un nouveau et de vendre l'ancien à Ignace Dupuis. Les marguilliers spécifient que les coûts du nouveau presbytère ne doivent pas dépasser 4 000 \$. La nouvelle résidence du curé Joseph-Odilon Forest est terminée en 1906.



L'église et le presbytère de Chertsey en 1935.

De 1906 à 1975

De 1906 à 1975, peu d'événements importants viennent troubler la tranquillité de la paroisse. Tous les quatre ans, l'évêque de Joliette y séjourne pour les confirmations. La venue de l'évêque est l'occasion de grandes fêtes auxquelles assistent tous les paroissiens. Les curés se succèdent à un rythme soutenu. Joseph-Odilon Forest assure les destinées de la paroisse de 1900 à 1912. Alcide Forest y séjourne de 1921 à 1934 et Alphonse Houle dirige la paroisse pendant vingt et un ans, de 1943 à 1964.

En 1910, Émile Riopel est nommé maître-chantre de la paroisse. Il succède à Damase Lajeunesse. À la même époque, Sinaï Dupuis occupe les fonctions de sacristain.

En 1916, Patrick Dupuis prête 500 \$ à la fabrique avec des intérêts de 20 \$ par année. Le monument au curé Brien, érigé au cimetière, coûte 110 \$. David Poitras est élu marguillier. Le déficit de la paroisse pour l'année 1916 atteint 227,16 \$.

Le 12 août 1919, le curé Deschesne célèbre le mariage double de Viateur Poudrier et d'Élisabeth Dupuis et de Germain Grenier et d'Éva Blondin devant une assistance record.

En 1927, Louis Dupras est marguillier. L'assurance de l'église coûte 57,75 \$ pour trois ans alors que la vente des bancs rapporte la somme de 375,05 \$.

Le 19 mai 1935, la fabrique emprunte la somme de 1000 \$ à Louis Dupras, fils, pour réaliser des travaux à l'église. Au cours de l'été, on s'affaire à couvrir l'extérieur de l'église, doubler la voûte intérieure, peindre le nouveau revêtement extérieur et le clocher. On profite également de ces travaux pour poser un paratonnerre. L'église est évaluée à 37 000 \$.

La même année, plusieurs jeunes de la paroisse sont enfants de chœur : Philippe Lajeunesse, Hyacinthe Dupuis, Léo-Paul Perreault, Rémi Perreault, Jean Crépeau, Hermas Morin, Bernard Perreault, Philippe Rivest, Clément Rivest, Maurice Rivest, André Crépeau, Raymond Crépeau, Maurice Galarneau, Fernand Grenier, Clément Perreault, Gaétan Poudrier, Roland Riopel, Paul Rivest, Léo Tremblay, Jean-Rémi Dupuis, Denis Perreault, Maurice Perreault et Raymond Tremblay.

Le 9 décembre 1945, une résolution des marguilliers autorise le curé à faire installer l'électricité à l'église et au presbytère pour la somme de 1075 \$. La messe de minuit 1945 est célébrée, pour la première fois, sous les lampes électriques. En 1946, en raison de l'avènement de l'électricité, la fabrique achète un harmonium électrique de la Maison Querbes de Joliette au prix de 600 \$.

Les premières chapelles voient le jour sur le territoire de la paroisse. Le 30 juin 1946, la chapelle de Beaulac est ouverte au culte tandis que celle du Lac Paré accueille les premiers fidèles le 11 juillet 1948. En 1965, la chapelle du Pont du Gouvernement est ouverte pour desservir les paroissiens de la région.

En 1950, on repint l'extérieur de l'église pour la somme de 1100 \$. Le 2 septembre 1951, un contrat au montant de 10 000 \$ est passé avec Féderium Varin de Saint-Jacques pour l'installation d'un système de chauffage à l'eau chaude dans l'église. Ce système sera remplacé par un chauffage au mazout en 1960. Lucien Mainville, de Rawdon, procède à l'installation de la fournaise et des conduits pour la somme de 1275 \$.

Le 7 juin 1953 a lieu un événement rarissime pour la paroisse. Il s'agit de l'ordination sacerdotale du père Hyacinthe Dupuis, c.s.v., par Mgr Édouard Jetté. Il est le fils de Joseph Dupuis et de Lucie Pagé.

En 1955, la fabrique accorde un contrat au montant de 8 500 \$ à Luc Durant, de Joliette, pour différents travaux à l'église. En 1967, Roland Morin obtient un contrat pour l'agrandissement du cimetière, au prix de 3 500 \$.

En 1971, pour la construction du garage municipal, la fabrique cède, pour la somme nominale d'un dollar, une partie des terrains qu'elle possède à la municipalité de Chertsey. La vente est enregistrée le 22 novembre 1973.

Depuis un quart de siècle

Le presbytère de Saint-Théodore, construit en 1905, est devenu trop grand pour les besoins de la paroisse. Le second étage est condamné depuis quelques années. La vétusté de l'édifice oblige la fabrique à prendre une décision quant à l'avenir du bâtiment. Les marguilliers doivent décider s'il faut le rénover ou en construire un nouveau. Au printemps de 1978, les marguilliers optent pour la seconde solution. Le 22 juin, une résolution est adoptée pour demander des soumissions afin de démolir l'ancien presbytère. Le 6 juillet, Roland Morin obtient le contrat pour la somme de 2 000 \$. Les travaux de démolition débutent le 26 juillet et le 29, il n'en reste plus rien.

Le 3 juillet 1978, la fabrique demande des soumissions pour la construction de la nouvelle résidence du curé. Le 18 juillet, le contrat, au montant de 54 475 \$, est accordé aux Entreprises Nova de Rawdon. Les travaux débutent le 1^{er} août suivant et le 13 octobre, le curé Antonin Audy aménage dans le nouveau presbytère. La bénédiction de l'édifice a lieu le 2 décembre 1978.

Le 11 juillet 1985, la fabrique autorise des travaux au montant de 10 000 \$ pour refaire le perron de l'église, réparer la cheminée et solidifier les fondations. Le 22 janvier 1986, l'orgue électrique acheté en 1946 est remplacé par un orgue Hammon acquis à Montréal au coût de 7 995 \$.

Le 11 août 1986, la fabrique cède à la municipalité une partie des lots 8D, 8E et 8F du rang trois pour la construction du nouvel hôtel de ville de Chertsey. En contrepartie, la municipalité accepte de construire un nouveau garage pour le presbytère et s'engage à assurer à perpétuité l'entretien des espaces de stationnement, l'approvisionnement en eau, le service des égoûts et la collecte des ordures ménagères à l'église et au presbytère.

En 1987, des travaux de peinture extérieure sont accordés à Thibodeau et Fils pour la somme de 9 660 \$. Le perron est également réparé pour la somme de 3 470 \$.

Bien que le cimetière ait fait l'objet d'un agrandissement en 1967, il devient nécessaire de procéder à son réaménagement suite à la construction de l'Hôtel de ville. Des travaux majeurs sont entrepris en mai 1992 et sont terminés à l'automne suivant. Benoît Lajeunesse est désigné pour superviser le travail des entrepreneurs. Le réaménagement du cimetière a coûté 37 732 \$ pour les travaux de remplissage, de terrassement, d'embellissement et pour l'installation d'une clôture.

La restauration de l'église paroissiale

Le projet le plus important du dernier quart de siècle est certes la restauration de l'église, plus que centenaire. La conservation, jusqu'à nos jours, d'une église entièrement construite en bois constitue un fait remarquable. Plusieurs de nos églises rurales ont été la proie des flammes, anéantissant ainsi une partie de notre patrimoine architectural. Celle de Saint-Théodore a survécu au temps et aux éléments.

En 1993, les paroissiens et la fabrique décident de procéder à la restauration de leur église pour lui redonner son cachet d'antan. Ce projet s'inscrit dans le cadre des célébrations du 125^e anniversaire de la construction de l'église qui se dérouleront en 1994.

Plusieurs activités de financement sont mises de l'avant pour réaliser ce projet d'envergure. En 1992, la municipalité de Chertsey, par l'entremise du Regroupement des organismes bénévoles, nouvellement créé, a organisé des bingos hebdomadaires d'octobre 1992 à octobre 1996. Une part des profits, soit 60 092, 45 \$, a été versée à la fabrique pour la rénovation de l'église paroissiale.

Grâce à cette aide, aux surplus accumulés par la fabrique et aux profits générés par l'organisation de tirages mensuels, la fabrique peut consacrer les sommes nécessaires pour entreprendre les travaux .

Entre septembre 1993 et septembre 1994, plusieurs contrats sont accordés à des entrepreneurs et des artisans. L'architecte Claude Beaulieu est engagé pour diriger les travaux sous l'autorité de la fabrique qui demeure maître d'œuvre de la restauration. La fabrique procède à l'appel de soumissions et accorde les contrats suivants :

le 2 septembre 1993 : contrat accordé à Peinture De Lille de Laval pour la peinture de l'extérieur de l'église au montant de 14 800 \$;

le 2 septembre 1993 : contrat accordé à Lustre Artia Métal Créations Inc., de Ville Saint-Pierre, pour la fabrication des lustres, au montant de 21 000 \$;

le 19 novembre 1993 : contrat accordé à Gaston Blais, de Notre-Dame-de-la-Merci, pour l'électricité, au montant de 3 550 \$;

le 20 mai 1994 : contrat accordé aux Entreprises Tuiles Mongrat, de Laval, pour la rénovation du sanctuaire, au montant de 21 500 \$;

le 6 juin 1994 : contrat accordé à Sylvain Fissette, de Saint-Thomas-de-Joliette, pour la fabrication du plancher de chêne de l'église, au montant de 7 436 \$;

le 6 juin 1994 : contrat accordé à Ébénisterie MLM Inc., de Saint-Jacques, pour les marches du palier, au montant de 1 920 \$;

le 19 août 1994 : contrat accordé à Peinture De Lille, de Laval, pour la peinture du sanctuaire, au montant de 2 400 \$;

le 19 août 1994 : contrat accordé à Peinture De Lille, de Laval, pour la peinture intérieure de l'église, au montant de 49 350 \$.

L'ensemble des travaux a nécessité des investissements de quelque 122 000 \$. Ils auront permis à l'église de Chertsey de retrouver sa splendeur d'antan. Le curé Claude Bélair, âme dirigeante de cette restauration, déclarait au terme des travaux :

L'histoire de l'église de Saint-Théodore, c'est aussi une histoire de courage et de foi écrite par nos ancêtres à force de temps et de générosité. Et, nous-mêmes aujourd'hui, nous voulons garder la fierté de ce temple et c'est pourquoi nous avons voulu lui redonner toute la splendeur de ses origines.

Le 20 janvier 1997, grâce à une subvention de 12 000 \$ du Programme de souvegarde du patrimoine religieux du Québec, la fabrique accorde un contrat de 18 530 \$ à la firme Luc Coutu de Joliette pour doter l'église et la sacristie d'un nouveau plancher. Un autre contrat au montant de 3 190 \$ est octroyé pour la restauration de l'autel. Les travaux sont exécutés sous la surveillance de l'architecte Thomas Laporte alors que le curé Claude Sauvageau dirige la paroisse.

En 1900, on considérait l'église de Saint-Théodore-de-Chertsey comme l'un des plus beaux temples du Nord. Cent trente ans plus tard, les fondateurs ne pourraient qu'être fiers des gestes posés par leurs successeurs pour redonner toute sa beauté à cette église qui fut, au cours du dernier siècle, le témoin des peines et des joies des paroissiens.

Aujourd'hui à Saint-Théodore-de-Chertsey

Cent cinquante ans après la construction de la première chapelle dans le canton de Chertsey, bien des événements se sont succédés au sein de la paroisse. Au gré des nominations des curés, des baptêmes, des mariages et des sépultures, les paroissiens ont toujours vécu autour de leur église. Même si la pratique religieuse a diminué, si les chapelles de villégiature, dont il sera question plus loin, ont été fermées, il n'en demeure pas moins que la vie religieuse a encore un sens profond pour plusieurs fidèles.

Depuis 1996, la paroisse de Saint-Théodore fait partie de l'unité pastorale Jolimont. La paroisse est aujourd'hui dirigée par le pasteur Michel Blondin, qui assure également ses obligations pastorales à Saint-Émile et à Notre-Dame-de-la-Merci. La fabrique est dirigée par les marguilliers : Philippe Leblanc, Monique Beaulieu, Mona Flageol, Claude Roy, France Arsenault et Yves Poirier. Ce dernier a agi à titre de président du Conseil de la fabrique en 1997 et en 1998 à la demande de Mgr Gilles Lussier, évêque de Joliette. Mme Linda Rivest agit à titre d'agente de la pastorale depuis 1998.

Photo : Point du Jour Aviation, Jean-Marie Cossette



L'église de Saint-Théodore-de-Chertsey, vue du ciel en 2000.

APPENDICES

Les chapelles de villégiature

Vers 1945, la guerre étant terminée, les premiers signes de développement touristique se font sentir dans la région. Depuis Montréal et Joliette, des centaines de villégiateurs acquièrent des propriétés secondaires aux abords des lacs et des rivières du canton. L'augmentation des paroissiens et l'exiguïté de l'église du village obligent les autorités ecclésiastiques à doter la paroisse de nouveaux lieux pour la pratique religieuse. C'est l'époque des chapelles de villégiature, ouvertes le dimanche pour répondre aux besoins spirituels d'une nouvelle population saisonnière.

La chapelle de Beaulac

Les premières démarches en vue de la construction d'une chapelle d'été à Beaulac remontent au 30 septembre 1944, lorsque la fabrique de Saint-Théodore-de-Chertsey adopte une résolution pour acquérir un terrain à Beaulac en vue de construire une chapelle estivale.

Au cours de l'année 1945, les touristes des lacs Beaulac, Duffy et Beaune poursuivent leurs démarches auprès des autorités religieuses pour qu'une chapelle soit érigée dans leur secteur. Leurs efforts sont récompensés lorsque la fabrique accepte de construire une chapelle sur les lots 52 et 53 A du premier rang du canton de Wexford.

Le terrain pour la construction de la chapelle est donné par messieurs Adelin Morin et Eugène Boulanger, et les titres de propriété sont enregistrés à l'étude de Me Jean Durant, de Saint-Esprit. Les plans et l'exécution des travaux sont confiés à Mme Donat Melançon (née Thérèse Martel). Plusieurs paroissiens œuvrent à la construction de la chapelle, dont Louis Perreault qui est chargé de la charpente. Le bois requis pour le gros œuvre est donné par la province à la Corporation épiscopale de Joliette à la demande de Maurice Tellier, député de Montcalm. La maçonnerie est réalisée par Joseph Perreault, de Joliette, et le clocher est construit par Albert Léveillé, de Saint-Liguori.

Le décret d'érection est signé le 29 juin 1946 et la première messe est célébrée le 30 juin de la même année par le curé Alphonse Houle. Après la messe dominicale, le chanoine Omer Bonin, procureur de l'évêque de Joliette, procède à la bénédiction de la chapelle sous le vocable de Notre-Dame-de-Beaulac, en présence de nombreux paroissiens, du curé Houle et de son frère, le père Donat Houle.

De 1946 à 1993, les messes dominicales sont célébrées dans la chapelle de Beulac sous l'autorité spirituelle du curé de Saint-Théodore-de-Chertsey. Depuis le début des années 1990, la fréquentation religieuse diminue et le clergé, de plus en plus restreint, ne peut plus assurer la célébration de la messe dominicale au terme de la saison estivale 1993. Le 1^{er} mars 1994, les paroissiens rencontrent les autorités paroissiales pour discuter de l'avenir de la chapelle. Le 18 avril 1994, l'Association des propriétaires de Beulac dépose une proposition pour louer la chapelle afin d'y tenir ses activités.

La fabrique ne semble pas vouloir acquiescer à la demande de l'Association des propriétaires de Beulac puisque, le 18 août 1994, les marguilliers proposent de céder la chapelle à la municipalité du canton de Chertsey. Cette proposition n'est cependant pas retenue par la municipalité. Le 9 juin 1995, la fabrique autorise la vente de l'édifice.

Ne trouvant pas preneur dans l'immédiat, la fabrique décide de louer la chapelle à l'organisme *Le Toit de Bethléem*, location fortement contestée par l'Association des propriétaires de Beulac, toujours intéressée à louer l'édifice. A la suite de plusieurs tractations et de représentations auprès de l'évêché, la fabrique de Saint-Théodore-de-Chertsey accepte, le 23 septembre 1996, de louer la chapelle à l'Association des propriétaires de Beulac pour une période de dix ans, conformément à la décision de Mgr Lussier. Le contrat de location est alors signé par les parties, le 15 octobre 1996, devant le notaire Michel Riopel, de Chertsey.

La chapelle du lac Paré



La chapelle du lac Paré, construite en 1948.

En raison de l'accroissement du nombre de villégiateurs dans la région du lac Paré, Maurice Audet, propriétaire du Domaine Paré, fait construire une chapelle de bois sur un terrain de 300 pieds par 300 pieds localisé sur le lot 22 du 7^e rang du canton de Chertsey. Le contrat de construction est accordé, le 22 juillet 1947, à monsieur Lafort, de Sainte-Julienne, pour la somme de 22 000 \$. L'entrepreneur s'engage alors à ériger une chapelle de 93 pieds de longueur par 43 pieds de largeur, pouvant accueillir 350 personnes.

La première messe est célébrée le 11 juillet 1948 devant plus de 150 fidèles par le curé Alphonse Houle, avec la permission et l'approbation de Mgr Joseph-Arthur Papineau, évêque de Joliette, mais sans décret d'érection canonique puisque la chapelle est propriété privée. La chapelle est désignée sous le nom de Ste-Catherine-de-Sienne en l'honneur de l'épouse de monsieur Audet, qui porte le prénom de Catherine. Les offices dominicaux ne dureront qu'une saison, en raison du statut de la chapelle.

Comme l'édifice n'appartient pas à la fabrique de Saint-Théodore, elle est fermée de 1948 à 1956. Le 26 juin 1956, messieurs Charles Gauthier et Ernest Bourassa, nouveaux propriétaires du Domaine Paré, procèdent à la vente de la chapelle et du presbytère à la fabrique pour la somme de 8 000 \$. Pour acquérir la chapelle, les villégiateurs souscrivent la somme de 1 000 \$ comptant tandis que le solde de 7 000 \$ est payable aux vendeurs à raison de 10 versements annuels de 700 \$, à un taux d'intérêt annuel de 5%. Le contrat est enregistré devant Me Jean Durant, de Saint-Esprit, le 8 juillet 1959.

Le 27 juin 1959, Mgr Papineau, évêque de Joliette, autorise la réouverture de la chapelle et son existence permanente sous le vocable de Notre-Dame-des-Chemins.

La chapelle est desservie par la paroisse de Saint-Théodore de 1959 à 1993. Elle ferme ses portes en 1994 en raison du manque de prêtre. Pendant plusieurs années, surtout au cours des décennies 1970 et 1980, la chapelle sert également de local pour les réunions du conseil municipal de Lac-Paré. Au cours des mêmes années, une messe de minuit est célébrée à Noël.

Le 5 novembre 1993, le curé Claude Bélair, rencontre Mgr Ferland pour discuter de la fermeture de la chapelle du Lac-Paré et de la vente de l'édifice. Le 1^{er} janvier 1994, la chapelle, administrée par les marguilliers du Lac-Paré, est remise à la fabrique de Saint-Théodore.

Le 30 juin 1995, Maurice Trudel offre d'acquérir l'édifice pour la somme de 20 000 \$. La proposition de monsieur Trudel est rejetée par l'évêque de Joliette parce que l'acheteur veut en faire un bar-salon. La fabrique de Saint-Théodore décide alors de confier la vente de la chapelle à l'agent d'immeuble Philippe Leblanc. Le 11 décembre 1995, une offre est faite par Guy Ouellet pour acquérir l'édifice pour la somme de 25 000 \$. Cette seconde proposition est aussi rejetée pour des raisons inconnues.

Enfin, le 10 mai 1996, Michel Dion acquiert la chapelle et le presbytère pour la somme de 25 000 \$. L'édifice est alors transformé en restaurant qui ouvre pendant la saison estivale.

La chapelle du Pont du Gouvernement

La troisième chapelle de la paroisse Saint-Théodore-de-Chertsey est construite en 1964 au pont du Gouvernement pour répondre à la forte demande des villégiateurs des abords de la rivière Ouareau, de la Grande-Vallée et des 7^e, 8^e et 9^e lac. A l'été 1964, la fabrique consent à construire une chapelle avec l'autorisation de l'évêché. Le terrain est acquis pour la somme de 2 000 \$. Les architectes Martineau et Perreault, de Joliette, préparent les plans d'un édifice pour accueillir 1 000 fidèles.

Le 6 octobre 1964, les plans sont acceptés par la fabrique et le 11 octobre, les paroissiens ratifient le projet. Le contrat de construction est accordé à Jean-Marie et Jean Riopel pour la somme de 63 550 \$. Les travaux débutent en octobre 1964 et se terminent au printemps 1965. La première messe à la chapelle Notre-Dame-de-la-Confiance est célébrée le 13 juin 1965 par le curé Gaston Malo.

En raison de la défection des paroissiens, la chapelle du pont du Gouvernement connaît de sérieuses difficultés financières au début des années 1970 et l'emprunt de 73 000 \$ ne peut être remboursé selon l'échéancier fixé. On doit alors se résigner à fermer la chapelle en 1975. Le 7 mai 1976, les administrateurs décident de vendre l'édifice. Marcel Mess s'en porte acquéreur pour la somme de 45 000 \$. Le contrat de vente est passé devant le notaire Jean Fontaine le 18 mai 1976. Monsieur Mess transforme l'édifice en magasin général. Par la suite, l'édifice passe entre les mains de plusieurs propriétaires, qui semblent l'avoir abandonné depuis quelques années.

Clermoustier

La chapelle des clercs de Saint-Viateur, située au lac Clermoustier, est érigée en 1935 par Joseph Gagnon. Sa construction est de billes de bois nature, avec campanile adjacent sur lequel se détache une immense madone de bois. L'édifice sert longtemps de chapelle du camp d'été du séminaire de Joliette. Connue sous le vocable de Notre-Dame de Clermoustier, la chapelle abonde en sculptures d'artistes renommés comme Médard Bourgeault et le père Wilfrid Corbeil.

Le Centre marial diocésain Marie-Reine-des-Cœurs

Le sanctuaire Marie-Reine-des-Cœurs est l'œuvre d'Emma Curotte, de Verdun. C'est sur un terrain sur le lot 47, près du lac Beaune, acquis par Philippe Curotte vers 1906, et cédé à sa fille en 1926, qu'est construite la première chapelle rudimentaire

le 15 août 1931. Propriété privée, le terrain du sanctuaire est cédé à la Compagnie de Jésus par une donation du 17 mai 1943. Les Jésuites délaissent le sanctuaire deux ans plus tard et Emma Curotte reprend les destinées du centre. Un incendie détruit la chapelle le 24 décembre 1944, laissant intact la statue de la vierge.

La chapelle Marie-Reine-des-Cœurs est reconstruite en 1945 et fait partie d'un ensemble de cinq chapelles : Notre-Dame-de-la-Parole, construite vers 1940, Notre-Dame-du-Cénacle, construite en 1957, Notre-Dame-de-l'Assomption, construite en 1994, enfin Notre-Dame de Bethléem, construite en 1995.

Au décès d'Emma Curotte survenu le 24 décembre 1961, elle laisse la propriété en héritage à l'œuvre des Saints-Apôtres. En 1993, Mgr Gilles Lussier, évêque de Joliette, désigne le domaine Marie-Reine-des-Cœurs comme Centre marial diocésain. Le Centre est desservi par la Société des missionnaires des Saints-Apôtres auxquels se joignent les religieuses de Sainte-Marie de Namur et de nombreux bénévoles. Le sanctuaire, situé au lac Beaune, est ouvert durant toute l'année.

Les églises et les chapelles de Chertsey

1- Première chapelle construite en 1850 sur le lot no 7 du 3^e rang du canton de Chertsey. Elle est désaffectée à la fin de mai 1859.

2- Église du Village Lafontaine construite en 1859 par François Mercier et démolie en 1867. Cette deuxième église était située sur le lot no 19 du 5^e rang.

3- Église actuelle de Saint-Théodore-de-Chertsey construite en 1869 sur le lot 8 E du 3^e rang du canton de Chertsey.

4- Chapelle protestante Saint George construite vers 1888 sur le lot 28 du 4^e rang. Elle est déménagée en 1905 près de chez Bahai School. En 1921, elle est de nouveau transportée et réaménagée sur le chemin du lac Huard près de la route 125. La chapelle brûle le 11 mai 1992. L'emplacement est



La chapelle anglicane Saint George, construite initialement au pont du Gouvernement en 1888, puis déménagée sur le chemin du lac Huard en 1905, et incendiée le 11 mai 1992.

aujourd'hui marqué d'une croix de chemin et d'une plaque commémorative.

5- Chapelle Notre-Dame-de-Beaulac construite en 1946 sur les lots 52 et 53 A du premier rang du canton de Kilkenny. Elle est fermée en 1993.

6- Chapelle Notre-Dame-des-Chemins construite en 1947 par Maurice Audet. Elle est située sur un terrain de 200 pieds de largeur par 300 pieds de profondeur sur le lot 22 du 7^e rang. Elle est fermée au culte depuis 1994.

7- Chapelle Notre-Dame-de-la-Confiance construite en 1964 sur une partie du lot no 26 du 4^e rang près du pont du Gouvernement. Elle est fermée en 1975.

8- Chapelle construite près du Lac à Ricard (Beaulac) dans le sud du canton de Wexford en 1855 sur demande du curé Louis L. Pommainville, de Rawdon. On possède peu de détails sur cette chapelle.

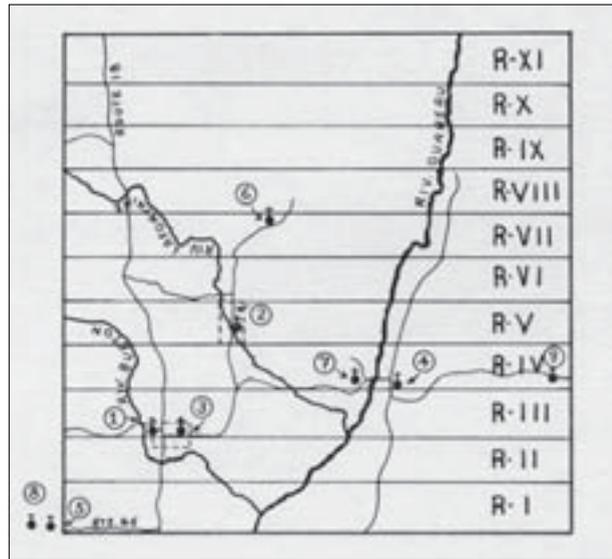
9- Chapelle Notre-Dame-de-Clermoustier dans le domaine d'été des clercs de Saint-Viateur au petit 8^e lac. La chapelle de billes de bois est construite en 1935 par Joseph Gagnon, du Pont du Gouvernement.

10- Chapelle Notre-Dame-du-Rosaire, située au 7^e lac, est construite en 1946. En 1971, elle est cédée à l'Association des propriétaires du 7^e lac.

11- Chapelle Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, au lac Clair, fondée en 1961, sous la direction de l'Institut des Sœurs réparatrices du Divin Cœur.

12- Chapelle du lac Godon dans le secteur du 9^e lac.

13- Chapelle du sanctuaire Marie-Reine-des-Cœurs construite le 15 août 1931 par Emma Curotte sur le lot 47 du canton de Wexford. Incendiée en 1944, elle est reconstruite en 1945. Quatre autres chapelles s'y sont ajoutées par la suite.



Localisation des églises et des chapelles existantes, entre 1850 et 1970, dans la paroisse Saint-Théodore-de-Chertsey.

Biographies des curés de Saint-Théodore-de-Chertsey



François- Xavier Bourbonnais,
premier curé de la paroisse
Saint- Théodore de Chertsey de
1858 à 1862.

François-Xavier Bourbonnais (1858-1862)

Né à l'île Perrot, le 23 novembre 1829, de l'union de François-Xavier Bourbonnais et de Josephite Legault dit Deslauriers, il est ordonné à Montréal le 11 septembre 1853. Professeur au collège classique de Ste-Thérèse de 1853 à 1854, il est nommé vicaire à Laprairie en 1854. Le 5 novembre 1858, l'abbé François-Xavier Bourbonnais est désigné premier curé de Saint-Théodore-de-Chertsey. Il dirige la cure de Saint-Bernard de Lacolle de 1862 à 1863. Retiré à Varennes en 1863, il décède dans cette paroisse le 28 juillet 1904 à l'âge de 75 ans.

Louis-Romuald Fournier (1862-1863)

Né à Vaudreuil, le 24 août 1828, de l'union de Joseph Fournier et d'Appoline Racicot, il est ordonné le 5 juin 1852. Vicaire à Saint-Barthélemy de 1852 à 1855, puis nommé à la cure de Sainte-Adèle en 1855. De 1859 à 1862, l'abbé Fournier dirige la paroisse de Saint-Félix-de-Valois; il devient curé de Saint-Théodore en 1862. Louis-Romuald Fournier y demeure jusqu'en 1863, année où il est nommé à Chéticamp sur l'île du Cap-Breton. De 1867 à 1870, il est curé d'Arichat, où il décède le 10 avril 1870.

Théophile Thibodeau (1863-1867)

Né à Saint-Jacques de la Nouvelle-Acadie (Alexis-de-Montcalm), le 18 septembre 1825, de l'union d'Olivier Thibodeau et de Marguerite Lefebvre, il est ordonné à Montréal le 23 août 1857. Vicaire à Saint-Jérôme, à Vaudreuil et à Saint-Cuthbert, puis nommé à la cure de Saint-Théodore en 1863. L'abbé Théophile Thibodeau y réside jusqu'en 1867, année où il est nommé à Saint-Clet. Il sera par la suite curé à Saint-Joseph-du-Lac et à Sainte-Agathe, où il décède le 16 avril 1888.

Alexis-Henri Coutu (1867-1874)

Né à Sainte-Élisabeth, le 28 mai 1838, de l'union d'Antoine Coutu et de Marie Ayot, il est ordonné à Montréal le 11 décembre 1861. Vicaire à Mascouche, puis à L'Acadie, puis nommé curé de Saint-Théodore en 1867. En 1874, Alexis-Henri Coutu est nommé premier curé de Saint-Donat-de-Montcalm. En 1881, il est curé à Saint-Vincent-de-Paul avant de devenir aumônier des Carmélites à Montréal en 1898. Il décède à Montréal le 20 mars 1907.

Joseph-Euclide Dugas (1874-1884)

Né à Saint-Jacques-de-l'Achigan, le 29 avril 1840, de l'union d'Édouard Dugas, cultivateur, et d'Edwige Lagarde, il est ordonné par Mgr Bourget le 6 juin 1868. Il est nommé vicaire à Berthier, à Saint-Lin en 1869, puis à Saint-Esprit en 1871 avant d'obtenir la cure de Saint-Théodore en 1874. Joseph-Euclide Dugas est nommé curé à Sainte-Anne-des-Plaines en 1884. En 1900, il dirige la construction d'une église qui est un véritable monument d'architecture. En 1907, il se retire au Sault-au-Récollet puis à Saint-Lin, où il décède le 12 avril 1915. Joseph-Euclide Dugas est inhumé à Sainte-Anne-des-Plaines. En 1896, le curé Dugas avait légué la somme de 500 \$ à la paroisse de Saint-Théodore.

Gaspard Bérard (1884-1887)

Né le 17 janvier 1848, il est ordonné à Montréal le 19 décembre 1874. Vicaire à Saint-Chrysostome, de 1876 à 1878, à Valleyfield de 1878 à 1880, à Saint-Benoît, 1876-1878 et à Sainte-Rose en 1881, puis nommé curé de Saint-Donat en 1884. En 1884, Gaspard Bérard devient curé à Saint-Théodore. En 1887, il est désigné à la cure de Saint-André d'Argenteuil puis en 1895 à celle de Saint-Clet. Il se retire à Verchères, où il décède le 5 juillet 1897.

Pierre-Arcade Laporte (1887-1889)

Né le 16 mars 1833 de l'union de Joseph-Antoine Laporte et de Josephine Sauvage, il est ordonné à Montréal le 8 novembre 1863. Professeur au Collège de L'Assomption de 1869 à 1873, Pierre-Arcade Laporte est nommé curé de Rawdon en 1869. À partir de 1873, il est curé de Sainte-Émilie, Saint-Lin, et Saint-Philippe-de-Laprairie. En 1887, il est nommé à Chertsey pour deux ans. Par la suite, il œuvre à Repentigny et à Deux-Montagnes jusqu'en 1899, année où il se retire à L'Assomption. La date de son décès n'est pas connue.

Olivier Laferrière (1889-1897)

Né à Saint-Cuthbert, le 3 décembre 1854, de l'union de Théodore Laferrière et d'Émérentienne Rémillard, il est ordonné à Montréal par Mgr Fabre le 22 décembre 1877. Vicaire à Saint-Jean-Baptiste de Montréal de 1878 à 1880, il est nommé à Joliette, où il y réside jusqu'en 1884. Olivier Laferrière est nommé à la cure de Saint-Martin de Laval en 1884 avec la desserte de Sainte-Marthe en 1887-1888. Après avoir été vicaire dans la paroisse Saint-Henri à Montréal, il devient curé de Saint-Théodore en 1889. En 1897, il passe à Saint-Ambroise-de-Kildare, puis à Saint-Lin en 1904. Il décède à Saint-Lin en 1923.

Pierre Sylvestre (1897-1898)

Né à l'île Dupas, le 18 mai 1855, de l'union de Narcisse Sylvestre et d'Adeline Désy, il est ordonné à Joliette le 14 septembre 1879. Professeur au Collège de Joliette de

1879 à 1892, il entre chez les clercs de Saint-Viateur en 1892. Il quitte la communauté pour retourner à l'enseignement au séminaire de Joliette. En 1897, Pierre Sylvestre est nommé curé à Saint-Théodore, puis l'année suivante, à Saint-Gabriel de Brandon. En 1907, il devient chanoine de la cathédrale de Joliette. Il prend sa retraite en 1915 et décède à l'Hôtel-Dieu de Montréal le 26 octobre 1916.

Alexandre-Hercule Lemire dit Marsolais (1898-1900)

Né à Saint-Alexis de Montcalm, le 3 septembre 1862, de l'union de Joseph Lemire dit Marsolais et d'Osine Lesage, il est ordonné à Montréal le 18 décembre 1886. Professeur au Collège de L'Assomption de 1886 à 1891, il est nommé vicaire à Lachine en 1891, puis aumônier à l'asile de la Providence, à Montréal, en 1892. Il devient curé à Saint-Théodore en 1898. En 1900, Alexandre-Hercule Lemire est nommé à la cure de Sainte-Sophie. En 1905, il devient curé de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie (L'Acadie). En avril 1913, il quitte L'Acadie pour Saint-Vincent-de-Paul de l'île-Jésus, où il décède le 20 mai 1915, et est inhumé à L'Assomption.

Joseph-Odilon Forest (1900-1912)

Né à Saint-Alexis-de-Montcalm, le 10 juillet 1860, de l'union de Hubert Forest et de Susanne Lamarche, il est ordonné à Montréal le 22 décembre 1888. Il est vicaire à Saint-Martin de Laval de 1888 à 1894, à Saint-Vincent-de-Paul-de-l'île-Jésus en 1894-1895, à Boucherville en 1895, puis dans la paroisse Saint-Louis à Montréal de 1895 à 1900. Nommé curé à Chertsey en 1900, il y demeure jusqu'en 1912. Par la suite, il est nommé à la cure de Saint-Cuthbert. Joseph Odilon Forest décède dans cette paroisse le 29 octobre 1929 et est inhumé dans le cimetière de Saint-Alexis.

Joseph-Jacques Brien dit Desrochers (1912-1914)

Né à Saint-Jacques-de-l'Achigan, le 2 août 1873, de l'union de Siffroy Brien dit Desrochers et de Delphine Fontaine, il est ordonné à Montréal le 18 décembre 1898. La même année, il est nommé vicaire à Sainte-Élisabeth. Curé de Saint-Théodore de 1912 à 1914, il décède à Chertsey le 2 février 1914 et est inhumé dans le cimetière de la paroisse le 19 février suivant. C'est le seul curé inhumé au cimetière local. Un monument a été érigé à sa mémoire suite à une souscription publique.

Élie Miville-Deschênes (1914-1921)

Né à Sainte-Élisabeth, le 3 mars 1872, de l'union de Fabien Miville-Deschênes et de Julienne Pellerin, il est ordonné à Montréal le 25 août 1901. Il enseigne au séminaire de Joliette jusqu'en 1903, année où il devient vicaire à Saint-Ambroise-de-Kildare. Par la suite, Élie Deschênes est vicaire à Saint-Jacques, Saint-Gabriel-de-Brandon et Saint-Lin. En 1914, il est nommé curé de Saint-Théodore, fonction qu'il occupe jusqu'en 1921. Élie Miville-Deschênes dirige par la suite la paroisse de Lavaltrie de 1921 à 1929, puis celle de Sainte-Mélanie pendant dix ans. Il décède à Sainte-Mélanie le 19 octobre 1939.

Joseph-Alcide Forest (1921-1934)

Né à Saint-Jacques-de-l'Achigan, le 6 mars 1876, de l'union de Georges Forest et de Dina Prud'Homme, il est ordonné à Saint-Jacques par Mgr Archambault le 8 juillet 1906. Il est nommé vicaire à Sainte-Julienne en 1906. En 1911, il assume les mêmes fonctions à Saint-Roch-de-l'Achigan, à Lanoraie puis à Berthier avant d'être nommé à Chertsey en 1921. Il occupe la cure de Saint-Théodore jusqu'en 1934. Joseph-Alcide Forest décède à l'hôpital de Joliette en 1944 et son inhumation a lieu à Saint-Jacques.

Vincent Piette (1934-1939)

Né à Berthier, le 5 février 1893, de l'union de Louis-Joseph Piette et d'Eugénie Denis. Il fait ses études au séminaire de Joliette et au grand séminaire de Montréal et est ordonné prêtre à Joliette le 29 juin 1918. Vicaire à Rawdon de 1918 à 1921 et de 1927 à 1934. Entre-temps, il est vicaire à Sainte-Élisabeth. Nommé curé de Saint-Théodore-de-Chertsey en 1934, il y séjourne cinq ans. Nommé à la cure de Rawdon en 1939, il y réside jusqu'à son décès le 1^{er} septembre 1968. Mgr Vincent Piette est inhumé à Rawdon le 5 septembre 1968.

Jean-Chrysostome Chaussé (1939-1943)

Né à Sainte-Élisabeth, le 27 janvier 1895, de l'union de Narcisse Chaussé et de Virginie Robillard, il est ordonné à Joliette le 29 juin 1919. Professeur au séminaire de Joliette de 1919 à 1937, année où il est nommé vicaire à Saint-Jacques. De 1939 à 1943, il est curé à Saint-Théodore. Par la suite, il dirige la paroisse de Sainte-Marie-Salomé, de 1943 à 1947, de Saint-Norbert, de 1947 à 1952, et enfin de Lavaltrie de 1953 à 1955. Retiré à la Maison Champagneur de Joliette, il décède le 2 octobre 1955.

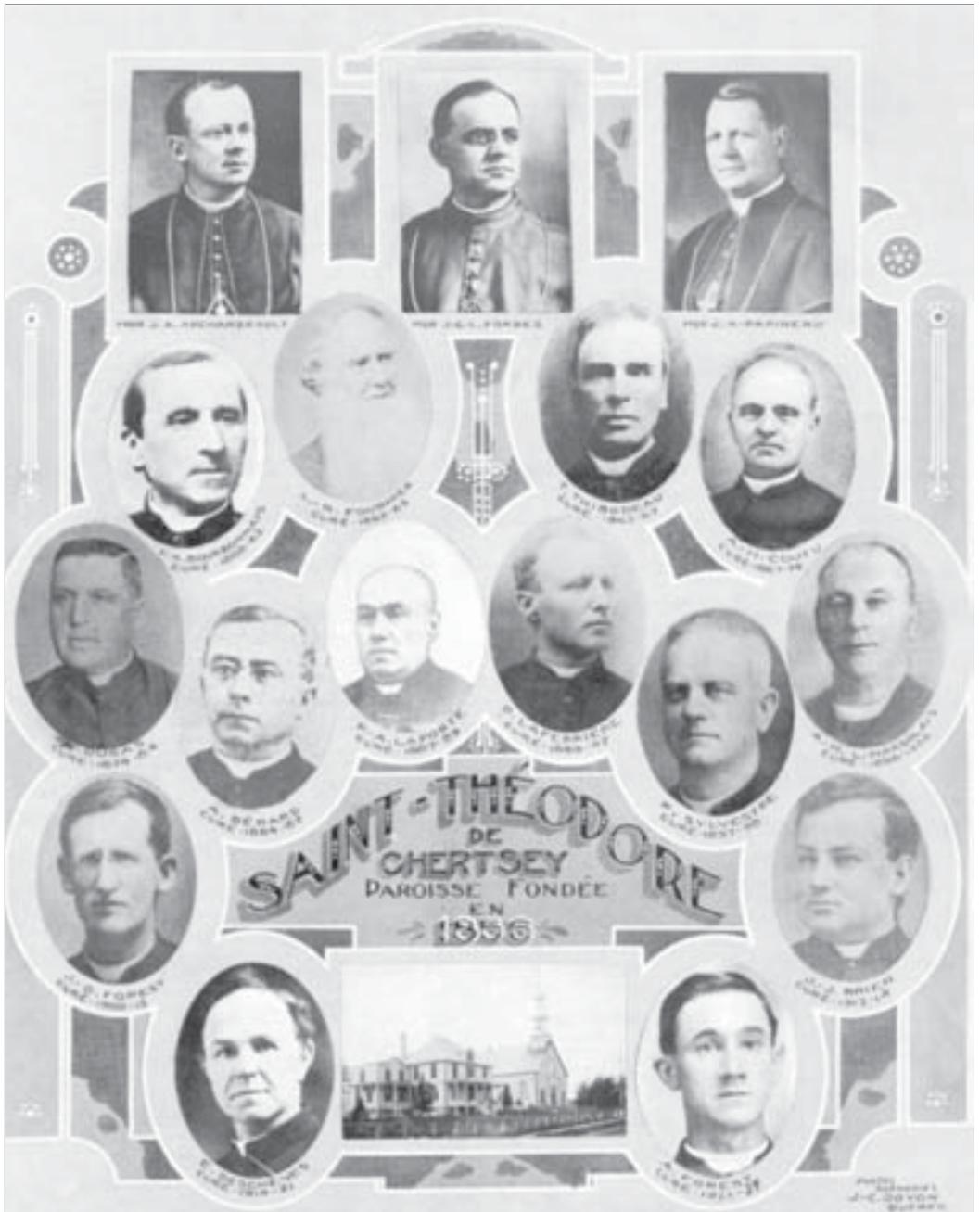
Alphonse Houle (1943-1964)

Né le 10 juin 1894 de l'union d'Aristide Houle et de Georgiana Houle, il est ordonné par Mgr Forbes, le 29 juin 1921 à Saint-Jacques. Vicaire à Saint-Jacques de 1921 à 1924, il assume les mêmes fonctions à Berthier de 1924 à 1943. Nommé curé de Chertsey en 1943, il dirige la paroisse jusqu'en 1964, pour prendre sa retraite à la Maison Champagneur de Joliette. Il décède à Joliette le 6 mars 1973.

Gaston Malo (1964-1966)

Né à Joliette, le 13 janvier 1910, de l'union d'Arthur Malo et d'Edouilda Beaudry, il est ordonné par Mgr Papineau à Joliette le 15 juin 1935. Il est nommé vicaire à Saint-Norbert de 1935 à 1946, à L'Épiphanie en 1946-1947, à Saint-Michel-des-Saints, 1947-1954, à Berthierville de 1954 à 1960, à Saint-Pierre de Joliette de 1960 à 1962. Nommé aumônier à l'hôpital Saint-Eusèbe, il le demeure jusqu'à sa nomination comme curé de Chertsey en 1964. En 1966, il est nommé à Lanoraie, fonction qu'il occupe jusqu'en 1980. Il prend sa retraite au Château de Berthierville, où il décède le 8 mars 1988. Gaston Malo est inhumé à Joliette.

Les curés de la paroisse Saint-Théodore-de-Chertsey (1858 à 1934)



Gabriel Amireault (1966-1968)

Né à Saint-Roch-de-l'Achigan, le 8 janvier 1914, de l'union d'Adolphe Amireault et d'Émilienne Lesage, il est ordonné le 11 juin 1938 à la cathédrale de Joliette par Mgr Papineau. Professeur au séminaire de Joliette, il devient aumônier à l'institut familial de Saint-Jacques en 1951. Il est nommé vicaire à Saint-Pierre de Joliette en 1954, à Saint-Lin en 1959, à Saint-Thomas en 1963 et à Saint-Henri-de-Mascouche en 1965. Gabriel Amireault est nommé curé de Chertsey en 1966. Deux ans plus tard, il occupe les mêmes fonctions à Saint-Ambroise. Il prend sa retraite le 1er août 1979 et se retire à Joliette. Il décède à Joliette le 15 mai 1982 et est inhumé à Saint-Roch-de-l'Achigan.

Paul Bourgeois (1968-1970)

Né à Joliette, le 26 février 1920, de l'union d'Ulric Bourgeois et d'Aurore Gravel, il est ordonné à Montréal le 15 juin 1946 par Mgr Charbonneau. Après avoir été professeur au séminaire de Joliette en 1946-1947, il est vicaire dans plusieurs paroisses du diocèse : Saint-Zénon, L'Épiphanie, Saint-Ignace-de-Loyola, Saint-Cuthbert, Saint-Barthélémi et Saint-Antoine de Lavaltrie avant d'être nommé curé de Chertsey en 1968. En 1970, il devient vicaire à Saint-Lin puis à L'Épiphanie avant d'occuper la cure de Saint-Cléophas de 1976 à 1983. Par la suite, il est curé à Saint-Viateur jusqu'en 1990 puis aumônier chez les sœurs de l'Immaculée-Conception de Joliette. Il prend sa retraite en 1996.

Hervé Pelletier (1970-1978)

Né à Saint-Lin, le 10 juin 1919, de l'union d'Hector Pelletier et de Marie-Louise Ricard, il est ordonné le 15 juin 1946. Professeur au séminaire de Joliette jusqu'en 1950, puis à l'École normale, il est ensuite nommé vicaire à Saint-Esprit, puis à Mascouche, à Saint-Norbert, à Lanoraie, à L'Épiphanie avant de devenir curé de Saint-Émile en 1969. Le 12 novembre 1970, il est nommé 21^e curé de Saint-Théodore. En 1978, Hervé Pelletier est nommé à Saint-Barthélémi, où il œuvre jusqu'en 1984. En 1985, il devient aumônier au Foyer de Saint-Esprit, où il décède le 10 décembre 1990.

Antonin Audy (1978-1985)

Né à L'Épiphanie, le 3 septembre 1917, de l'union de Narcisse Audy et de Mélina Trépanier, il est ordonné à Joliette le 7 juin 1941 par Mgr Papineau. Professeur au séminaire de Joliette de 1941 à 1946, il est par la suite nommé vicaire à Saint-Liguori, Rawdon, Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus et Saint-Roch-de-l'Achigan. Antonin Audy est nommé curé de Saint-Cléophas en 1966, de Sainte-Émilie en 1968 et de Crabtree en 1972 avant de diriger la paroisse de Saint-Théodore en 1978. Il prend sa retraite à Repentigny en 1985 et décède à l'Hôpital Le Gardeur le 11 octobre 1999.

Claude Renaud (1985-1989)

Né à Saint-Joachim-de-la-Plaine, le 13 février 1946, de l'union de Charles-Édouard Renaud et d'Olive Villeneuve, il est ordonné dans sa paroisse natale le 30 juin 1974 par Mgr René Audet. Après avoir été vicaire dans de nombreuses paroisses du diocèse de Joliette, dont L'Épiphanie en 1984-1985, il est nommé à la cure de Saint-Théodore, où il demeure pendant quatre ans. En 1989, il est nommé curé à l'Île Dupas, puis à Saint-Côme de 1991 à 1993. Claude Renaud est par la suite curé à Saint-Liguori et Sainte-Marie-Salomé. En 1998-1999, il est pasteur-répondant de l'Unité la Blanche.

Claude Bélair (1989-1996)

Né à Saint-Barthélemi, le 22 août 1935, de l'union de Louis-Philippe Bélair et de Maria Bérard, il est ordonné à Montréal le 21 mai 1960 par le cardinal Paul-Émile Léger. Après une année comme professeur au séminaire de Joliette, il est nommé vicaire à Saint-Thomas-de-Joliette en 1961. Par la suite, il est vicaire dans plusieurs paroisses du diocèse avant d'être nommé curé à Saint-Paul de Joliette en 1983. Claude Bélair est désigné à la cure de Saint-Théodore en 1989. En 1996, il quitte Chertsey pour diriger la paroisse de Saint-Félix-de-Valois.

Claude Sauvageau (1996-1997)

Né à Champlain, le 15 mai 1944, de l'union de Joseph-Louis Sauvageau et de Gisèle Chartier, il est ordonné à Berthierville le 6 décembre 1970 par Mgr René Audet. Vicaire à Mascouche en 1975-1976, il assume les mêmes fonctions à Mascouche en 1975-1976. Par la suite, il est vicaire à temps partiel à Rawdon, puis à saint-Lin. En 1987, il est nommé curé des paroisses de Notre-Dame-de-la-Merci et de Saint-Émile (Entrelac). En 1996, il assume la direction de la paroisse de Saint-Théodore-de-Chertsey. En 1997, l'abbé Claude Sauvageau est nommé à Berthierville.

Michel Blondin (1997-)

Monsieur l'abbé Michel Blondin est pasteur des paroisses de Notre-Dame-de-la-Merci, Saint-Émile (Entrelac) et Saint-Théodore-de-Chertsey depuis 1997, avec résidence à Notre-Dame-de-la-Merci.

Les sacristains

Depuis le début de la paroisse, sept paroissiens ont occupé les fonctions de sacristain ou de bedeau :

- 1- Médéric Beauregard
- 2- Sinaï Dupuis
- 3- Joseph Rivest
- 4- Donat Guilbeault
- 5- Bernard Perreault
- 6- Paul Rivest
- 7- Marcel Fortin



M. Sinaï Dupuis (1866-1943)
a été sacristain de la paroisse
pendant de nombreuses années.



Bernard Perreault (1922-1992),
sacristain de la paroisse en 1969.

Quelques statistiques

Les statistiques relevées dans les registres paroissiaux sont toujours intéressantes. Voici quelques données concernant les baptêmes, les mariages et les sépultures pour chaque décennie. Entre 1858 et 1992, il s'est célébré 5 942 baptêmes, 1 215 mariages et 2 682 sépultures.

ANNÉES	BAPTÊMES	MARIAGES	SÉPULTURES
1859	51	2	20
1869	64	12	22
1879	76	8	49
1889	78	11	34
1899	57	10	39
1909	56	5	34
1919	48	15	25
1929	30	3	6
1939	37	6	7
1949	35	9	10
1959	25	8	9
1969	10	5	17
1979	18	7	20
1989	26	1	13
1997	31	5	25

Chapitre sixième

Les institutions civiles et politiques

Les divisions administratives

À la conquête de la Nouvelle-France en 1763, le territoire, qui allait prendre le nom de Chertsey en 1792, faisait alors partie de la *Province of Quebec*. Il s'agit d'une vaste étendue de terre inexploitée habitée par quelques tribus amérindiennes. À partir de 1791, année de l'adoption de l'Acte Constitutionnel, qui établit des parlements respectifs dans le Bas-Canada et dans le Haut-Canada, le territoire de la province est alors divisé en vingt et un comtés qui sont, à leur tour, découpés en seigneuries, des entités qui existent depuis la fondation de la Nouvelle-France, et en township, des entités nouvellement créées à l'extérieur des seigneuries et des villes.

Le territoire de la région fait alors partie du nouveau comté de Leinster, qui rappelle le nom d'une ancienne province d'Irlande dont la capitale est Dublin. Il compte huit paroisses dont L'Assomption et Saint-Jacques-de-l'Achigan, fondée en 1774.

En 1829, une modification territoriale fait en sorte que le comté de Leinster est divisé en deux nouvelles entités : Lachenaie (qui comprend la seigneurie du même nom ainsi que les townships de Kilkenny et Wexford) et L'Assomption (qui comprend la seigneurie de Saint-Sulpice et les townships de Rawdon et Chertsey). Le nom de



Collection Éliane Pauzé

Chertsey au début du XX^e siècle.

Leinster ne disparaît pas totalement, il identifie souvent le nouveau comté de L'Assomption, une tradition qui perdure plus de trente ans. En 1853, une nouvelle modification des divisions territoriales amène la création du nouveau comté de Montcalm, qui comprend les municipalités et les territoires compris entre Saint-Jacques-de-l'Achigan au sud, et la future municipalité de Saint-Donat, au nord.

Avant 1845, Chertsey est considéré comme un territoire non organisé et relève directement de l'administration gouvernementale. La création du conseil de comté de Leinster, en 1845, fait en sorte que le territoire devient soumis à cette autorité régionale pour la gestion des affaires locales.

En 1853, de nouvelles divisions administratives et politiques font passer l'administration du territoire sous la juridiction de la corporation du comté de Montcalm. Au cours des trois années qui précèdent la fondation de la municipalité du canton de Chertsey, l'administration du territoire est soumise à l'autorité du conseil de comté, qui siège à Sainte-Julienne. Le conseil de comté est composé des maires de toutes les municipalités du comté. Une fois par année, les maires procèdent à l'élection d'un préfet, qui préside les assemblées du conseil quatre fois par année.

Depuis le 1^{er} janvier 1982, Chertsey fait partie de la municipalité régionale de comté de la Mattawinie, de la division de recensement du même nom et de la région administrative de Lanaudière.

Les divisions politiques

Depuis 1791, année de l'implantation du parlementarisme de type britannique au pays, la Chambre d'assemblée est constituée de députés élus au suffrage universel. La première élection pour élire les deux représentants du comté de Leinster se tient en juin 1792. Les électeurs, qui votent à main levée, élisent François-Antoine Laroque et Bonaventure Viger, deux importants marchands de L'Assomption.

En 1838, en raison de l'insurrection de 1837-1838, le gouvernement britannique suspend les règles parlementaires et remplace le parlement par un Conseil Spécial, composé de personnes nommées par Londres pour administrer la province. Le 23 juillet 1840, les représentants du Haut-Canada (l'Ontario actuel) et du Bas-Canada (le Québec d'aujourd'hui) votent l'union du pays et l'établissement d'une seule Chambre d'assemblée. L'ancien territoire du Bas-Canada est maintenant désigné sous le nom de Canada-Est. Le nouveau parlement siège, en alternance, à Kingston et à Montréal jusqu'à l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique en 1867.

Le 1^{er} juillet 1867, le Canada et les provinces constituent les nouvelles structures politiques. Le pays est maintenant administré par le gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux. Ces modifications introduisent de nouvelles divisions électorales : fédérales et provinciales.

Au plan provincial, Chertsey fait partie de la circonscription électorale de Montcalm de 1853 à 1972. En 1972, la loi de la représentation électorale est modifiée pour créer la nouvelle circonscription de Joliette-Montcalm. En 1980, une nouvelle modification fait passer le territoire de Chertsey dans la nouvelle circonscription de Rousseau. Enfin, en 1994, le territoire de Chertsey est inclus dans la nouvelle division de Bertrand qui regroupe les municipalités des anciennes circonscriptions de Labelle, Prévost et Rousseau.

Pour le choix des représentants à Ottawa, Chertsey fait également partie de la circonscription fédérale de Montcalm depuis 1867. Le 12 juin 1914, les circonscriptions de Montcalm et de L'Assomption sont fusionnées. En 1933, une nouvelle modification de la carte électorale crée la nouvelle circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm. De 1966 à 1981, Chertsey est inclus dans la circonscription de Joliette. Depuis 1996, Chertsey fait partie de la circonscription de Berthier-Montcalm. Pour la nomination des sénateurs, Chertsey fait partie de la division de Lanaudière depuis 1867.

Les divisions judiciaires

Chertsey fait partie du district judiciaire de Montréal jusqu'en 1857, année où le gouvernement crée le district judiciaire de L'Industrie, qui prendra le nom de Joliette en 1864. Pour les causes mineures, la cour de circuit de Montcalm, créée aussi en 1857, tient ses sessions à Sainte-Julienne. A compter de 1860, la cour siège dans l'ancien édifice du bureau d'enregistrement. Les audiences se tiennent du 6 au 10 des mois de mars, juillet et novembre de chaque année. Vers 1870, la cour est transférée à Joliette. Depuis 1857, la Cour supérieure du Québec entend les causes criminelles à Joliette.

L'année même de l'érection de la municipalité de Chertsey, le gouvernement établit des bureaux d'enregistrement dans chaque comté de la province afin d'y inscrire les transactions immobilières faites sur son territoire par les notaires. Dans le comté de Montcalm, le 1^{er} janvier 1856, le bureau d'enregistrement est logé chez Charles-Édouard Beaupré à Sainte-Julienne. En 1860, le gouvernement entreprend la construction du bel édifice de pierre qui existe toujours sur la rue Albert. Depuis le 1^{er} janvier 1994, le bureau d'enregistrement devient le Bureau de la publicité des

droits de la circonscription foncière de Montcalm et loge dans un nouvel édifice de la rue Victoria à Sainte-Julienne.

Le système municipal

Parmi les institutions civiles du Québec, la municipalité constitue l'entité politique la plus près des citoyens et sans doute la plus accessible. Dotées de pouvoirs étendus lors de leur création, les municipalités québécoises, au nombre de quelque 1300, sont de plus en plus soumises à l'autorité provinciale, dont elles relèvent au point de vue constitutionnel.

Avant 1845, à l'exception des villes de Montréal et Québec, créées par des chartes en 1832, les territoires situés dans les cantons sont administrés par le gouvernement ou par les chefs de canton, tandis que les territoires érigés en seigneurie sont sous la juridiction du seigneur qui exerce les pouvoirs en matière civile et judiciaire (basse justice).

L'idée d'introduire un système municipal dans le Bas-Canada est préconisée par Lord Durham en 1839 dans son célèbre *Rapport sur les affaires de l'Amérique Britannique du Nord*. La première ordonnance est promulguée en décembre 1840 par l'adoption de l'Acte 4, Victoria, chapitres 3 et 4. Cette loi ne fait que modifier les ordonnances de 1838 érigeant certaines paroisses en municipalités. Cette loi ne connaît pas le succès escompté par le gouvernement, les habitants des zones rurales craignant de voir surgir de nouvelles taxes.

Collection Juliette Charbonneau



Chertsey au tournant des années 1920.

Le premier système municipal remonte à 1845 avec l'adoption d'une loi du Canada-Uni : *Acte pour abroger certaines ordonnances y mentionnées et pour faire de meilleures dispositions pour l'établissement d'autorités locales et municipales dans le Bas-Canada* (Victoria 8, Chapitre 40). En réalité, cette loi modifie les ordonnances de 1840 qui érigeaient certaines municipalités par proclamation. La loi de 1845 favorise l'établissement de 341 municipalités dans le Bas-Canada, dont celle de Rawdon, dans notre région.

En vertu de la loi de 1845, deux conditions sont requises pour créer une nouvelle municipalité : le territoire doit faire partie d'une paroisse ou d'un township et la population doit être supérieure à 300 âmes. Chertsey, qui ne répond pas à l'une des exigences, demeure un territoire non organisé sous la responsabilité de la municipalité régionale du comté de Leinster, créée elle aussi en 1845.

Cette première législation municipale ne connaît pas le succès espéré et le gouvernement doit abroger la loi deux ans plus tard. Une nouvelle législation, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1847, a pour effet d'abolir les municipalités locales et de les remplacer par des municipalités de comté. La municipalité du comté de Leinster (L'Assomption), mise sur pied en vertu de la législation de 1845, regroupe dix paroisses et plusieurs territoires, dont ceux des cantons de Chertsey, Wexford, Cathcart. Le conseil de comté, qui siège à L'Assomption, a la responsabilité d'administrer les paroisses et les territoires non organisés. Ses principales préoccupations demeurent la construction et l'entretien des routes, des ponts et la gestion des cours d'eau.

En 1853, quatorze paroisses font partie de la corporation du comté. Chaque paroisse est représentée par deux conseillers qui siègent tous les trois mois à L'Assomption. Ce mode d'administration ne répond pas aux besoins de la population. Depuis 1852, les citoyens adressent de nombreuses pétitions aux autorités gouvernementales pour modifier la loi des municipalités de 1847. Plusieurs raisons sont invoquées pour revenir au mode de fonctionnement de 1845 : distance à parcourir pour se rendre aux assemblées, difficultés à s'entendre entre 28 conseillers (pour 14 paroisses), obligation de voter sur une proposition ou sur un règlement sous peine d'amende.

Le 1^{er} juillet 1855, *L'Acte des municipalités et des Chemins du Bas-Canada* (Victoria 18, Chapitre 100) entre en vigueur. Cette nouvelle loi établit une base solide au système de gouvernement local et donne la responsabilité aux administrateurs de voir au bien-être de leurs concitoyens. Par cette loi, l'entretien des chemins et des ponts ainsi que la gestion des cours d'eau deviennent la responsabilité des municipalités locales. Les municipalités de comté sont maintenues pour régler les litiges entre les municipalités d'un même comté ou pour gérer des projets touchant plus d'une municipalité.

APPENDICE

Les députés provinciaux

Voici les noms des députés qui ont représenté Chertsey à l'Assemblée législative et à l'Assemblée nationale du Québec. Il s'agit des élus des circonscriptions de Montcalm : 1854 à 1972, Joliette-Montcalm : 1973-1981, Rousseau : 1981-1994 et Bertrand depuis 1994.



Marcel Masse, député de Montcalm de 1966 à 1973.

NOMS	MANDAT	PARTI	RÉSIDENCE
Joseph Dufresne	1854-1861	Conservateur	Saint-Alexis
Jean-Louis Martin	1861-1861	Conservateur	Saint-Jacques
Joseph Dufresne	1862-1867	Conservateur	Saint-Alexis
Firmin-Philémon Dugas	1867-1874	Conservateur	Saint-Liguori
Louis-Gustave Martin	1874-1878	Conservateur	Saint-Jacques
Octave Magnan	1878-1881	Conservateur	Saint-Alexis
J.-B.-Trefflé Richard	1881-1886	Conservateur	Saint-Liguori
Louis-Olivier Taillon	1886-1890	Conservateur	Montréal
J.-Alcide Martin	1890-1892	Conservateur	Saint-Jacques
Octave Magnan	1892-1897	Conservateur	Saint-Alexis
P.-J.-Léonidas Bissonnette	1897-1908	Libéral	Saint-Esprit
Joseph Sylvestre	1908-1916	Conservateur	Sainte-Julienne
J.-Alcide Dupuis	1916-1917	Libéral	Saint-Jacques
Joseph-Ferdinand Daniel	1917-1929	Libéral	Saint-Esprit
Léonide Perron	1929-1931	Libéral	Montréal
David-Médéric Duval	1931-1935	Libéral	Saint-Calixte
Joseph-Ferdinand Daniel	1935-1936	Libéral	Saint-Jacques
Maurice Tellier	1936-1939	Union nationale	Joliette
Joseph-Odilon Duval	1939-1944	Libéral	Saint-Calixte
Maurice Tellier	1944-1962	Union nationale	Joliette
Gérard Martin	1962-1966	Libéral	Saint-Esprit
Marcel Masse *	1966-1973	Union nationale	Saint-Jacques
Robert Quenneville	1973-1976	Libéral	Joliette
Guy Chevrette	1976-1981	Parti Québécois	Joliette
René Blouin	1981-1985	Parti Québécois	Joliette

Robert Therrien	1985-1997	Libéral	Sainte-Anne-des-Plaines
Denis Chalifoux	1997-1998	Libéral	Sainte-Agathe
Claude Cousineau	1998-	Parti Québécois	_____

* Marcel Masse devient député indépendant le 2 novembre 1971.

Les députés fédéraux

Voici les noms des députés qui ont représenté Chertsey à la Chambre des Communes. Il s'agit des élus de la circonscription de Montcalm : 1867-1914, L'Assomption-Montcalm : 1914-1933, Joliette-L'Assomption-Montcalm : 1933-1981, Joliette : 1981-1987, et de Berthier-Montcalm depuis 1988.

NOMS	MANDAT	PARTI	RÉSIDENCE
Joseph Dufresne	1867-1871	Conservateur	Saint-Alexis
Firmin-Philémon Dugas	1871-1887	Conservateur	Saint-Liguori
Olaüs Therrien	1887-1891	Conservateur	Sainte-Julienne
J.-L. Euclide Dugas	1891-1900	Conservateur	Saint-Liguori
Julien-Frs-Octave Dugas	1900-1909	Libéral	Joliette
David-Arthur Lafortune	1909-1917	Libéral	Saint-Laurent
Paul-Arthur Séguin	1917-1935	Libéral	Saint-Paul-l'Ermité
Charles-Édouard Ferland	1935-1945	Libéral	Joliette
Georges-Émile Lapalme	1945-1950	Libéral	Joliette
Maurice Breton	1950-1958	Libéral	Joliette
Louis-Joseph Pigeon	1958-1965	Conservateur	Joliette
Joseph-Roland Comtois	1965-1968	Libéral	Repentigny
Roch Lasalle	1968-1988	Conservateur	Crabtree
Robert de Cotret	1988-1993	Libéral	Repentigny
Michel Belhumeur	1993-	Bloc Québécois	Berthierville

Chapitre septième

La municipalité du canton de Chertsey

L'acte des municipalités du Bas-Canada de 1855 stipulait que tout canton possédant une population supérieure à 300 âmes devenait par le fait même une municipalité à la condition que le territoire de ce canton soit situé dans le même comté municipal. Chertsey ne fait cependant pas partie des nouvelles municipalités créées en 1855. Il est impossible de connaître la raison pour laquelle la municipalité du canton de Chertsey n'a pas été érigée en municipalité le 1^{er} juillet 1855 comme ce fut le cas pour Rawdon, Sainte-Julienne ou Saint-Calixte-de-Kilkenny.

Est-ce que la condition des 300 âmes n'était pas acquise même si le recensement de 1851 en indiquait 413 ? Est-il possible que le statut du canton, encore à l'état de projet en 1856, puisse avoir retardé la municipalisation du territoire, la proclamation n'ayant été promulguée que le 13 décembre 1857 ? On ne peut malheureusement pas fournir de réponses précises à ces questions.

Dès l'application de la loi des municipalités de 1855, le territoire du canton de Chertsey est administré par la municipalité du canton de Rawdon. Pour appuyer cette hypothèse, en septembre 1856, on peut retracer dans le livre des procès-verbaux de Chertsey une résolution demandant à la municipalité du canton de Rawdon de récupérer tous les procès-verbaux concernant les chemins situés sur le territoire du futur canton de Chertsey.

Se voyant exclus de la municipalisation de 1855, deux citoyens déposent, à l'automne de 1855, une demande au conseil de comté de Montcalm pour que leur territoire soit érigé en municipalité. Le Conseil reçoit favorablement la requête et mandate monsieur A. Poirier, surintendant du comté de Montcalm, pour établir la population du canton.

Le recensement de 1851 établit que la population dépasse les 300 âmes requises par la loi pour créer une municipalité. Le Conseil de comté adopte alors une résolution pour annuler celle qui rattache le canton de Chertsey à celui de Rawdon et faire du dit canton une municipalité distincte. Sans perdre de temps, le Conseil de comté transmet les documents au gouvernement qui approuve la création de la nouvelle municipalité et décrète son érection pour le 1^{er} janvier 1856.

Quelques semaines plus tard, le gouverneur de la province du Bas-Canada nomme, sur recommandation du registraire Pierre Brien, six



conseillers pour siéger à la première assemblée de la nouvelle municipalité : Cyrille Morin, Thomas Holtby, James Masson, Daniel Truesdell, John Laprairie et Olivier Leblanc. Monsieur Brien fixe au samedi 22 mars 1856 la date de la tenue de la première assemblée générale du conseil municipal.

Les notes concernant la création de la municipalité du canton de Chertsey sont consignées dans l'ouvrage de Clément Deschamps, publié en 1886 et intitulé *Municipalités et paroisses de la Province de Québec*. L'auteur écrit que la municipalité du canton de Chertsey a été érigée en 1856 d'après le dossier 1665-85 du Secrétariat provincial. Après de nombreuses recherches, il n'a pas été possible de retracer ce dossier qui nous aurait permis d'identifier les requérants et les raisons qui ont retardé d'une année la création de la municipalité.



Le village de Chertsey en 1903.

La fondation

Chertsey devient municipalité de canton le 1^{er} janvier 1856, et la première réunion des conseillers désignés a lieu le 22 mars 1856 dans la maison de monsieur Holby, résident du lot 28 du 4^e rang. Cette assemblée constitue une date mémorable pour la population, car elle introduit les premiers jalons d'un régime municipal dans le canton. Voici le texte intégral de cette première assemblée qu'on peut retrouver en ouvrant la première page du livre de procès-verbaux de la municipalité :

Conseil municipal du township de Chertsey, Comté de Montcalm, District de Montréal, le 22 mars 1856

1^{ère} séance générale,

Présents les Sirs Cyrille Morin, Thomas Holtby, James Masson, Daniel Truesdell, John Laprairie et Olivier Leblanc.

Réunis en assemblée générale en la demeure de Thomas Holtby, étant la place indiquée pour la dite 1^{ère} assemblée du dit conseil par monsieur Poirier, écuyer, registraire du comté de Leinster, Cyrille Morin ayant été choisi pour président temporaire.

1- Sur mention de James Masson, secondé par Daniel Truesdell, M. Magloire Granger commerçant du dit township est nommé secrétaire-trésorier du dit conseil municipal.

2- Sur mention de Thomas Holtby, secondé par M. Olivier Leblanc, Cyrille Morin, écuyer, est nommé maire de la municipalité du dit township de Chertsey.

3- Sur motion de John Laprairie, secondé par Thomas Holtby, les sieurs suivants ont été nommés estimateurs, John Norihs, André Holtby et François Dupuis, pour la dite municipalité du township de Chertsey.

4- Sur motion d'Olivier Leblanc, secondé par John Laprairie, les personnes suivantes ont été nommées inspecteurs des chemins et ponts :

1^{er} arrondissement : Élie Racette, inspecteur pour le chemin de ligne de la chapelle. James Duffy pour le 1^{er} et 2^e rangs. Pierre Mousseau pour le 3^e et 4^e rangs, Michel Perreault pour le 5^e et 6^e rangs.

2^e arrondissement : David Provost, inspecteur pour les chemins de chantier.

3^e arrondissement : James McGuire, inspecteur pour le chemin du Gouvernement, et Henri Smith sous voyer suivant le procès-verbal du dit chemin.

4^e arrondissement : François Bélisle, inspecteur pour la partie nord-ouest du dit township de Chertsey et John Mailable sous voyer suivant le procès-verbal du dit chemin.

5- Sur motion de John Laprairie, secondé par Olivier Leblanc, il est résolu que les séances du présent conseil municipal du township de Chertsey se tiendront au village du susdit township fixé par le gouvernement en la boutique de François Mercier.

6- Sur motion de James Masson, secondé par Daniel Truesdell, il a été alloué au secrétaire-trésorier la somme de cinq livres par année pour les deux années.

7- Sur motion de Thomas Holtby, secondé par Daniel Truesdell, le conseil ajourne.

C. Morin, maire,
Attesté par Magloire Granger, secrétaire-trésorier

Cette première assemblée introduit une administration municipale dans le canton de Chertsey avec toutes les responsabilités inhérentes à la gestion du territoire. Auparavant, les colons avaient plus ou moins la responsabilité de l'entretien de leurs chemins. Avec la création de la municipalité, la construction et l'entretien des chemins, des ponts et l'aménagement des cours d'eau sont les principales préoccupations de la corporation.

Pour effectuer des travaux sur les routes du canton, il faut obtenir de l'argent et les seuls moyens prévus par la loi consistent en la perception de taxes. À cet effet, le 30 mars 1857, le premier règlement de la nouvelle municipalité est adopté :

La somme de 8 livres, 18 shillings, 11 deniers, monnaie courante de cette province, sera prélevée sur toute la municipalité du township de Chertsey au prorata de la lotisation suivant le rôle d'évaluation du dit township pour défrayer le coût d'administration du dit conseil.

Pour récupérer ces montants, le conseil a préparé un rôle d'évaluation pour tout le territoire et fixe le taux de taxation à 1 $\frac{3}{4}$ dans le louis. A cette époque, plusieurs monnaies sont en circulation : le dollar, le louis, la livre sterling, le shilling, le denier et quelques autres monnaies dont la valeur varie considérablement.

Au cours des premières années, les revenus et les dépenses du conseil sont limités en raison des travaux à exécuter. La taxe foncière est alors le seul revenu perçu. Les municipalités ne reçoivent pas de subventions gouvernementales pour la réalisation de projets.

Voici le premier rapport financier de la municipalité pour l'année 1856-1857. Les revenus sont identifiés par la perception des taxes pour chacun des rangs habités. Pour une meilleure compréhension, nous avons estimé ces montants en dollars d'aujourd'hui.

Revenus :

Localisation	Livres	Shillings	Deniers	Dollars
Premier rang	0	13	9	5.27
Deuxième rang	0	19	5	7.09
Troisième rang	0	12	1	7.77
Quatrième rang	0	14	4	8.32
Cinquième rang	0	18	6	4.47
Sixième rang	0	7	6	4.23
Septième rang	0	3	1	0.75
Total	7	17	3	37.90

Dépenses :

Items	Livres	Shillings	Deniers	Dollars
Corporation du comté de Montcalm	0	17	0	4.11
François Dupuis, évaluateur	0	5	0	1.20
André Daly, évaluateur	0	5	0	1.20
Cyrille Morin, évaluateur	0	5	6	1.35
Payée à la Corporation de comté	0	10	0	2.40
Salaires du secrétaire-trésorier pour un an	5	0	0	24.30
Pour papiers et divers livres	0	5	0	1.20
Total	7	7	6	35.76
Solde en fin d'année	0	9	7	2.14

À quelque cents près, ces données représentent l'avoir de la municipalité au cours de sa première année d'existence. Bien que ces sommes soient presque ridicules aujourd'hui, il faut tenir compte du coût de la vie et du pouvoir d'achat à cette époque, difficilement comparable à notre situation actuelle.

L'organisation municipale

Les élus de la première heure mettent alors en place une organisation municipale adéquate pour gérer un territoire de 100 milles carrés dont les sept premiers rangs sont habités. Voici quelques événements de la vie municipale que l'étude des procès-verbaux nous a permis de retracer.

Au début de 1858, le Conseil décrète que les assemblées de la corporation se tiendront tous les trois mois dans la maison de Joseph Poudrier, dans le 3^e rang. Cette décision laisse déjà entrevoir des frictions entre les habitants du village d'en haut et ceux du village d'en bas. Le 1^{er} mai 1858, la réunion du Conseil se tient en présence de tous les conseillers. Lors de la séance, la majorité décide que les assemblées seront tenues à nouveau au village Lafontaine, comme c'était le cas depuis 1856. Le Conseil décide alors de tenir les assemblées dans la grange de Magloire Granger, située sur le lot 18 du 5^e rang.

Le 7 juin 1858, Magloire Granger est nommé surintendant du Conseil. La responsabilité de ce dernier consiste à recevoir les requêtes des citoyens concernant l'entretien et la verbalisation des chemins de la municipalité. Le 11 août 1859, Antoine Dusablé, résidant sur le lot 13 du 4^e rang, est nommé 1^{er} constable de la municipalité. La première vente pour taxes non payées a lieu à Sainte-Julienne le 6 août 1860.

Le 8 février 1862, Magloire Granger, secrétaire de la municipalité, est rengagé au salaire de 30 \$ par année avec obligation de fournir la salle et les meubles. Le 20 avril 1863, à la suite du décès de Magloire Granger, Adolphe Hémond, du village Lafontaine, est nommé 2^e secrétaire de la municipalité. Ce dernier s'engage à faire le travail gratuitement. En 1863, les assemblées se tiennent dans la maison d'école no 1 au village Lafontaine.

Le 22 mars 1863, lors d'une assemblée spéciale, le Conseil décide qu'une somme d'environ 500 \$, provenant du gouvernement et d'un comité spécial de la municipalité et du Conseil, soit versée aux familles pauvres de Chertsey afin de leur venir en aide à la suite de la famine qui sévit en 1862. Sans cet argent, plusieurs familles ne pourraient passer l'hiver et plusieurs autres devraient quitter la région. C'est sur un vote prépondérant du maire, Cyrille Morin, que cette proposition est adoptée par le Conseil.

Le 23 septembre 1867, le Conseil accorde la première licence de vente de boissons alcoolisées à monsieur David Laprairie, pour son établissement situé dans le 3^e rang de Chertsey.

Au cours de cette première période de la vie municipale, on a vu se succéder un grand nombre de conseillers, plus ou moins intéressés à faire partie du Conseil. Les personnes instruites étaient assez rares dans un village comme Chertsey. Les assemblées de la Corporation ont changé près de dix fois d'endroit. Elles se tenaient généralement chez le secrétaire-trésorier ou dans des endroits publics comme les écoles.

En 1867, les sujets discutés par les membres du Conseil municipal sont aussi nombreux que variés. À titre d'exemple, voici le texte d'une résolution adoptée lors de l'assemblée du 3 février 1867 :

Sur motion de monsieur Louis Riopel, secondé par Monsieur Joseph Poudrier, il est proposé que le cheval de monsieur Joseph Guilbeau, qui a eu la patte cassée dans le chemin de ligne du 6^e rang, soit payé au dit Joseph Guilbeau et cela pour la somme de \$24.00, monnaie courante, et que le conseil promet de payer le dit Joseph Guilbeau dans le temps ci-dessous, à savoir \$4.00 à présent, \$15.00 à la fin d'avril et \$5.00 à Noël et que le dit Joseph Guilbeau reconnaît avoir accepté du Conseil les offres généreuses et s'oblige d'aller arrêter les frais qu'il y a faits jusqu'à ce jour.

Le 1^{er} mars 1869, le premier règlement de prohibition de vente de boissons alcoolisées est adopté par le Conseil en raison des pressions du curé Dugas, pour réprimer le désordre régnant dans la paroisse depuis l'ouverture de l'établissement de monsieur Laprairie. L'ordonnance du Conseil entre en vigueur le 1^{er} mai 1869.

Depuis la fondation de la municipalité, les chemins demeurent la principale priorité du Conseil. Celui-ci doit faire respecter les lois à une époque où les inspecteurs municipaux ne remplissent pas toujours leur tâche adéquatement. Au cours d'une assemblée, tenue le 5 juin 1871, on peut voir comment le Conseil se comporte envers ses inspecteurs :

Sur motion de Pierre Morin, secondé par Marcel Lépine, qu'un avis soit donné à l'inspecteur du 5^e rang, du côté sud-ouest de la rivière Lac Ouareau, de faire

réparer le pont sur le chemin de ligne de son arrondissement d'ici mercredi soir prochain sans quoi le Conseil lancera toutes les rigueurs de la loi contre lui.

Les élections municipales ont probablement toujours suscité un vif intérêt de la part des citoyens. Depuis la fondation de la municipalité, l'élection des membres du Conseil se tient au mois de janvier de chaque année. Le Conseil nouvellement élu en début d'année se choisit un maire, un secrétaire-trésorier et nomme les inspecteurs municipaux responsables des routes du canton. Bien qu'une liste électorale, datée de 1869, ait été retrouvée dans les archives municipales, le premier compte rendu d'une élection remonte au 3 décembre 1873. La résolution suivante est adoptée par le Conseil:

Isaïe Mousseau, propose, secondé par Louis Riopel, que la sortie de charge de deux conseillers pour cette année soit décidée par le tirage au sort dans un livre, à qui sortira la lettre la plus haute pour la sortie de charge.



Le village de Chertsey au début des années 1940.

Le tirage fait, on obtient les résultats suivants : Marcel Lépine, maire : lettre C ; Joseph Masson : lettre P ; Théo Lapierre : lettre Q ; Delphin Morin : lettre E ; François Parent : lettre C. Il est alors décidé que Marcel Lépine et François Parent sortent de charge. L'élection se fait alors par vote ou par nomination dans le cas où personne ne veut se présenter au poste vacant. Mentionnons qu'à cette époque le poste de secrétaire trésorier est électif.

Les responsabilités du conseil

La pauvreté de la population, les ressources humaines et matérielles inadéquates limitent l'action de la municipalité à l'entretien des chemins et à la gestion des affaires locales. Jusqu'en 1870, les actions de la corporation sont plutôt routinières. Aucun grand projet n'est discuté par les conseillers, souvent absents des réunions et même désintéressés par la politique municipale.

L'administration municipale, concentrée au village Lafontaine depuis sa fondation en 1856, est graduellement transférée au nouveau site du village dans le troisième rang. Comme pour l'église, les frictions sont grandes entre les partisans des deux emplacements. Les membres du Conseil, qui résident au village d'en haut, sont maintenant remplacés par des citoyens du village d'en bas. A l'élection de janvier 1866, Élie Breault, habitant du 3^e rang, est élu maire. Avec son élection, les réunions municipales se tiennent au village actuel, nouveau centre des activités du canton.

Depuis les années 1870, la population augmente considérablement. Grâce à de nouvelles ressources financières résultant d'un rôle d'évaluation plus élevé, la municipalité peut maintenant s'attaquer à des problèmes plus importants, voir même à l'agrandissement du territoire.

Le 13 janvier 1873, une requête des habitants du canton de Wexford est présentée au Conseil pour demander l'annexion de leur territoire à celui de Chertsey. Le 3 janvier 1877, le secrétaire de la municipalité, secondé par monsieur Théophile Lapierre, approuve la demande des habitants de Wexford. La requête est ensuite transmise au Conseil de comté, qui la rejette sans explication.

Les chemins sont réparés par la municipalité au cours de la belle saison. Pendant l'hiver, les routes ne sont pas entretenues, seul le passage des carrioles trace leur emplacement. C'est à partir de l'hiver 1873 que les principaux chemins sont entretenus par la municipalité. Une carriole, surmontée d'un rouleau compacteur, aplanit la neige, qui durcit, facilitant le passage des *sleighs*.

Le 2 mai 1887, le Conseil adresse une demande à monsieur Grant, de la Compagnie de télégraphe de Montréal, pour faire installer une ligne télégraphique de Rawdon à Chertsey et de là, jusqu'au village Lafontaine. Cette requête ne semble pas avoir été acceptée par la compagnie puisque les archives de la municipalité n'en font pas mention. En 1899, le Conseil adopte un nouveau règlement pour prélever la somme de 375 \$ nécessaire à l'installation d'une ligne téléphonique de Sainte-Julienne à Chertsey.

Jusqu'au début des années 1890, les réunions du Conseil se tiennent dans des lieux publics : l'école ou la résidence du secrétaire-trésorier. Cette situation ne répond plus aux besoins de la municipalité qui doit penser à la construction d'un hôtel de ville pour loger le secrétaire-trésorier et tenir, dans un lieu fixe, les délibérations du Conseil. Comme les finances de la municipalité s'améliorent, le Conseil décide de faire construire la maison du Conseil. Le contrat est accordé à Ludger Beaugard pour la somme de 444 \$ le 11 mars 1890. La maison est terminée le 11 juin 1890 et occupée par Jules Breault, secrétaire de la municipalité. Cette maison, située au coin des rues Principale et Curé-Paré, existe toujours. Elle est occupée par Albert Perreault.

Le 7 septembre 1893, le Conseil établit un bureau de santé dans la municipalité, et messieurs Ludger Beaugard et Bélon Sylvestre en sont nommés responsables. Le



La rue de l'Église en 1915.

4 mai 1895, le premier règlement pour l'établissement des permis de commerce est adopté. Le prix du permis est fixé à 25 \$ par année.

Depuis l'établissement des premiers habitants dans le canton de Chertsey, les terres étaient concédées selon l'arpentage primitif. En 1892, le gouvernement décide d'introduire des subdivisions cadastrales sur l'ensemble du territoire habité du Québec. Le 25 juillet 1892, E.-Étienne Taché, commissaire adjoint des terres de la Couronne, demande à l'arpenteur T. J. Charbonneau de dresser le plan du canton de Chertsey. Les travaux sont exécutés en 1893 et le cadastre officiel du canton de Chertsey est déposé au bureau des terres de la Couronne et au bureau d'enregistrement de Sainte-Julienne le 26 novembre 1894 et mis en vigueur le 22 janvier 1895. Le plan délimite pour la première fois les lots du village situés de part et d'autre de la ligne du 2^e et du 3^e rang, entre les lots sept et huit. (voir page 131)

Les rôles d'évaluation de la municipalité sont maintenant établis en conformité avec le plan cadastral établi en 1895.

L'érection civile

En 1901, un événement majeur marque la reconnaissance de la municipalité, il s'agit de l'érection civile. Le sujet avait été discuté pour la première fois lors de l'assemblée du 6 novembre 1893 par l'adoption de la résolution suivante :

Monsieur Octave Sylvestre propose, secondé par monsieur Magloire Crépeau, que monsieur Jules Breault soit autorisé à faire les premières démarches pour ériger la municipalité tel qu'établi par décret de sa grandeur l'évêque de Montréal et de faire signer une requête à cet effet et de faire les frais pour l'information nécessaire pour en arriver à cet effet.

Il faut attendre huit ans avant que ne se concrétise la demande des autorités municipales. Le 28 avril 1901, la municipalité du canton de Chertsey est officiellement proclamée par l'autorité civile. Le texte de la proclamation publiée dans la *Gazette officielle du Québec* se lit comme suit :

Proclamation :

Édouard VII, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi. À tous ceux à qui les présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner, Salut,

Horace Archambault, procureur-général, attendu que messieurs Lafleur, H.P. Pépin, L.O. Héту et L.W. Sicotte, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre 1^{er} du titre 9 des statuts refondus de la province de Québec pour le diocèse catholique romain de Montréal dans notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leurs opinions au lieutenant-gouverneur de notre dite province de Québec, accompagné d'un procès-verbal de leurs procédés, par lesquels ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient les plus convenables d'assigner à la paroisse de Saint-Théodore, dans le comté Montcalm, dans le dit diocèse susdit, comme suit savoir :

1- Du canton de Chertsey, tous les lots des sept premiers rangs de l'arpentage primitif de ce canton.

2- Du canton de Wexford, tous les lots des deux premiers rangs, des No 29 jusqu'au lot 59 inclusivement ; dans les 3^e et 4^e rangs tous les lots depuis le No 35 jusqu'au No 59 inclusivement, dans les 5^e et 6^e rangs, tous les lots depuis le No 52 jusqu'au No 59 inclusivement, de l'arpentage primitif de ce canton.

3- Du canton de Kilkenny, les lots de l'arpentage primitif des No 1 à 5 inclusivement dans les 10^e et 11^e rangs et tout le Gore de Kilkenny. La paroisse ainsi formée est bornée comme suit :

Au nord-est, par les cantons de Rawdon et de Cathcart, au nord-ouest par le reste des cantons de Chertsey et de Wexford, au sud-ouest, par le reste des cantons de Wexford et de Kilkenny et au sud-est par le reste du canton de Kilkenny et de Rawdon.

À ces causes, nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites de la paroisse de Saint-Théodore ci-dessus décrite.

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Théodore, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts. De tout ce que dessus tous nos féaux sujets et tout autre que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En foi de quoi, nous avons fait rendre nos présentes lettres-patentes à icelles fait apposer le grand sceau de notre Province : témoin, notre fidèle et bien-aimé, l'honorable Louis A. Jetté, lieutenant-gouverneur de la dite Province de Québec.



Le village de Chertsey, vers 1950.

Des contestations territoriales

Le territoire de Chertsey a subi un certain nombre de modifications depuis la fondation de la municipalité. En 1856, alors que seulement les sept premiers rangs sont habités, les problèmes reliés aux questions de juridictions territoriales ne préoccupent guère les élus d'autant plus que la municipalité du canton de Wexford n'existe pas encore. Ce n'est qu'à partir de 1901 que le sujet embarrasse les autorités municipales.

La proclamation de 1901 provoque un nouveau débat concernant la correspondance territoriale entre la municipalité et la paroisse. En vertu de la décision gouvernementale, les limites des deux entités ne sont plus similaires. Pour tenter de corriger la situation, le Conseil adopte, le 5 mai 1902, une résolution l'autorisant à entreprendre de nouvelles démarches auprès de la municipalité du canton de Wexford et du conseil de comté de Montcalm pour obtenir les mêmes limites pour la paroisse que pour la municipalité. Par la même occasion, la municipalité demande de changer le nom de Chertsey pour Saint-Théodore.

La requête semble être demeurée lettre morte puisque aucune modification des territoires en question n'est autorisée au cours des années qui suivent. Il faut attendre jusqu'en 1910, plus précisément le 6 septembre, avant qu'une nouvelle résolution soit adoptée par le Conseil. Voici le texte de cette résolution :

Magloire Crépeau propose, secondé par Joseph Lajeunesse qu'attendu que les bornes et limites de la municipalité du canton de Chertsey ne correspondent pas aux bornes et limites de la paroisse de Saint-Théodore-de-Chertsey, dans le comté de Montcalm, telles que canoniquement et civilement reconnues et érigées par les autorités compétentes.

Qu'il soit résolu par le conseil municipal du canton de Chertsey qu'une demande soit faite au conseil de comté de Montcalm d'adopter les procédures voulues par la loi pour ériger sous le nom de Saint-Théodore, municipalité de paroisse, tout ce territoire situé dans le comté de Montcalm formant présentement partie dans la municipalité du canton de Chertsey, composé de tous les lots des 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7^e rangs du canton de Chertsey, de la municipalité du canton de Wexford depuis les lots 29 jusqu'au lot no 59 inclusivement, des deux premiers rangs du canton de Wexford, de tous les lots depuis et y compris le lot no 35 jusqu'au lot no 59 inclusivement des 3 et 4^e rangs du canton de Wexford, depuis les lots no 52 jusqu'au lot no 59 inclusivement et tout le gore de Wexford, tous les lots depuis le no 1 jusqu'au lot no 14, les deux inclusivement des 8, 9, 10 et 11^e rangs du canton de Chertsey.

Que ce territoire contient au delà de 300 âmes et qu'il restera dans la municipalité du canton de Wexford de laquelle on demande de détacher une partie à laquelle on demande d'annexer une partie de la municipalité du canton de Chertsey d'une population d'au-delà de 300 âmes.

Que cette présente résolution soit transmise au conseil municipal du comté de Montcalm pour sa session trimestrielle, laquelle aura lieu le 14^e jour du mois de septembre 1910.

La résolution du conseil municipal de Chertsey a été adoptée lors de l'assemblée du Conseil de comté mais n'a jamais été transmise aux autorités gouvernementales pour être officiellement adoptée et publiée dans la *Gazette officielle du Québec*. A la suite de l'adoption de la résolution par le Conseil de comté, Chertsey et Wexford réorganisent leur territoire et modifient leur rôle d'évaluation respectif, croyant que la décision a été approuvée par le gouvernement. A partir de 1910, la paroisse et la municipalité ont un territoire identique, ce qui facilite l'administration civile et religieuse du territoire.



La rue de l'Église dans les années 1930-1940.

Trente-neuf ans plus tard, le 10 mars 1949, l'adoption du Bill 129, par l'Assemblée législative, entraîne la perte d'une importante partie du territoire de Chertsey lors de la création de la municipalité de Lac-Paré. Le lecteur trouvera plus de détails concernant l'histoire de cette municipalité dans le chapitre consacré au lac Paré.

En 1969, après avoir constaté que la résolution du 14 septembre 1910 entre Chertsey et Wexford n'avait aucun fondement juridique, la municipalité du canton de Chertsey entreprend des démarches pour récupérer une partie du territoire échangé avec la municipalité du canton de Wexford. Comme cette dernière s'objecte à revenir aux limites établies avant 1910, des procédures sont entreprises auprès du ministère des Affaires municipales pour régler le litige.

La commission municipale du Québec procède à l'étude dans les mois qui suivent. Après analyse des pièces déposées par les parties, elle constate que la résolution adoptée par le conseil de comté de Montcalm en 1910 n'a jamais été envoyée au gouvernement du Québec pour ratification. Pour régler le litige, l'Assemblée nationale du Québec adopte le projet de loi 77, le 7 juillet 1971. La loi, qui a un effet rétroactif au 1^{er} janvier 1971, déclare la résolution de 1910 nulle et sans effet. En conséquence de cette décision gouvernementale, la municipalité du canton de Chertsey reprend

les territoires situés au sud du lac Pauzé et au nord de Beaulac. La loi ordonne également à la municipalité de Wexford de remettre aux contribuables des territoires concernés les montants des taxes municipales payées en 1969 et 1970.

L'annexion du secteur de Beaulac

En août 1990, des citoyens de Beaulac, rattachés à la municipalité de Saint-Calixte, demandent l'annexion de leur territoire à la municipalité de Chertsey. Leur requête reçoit un avis favorable du Conseil, et la municipalité adopte, le 17 septembre 1990, le règlement 512-90 conformément aux dispositions du code municipal. Le 1^{er} octobre 1990, le conseil municipal de Saint-Calixte s'oppose fermement à la perte d'une partie de son territoire et adopte un règlement qui va à l'encontre du projet d'annexion. Pour se conformer aux exigences du ministère des Affaires municipales, une pétition comprenant 634 signatures, représentant 80% des habitants du secteur de Beaulac, est déposée aux autorités municipales de Chertsey.

La municipalité de Saint-Calixte s'oppose toujours aux démarches entreprises par ses citoyens et refuse d'enclencher le processus prévu par la loi. Le 14 janvier 1991, la municipalité de Chertsey transmet une demande formelle d'annexion au ministère des Affaires municipales du Québec. Pour corriger certaines lacunes du règlement antérieur, le conseil de Chertsey adopte, le 7 juin 1993, un nouveau règlement (033-93) en faveur de l'annexion du territoire de Beaulac. Le 18 juin 1994, le ministère des Affaires municipales émet un arrêté ministériel ordonnant l'annexion d'un territoire de 7 km² à la municipalité de Chertsey.

La municipalité de Saint-Calixte refuse de négocier le partage de l'actif et du passif du territoire nouvellement fusionné à la municipalité de Chertsey. Pour remédier à la situation, le 20 mars 1997, le gouvernement dépose le projet de loi 206. La loi, qui est sanctionnée le 20 juin 1998, impose un conciliateur qui doit négocier un accord entre les parties. Me Pierre Girard, de la Commission municipale du Québec, dirige la négociation. Son rapport est approuvé par la ministre Louise Harel le 16 juillet 1999, ce qui met fin au litige territorial entre les deux municipalités.

La nouvelle municipalité de Chertsey

Entre-temps, le 18 février 1991, une requête commune des municipalités du canton de Chertsey et de la paroisse du Lac-Paré est adressée au ministère des Affaires municipales pour regrouper les territoires des deux municipalités. A cet effet, le

conseil de Chertsey adopte le règlement 522-91 et mandate l'arpenteur Roger Beausoleil pour préparer les plans de la nouvelle municipalité.

Le règlement adopté en février ne répond pas aux exigences gouvernementales en matière de regroupement des municipalités. Pour corriger la situation, le Conseil adopte un nouveau règlement le 11 juin 1991 (522-91) et ordonne la tenue d'une réunion d'information le 27 juin à 20 heures.

Le 13 novembre 1991, le gouvernement du Québec adopte le décret 1434-91 qui confirme l'abolition des municipalités du canton de Chertsey et de celle de la paroisse du Lac-Paré à compter du 1^{er} janvier 1992 et le remplacement des deux entités par la nouvelle municipalité de Chertsey.

Jusqu'à l'élection générale de novembre 1994, un conseil provisoire est mis en place pour gérer les affaires de la municipalité. Ce conseil est composé du maire, Guy Leclerc, des conseillers Jean-Pierre Gras, Daniel Brazeau, Normand Fafard, Gisèle Ritchie, Guy Ouimet et Marie-Andrée D'Amour. De plus, un nouveau conseiller, Roland Chevrefils, dûment nommé par le conseil de Lac-Paré, le 9 novembre 1991, représente le territoire du lac Paré, formant le district numéro 7.



La rue de l'Église en 1935.

L'hôtel de ville

En 1947, le Conseil, dirigé par le maire Léo Dupuis, décide de construire une nouvelle salle pour remplacer celle construite en 1890, devenue inadéquate et trop exiguë. Au mois de juillet, la municipalité se procure 12 600 pieds de bois de construction au prix de 214 \$ pour réaliser le projet en régie.



La maison d'Albert Perreault,
qui servit d'hôtel de ville de 1890 à 1948.

Un an plus tard, le 3 mai 1948, le Conseil autorise la vente de l'ancienne maison du Conseil à Donat Lussier. Le contrat est signé le 8 mai 1948 et la transaction est faite pour la somme de 1 930 \$.

Le 10 mai 1948, une nouvelle résolution autorise la construction de l'édifice sur le lot 8 D du deuxième rang. À partir de l'été, les citoyens de Chertsey travaillent par corvée pendant plusieurs mois pour doter le village d'une salle utile pour tous les événements municipaux. Le 3 juillet 1949, une nouvelle résolution autorise la municipalité à compléter les travaux intérieurs. À l'automne 1949, le curé Alphonse Houle procède à la bénédiction de la salle municipale en compagnie du maire Léo Dupuis.

En 1964, la municipalité décide de rénover la salle municipale. Dans le cadre d'un programme fédéral de travaux d'hiver, le Conseil agit à titre de maître d'œuvre du projet. Les travaux, terminés à la fin de l'année 1965, coûtent plus de 40 000 \$. En 1965, l'édifice de deux étages avec revêtement de briques loge le secrétariat de la municipalité et la salle du Conseil au sous-sol, et possède une grande salle polyvalente au second étage.

Au début des années 1980, les locaux de la municipalité ne répondent plus aux besoins de l'administration municipale. Il devient alors important de doter Chertsey d'un nouveau centre administratif plus moderne et plus fonctionnel. En février 1980, le maire Gérard Miron dépose un projet évalué à 2 270 000 \$. Le nouveau bâtiment sera construit sur la rue de l'Amitié et regroupera alors les services administratifs de la municipalité (930 000 \$), le CLSC (990 000 \$) et la Caisse populaire (350 000 \$).

Comme le projet tarde à se concrétiser, le Conseil autorise, en juillet 1982, des travaux majeurs de rénovation à l'hôtel de ville. Un montant de 20 000 \$ est alors consenti pour réaliser d'importants travaux de menuiserie. Le 3 février 1986, un incendie détruit complètement l'hôtel de ville de Chertsey et oblige la municipalité à relocaliser temporairement ses activités au 7722 de la rue Curé-Paré (dans l'ancien marché Paul Lussier). Cette catastrophe relance le projet de centre administratif laissé en plan depuis 1982.

En mai 1986, le maire Guy Leclerc dépose un projet de construction d'un hôtel de ville et d'un nouveau local pour la Caisse populaire, sur la rue de l'Amitié. Le nouvel édifice sera situé entre le bureau de poste et le presbytère. Les plans de l'immeuble sont préparés par l'architecte Pierre Héту et les travaux sont confiés à l'ingénieur-conseil Marcel Saint-Louis. Le 16 juin 1986, un règlement d'emprunt au montant de 875 000 \$ est adopté par le Conseil. Le 11 août 1986, la fabrique de Saint-Théodore cède le terrain à la municipalité et le 6 octobre suivant, le contrat de construction est accordé à Bernard Malo Inc., de Joliette, pour la somme de 682 500 \$ en conformité avec la soumission déposée le 11 septembre 1986.

Le 24 mars 1987, le nouveau centre administratif de la municipalité du canton de Chertsey est ouvert au public. La bénédiction de l'édifice a lieu le 5 avril 1987 par l'abbé Claude Renaud en présence des autorités civiles et religieuses.

En 1992, le Conseil dépose un règlement pour réaménager le Centre administratif. Le règlement est retiré puisque 553 personnes s'opposent au projet lors de l'assemblée des électeurs tenue le 21 avril 1992. Le déménagement de la Caisse populaire, en septembre 1996, oblige la municipalité à réaménager les locaux du Centre administratif. Un plan d'aménagement des locaux est confié à l'architecte Pierre Héту. Le secrétariat de la municipalité est alors installé dans les anciens espaces de la Caisse populaire tandis que la bibliothèque municipale s'installe dans les locaux laissés vacants par la municipalité.

Le centre administratif de Chertsey, situé au 333, rue de l'Amitié, regroupe l'ensemble des services administratifs de la municipalité : secrétariat, inspections, permis, loisirs et bibliothèque.



L'hôtel de ville de Chertsey,
sur la rue de l'Amitié.

La caserne d'incendie et le garage municipal

En 1943, la municipalité dispose d'une pompe à incendie pour combattre les feux. Cette pompe portative, acquise il y a une vingtaine d'années, ne semble plus répondre aux besoins des pompiers volontaires. Le 5 janvier 1948, le Conseil autorise l'achat d'une nouvelle pompe à incendie de marque Chrysler, de la firme Pierre Thibeault, de Pierreville. Par la même occasion, on fait l'acquisition de 2 000 pieds de boyaux à incendie. La petite pompe est vendue à Alfred Déry, de Saint-Donat, pour la somme de 500 \$.

En 1948, la fabrique de Saint-Théodore autorise la municipalité à aménager un étang pour emmagasiner l'eau provenant de la source située au nord du village. Cette réserve a pour but de créer un réservoir d'eau pour alimenter la pompe à incendie. Une entente de 50 ans est alors signée entre la municipalité et la fabrique à ce sujet. En 1950, la pompe à incendie est logée dans le garage situé à l'arrière du presbytère.

Le 6 juin 1950, le Conseil dépose un règlement pour construire un garage municipal pour loger la machinerie et la pompe à incendie. Bien que le règlement d'emprunt de 12 000 \$ ait été adopté le 7 août 1950, la construction du garage ne se réalise pas. Il est probable que la municipalité ait été dans l'impossibilité d'acquérir le terrain nécessaire à sa construction.

En 1963, le Conseil décide de faire construire un garage municipal pour loger les équipements municipaux et un nouveau camion à incendie. Le 3 septembre 1963, un règlement autorise la municipalité à acquérir un camion à incendie et à construire un garage municipal. Les plans sont alors confiés aux ingénieurs-conseils Lalonde et Valois. Le 8 octobre 1963, la municipalité se porte acquéreur d'une partie du terrain 8 A de madame Olivier Rivest pour la somme de 500 \$. Le 7 janvier 1964, le contrat de construction est accordé à Jean-Marie Riopel, de Chertsey, pour la somme de 42 259 \$. Le secrétaire-trésorier, Roger Riopel, tient son bureau dans ce garage pendant une année avant d'aller s'installer au sous-sol de la salle municipale.

En 1975, la municipalité acquiert de la fabrique une partie du terrain no 8 F pour la somme de 25 000 \$. Le 21 mai 1984, le Conseil autorise l'achat d'un nouveau camion à incendie au coût de 59 189 \$ de la firme Camion Pierre Thibault, de Pierreville.

En août 1996, un incendie détruit le garage municipal et la caserne d'incendie. La municipalité décide de reconstruire l'édifice sur les fondations existantes. Le 11 septembre 1996, Les Constructions Gilbert Rochon Inc. obtiennent le contrat au coût de 332 083 \$. Les travaux sont réalisés sous la supervision de l'architecte Pierre Héту.

En 1999, le service d'incendie compte deux camions-pompes et un véhicule d'unité d'urgence. Le service d'incendie est sous la direction du chef Serge Lamoureux, qui dirige une équipe d'une vingtaine de pompiers volontaires.

Quelques incendies majeurs

En 1920, un incendie, qui a débuté dans les dépendances de la maison de Joseph Beauregard, détruit plusieurs maisons du village. En 1952, la maison de pension du village est ravagée par le feu. En 1971, la scierie de Jean Riopel est complètement détruite. Reconstituée, la même année la scierie sera de nouveau la proie des flammes en 1978. Le moulin à scie de Michel Tremblay est incendié en mai 1974. Le magasin général Lanouette est détruit par un incendie en 1975.

Depuis 1986, plusieurs incendies ont détruit des immeubles et des commerces de Chertsey. En voici quelques-uns : Hôtel du lac Mooney en janvier 1986, l'Hôtel de ville en février 1986, la Quincaillerie Rénovation Michel Tremblay en novembre 1993, le garage municipal et la caserne d'incendie en août 1996, Alain Loue Tout en novembre 1996 et Eau de source naturelle Naturo en juillet 1999.



Photo : Jean-Pierre Gaudin

L'incendie de l'hôtel de ville, le 3 février 1986.

L'environnement

Jusqu'au début des années 1980, l'environnement ne constitue pas une priorité pour les municipalités rurales. Dans le passé, la municipalité de Chertsey ne s'est pas préoccupée outre mesure des problèmes environnementaux. La situation a toutefois radicalement changé depuis le dernier quart de siècle. Des travaux importants ont été réalisés pour améliorer le réseau de distribution de l'eau potable et réhabiliter le système d'égout municipal. Au cours de la même période, des correctifs ont également été apportés pour améliorer la disposition des déchets domestiques.

Des sommes considérables ont donc été investies, à l'aide de subventions gouvernementales, pour doter Chertsey d'infrastructures modernes qui répondent aux normes relatives à la protection des eaux et des sols.

Le réseau d'aqueduc

Le premier réseau d'aqueduc du village remonte à 1943. Auparavant, les propriétaires du village disposaient de puits de surface pour s'approvisionner en eau potable. Le 6 juin 1943, la fabrique de Saint-Théodore autorise Olivier Rivest à puiser l'eau potable à une source située à 1 200 pieds au nord de la rue de l'Église. Le premier réseau est alors mis en place et dessert quelques maisons du village.

De 1943 à 1956, le réseau est privé et demeure la propriété d'Olivier Rivest jusqu'en 1952, année où Clémentine Prévile, épouse d'Olivier Rivest, prend la relève, suite au décès de son époux. En 1956, la municipalité se propose d'acquérir l'aqueduc et mandate, le 1^{er} octobre 1956, l'ingénieur Robert Dorval pour préparer les plans de l'aqueduc du village. Le 1^{er} avril 1957, le Conseil donne suite à la recommandation de l'ingénieur et se porte acquéreur du réseau de distribution de l'eau potable pour la somme de 6 000 \$.

Dès son acquisition, la municipalité forme le Comité de l'Aqueduc, qui doit voir à l'imposition des tarifs pour l'approvisionnement de l'eau dans les résidences et les commerces. En septembre 1963, la municipalité adopte le règlement 214, qui autorise le prolongement du réseau d'aqueduc municipal. Une somme de 35 000 \$ est prévue pour des travaux supervisés par la firme Lalonde et Valois. La municipalité profite également des travaux en cours pour acquérir des terrains pour la station de pompage et le passage des tuyaux.

En 1986, la municipalité modernise son réseau de distribution d'eau potable à l'occasion des travaux d'assainissement des eaux et de la réfection des rues du village.

L'assainissement des eaux

Les Québécois ne prennent conscience de l'importance de l'environnement et de la protection du milieu que depuis une vingtaine d'années. Pour réaliser des projets environnementaux reliés au traitement des eaux usées, le gouvernement du Québec crée, en 1980, la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE). Cet organisme a pour mission de réaliser le Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ).

Pour remplacer le réseau d'égout construit en 1960 et doter la municipalité d'un réseau moderne et adéquat, la corporation municipale du canton de Chertsey et le gouvernement signent une entente le 18 décembre 1984, prévoyant la réhabilitation et la construction d'un bassin d'épuration. Le projet initial est évalué à 943 000 \$ et la part de la municipalité s'établit à 113 295 \$.

Le 11 février 1985, le Conseil municipal tient une réunion d'information où plus de cent personnes sont présentes. Le 15 avril 1985, un règlement d'emprunt de 943 000 \$ est adopté pour financer les travaux dont une part atteignant 598 800 \$ sera réalisée en régie. Le 12 décembre 1985, la municipalité signe un accord avec la SQAE pour la réalisation des travaux en collaboration avec le comité technique de la municipalité.

Le 17 juin 1986, une seconde entente est signée avec la SQAE pour la réfection des rues du village en même temps que l'installation des collecteurs et des intercepteurs. Bien que les travaux majeurs aient été réalisés au cours des années 1986 à 1988, des travaux de correction ont été entrepris en 1998 pour réparer le champ d'épuration suite à un affaissement des sols en bordure du site.

L'ensemble des travaux d'assainissement et de réfection des rues a nécessité des investissements de 2 298 000 \$ entre 1984 et 1999. La municipalité a financé environ 15 % des coûts du projet dont 75 % ont été payés par les usagers et 25 % par l'ensemble des contribuables de Chertsey.

Le traitement des ordures ménagères

La disposition des déchets domestiques constitue un autre problème environnemental d'envergure pour les collectivités locales. Comme d'autres municipalités du Québec, Chertsey a été dans l'obligation, pour se conformer aux normes du ministère de l'Environnement, d'interdire les dépotoirs à ciel ouvert.

Le premier dépotoir municipal acquis par la municipalité remonte à 1953. Il était situé dans le 2^e rang du canton. En 1963, le dépotoir est déplacé pour être installé sur un terrain de deux arpents dans le 3^e rang. Le dernier dépotoir, situé dans le 4^e rang, est fermé par les autorités gouvernementales en 1985. La municipalité est donc dans l'obligation de faire enfouir ses déchets à Sainte-Sophie.

Pour trouver une solution à la disposition des déchets, la municipalité crée, le 30 juillet 1988, la Régie intermunicipale de traitement des déchets de la Matawinie (RITDM), qui regroupe alors les municipalités de Chertsey, Rawdon et Saint-Donat. La régie a pour mandat de construire et de gérer une usine de recyclage et de

compostage qui, d'après une technologie européenne, permet de réduire à moins de 6 % le volume des déchets.

En 1989, la Régie autorise la construction d'une usine au coût de 5 000 000 \$. Elle fait appel à la firme de consultants Nadon et Demers, de Laval, pour réaliser le projet d'une usine pilote qui peut traiter 30 000 tonnes de déchets domestiques. Une première phase des travaux, évaluée à 3 000 000 \$, est réalisée en 1989 tandis que la seconde phase est complétée en 1993. A la fin de l'année 1989, l'usine est en opération et une visite des installations est organisée à l'intention des citoyens le 3 février 1990.

En 1994, l'usine est fermée, car elle ne peut produire un compost à partir de résidus non triés à la source. La municipalité est donc obligée d'aller enfouir ses ordures ménagères au site de Lachenaie. L'usine de la Régie intermunicipale de traitement des déchets de la Matawinie, qui s'occupe maintenant de cueillette sélectives pour Saint-Donat et Rawdon, sera en mesure de traiter ceux de Chertsey dès que la municipalité mettra en place ce programme.

Les loisirs

Au cours des années 1970, il existe à Chertsey deux comités des loisirs, en plus de ceux formés dans les secteurs touristiques Grande-Vallée et Beaulac. Au village, le comité des loisirs, présidé par le curé Paul Bourgeois, est formé de Mona Lord, Gisèle Ritchie, Alain Perreault, Mme Aubin Perreault et Mme Maurice Rivest ainsi que M. et Mme Fracasso et M. et Mme Paul Rivest. Au Lac des Deux-Montagnes, le comité des loisirs touristiques de Saint-Théodore est fondé en 1962. Le Comité obtient sa charte en 1965 et sa principale responsabilité est de voir à la gestion du lac et à l'entretien du barrage. En 1970, le Comité est présidé par René Héту.

Pour doter Chertsey d'une véritable organisation de loisir, Gérard Miron, alors maire, crée le 23 février 1979 le comité des loisirs de Chertsey. Le comité provisoire est composé des conseillers Michel Frébourg, Bernard Martin et Robert Lussier. Irène Sainte-Marie, Ovila Jussaume et Guy Leclerc font également partie du comité.

Le 19 mars 1979, le comité se porte acquéreur, au prix de 38 900 \$, d'un terrain à l'arrière du Garage Stanley Ritchie pour y aménager un terrain de jeu municipal. En 1980, on débute l'aménagement par la construction d'un terrain de balle et de tennis. Les autres améliorations seront réalisées au cours des années suivantes.

En 1991, les citoyens de Chertsey fondent le Regroupement des organismes bénévoles de Chertsey (ROBC), qui obtient sa charte le 10 décembre 1991. Les premiers administrateurs sont Guy Ouimet, président, Francine Gaudette, secrétaire-trésorière,

et Nicole Versailles, secrétaire. Le Regroupement organise plusieurs activités communautaires, culturelles et sportives. En janvier 1995, la municipalité transfère au ROBC la gestion des loisirs et un montant de 19 500 \$ à titre de soutien aux loisirs municipaux.

En 1999, le Regroupement reçoit une subvention de 26 000 \$ de la municipalité pour la gestion des loisirs sur le territoire. Daniel Brazeau préside le Regroupement, Pierre Mercier agit comme vice-président, et Francine Gaudette comme secrétaire-trésorière. À cet exécutif se joint le coordonnateur, Pascal Blais, et la secrétaire, Nicole Versailles.

La bibliothèque municipale

La bibliothèque municipale ouvre ses portes le 20 octobre 1983 au sous-sol de l'hôtel de ville, situé sur la rue Dupuis. La bibliothèque, fondée par Simone Aubertin, et gérée par une dizaine de bénévoles, est incendiée en même temps que l'hôtel de ville en février 1986. Quelques semaines plus tard, sous la direction de Simone Aubertin, la bibliothèque ouvre au 7722 de la rue Curé-Paré, dans l'ancien magasin de Paul Lussier.

En juillet 1987, la municipalité décide de relocaliser la bibliothèque au sous-sol de l'ancien édifice de la Caisse Populaire, au 562, rue de l'Église. Après le départ de la Caisse populaire pour le Centre administratif, la municipalité acquiert l'édifice pour la somme de 65 000 \$. La bibliothèque occupe le sous-sol pendant quelques années avant d'être relocalisée au rez-de-chaussée du même édifice à la suite du départ des bureaux de la Régie intermunicipale de traitement des déchets de la Matawinie.



La rue de l'Église au

Depuis janvier 1997, la bibliothèque de Chertsey est logée à l'hôtel de ville. Nathalie Desrochers en assure actuellement la direction, entourée d'une équipe d'une douzaine de bénévoles. En 1999, le budget municipal affecté au fonctionnement de la bibliothèque est de 30 000 \$. La bibliothèque de Chertsey, affiliée au CRSBP des Laurentides, compte quelque 500 abonnés et dispose de 5 700 livres, dont 29 % s'adressent aux enfants.

Chronologie du dernier quart de siècle

En 1972, le budget de la municipalité se chiffre à 150 000 \$ et l'évaluation des biens-fonds immobiliers atteint 10 204 270 \$, comparativement à 36 000 \$ en 1886-1887.

En 1979, le Conseil municipal se compose du maire Gérard Miron et des conseillers Michel Frébourg, Paul Perreault, Bernard Martin, Roland Hénault, Robert Lussier et Jean-Guy Blouin. Alain Lévesque remplit les fonctions de secrétaire adjoint. Le budget municipal atteint 865 490 \$ et l'évaluation, dont la méthode scientifique a été adoptée en 1978, s'élève à 44 908 900 \$.

Le 29 avril 1983, le Conseil engage Francine Gaudette à titre de secrétaire-trésorière adjointe. Le budget de la municipalité atteint 1 260 977 \$ et les autorités municipales implantent un système informatique au secrétariat.

Le 4 novembre 1984 a lieu la première élection en bloc des membres du conseil. Pour la première fois, les candidats sont élus pour représenter un district électoral. Guy Leclerc est élu maire tandis que les candidats suivants sont élus représentants des districts suivants : district no 1 : Gaétan Grenier ;



Photo Gérard Miron

cours de l'hiver 1957.

district no 2 : Daniel Brazeau ; district no 3 : Christian Morin ; district no 4 : Yves Morin ; district no 5 : Jean-Marc Gagnon ; district no 6 : Guy Brisebois.

À l'été 1987, la municipalité reconstruit le barrage du lac des Cerfs à Grande-Vallée, détruit quelques années auparavant à la suite de fortes pluies.

Le 2 août 1988, la municipalité adopte un règlement pour procéder à l'asphaltage de plusieurs rues de la municipalité à la faveur des travaux d'assainissement des eaux en cours. Le projet est évalué à 1 303 081.20 \$. Le contrat est accordé à la compagnie Desjardins Asphalte, de Sainte-Thérèse.

En 1992, la nouvelle municipalité de Chertsey, résultant de la fusion de la municipalité du canton de Chertsey et de la municipalité de la paroisse du Lac-Paré, dépose un budget de 2 809 845 \$. Le 13 juillet 1993, le Conseil adopte un budget supplémentaire de 120 000 \$ pour contribuer au financement de la Sûreté du Québec sur son territoire. En 1999, la participation municipale au service de police du Québec atteint 513 000 \$.

Le 2 novembre 1994, le gouvernement place la municipalité de Chertsey sous tutelle administrative. Michel Hamelin, membre de la Commission municipale du Québec, est nommé administrateur. Son mandat se termine avec la levée de la tutelle, le 15 mai 1996. L'enquête de la Commission municipale du Québec révèle trois irrégularités mineures qui, de l'avis du maire Daniel Brazeau, auraient pu être réglées sans que Québec ne prenne en charge la gestion de la municipalité pendant dix-neuf mois.

Lors de l'élection du 1^{er} novembre 1998, un nouveau conseil entre en fonction. Il se compose de Daniel Brazeau, maire, des conseillers Jean Weil-Brenner : district no 1, Marc Morin : district no 2, Gilles Meunier : district no 3, André Perreault : district no 4, Gaston Potvin : district no 5 et Marie-Andrée Goyer-D'Amour : district no 6. Pierre Mercier agit à titre de secrétaire-trésorier et Francine Gaudette à titre d'adjointe.



La rue de l'Église aujourd'hui.

Aujourd'hui à Chertsey

Depuis une vingtaine d'années, les administrateurs de la municipalité de Chertsey orientent leurs actions en fonction du développement et de la modernisation des structures. Les projets réalisés par l'administration municipale sont nombreux et dépassent largement ceux réalisés avant 1980. Ces réalisations touchent, entre autres, des secteurs comme l'environnement, les équipements municipaux et les loisirs.

En 2000, le budget de la municipalité atteint 4 100 000 \$ pour une évaluation municipale de 205 599 400 \$. La municipalité de Chertsey emploie vingt-quatre travailleurs, dont douze oeuvrent à l'administration. Elle compte également sur plusieurs bénévoles, dont une responsable de la bibliothèque et une vingtaine de pompiers volontaires qui assurent la sécurité des citoyens sous la direction d'un chef du service des incendies. Le territoire de la municipalité s'étend sur une superficie de 306 km² et compte une population de 4 130 habitants.

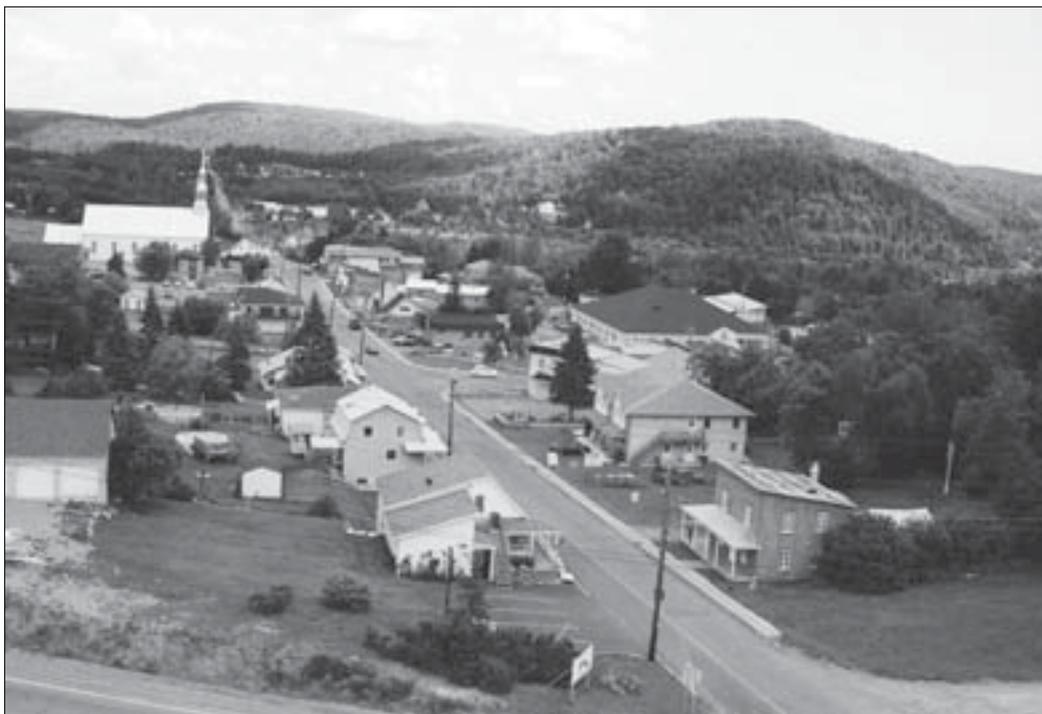


Photo : Point du Jour Aviation, Jean-Marie Cossette

La rue de l'Église en 2000.

APPENDICE

Galerie des maires de Chertsey

Les notices biographiques des maires de Chertsey permettent de suivre l'évolution politique de la région sur une période de 150 ans. On voit que les premiers maires sont presque tous originaires de Saint-Jacques-de-l'Achigan, paroisse fondatrice de Chertsey. On peut aussi remarquer qu'il faut attendre l'élection du seizième maire avant d'en trouver un qui soit natif de Chertsey. On apprend qu'Olivier Lapierre a été le maire qui a eu le plus long mandat, soit dix-sept ans. La liste des 29 maires est de toute évidence représentative des grandes familles de Chertsey.

1 - Cyrille Morin (1856-1858 et 1862-1863)

Né à Saint-Jacques-de-l'Achigan le 21 juin 1807, de l'union de Jean-Baptiste Morin et d'Élisabeth Dupuis. Le 4 juin 1832, il épouse, dans sa paroisse natale, Eulalie Dugas, née le 23 mai 1814, fille d'Isaac Dugas et de Marie Thibodeau. Cinq enfants naissent de cette union entre 1833 et 1841, tous à Saint-Jacques. Eulalie décède le 21 juin 1842. Cyrille Morin épouse en secondes noces, à Saint-Jacques, le 18 juillet 1843, Adélaïde Pellerin, née le 14 novembre 1814, fille d'Isidore Pellerin et de Marie-Anne Sauvage. Quatre enfants naissent de cette seconde union entre 1845 et 1850. Marchand, propriétaire du moulin Morin et Dugas et juge de paix à Saint-Jacques, Cyrille Morin quitte Saint-Jacques-de-l'Achigan en 1854 pour s'établir à Chertsey à la demande du curé Jean-Romuald Paré. Il s'établit sur les lots 18 et 19 du 4^e rang au village Lafontaine. Marchand et propriétaire du moulin à scie et à farine sur la rivière Lafontaine, Cyrille Morin est désigné premier maire de Chertsey le 22 mars 1856. Après une pause de quatre ans, de 1858 à 1862, il est de nouveau élu maire en 1862-1863.

Promoteur et ardent défenseur de l'établissement du village dans le 5^e rang, Cyrille Morin n'accepte pas le déménagement de l'église en 1866. Vers 1872, il décide de quitter Chertsey pour retourner à Saint-Jacques, après avoir cédé ses biens, évalués à 600 \$, à son fils Ernest et sa fille Azilda. Cyrille Morin décède à Saint-Jacques-de-l'Achigan le 21 octobre 1880, à l'âge de 77 ans. Son épouse s'éteint aussi à Saint-Jacques, le 29 juin 1895.

2 - Sifroy-David Provost (1858-1860)

Né à Saint-Jacques-de-l'Achigan le 14 juin 1822, de l'union de Charles Provost et d'Anne Ratelle. Le 18 août 1840, à Saint-Roch-de-l'Achigan, il épouse Angèle ou Adèle Thuot, née le 17 avril 1820, fille de Jacques Thuot et de Marie Archambault. Cinq enfants naissent de cette union entre 1841 et 1859. David Provost et sa famille

quittent Saint-Jacques pour s'établir dans le canton de Chertsey. Lors de la création de la municipalité en 1856, il est nommé inspecteur des chemins de chantier. Le 30 janvier 1858, David Provost est élu maire pour un mandat de deux ans. Sa femme décède à Chertsey le 11 juin 1869, à l'âge de 50 ans. David Provost épouse en secondes noces, dans la paroisse Notre-Dame de Montréal, le 5 juin 1871, Caroline Rocheleau, veuve d'Isaïe Labelle. David Provost et sa femme semblent avoir quitté la paroisse vers la même année pour Montréal.

3 - Marc Granger (1860-1862)

Né probablement à Sainte-Anne-des-Plaines vers 1820, de l'union de Félix Granger et de Pélagie Boudreau dit Graveline. Il épouse à Saint-Jacques-de-l'Achigan, le 13 septembre 1842, Julie Marion, fille de Louis Marion et de Suzanne Pelletier. Au moins sept enfants naissent de cette union entre 1844 et 1852. Aubergiste à Saint-Jacques en 1845, Marc Granger s'établit à Chertsey en 1855 et réside chez son frère Magloire au village Lafontaine. Le 4 mai 1857, il est nommé premier secrétaire de la commission scolaire de Chertsey. Le 16 janvier 1860, il est élu maire pour un mandat de deux ans. Cultivateur dans le 5^e rang, Marc Granger quitte Chertsey en 1870 à la suite du déménagement de l'église vers le 3^e rang. L'opinion publique veut qu'il soit décédé à Saint-Jacques-de-l'Achigan, à l'âge de 80 ans, après avoir été encorné par un bœuf. Son décès n'a toutefois pas été retracé dans les archives de Saint-Jacques.

4 - Delphin Morin (1863, 1868-1870 et 1874)

Né à Saint-Jacques-de-l'Achigan le 10 novembre 1836, de l'union de Cyrille Morin, premier maire de Chertsey, et d'Eulalie Dugas. Il arrive à Chertsey avec ses parents en 1855 et s'établit sur le lot 21 du 5^e rang comme cultivateur. Delphin Morin épouse à Chertsey, le 9 avril 1860, Mary Truesdell, née le 20 janvier 1838 à Rawdon, fille de Daniel Truesdell et d'Adeline Dugas. Au moins neuf enfants naissent de cette union à Chertsey entre 1862 et 1875. Le 5 octobre 1863, Delphin Morin préside le Conseil pour une séance. Il est élu maire le 21 janvier 1868 pour un mandat de deux ans. Le 3 août 1874, il préside de nouveau une réunion du conseil municipal de Chertsey alors qu'il est conseiller municipal depuis 1871. Il sera de nouveau conseiller en 1879 et en 1881. En 1882, Delphin Morin et sa femme retournent à Saint-Jacques, où on les retrouve jusqu'en 1890. Delphin Morin décède après 1890.

5 - Thomas Holtby (1864-1866 et 1870-1871)

Né en 1827, probablement en Irlande, il arrive au Canada comme immigrant vers 1850. En 1852, il épouse à l'église anglicane, une Irlandaise du prénom de Susanne, née en 1835. Six enfants naissent de cette union entre 1853 et 1868. Le 9 octobre 1855, Thomas Holtby obtient des lettres patentes pour le lot 26 du 4^e rang du canton de Chertsey. Conseiller municipal en 1856, il préside la première réunion de la commission scolaire de Chertsey, le 4 mai 1857. Thomas Holtby est élu maire le 18 janvier 1864 pour un mandat de deux ans. Il est de nouveau élu maire, le 10 janvier

1870, pour un mandat d'une année. Thomas Holtby est peut-être décédé à l'automne 1871.

6 - Jean-Élie Breault (1866-1867)

Né à Saint-Jacques-de-l'Achigan le 24 août 1836, de l'union de Théophile Breault et de Domithilde Godet. Il épouse à Saint-Liguori, le 23 février 1857, Delphine-Zoé Forest, née à Saint-Jacques le 17 décembre 1837, fille d'Isaïe Forest et de Marie Hébert. Cinq enfants naissent de cette union entre 1858 et 1871. Jean-Élie Breault s'établit à Chertsey vers 1865 comme agriculteur et marchand. Secrétaire-trésorier de la Commission scolaire, il est élu maire le 15 janvier 1866. Le 5 mai 1867, il quitte la mairie pour accepter le poste de secrétaire-trésorier de la municipalité. Il occupe cette fonction jusqu'au 2 janvier 1877. Il quitte Chertsey vers 1878 et décède après 1903.

7 - Jules Breault (1867-1868)

Né dans la région de Saint-Jacques-de-l'Achigan vers 1832, de l'union de Théophile Breault et de Domithilde Godet. Il arrive à Chertsey la même année que son frère Jean-Élie. Jules Breault épouse à Chertsey, le 10 septembre 1870, Élodie Crépeau, née en 1846, fille de Magloire Crépeau et d'Odile Melançon, de Montréal. Au moins dix enfants naissent de cette union entre 1871 et 1888. Cultivateur, Jules Breault est élu maire le 17 janvier 1867 pour un mandat d'une année. Il devient secrétaire-trésorier de la municipalité le 2 janvier 1877. Il occupe cette fonction jusqu'au 5 juin 1882, alors qu'il cède sa place à Eusèbe Gaudet pour deux ans. De nouveau secrétaire-trésorier le 3 novembre 1884, il conserve ce poste jusqu'à son décès. À partir de 1890, Jules Breault réside à la maison du Conseil, située sur la rue Principale, à l'angle de la rue Dupuis. En 1900, il est également secrétaire de la commission scolaire locale. Sa femme décède à Chertsey le 14 décembre 1894, à l'âge de 48 ans. Jules Breault épouse en secondes noces, à Saint-Alphonse-de-Rodriguez, le 2 février 1897, Mélina (Emilie) Robichaud, fille de Bonaventure Robichaud et de Thérèse Laporte. Jules Breault décède à Chertsey le 27 mars 1903, à l'âge de 61 ans.

8 - Marcel Lépine (1871-1873 et 1874-1877)

Né à Saint-Jacques-de-l'Achigan le 19 septembre 1837, de l'union de David Chevaudier dit Lépine, aubergiste, et de Félonise Vincent. Marcel Lépine épouse à Saint-Jacques, le 10 février 1868, Odile Piquette, née le 7 février 1846, de l'union de Prudent Piquette et de Marie Arpin. Quatre enfants naissent de cette union à Chertsey entre 1872 et 1877. Marcel Lépine et sa famille quittent Saint-Jacques pour s'établir à Chertsey vers 1869. Marcel Lépine acquiert la maison de François Foucher sur le lot 8 du 3^e rang et devient le premier maître de poste du village de Saint-Théodore. Il occupe cette fonction jusqu'au 20 juillet 1877. Marcel Lépine est élu maire le 1^{er} juillet 1871. Il sera maire jusqu'en 1873, puis, de nouveau, du 2 novembre 1874 au

13 janvier 1877. Marcel Lépine et sa femme quittent Chertsey pour Saint-Jacques en 1877. Marcel Lépine y décède le 28 février 1881 à l'âge de 43 ans.

9 - Joseph Sylvestre (1874)

Né en 1841, de l'union de Joseph Sylvestre et de Marie Croisetière, de Berthier, Joseph Sylvestre épouse à Saint-Jean-de-Matha, le 16 février 1863, Marie-Alice Thériault, fille de Charles Thériault et d'Angélique Venne. Sept enfants naissent de cette union à Chertsey entre 1867 et 1874. Cultivateur, Joseph Sylvestre est élu maire le 9 janvier 1874. Il quitte son poste le 3 août 1874. Joseph Sylvestre décède à Chertsey le 15 novembre 1874, à l'âge de 33 ans. La mère de Joseph Sylvestre, Marie Croisetière, était également décédée à Chertsey, le 30 novembre 1869.

10 - Édouard Carroll (1877-1878)

Né en 1850, de l'union de Michael Carroll et d'Helen Coughter, il s'établit avec ses parents à Chertsey vers 1860. Il épouse à Chertsey, le 23 juin 1873, Brigett Nevell, fille d'Abraham Nevell et de Margareth Meley. Au moins trois enfants naissent de cette union entre 1874 et 1878. Édouard Carroll, cultivateur, est élu maire le 13 janvier 1877. Il complète un seul mandat, soit jusqu'au 4 février 1878. Édouard Carroll décède à Chertsey le 10 avril 1880, à l'âge de 30 ans. La famille Carroll porte aussi le nom de Carle dans les registres de Saint-Théodore-de-Chertsey. Michael Carroll, le père d'Édouard, décède à Chertsey le 19 janvier 1888, à l'âge de 67 ans.

11 - Joseph Varin (1878-1884 et 1886-1892)

Né à Saint-Jacques-de-l'Achigan le 20 octobre 1834, de l'union de Joseph Varin dit Lapistole et d'Adélaïde Royal. Il épouse à Sainte-Julienne, le 3 août 1858, Élisabeth McCarty, fille de James McCarty et de Catherine Connors. Il s'établit à Chertsey comme meunier quelques années plus tard et possède le moulin dans le haut du village, sur la rivière Burton. Le 4 février 1878, Joseph Varin est élu maire; il remplira cette fonction jusqu'en 1884. Le 1^{er} février 1886, il est de nouveau élu maire et restera en poste jusqu'en 1892. De 1889 à 1892, il est aussi préfet du comté de Montcalm. Sa femme décède à Chertsey le 8 mai 1908, à l'âge de 71 ans. Joseph Varin s'éteint également à Chertsey, le 4 février 1920, à l'âge de 85 ans.

12 - Joseph Lajeunesse (1884-1886)

Né dans la région de Saint-Ambroise-de-Kildare, le 16 juillet 1850, de l'union de Damase Magneron dit Lajeunesse et d'Émilie Lefrançois. Tout jeune, il suit ses parents aux États-Unis. Le 19 février 1871, Joseph Lajeunesse épouse à Springfield, dans le Massachusetts, Julie Langlois, née en 1847, fille de Jean-Baptiste Langlois et de Sophie... Dès leur mariage, le couple Lajeunesse quitte les États-Unis pour s'établir à Chertsey comme agriculteurs. Sept enfants naissent de cette union à Saint-Théodore entre 1872 et 1888. Joseph Lajeunesse est élu maire le 4 février 1884 pour un terme de deux ans. Sa femme décède à Chertsey le 26 décembre 1888, à l'âge de 41 ans.

Joseph Lajeunesse s'éteint également à Chertsey, le 14 décembre 1920, à l'âge de 70 ans. Joseph Lajeunesse avait été conseiller municipal en 1910.

13 - Olivier Lapierre (1892-1909)

Né dans la région de Saint-Jacques-de-l'Achigan le 26 novembre 1850, de l'union de Joseph Mazuret dit Lapierre et d'Anne Guildry dit Labine. Il s'établit comme menuisier à Chertsey vers 1872. Il épouse à Chertsey, le 24 février 1873, Georgiana Perreault, fille d'Urgel Perreault et d'Émilie Beauchamp. Au moins 14 enfants naissent de cette union à Chertsey entre 1874 et 1893. En 1891, Olivier Lapierre tient un magasin général au village. Il est élu maire le 25 janvier 1892. Il conserve ce poste pendant dix-sept ans. Le 1^{er} septembre 1901, il est nommé maître de poste de Saint-Théodore. Il occupe cette fonction jusqu'au 30 janvier 1912. Olivier Lapierre a également été préfet du comté de Montcalm de 1903 à 1907. Après cette date, on ne signale plus la présence de la famille Lapierre à Chertsey. Olivier Lapierre décède à Verdun, le 17 mai 1932, à l'âge de 82 ans.

14 - Ludger Beauregard (1909-1911)

Né à Rawdon le 27 août 1858, de l'union de Paul Jarret dit Beauregard et d'Adeline Mazuret dit Lapierre. Il arrive à Chertsey avec ses parents et son frère Joseph, vers 1860. Le 3 novembre 1880, Ludger Beauregard, marchand, épouse à Chertsey, Élisabeth Moisan, née à Chertsey le 24 octobre 1864, fille de Joseph Moisan et d'Adèle Perreault. Sa femme décède à Chertsey le 29 avril 1892, à l'âge de 27 ans, en couches de son premier enfant. Ludger Beauregard épouse en secondes noces, à Saint-Donat, le 7 janvier 1894, Zéphérine Danis, fille d'Herménégilde Danis et d'Angèle Bruyère, de Saint-Donat. Ludger Beauregard est marguillier en 1906. Il est élu maire le 1^{er} mars 1909 pour un mandat de deux ans. Après avoir vendu son magasin à Ignace Dupuis, Ludger Beauregard se retire avec sa femme à Joliette. Il décède à Chertsey le 11 avril 1920, à l'âge de 60 ans et 8 mois, et il est inhumé le même jour.



Ludger Beauregard et son épouse
Zéphérine Danis, vers 1900.

15 - Émile Perreault (1911-1914)

Né à Chertsey le 23 mai 1879, de l'union de Joseph Perreault et d'Alice Trudeau, de Saint-Liguori. Il épouse à Saint-Émile (Entrelacs) le 9 janvier 1899, Céлина Vincent, née à Chertsey le 21 décembre 1881, fille de Séraphin Perreault et de Corrine Jetté.

Au moins sept enfants naissent de cette union à Chertsey entre 1899 et 1908. Émile Perreault, cultivateur, est élu maire le 13 janvier 1911. Il occupe cette fonction jusqu'en 1914. Après cette date, la famille Perreault n'est plus signalée à Chertsey.

16 - Joseph Beauregard (1914-1923)

Né à Chertsey le 21 avril 1860, de l'union de Paul Jarret dit Beauregard et d'Adeline Mazuret dit Lapierre. Il épouse dans sa paroisse natale le 28 juillet 1885, Augustine Moisan, née à Chertsey le 25 mai 1866, fille de Joseph Moisan et d'Adèle Perreault. Bourgeois et propriétaire d'une maison de pension, Joseph Beauregard est élu maire le 4 mai 1914. Il occupe cette fonction jusqu'à son décès, survenu en 1923. Sa femme décède à Chertsey le 4 juin 1914, à l'âge de 48 ans. Joseph Beauregard décède également à Chertsey, le 22 novembre 1923, à l'âge de 63 ans. Il est le premier maire né à Chertsey.

17 - Gaspard Dupuis (1923-1933 et 1936-1941)

Né à Chertsey le 27 décembre 1885, de l'union de François Dupuis et de Martine Laneville. Il épouse à Chertsey le 23 novembre 1932, Maria Barette, née à Chertsey le 31 décembre 1885, fille d'Adolphe Barette et de Marie-Louise Daigle. Maria était veuve d'Euclide Dupuis, décédé le 1^{er} avril 1928. Gaspard Dupuis est élu maire le 1^{er} décembre 1923. Il occupe cette fonction jusqu'en 1933 puis, après une défaite, il est de nouveau élu maire le 22 avril 1936, poste qu'il occupe jusqu'en 1941. Parallèlement, il est élu préfet du comté de Montcalm en 1939 et 1940. De 1936 à 1945, Gaspard Dupuis est le premier gérant de la Caisse populaire. Il décède à Chertsey le 7 juillet 1950, à l'âge de 64 ans. Sa femme décède aussi à Chertsey, le 10 octobre 1971, à l'âge de 81 ans et 9 mois.

18 - Léon Archambault (1933-1936)

Né en 1882, de l'union de Jean-Baptiste Archambault et de Mathilde Brodeur dit Lavigne, de Saint-Calixte-de-Kilkenny. Il épouse à Chertsey le 4 juillet 1916 Marie-Louise Pagé, née à Chertsey le 8 septembre 1892, fille de Pierre Pagé et de Délima Beauchamp. Quatre enfants naissent de cette union entre 1917 et 1925. Artisan et marchand, Léon Archambault est élu maire le 11 janvier 1933. Il occupe ce poste jusqu'à son décès. Léon Archambault décède à Chertsey le 13 avril 1936, à l'âge de 54 ans. Sa femme décède également à Chertsey, le 11 mars 1958, à l'âge de 65 ans.

19 - Émery Poudrier (1941-1947)

Né à Chertsey le 4 décembre 1886, de l'union d'Edmond Poudrier et de Délima Lapierre. Cultivateur, il épouse à Saint-Émile (Entrelacs) le 11 septembre 1911, Herménie Léveillé, née en 1892, fille de Camille Léveillé et de Délima Riopel. Au moins cinq enfants naissent de cette union entre 1912 et 1920. Émery Poudrier est élu maire le 8 janvier 1941. Il occupera cette fonction jusqu'en 1947. Sa femme décède à Chertsey le 11 février 1920, à l'âge de 28 ans. Émery Poudrier décède à

Chertsey le 14 décembre 1950, à l'âge de 64 ans. Sa maison a servi de cadre au tournage du film *Le père Chopin* en 1944.

20 – Léo (Emmanuel-Théodore) Dupuis (1947-1953)

Né à Chertsey le 25 janvier 1907, de l'union d'Euclide Dupuis et de Maria Barette. Il épouse à Rawdon, le 29 juin 1932, Marie-Blanche Lévesque, née à Chertsey le 12 octobre 1912, fille d'Albert Lévesque, forgeron, et de Malvina Paré. Douze enfants naissent de cette union entre 1933 et 1947. Léo Dupuis, mesureur licencié, est élu maire le 8 janvier 1947. Il occupe cette fonction jusqu'en 1953. Il décède à Chertsey le 4 janvier 1966, à l'âge de 58 ans et onze mois. Sa femme décède également à Chertsey, le 9 octobre 1971, à l'âge de 58 ans. C'est sous l'administration du maire Léo Dupuis que fut construite la salle municipale en 1947.

21 - Hildège Bélair (1953-1961)

Né à Chertsey le 20 juillet 1896, fils d'Adelin Bruquier dit Bélair et de Julienne Lapierre. Il épouse à Chertsey, le 8 janvier 1919, Dorina Perreault, née à Chertsey le 21 décembre 1901, fille d'Alfred Perreault et de Georgiana Rivest. Quatre enfants naissent de cette union entre 1923 et 1932. Dorina décède à Chertsey le 17 janvier 1933, à l'âge de 31 ans. Hildège Bélair épouse en secondes nocces, à Saint-Donat, le 13 mai 1951, Jeanne Lafond, fille d'Émile Lafond et de Léa Lévesque. Une fille naîtra de cette seconde union en 1951. Journalier puis garde-chasse, Hildège Bélair est élu maire le 15 janvier 1953. Il occupe cette fonction jusqu'en 1961. Il décède à Chertsey le 10 septembre 1973, à l'âge de 77 ans. Sa seconde épouse décède également à Chertsey, le 6 août 1978, à l'âge de 69 ans et onze mois.



La maison de Bruno Bélair,
sur l'ancienne route 18,
dans le village.

22 - Edmond-Jean Riopel (1961-1965)

Né à Chertsey le 27 août 1918, de l'union de Joseph Riopel et de Marie-Louise Charbonneau. Il épouse à Chertsey, le 3 juillet 1940, Marie-Ange Lussier, née à Chertsey le 1^{er} juillet 1918, fille de Delipha Lussier et de Délima Sirard. Dix enfants naissent de cette union à Chertsey entre 1941 et 1955. Chauffeur de taxi, Jean Riopel fonde une scierie au nord du village en 1951. Président de Jean Riopel Inc, il est aussi le fondateur du Groupe Dismat. Le 16 janvier 1961, Jean Riopel est élu maire. Il occupe cette fonction jusqu'en 1965. Sa femme décède à Chertsey le 7 avril 1990, à l'âge de 71 ans et 9 mois. Jean Riopel décède à Pompano Beach, en Floride, le 13 novembre 1996, à l'âge de 78 ans. Il est inhumé dans le cimetière de Chertsey, le 16 novembre suivant.

23 - Yves Rochon (1965-1967)

Né à Val-Morin le 18 juin 1937, de l'union de Gaston Rochon et de Béatrice Raineault. Il arrive à Chertsey avec ses parents en 1942. Technicien forestier, Yves Rochon épouse, dans la paroisse Saint-Philippe à Montréal, le 27 août 1960, Lise Maisonneuve, née le 28 novembre 1941 dans la paroisse de l'Immaculée-Conception de Montréal, fille d'Aimé Maisonneuve et de Maria Champagne. Quatre enfants naissent de cette union entre 1965 et 1980. Menuisier et entrepreneur-général, Yves Rochon est élu maire le 18 janvier 1965. Il occupe ce poste jusqu'en août 1967. En 1979, il est secrétaire de la Caisse populaire de Chertsey et en assume la présidence de 1989 à 1991.

24 - Paul (Léopold) Lussier (1967-1970)

Né à Chertsey le 7 novembre 1915, de l'union de Délipha Lussier et de Délima Sirard. Il épouse à Chertsey, le 24 novembre 1937, Jeannette Dupuis, née à Chertsey le 6 juillet 1915, fille d'Euclide Dupuis et de Maria Barette. Neuf enfants naissent de cette union entre 1938 et 1954. De 1955 à 1959, Paul Lussier est transporteur scolaire à Chertsey. En 1960, il ouvre une épicerie sur l'actuelle rue Curé-Paré. Il est élu maire le 13 novembre 1967. Il occupe cette fonction jusqu'à son décès en 1970. Paul Lussier décède à Chertsey le 20 juillet 1970, à l'âge de 54 ans et huit mois. Sa femme et ses enfants quittent Chertsey pour s'établir à Joliette.

25 - Lucien-Réal Dufour (1970-1972)

Né à Montréal le 16 juin 1906, de l'union de Wenceslas Dufour et d'Élisabeth Goulet. Il épouse à la Pointe-Saint-Charles de Montréal, le 25 février 1928, Annette Courcy, originaire de Laprairie. Neuf enfants naissent de cette union. La famille Dufour s'établit à Chertsey vers 1939 et acquiert une terre en 1942 dans le 4^e rang pour aménager une ferme d'élevage. En 1957, Réal Dufour ouvre une pisciculture et un étang de pêche. Il est élu maire de Chertsey en novembre 1970. Il occupe cette fonction jusqu'en 1972. Réal Dufour quitte Chertsey pour Montréal en 1974 après avoir vendu sa propriété. Il décède à l'Hôpital Notre-Dame de Montréal le 20 juillet 1980. Sa femme décède à Verdun le 1^{er} février 1996.

26 - Gérard Miron (1972-1981)

Né à Chertsey le 13 janvier 1927, de l'union de Gilbert Miron et de Marguerite Bourgeois. Il épouse à Chertsey, le 1^{er} octobre 1949, Virginie-Angéla Crépeau, née à Chertsey le 29 janvier 1931, fille de Paul Crépeau et d'Antoinette Riopel. Neuf enfants naissent de cette



Gérard Miron, maire de Chertsey de 1972 à 1981.

union entre 1951 et 1960. Agent forestier et épicier, Gérard Miron est co-fondateur du Conseil d'orientation économique de Montcalm en 1962. Il est élu maire le 5 novembre 1972. Il occupe cette fonction jusqu'en 1981. La même année, il occupe la fonction de préfet du comté de Montcalm. Il s'est occupé activement du projet de la Forêt Ouareau et a également été président de la Caisse populaire de 1972 à 1981 et de 1984 à 1985. Monsieur et Madame Gérard Miron demeurent toujours à Chertsey.

27 - Bernard Martin (1981-1984)

Né dans la paroisse Notre-Dame-du-Rosaire, à Montréal, le 13 décembre 1939, de l'union de Méllacipe Martin et d'Irène Guitard. Il épouse, dans la paroisse Saint-Denis à Montréal, le 28 novembre 1959, Louise Rouillard, avec qui il aura quatre enfants. Chauffeur d'autobus à Montréal, Bernard Martin s'établit à Chertsey comme villégiateur en 1962, puis comme résident en 1974. Ébéniste, il est élu conseiller municipal en 1977, puis maire de Chertsey en 1981. Il occupe cette fonction jusqu'en 1984. Il réside sur le chemin Martin à Chertsey.

28 - Guy Leclerc (1984-1994)

Né à Chicoutimi le 12 décembre 1949, de l'union de Laurent Leclerc et de Lucie Morin. Il séjourne à la résidence de villégiature de ses parents au lac d'Argile depuis son enfance. En 1970, Guy Leclerc devient résident de Chertsey. Il épouse à Chertsey, le 11 septembre 1971, Micheline De Carufel, née le 6 août 1950, fille de Paul De Carufel et de Madeleine Riopel. Deux filles naissent de cette union à Chertsey, l'une en 1974 et l'autre en 1976. De 1981 à 1984, Guy Leclerc préside la Caisse populaire de Chertsey. Courtier d'assurance, il est élu maire le 4 novembre 1984. Il occupe cette fonction jusqu'en novembre 1994.

29 - Daniel Brazeau (1994-)

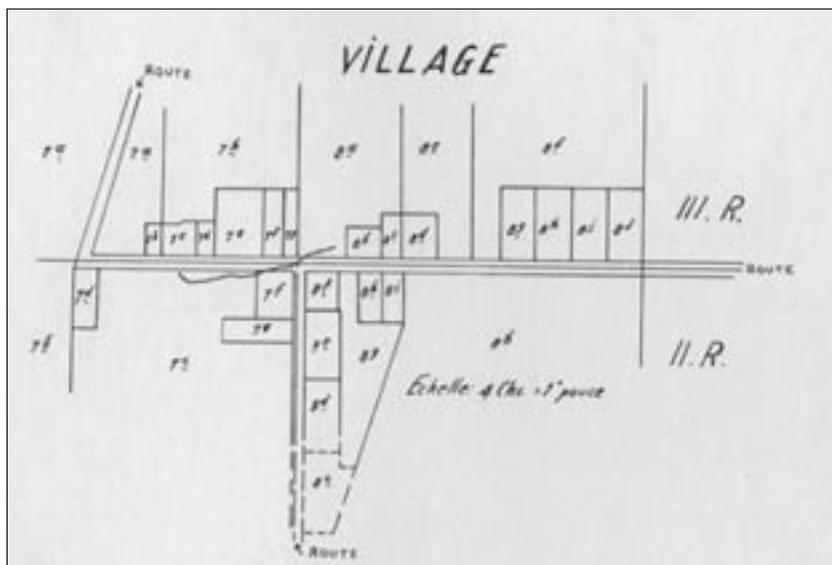
Né dans la paroisse Saint-René-Goupil, à Montréal, le 17 septembre 1955, de l'union de Lucien Brazeau et de Jeanne Gariépy. En 1968, avec ses parents, il s'établit au lac Cairo. De son union avec Suzanne Riopel, fille d'André Riopel et de Gloria Morgan, naissent deux garçons, en 1976 et en 1980. En 1984, naît son union avec Diane Dorich, dont le jeune garçon, par les liens tissés, en font un troisième fils. Diane est née de l'union d'Émil Dorich et de Ghislaine Marion. Mécanicien, puis homme d'affaires, Daniel Brazeau s'intéresse très jeune à la politique municipale. Dès l'âge de 29 ans, en 1984, il est élu pour la première fois conseiller municipal. Par la suite, il briguera les suffrages de 1987 et 1990 avec succès. Il devint maire à l'élection du 6 novembre 1994. Il acquiert un commerce qui devint la Remise du Nord en 1987 et est co-propriétaire de Réno 7000 inc. depuis 1994.

Les secrétaires-trésoriers de la municipalité de Chertsey



Roger Riopel,
secrétaire- trésorier
de la municipalité
du canton de
Chertsey de 1960 à
1979.

Noms	Date de nomination
1 - Magloire Granger	22 mars 1856
2 - Adolphe Hémond	20 avril 1863
3 - Damien Morin	18 janvier 1864
4 - Adolphe Normand	7 février 1865
5 - Jean-Élie Breault	5 mai 1867
6 - Jules Breault	2 janvier 1877
7 - Eusèbe Gaudet	5 juin 1882
8 - Jules Breault	3 novembre 1884
9 - Damase Lajeunesse	30 mars 1903
10 - Ignace Dupuis	27 octobre 1912
11 - Joseph Crépeau	20 janvier 1930
12 - Gaston Rochon	26 mai 1946
13 - Bertrand Joly	1 ^{er} février 1955
14 - Roger Riopel	1 ^{er} octobre 1960
15 - Alain Lévesque	13 août 1979
16 - Gilles Fredette	5 mai 1980
17- Chantale Roy	11 janvier 1983
18- Francine Gaudette	25 août 1983
19- Pierre Mercier	15 février 1988



Plan cadastral du
village de Chertsey
en 1895.

Propriétaires des lots du village de Chertsey 1895

Rang 2

- 7 – B Joseph Varin (1834-1920), époux d'Élisabeth McCarty
- 7 – C André Morin (1849-1911), époux de Brigitte Haily
- 7 – D Joseph Dupuis (1839-1918), époux d'Angèle Leblanc
- 7 – E Jos Mireault, époux de Delphine Laneuville
- 7 – F André Morin (1849-1911), époux de Brigitte Haily

- 8 – A Zéphirin Grégoire (1844-1900), époux d'Olive Trudeau
- 8 – B André Morin (1849-1911), époux de Brigitte Haily
- 8 – C André Morin (1849-1911), époux de Brigitte Haily
- 8 – D Municipalité du canton de Chertsey
- 8 – E Alcide Lajeunesse, marchand, époux de Philomène Lajeunesse
- 8 – F Alcide Lajeunesse, marchand, époux de Philomène Lajeunesse
- 8 – G André Morin, (1849-1911), époux de Brigitte Haily
- 8 – H Ludger Beauregard (1858-1920), époux de Zéphirine Danis
- 8 – I Joseph Venne (1825-1910), époux d'Olive Dupuis

- 9 – A François Dupuis, fils (1844-1934), époux de Martine Laneuville

Rang 3

- 7 – A Napoléon Daviault (1849-1921), époux d'Aselie Lajeunesse
- 7 – B Jules Beauregard (1839-1918), époux d'Octavie Brousseau
- 7 – C Louis Riopel
- 7 – D Élie Gaudette (1868-)
- 7 – E François Parent (1835-1898), époux d'Armélie Piquette
- 7 – F Olivier Lapierre, marchand, époux de Georgiana Perreault
- 7 – G Olivier Lapierre, marchand, époux de Georgiana Perreault
- 7 – H Napoléon Daviault (1849-1921), époux d'Aselie Lajeunesse

- 8 – A Napoléon Daviault (1849-1921), époux d'Aselie Lajeunesse
- 8 – B Patrick Daly, époux de Briget Doharty
- 8 – C Municipalité scolaire de Chertsey
- 8 – D Fabrique de la paroisse de Saint-Théodore
- 8 – E Fabrique de la paroisse de Saint-Théodore
- 8 – F Fabrique de la paroisse de Saint-Théodore
- 8 – G François Mercier, époux d'Adeline Germain dit Bolduc

Chapitre huitième

L'éducation

De 1829 à l'Acte d'Union en 1840, le système scolaire du Bas-Canada connaît un essor considérable grâce à la participation du clergé catholique. En 1841, une nouvelle loi a pour effet de confier à des commissaires la responsabilité d'instituer des écoles dans les paroisses du pays. De plus, la loi crée une administration scolaire centrale, présidée par un surintendant de l'instruction publique.

Cette nouvelle mesure législative ne répond pas toujours aux besoins des collectivités locales. Pour y remédier, le gouvernement adopte, le 9 juin 1846, une nouvelle loi, qui crée des administrations scolaires catholiques et protestantes distinctes et institue un système de taxation basé sur la valeur des biens immobiliers. Le 15 mai 1856, une autre loi établit les commissions scolaires locales.

À Chertsey, ce n'est pas le désir de s'instruire qui manque, mais les moyens de le faire. À preuve, dès 1857, les colons de la région demandent au gouvernement la création d'une corporation scolaire distincte de celle de Rawdon.

La commission scolaire locale

Ce n'est qu'au début de 1857 que le gouvernement accepte la création de la municipalité scolaire du township de Chertsey. Le 4 mai 1857, quelques citoyens, nommés par le gouverneur-général du Bas-Canada, participent à la première réunion de la commission scolaire, chez Magloire Granger, au village Lafontaine :

À la première assemblée générale des commissaires d'école de la municipalité scolaire du township de Chertsey, réunis en assemblée en la demeure de Magloire Granger en le susdit township, lundi le 4 mai courant, le premier lundi après leur nomination par le gouverneur général.

Thomas Holtby est prié d'agir comme président temporaire et Magloire Granger comme secrétaire.

Sont présents : Daniel Truesdell, Thomas Holtby, Olivier Goulet, Damas Riopel et Joseph Christin tous commissaires nommés comme susdit,

1- Sur motion d'Olivier Goulet et secondé par Damas Riopel qu'il soit résolu que Daniel Truesdell soit nommé président de la municipalité scolaire du township de Chertsey,

2- Sur motion de Thomas Holtby secondé par Damas Riopel qu'il soit résolu que le sieur Magloire Granger soit nommé secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire du township de Chertsey,

3- Sur motion de Damas Riopel secondé par Joseph Christin que le secrétaire-trésorier soit autorisé à faire le recensement général du township de Chertsey.

Une fois officiellement érigée, la nouvelle commission scolaire doit diviser le territoire en arrondissements pour les fins de taxation et déterminer les lieux des écoles. C'est à l'assemblée du 14 septembre 1857 que les commissaires décident de la subdivision de la municipalité. Les arrondissements suivants sont établis comme suit :

1^{er} arrondissement : les rangs 4, 5, 6 et 7, depuis la ligne de Wexford jusqu'à la rivière Lac Ouareau ; l'école de cet arrondissement se tiendra au village Lafontaine.

2^e arrondissement : les rangs 1, 2 et 3, de la ligne de Wexford jusqu'à la rivière Lac Ouareau, l'école se tiendra près de la chapelle.

3^e arrondissement : il comprend les rangs 1, 2, 3, 4 et 5, du côté est de la rivière Lac Ouareau jusqu'au lot 39 de chaque rang inclusivement.

4^e arrondissement : il comprend les rangs 1, 2, 3, 4 et 5 des lots 40 à 55 inclusivement de chaque rang.

Après avoir établi les arrondissements, les commissaires fixent le site de chacune des écoles. Compte tenu de la pauvreté des habitants, il n'est pas envisagé de construire des écoles. Il est donc décidé que les deux premières écoles de la municipalité seront établies dans des maisons privées. C'est ainsi que l'école no 1 s'installe chez François Mercier au village Lafontaine, lot du cinquième rang, sous la direction de Mme Mercier. L'école no 2 est installée chez Pierre Giguère, sur le lot 12 du troisième rang.

Les écoles ne sont en opération que partiellement en 1857 et 1858 à cause des ressources financières insuffisantes pour payer les institutrices. Pour remédier à la situation, le 28 mai 1858, la municipalité scolaire décrète qu'une taxe de 16 shillings, 6 deniers, sera prélevée dans cette municipalité, suivant le rôle d'évaluation.

Pour mieux comprendre la situation des écoles de Chertsey en 1858, A. D. Dorval, inspecteur des écoles du district, écrit dans le *Rapport de l'éducation dans le Bas-Canada 1859-60* :

Cette nouvelle municipalité, érigée en 1857, a eu deux écoles en opération pendant une partie de l'année. Elles étaient fermées lors de ma seconde visite par suite de la pauvreté des habitants. J'espère qu'elles s'ouvriront de nouveau prochainement.

Cette déclaration de l'inspecteur Dorval confirme les nombreuses difficultés que connaît la municipalité scolaire de Chertsey à ses débuts. En 1859, les commissaires décident de construire une nouvelle école au village Lafontaine, près du moulin à farine de Cyrille Morin. Le 27 juin 1859, François Mireau cède à la commission scolaire un terrain de 45 pieds sur le front du lot no 8 dans le troisième rang, pour la construction de l'école no 2.

Une fois terminée la construction de l'école no 1, il ne reste pas assez d'argent pour construire l'école du troisième rang. Les commissaires décident de conserver celle qui existe déjà chez Pierre Giguère tout en y apportant les améliorations qui s'imposent. À cet effet, Olivier Goulet, président de la corporation scolaire depuis 1858, procède aux acquisitions suivantes pour la somme de 6,75 \$:

Achat des tables d'école	4,00 \$
Achat d'un tuyau de poêle	1,00 \$
Location d'un poêle	0,80 \$
Achat de vitres et de moustiquaires	0,95 \$

À l'été de 1859, les deux écoles de la municipalité sont prêtes pour la rentrée des classes. Il ne manque que des institutrices qualifiées pour prodiguer l'enseignement aux enfants. Le 9 août 1859, les commissaires réunis en assemblée procèdent à l'engagement de Césarine Granger comme institutrice de l'école no 1 et d'Adéline Lapierre pour l'école no 2. Voici le texte du contrat d'engagement de Césarine Granger, fille de Magloire Granger, daté du 9 août 1859 :

Contrat d'engagement d'une institutrice

Nous soussignés, commissaires d'école de la municipalité du township de Chertsey et Césarine Granger, institutrice d'autre part, reconnaissons par les présentes avoir consenti mutuellement à l'engagement qui suit : savoir de la part de la dite Césarine Granger de tenir une école dans l'arrondissement No 1 de la dite municipalité en conformité aux lois d'éducation actuelles et des règlements établis par les commissaires de cette municipalité pendant huit mois scolaires à commencer au 20 août (1859), et de la part des commissaires de lui payer la somme de 72,00 \$.

En foi de quoi nous avons signé respectivement en nos susdites qualités et à Chertsey en l'office des dits commissaires le 9^e jour du mois d'août 1859.

Césarine Granger,
Marc Granger, président
Louis Dupras, Joseph Christin, Octave Riopel, Georges Mignerou,
commissaires d'école,
et attesté par Magloire Granger, secrétaire du dit conseil.

Pour enseigner à l'école du 2^e arrondissement, un contrat similaire est signé entre les commissaires et Adéline Lapierre pour 72,00 \$ par année à compter du 1^{er} septembre 1859. L'année suivante, Adélaïde Morin est engagée pour l'école du 1^{er} arrondissement (village Lafontaine) tandis que Éloïse Marleau assure l'enseignement à l'école du troisième rang.

Le 20 août 1859, plus de 70 écoliers se présentent aux deux écoles du canton. Pour défrayer le salaire du personnel enseignant et l'entretien des écoles, la municipalité scolaire prélève des taxes et établit son premier budget. Voici les revenus de la municipalité scolaire en 1859, qui s'élèvent à 178,74 \$. Ces données sont tirées du *Rapport de l'éducation dans le Bas-Canada pour l'année 1861* :

Subvention du département	57,37 \$
Taxes scolaires pour égaler la subvention	57,37 \$
Cotisation spéciale	46,00 \$
Rétribution annuelle	18,00 \$

Le gouvernement verse à la commission scolaire locale une subvention représentant un montant égal à celui des taxes perçues. Une municipalité reçoit une subvention gouvernementale proportionnelle à son évaluation foncière. De plus, la rétribution mensuelle est égale à ce que la municipalité reçoit du gouvernement. Pour Chertsey, ce montant s'établit à 1,50 \$ par mois.

En 1861, dans son second rapport, l'inspecteur Dorval écrit ce qui suit au sujet de la municipalité scolaire de Chertsey :

Les institutrices (Adélaïde Morin, école No 1 et Éloïse Marleau, école No 2), surtout celle du No 1, sont bien capables, toutes deux paraissent dévouées et s'attirent l'estime des contribuables, ce à quoi, leurs prédécesseurs n'avaient point réussi. Je n'ai rien de nouveau à ajouter à ce que j'ai déjà dit sur cette municipalité. On a l'air d'y faire tout ce que l'on peut.

À partir de 1861, on réussit à obtenir des institutrices qualifiées et dévouées, car l'enseignement n'est pas leur seule responsabilité. Elles doivent parcourir plusieurs milles pour se rendre à leur travail, s'occuper de l'entretien et du chauffage de l'école pendant les mois d'hiver. On considère alors l'enseignement comme une vocation plutôt qu'un gagne-pain. Ces courageuses éducatrices ont contribué grandement au développement des premiers jalons de l'instruction à Chertsey.

Les premières statistiques disponibles sur les écoles de Chertsey et leur fréquentation ont été compilées en 1863 et 1864 à partir des renseignements fournis par les commissaires d'écoles et l'inspecteur du district. Voici quelques données pour les trois écoles du canton :

- A : école de Saint-Théodore, située sur le lot 12 du rang 3
- B : école du village Lafontaine, située sur le lot 18 du rang 5
- C : école du 6^e rang, située dans le 6^e rang

Institutrices munies d'un diplôme : 3

- Élèves fréquentant ces écoles : 123, dont 26 à l'école du 6^e rang
- Élèves sachant lire couramment : 20
- Élèves sachant lire partiellement : 103
- Élèves sachant écrire : 37
- Élèves apprenant l'arithmétique : 40

Le 8 novembre 1866, à la suite d'une requête des habitants du 3^e rang, les commissaires décident de déplacer l'école no 2 d'un arpent et demi, vers le centre du village. Du lot 12, elle est transportée sur la partie sud-ouest du lot 8, appartenant à la fabrique. Par ailleurs, les commissaires décident d'ouvrir une nouvelle école au Pont du Gouvernement, dans la maison où habite Albert Tremblay.

De 1866 à 1890, on retrouve peu de détails au sujet de la commission scolaire de Chertsey, en raison de la perte des registres des assemblées du conseil scolaire.

Le XX^e siècle et les progrès de l'éducation

En 1900, Henri Vigneault occupe le poste de président de la commission scolaire et Jules Breault agit comme secrétaire-trésorier. Les commissaires sont Jean-Baptiste Bélair, Almazor Galarneau et Arsène Rivest. On retrouve dans le canton cinq écoles élémentaires, fréquentées par 210 enfants et dirigées par six institutrices.



Des élèves devant l'école du village en 1921. Après la construction de la nouvelle école, l'édifice est acquis par Paul Rivest en 1923.

No 1- L'école du village, située sur le lot 8 du 3^e rang, possède deux classes, soit une au premier étage et la deuxième au second. Près de 80 enfants la fréquentent. Les institutrices sont Eugénie Payette et Albertine Préville.

No 2- L'école du Lac à Ricard, située sur le lot 52 du 1^{er} rang de Wexford, compte 35 élèves dans une seule classe.

No 3- L'école du Pont du Gouvernement, située sur le lot 26 du 4^e rang, possède également une classe, fréquentée par environ 35 enfants, dirigée par l'institutrice Mathilde Ricard.

No 4- L'école Saint-Charles-de-Montcalm, située sur le lot 6 B du 6^e rang, possède une classe. Herminie Morin y enseigne à une trentaine d'enfants.

No 5- L'école de Chantelle, située sur le lot 20 du 5^e rang, est surnommée l'école des Bélair. Eulina Desjardins réunit dans une seule classe plus de 30 élèves.

En 1923, la commission scolaire de Chertsey décide de construire une nouvelle école au village pour répondre aux besoins d'un nombre toujours croissant d'élèves, conséquence de l'augmentation de la population locale. Pour édifier cette nouvelle école, Olivier Rivest échange un terrain contre l'ancienne école située sur le lot 8 C. La nouvelle école, construite sur le lot 8 A, compte deux étages et un sous-sol. Elle est peinte en blanc et surmontée d'un joli campanile. L'édifice dispose de quatre classes et l'entrée donne sur la rue de l'Église. Ignace Dupuis, alors secrétaire-trésorier de la commission scolaire, dirige les travaux de construction de l'école avec beaucoup de difficultés.



L'école du 5^e rang en 1950.



L'école du village de Chertsey, construite en 1923-1924 et démolie en 1956.

Les Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie

Depuis sa création, la commission scolaire éprouve beaucoup de difficulté à obtenir des enseignantes qualifiées pour enseigner à Chertsey. En 1926, le curé Forest entreprend des pourparlers avec la Congrégation des Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie pour qu'elles s'établissent à Chertsey. Comme l'école ne dispose pas de couvent pour loger les religieuses, le projet ne se réalise pas.

En 1936, le curé Vincent Piette relance le projet pour que la maison d'école soit agrandie afin de loger les religieuses. Les travaux ne seront terminés qu'à l'été suivant. Le 4 septembre 1937, les sœurs des Saints-Cœurs, déjà installées à Rawdon, étendent leur apostolat à Chertsey. Il s'agit des sœurs Françoise d'Amboise, supérieure, Marie-Edmond, Rose-Bernadette et Jeanne-Alice. Les archives de la congrégation relatent les événements qui ont entouré l'arrivée des religieuses à Chertsey. En voici le récit :

Arrivées vers midi et demi, monsieur le curé les introduit dans leur maison. « C'est chez vous, ici! ». Madame Thomas Riopel se fait un bonheur d'offrir aux religieuses fondatrices leur premier repas, « Un accueil bienveillant dans la plus charmante simplicité ». À la paroisse, c'est la retraite paroissiale prêchée par monsieur l'abbé Caillé. À 4 heures, « nous nous rendons à l'église ». Après nous avoir souhaité la bienvenue, le prédicateur fait remarquer que le premier exercice auquel nous participerons comme paroissiennes sera le chemin de la Croix. Il souhaite que notre séjour dans cette nouvelle mission ne soit pas un continuel chemin de croix, mais que ce soit parfois un rendez-vous sur le Thabor.

L'exercice terminé, les sœurs entreprennent la récitation du petit office de la Sainte-Vierge, selon leur programme habituel. Empressé, monsieur le curé les rejoint à leur banc : « vous priez plus tard, allez saluer les gens qui vous attendent dehors ». Une bonne plongée avec le peuple !

Le 5 septembre, depuis la grand'messe jusqu'au soir, parents et enfants se succèdent au parloir pour saluer les sœurs. Le 7 septembre, ouverture des classes : 129 élèves répartis en trois groupes : classe enfantine et 1^{re} année : 51 élèves ; 2^e et 3^e année : 40 élèves ; à la sacristie, faute de local, 4^e, 5^e 6^e et 7^e année : 38 élèves.

Le 17 octobre, bénédiction de l'école par son Excellence Mgr Papineau ; monsieur Mathias Tellier, député du comté, rencontre la population en cette

circonstance. Mère Marie-Éphrem, supérieure provinciale avec sœur Marguerite Divin-Cœur, directrice des études, assistent à la cérémonie et profitent de ce passage pour vivre quelques jours avec les sœurs et visiter toutes les classes. Le 17 octobre, visite de monsieur l'inspecteur Chartrand. L'école peut enfin prendre son envol.

Plus d'une cinquantaine de religieuses se succèdent comme enseignantes à l'école du village jusqu'en 1970. Voici les noms des supérieures qui ont dirigé l'école : sœurs Françoise-d'Amboise (1937-1943), Thérèse-de-l'Eucharistie (1943-1948), Jeanne-Élisabeth (1948-1953), Thérèse Marie-Joseph (1953-1959) Laurette-des-Anges (1959-1965 et 1966-1969), Élisabeth-du-Sacré-Cœur, (1965-1966) et Marie-de-Saint-Zénon (1969-1977).

En 1945, la commission scolaire est présidée par Joseph Lajeunesse tandis que Joseph Crépeau agit comme secrétaire-trésorier. Les commissaires sont : Narcisse Desrochers, Gérard Racette, Delpha Lussier et David Miron. Le budget de la municipalité scolaire s'élève à 3 978,45 \$. Le 15 juin 1947, les commissaires accordent un contrat au montant de 6 000 \$ à David Miron pour la construction de l'école no 5 près du pont Grégoire dans le 5^e rang. Le 3 août 1947, Viateur Poudrier est élu président de la commission scolaire. Il voit au bon fonctionnement des cinq écoles, fréquentées par 174 enfants répartis en huit classes, de la 1^{ère} à la 9^e année.

La nouvelle école du village

Vers 1950, l'école du village devient trop petite pour accueillir les élèves. Pour remédier à la situation, les commissaires décident de louer un appartement chez Émilien Lévesque afin d'y installer deux classes supplémentaires. Cette situation temporaire devait amener la commission scolaire à entreprendre les démarches pour la construction d'une nouvelle école. En septembre 1954, on se porte acquéreur d'un terrain de 190 pieds par 500 situé sur le lot 8 A du 3^e rang et appartenant à Mme Olivier Rivest, pour la somme de 1 500,00 \$.



L'école du village de Chertsey, construite en septembre 1955, et rénovée en 1991.

Le 6 mai 1955, Jean-Marie Riopel obtient le contrat de construction de l'école pour la somme de 120 500 \$. Ce contrat représente une réduction importante par rapport à la soumission initiale de 142 247 \$ soumise par monsieur Riopel le 1^{er} mars précédent. C'est sur un vote prépondérant du président, Viateur Poudrier, que le projet de Jean-Marie Riopel est accepté. Avec les différents travaux d'aménagement

et les modifications apportées au projet initial, le coût total de la nouvelle école de Chertsey atteint la somme de 142 700 \$.

Le 12 juillet 1955, la commission scolaire décide de fermer les quatre écoles des rangs et d'envoyer tous les enfants à l'école centrale. A la même réunion, Paul Lussier, de Chertsey, obtient le contrat du transport des écoliers pour quatre ans, à raison de 6 000 \$ par année.

Le 6 septembre 1955, la commission scolaire décide de vendre les écoles de rang, devenues inutiles. Le 4 octobre de la même année, les anciennes écoles rurales sont vendues aux personnes suivantes à la suite d'appels d'offre : l'école no 2 de Beaulac à Adelin Morin, l'école no 3 du Pont du Gouvernement à Albert Tremblay, l'école no 4 du 6^e rang à Jean Racette et l'école no 5 du 5^e rang à Arthur Miron.

Au mois de janvier 1956, après les vacances de Noël, les élèves de Chertsey entrent dans leur nouvelle école. Son aspect moderne, son éclairage plus fonctionnel, ses sept classes et sa grande salle permettent de mieux répondre aux exigences de l'enseignement pour une population étudiante de 193 élèves. Un appartement pour les religieuses est aménagé à l'étage supérieur au coût mensuel de 150 \$.

Chertsey vient d'acquérir une école qui peut faire l'orgueil de la région. Une fois la nouvelle école complétée, la commission scolaire vend l'ancienne pour sa démolition. Léo Tremblay en prend possession le 6 mars 1956 et doit libérer le terrain pour le mois de mai.

La régionalisation

Le 7 août 1956, Théodore Riopel est assermenté président de la commission scolaire, poste qu'il occupe jusqu'au 4 juillet 1960, date à laquelle Philippe Racette est élu président.

Le 18 mai 1962, Théodore Riopel reprend la présidence de la commission scolaire locale et conserve son poste jusqu'à la régionalisation des commissions scolaires le 1^{er} juillet 1970. Messieurs Donat Lussier, Denis Grenier, Raoul Charron et J.-Maurice Perreault ont été les derniers commissaires d'école de Chertsey et Roger Riopel le dernier secrétaire-trésorier.

De 1970 à 1997, la commission scolaire Cascades-L'Achigan administre l'école de Chertsey depuis le siège social de Rawdon. En 1990, pour répondre aux besoins d'une population étudiante en croissance, les commissaires entreprennent des démarches pour agrandir l'école Saint-Théodore. Le 30 novembre 1991, le ministère

de l'Éducation accorde à la commission scolaire Cascades-L'Achigan une subvention de 1 900 000 \$ et une aide financière additionnelle de 250 000 \$ pour la construction d'une aile de six nouvelles classes et d'un gymnase. Une partie de ce montant est également prévue pour rénover l'intérieur de l'école construite en 1955. L'architecte Yvon Marchand, de Joliette, prépare les plans, et les travaux sont exécutés par l'entrepreneur Gamarco Inc., de Montréal, au coût de 2 188 454 \$. Les travaux débutent le 19 novembre 1992 et sont complétés en mars 1994.

Le 1^{er} juin 1997, une nouvelle régionalisation des commissions scolaires est imposée par le gouvernement du Québec. Chertsey fait maintenant partie de la commission scolaire des Samares, qui regroupe les municipalités régionales de comté de Joliette, Montcalm, d'Autray et de la Matawinie, à l'exception de Saint-Donat. Le siège social de la nouvelle commission scolaire est fixé à Saint-Félix-de-Valois. En 1999, François de Villemure est le commissaire d'école responsable du secteur Chertsey, Notre-Dame-de-la-Merci et Entrelacs.

En 1998-1999, l'école de Saint-Théodore reçoit 334 élèves, dont 43 en pré-maternelle et en maternelle. Le personnel enseignant est de 14 instituteurs et institutrices. L'école offre des activités sportives et une bibliothèque scolaire. Le directeur est monsieur François Morin.

APPENDICE

Les premiers présidents et secrétaires de la commission scolaire de Chertsey

	Présidents	Date de nomination
1 -	Daniel Truesdell	4 mai 1857
2 -	Olivier Goulet	26 août 1858
3 -	Marc Granger	25 août 1859
4 -	Damien Morin	14 avril 1862
5 -	Élzéar Brien	5 octobre 1863
6 -	Isaïe Bourgeois	18 août 1864
7 -	William Ritchie	23 septembre 1867

	Secrétaires-trésoriers	Date de nomination
1 -	Magloire Granger	4 mai 1857
2 -	Adolphe Hémond	21 mai 1863
3 -	Élie Breault	1 ^{er} octobre 1866

Chapitre neuvième

Les institutions publiques et associatives

Les services gouvernementaux, les institutions commerciales, les coopératives et les associations permettent la création d'un milieu favorable aux échanges entre les citoyens d'une communauté. La poste, le téléphone, les banques, les caisses populaires les coopératives demeurent des institutions qui permettent aux citoyens d'avoir accès à des services communs. Voici donc l'histoire de ces institutions d'hier et d'aujourd'hui.

Le bureau de poste

Le bureau de poste est certes un service essentiel à la population. Au siècle dernier, la poste est considérée comme le seul moyen de communication avec l'extérieur. Les fermetures de nombreux bureaux de poste au cours des dernières années a suscité des mouvements de contestation de la part des populations rurales. En février 1987, la municipalité de Chertsey adopte une résolution pour soustraire le bureau de poste de Saint-Théodore au projet de fermeture envisagé par Poste Canada.

Avant 1855, les citoyens de Chertsey devaient se rendre à Rawdon pour envoyer ou recevoir du courrier. Le bureau de Rawdon était alors dirigé par Luke Daly. Le premier bureau de poste du canton de Chertsey, situé au village Lafontaine, ouvre ses portes le 1^{er} juin 1856. Il est désigné sous le nom de Chantelle par le département des postes.

On a posé souvent la question : pourquoi Chantelle et non pas Lafontaine ? Aucun document ne semble justifier cette appellation, mais on peut présumer qu'il n'a pas été nommé Lafontaine parce qu'il y avait un autre bureau de poste nommé Lafontaine dans le comté de Terrebonne.

Magloire Granger devient le premier maître de poste du bureau de Chantelle. Il occupe cette fonction jusqu'en 1863, année de son décès. Son salaire annuel en 1858 est de 12 shillings et sept deniers, ce qui représentait approximativement 3,05 \$. Le bureau de Chantelle ferme définitivement le 17 février 1918, après 62 années d'activités.

En 1869, la relocalisation du village dans le 3^e rang amène les autorités locales à demander l'ouverture d'un nouveau bureau de poste. Le 1^{er} mai 1870, un bureau de poste ouvre ses portes sous le nom de Saint-Théodore. Le premier maître de poste est Marcel Lépine, qui vient tout juste de s'installer dans la municipalité. Monsieur Lépine avait acquis, en 1869, la maison de François Foucher située sur le lot 8 du 3^e



Le magasin de Joseph Dupuis et le bureau de poste (à droite) et le commerce d'Edgard Aubé (à gauche), en face de l'église, vers 1945.

rang. Le nouveau maître de poste possède une belle personnalité et son éducation supérieure lui permet de remplir cette tâche et d'occuper plusieurs fonctions au sein de la communauté locale.

Depuis la nomination de Marcel Lépine en 1870, seulement neuf autres maîtres de poste se sont succédés au bureau de Saint-Théodore. En voici la liste complète et leurs années de service.

1 - Marcel Lépine	1 ^{er} mai 1870 au 20 juillet 1877
2 - André Morin	1 ^{er} octobre 1877 au 9 juillet 1901
3 - Olivier Lapierre	1 ^{er} septembre 1901 au 25 mai 1912
4 - Ignace Dupuis, fils	23 mars 1912 au 25 mai 1933
5 - Joseph Dupuis, fils	27 mai 1933 au 24 septembre 1959
6 - Lucie P. Dupuis	26 septembre 1959 au 27 juin 1966
7 - Noëlla Lussier	28 décembre 1966 au 23 octobre 1972
8 - Yvon Bédard	26 mars 1973 au 5 janvier 1975
9 - Normand Miron	3 juillet 1975 à octobre 1983
10- Marjolaine Perreault	24 octobre 1983 -

Le 1^{er} septembre 1901, un autre bureau de poste ouvre dans le canton de Chertsey. Il est désigné par le département des Postes sous le nom de Saint-Charles-de-Montcalm. Il est situé dans le 6^e rang, dans la maison jadis occupée par Rodolphe Morin. Louis Cadieux est nommé maître de poste et touche alors un salaire annuel de 8,33 \$. Ce bureau de poste ferme le 2 septembre 1944.

En 1918, le bureau de poste de Chantelle est transféré au Pont du Gouvernement. Il loge dans la maison de Cléophas Lussier, qui en assure la direction. Ce bureau ferme définitivement en 1940. La région de Beaulac a également eu droit à son bureau de poste. Ouvert le 1^{er} novembre 1866 chez Euclide Lévesque, il ferme définitivement le 28 juin 1949.

Le dernier bureau de poste à ouvrir sur le territoire de Chertsey est celui du Lac-Paré. Ce bureau saisonnier est inauguré le 11 août 1949. Le premier maître de poste a été Gabriel Lepage. Le bureau ferme de septembre 1950 au 6 août 1961, date à laquelle Robert Gauthier est nommé maître de poste. En 1966, Mme Winifrid Lanteigne, propriétaire du restaurant du lac Paré, obtient le bureau pour la saison estivale. L'année suivante, Robert Gauthier reprend le bureau de poste jusqu'à sa fermeture le 31 août 1968.

A partir de 1968, seul le bureau de poste du village demeure ouvert après plusieurs changements de local. Pour compenser la fermeture des bureaux régionaux, le ministère des Postes inaugure la malle rurale en 1944. Paul-Émile Trudel obtient le premier contrat pour la route rurale no 1 et Claude Perreault pour la route rurale no 2.

En 1969, le ministère des Postes décide de construire un nouveau bureau de poste. Les travaux de terrassement débutent le 24 février 1970 et la construction proprement dite le 12 mars 1970. Le contrat, au montant de 29 327 \$, est accordé à la Cie Houle et Dauphinais, de Montréal. L'ouverture officielle du bureau de poste a lieu le 27 juin 1970.

En 1979, le bureau de poste de Saint-Théodore emploie trois personnes à temps plein : un surnuméraire et deux facteurs ruraux. Les citoyens sont desservis par 304 cases postales au village et 594 boîtes postales rurales. Le bureau de poste du village, qui a toujours porté le nom de Saint-Théodore, change de nom le 25 octobre 1999 pour adopter celui de Chertsey.

En 1999, le bureau de poste de Chertsey (J0K 3K0) dessert 2 334 adresses, réparties sur trois routes rurales.

La compagnie de téléphone

L'arrivée du téléphone à Chertsey remonte à 1904. L'installation du téléphone s'est fait, en même temps qu'à Rawdon, par la Compagnie de Téléphone de Joliette. Cette société, dont le siège social est à Joliette, est dirigée par une cinquantaine d'actionnaires. Au village, Eulalie Leduc, épouse de Théophile Poudrier, s'occupe du premier téléphone central. Vers 1913, Catherine Green, épouse d'Émilien Guernon, prend la relève jusqu'à l'installation du service direct en 1951.

Dans les années 1920, la compagnie passe aux mains d'Omer Lacoste, qui lui donne le nom de Compagnie de téléphone du Nord. En 1945, la compagnie est vendue au financier Jean-Louis Lévesque, de Montréal, et reprend le nom de Corporation de Téléphone de Joliette. Lorsque Bell Canada acquiert la compagnie de téléphone, le 6 juillet 1949, il y a 20 abonnés au téléphone à Chertsey. En 1924, il n'y avait qu'un seul abonné du téléphone à Chertsey, il s'agit de Ludger Breault. En 1949-1950, les 22 abonnés au téléphone sont :

Aubé, Edgard, magasin général
Bélaïr, Bruno, taxi
Bélaïr, Hildaïge
Cantafio, Joseph, ferme au 6^e rang
Coopérative d'électricité de Montcalm-Nord
De Carufel, Paul, boulanger et marchand d'engrais
Desrochers, Émery
Duhaime, O., garage
Dupuis, Léo, ferme
Grégoire, Jean
Houle, Révérend Alphonse, curé
Lanouette et fils, magasin général
Lévesque, Émilien, chambres et pension, taxi
Morin, G., salon de coiffure
Perreault, Gérard, Garage du Nord, produit BA
Perreault, Roger, taxi
Perreault, Wilfrid
Riopel, Émile, boucher et épicier au détail
Riopel, Émilien, restaurant
Riopel, Jean, taxi, snowmobile et bulldozer
Tremblay, Léo, boucher, épicier, moulin à scie
Tremblay, Louis

En 1950, l'indicatif est le 604 et, dans une moindre mesure, le 602. Par la suite et jusqu'en 1963, il est Terminus 4, suivi de quatre chiffres. Aujourd'hui l'indicatif est le 882 suivi de quatre chiffres. Le code régional 514 est remplacé par le 450 le 1^{er} janvier 1998. Les abonnés locaux bénéficient également d'appels sans frais entre Chertsey et Montréal depuis quelques années.

La caisse populaire

La fondation de la Caisse populaire de Chertsey remonte à 1936. Le 27 juin 1936, Mgr Vincent Piette, alors curé de Saint-Théodore, fonde la caisse populaire. La première assemblée générale a lieu le 25 juillet 1937. À ses débuts, la caisse compte une centaine de sociétaires et l'actif se chiffre aux alentours de 2 000 \$.

Armand Gagné est élu à la présidence et Gaspard Dupuis au poste de premier gérant. À l'origine, le bureau de la caisse est situé dans le salon de la maison de Gaspard Dupuis, aujourd'hui maison d'Edgard Aubé. En 1943, Joseph Latendresse est élu président en remplacement d'Armand Gagné. L'actif passe à 32 148,50 \$ en 1945, une situation très saine pour ces années d'après-guerre.



Mgr Vincent Piette, fondateur de la Caisse populaire de Chertsey, en 1936.

En 1946, la Caisse populaire de Saint-Théodore change de site et s'installe dans la maison de Lucienne Dupuis, qui devient la 2^e gérante, poste qu'elle occupe jusqu'en 1970. Quelques années plus tard, Théodore Riopel devient le troisième président.

De 1948 à 1969, la Caisse populaire de Chertsey connaît un essor considérable. De quelque 32 000,00 \$ qu'était l'actif en 1945, il passe à 672 086,02 \$ en 1969. Étant donné l'augmentation du nombre de sociétaires, l'administration décide d'engager Joseph Oros comme employé à plein temps à compter du 7 octobre 1970. L'année suivante, la direction de la caisse décide de construire un nouveau local. Le contrat de construction, de plus de 60 000 \$, est accordé aux Entreprises Nova, de Rawdon. Les travaux débutent au cours du mois d'octobre 1971. Le 13 avril 1972, on procède à l'inauguration officielle des nouveaux locaux, qui répondent plus adéquatement aux besoins de la population.

En 1972, les membres du conseil d'administration sont Messieurs Gérard Miron, président, Paul De Carufel, Omer Duquette et Marcelin Perreault, directeurs, et Lucienne Dupuis, secrétaire-trésorière. L'actif de la caisse en 1972 s'élève à



La Caisse populaire de Chertsey en 1970, alors qu'elle était logée dans la maison de mademoiselle Lucienne Dupuis, sur la rue de l'Église.

726 684,00 \$ et la caisse compte 930 sociétaires. En novembre 1977, la caisse entre dans l'ère de l'électronique par l'installation du système de traitement informatisé.

Au 30 juin 1979, la caisse compte 1 659 membres et l'actif atteint 3 755 159 \$. Les membres du conseil d'administration sont Gérard Miron, président, Denis Grenier, vice-président, Yves Rochon, secrétaire, Viateur Desrochers et Paul De Carufel, administrateurs. Michel Ménard occupe le poste de directeur depuis le 3 septembre 1975. Le personnel de la caisse se compose de cinq employés réguliers. Depuis 1977, le sous-sol est occupé par deux professionnels, Me Jean-Marie Lévesque, notaire de Saint-Lin, et André Vermette, comptable, également de Saint-Lin.

Nouveaux locaux pour la caisse

En mars 1987, la caisse quitte le local de la rue de l'Église pour aménager dans le nouvel hôtel de ville de Chertsey, où elle occupe une partie de l'édifice en vertu d'un bail de 45 000 \$ par année. En 1992, les directeurs de la caisse acquièrent un terrain sur la rue Principale pour y construire un nouvel édifice répondant davantage aux besoins d'une institution financière. La caisse procède donc à l'achat de deux terrains sur la rue Principale. Le contrat est signé le 7 avril 1992 entre la caisse et messieurs Pierre Riel et Sylvain Perreault, pour des montants respectifs de 23 000 \$ et de 100 000 \$.

Au début de 1996, l'architecte Bernard Clavel prépare les plans d'un nouvel édifice, et un contrat au montant de 695 000 \$ est accordé à la compagnie 3093-8146 Québec Inc (Marcel Landry), de Boisbriand. Les travaux débutent en mars et se terminent le 12 novembre 1996.

La caisse aujourd'hui

En 1999, la Caisse populaire de Chertsey compte 3 444 sociétaires et dispose d'un actif de 31 661 900 \$. Les quatorze employés de la caisse offrent aux clients un ensemble de services financiers adaptés aux années 2000. Les membres du conseil d'administration sont : Lucien Saint-Pierre, président, Daniel Gagnon, vice-président, Guy Hébert, secrétaire, Paul Paquin et Léonard Goyette, administrateurs. Monsieur Julien Rainville occupe le poste de directeur.

Depuis le 1^{er} février 2000, la Caisse populaire de Chertsey n'existe plus comme entité distincte. Dans le cadre de la restructuration du mouvement Desjardins, elle a été fusionnée avec les caisses d'Entrelacs et de Rawdon pour former la Caisse populaire Desjardins de la Ouareau. Chertsey devient un centre de service de cette nouvelle institution financière. Au nouveau conseil d'administration de la caisse, on retrouve



Le bâtiment actuel de la Caisse populaire Desjardins de Chertsey.

comme administrateurs MM. Lucien Saint-Pierre, Guy Hébert et Paul Paquin, de Chertsey. Monsieur Léonard Goyette siège sur le comité de vérification et de déontologie de la nouvelle caisse. La direction du centre de service de Chertsey est assurée par Jean-Pierre Paiement depuis février 2000.

Les présidents de la Caisse populaire de Chertsey

1 - Armand Gagné	1936-1943
2 - Joseph Latendresse	1943-1948
3 - Théodore Riopel	1948-1949
4 - Henri Racette	1949-1952
5 - Joseph Latendresse	1952-1955
6 - Théodore Riopel	1955-1972
7 - Gérard Miron	1972-1981
8 - Guy Leclerc	1981-1984
9 - Gérard Miron	1984-1986
10 - Mario Riopel	1986-1989
11 - Yves Rochon	1989-1991
12 - Benoît Lajeunesse	1991-1997
13 - Léonald Goyette	1997-1999
14 - Pierre Geoffroy	1999-1999
15 - Lucien Saint-Pierre	1999-2000

Pierre Geoffroy est président du conseil d'administration du 22 avril 1999 au 16 août 1999. Lucien Saint-Pierre, élu le 18 août 1999 a été le dernier président de la caisse populaire, fondée par Mgr Vincent Piette en 1936.

Les directeurs de la Caisse populaire de Chertsey

1 - Gaspard Dupuis	1936-1945
2 - Lucienne Dupuis	1945-1973
3 - Joseph Oros	1973-1975
4 - Michel Ménard	1975-1984
5- Jean-Pierre Aubin	1984-1985
6 - Michel Brunet	1985-1994
7 - Julien Rainville	1994-1999
8 - Jean-Pierre Paiement	2000-____

La Banque Canadienne Nationale

Une succursale de la Banque d'Hochelaga ouvre à Rawdon le 11 octobre 1920. La banque porte alors le nom d'Hochelaga jusqu'au 31 janvier 1924, où elle prend le nom de Banque canadienne nationale. La succursale de Rawdon administre deux agences : celle de Saint-Alphonse, ouverte le 19 août 1921 et fermée le 28 février 1922, et celle de Saint-Théodore-de-Chertsey, ouverte le 7 février 1922 et fermée le 18 août 1968. Jeannette Riopel a été la dernière gérante de la succursale de la Banque canadienne nationale à Chertsey.

Le CLSC - CHSLD de Matawinie

La présence d'un centre local de services communautaires dans la région contribue grandement au développement de la collectivité. C'est grâce à la ténacité de quelques résidents de Chertsey qu'une telle institution s'est établie sur son territoire. Voici l'histoire de cette institution depuis sa création jusqu'à nos jours.

À l'automne de 1972, un comité provisoire est mis sur pied afin de trouver des solutions à l'absence de services sociaux dans la région nord du comté de Montcalm. En août 1974, le ministère des Affaires sociales reconnaît le territoire Nord-Montcalm comme site éventuel pour l'implantation d'un CLSC. À partir de cette reconnaissance, le comité des citoyens nomme un conseil d'administration pour concrétiser le projet.



Le CLSC-CHSLD de Matawinie.

À la fin de 1974, on approuve le nom de Joli-Mont puisqu'il desservira les municipalités situées au nord des anciens comtés de Joliette et de Montcalm.

Le 22 janvier 1975, le conseil d'administration provisoire arrête son choix sur Chertsey comme siège social du CLSC. Cette décision est entérinée par le ministère des Affaires sociales le 24 septembre 1975. Le territoire du CLSC Joli-Mont comprend alors les municipalités de Notre-Dame-de-la-Merci, Entrelacs, Lac-Paré, Chertsey, Saint-Calixte, Rawdon, Sainte-Julienne, Sainte-Marcelline, Saint-Alphonse et Saint-Côme. Le territoire compte alors une population résidentielle de 14 300 âmes et plus de 80 000 villégiateurs.

Au mois d'août 1975, le CLSC entre en fonction et fixe son premier budget d'opération, qui atteint 94 590 \$. Le 4 février, le CLSC reçoit sa charte et le premier conseil d'administration est présidé par René Beaulieu, de Chertsey. De la fin d'août 1975 au mois de mai 1976, les locaux du CLSC Joli-Mont sont situés au sous-sol de l'hôtel de ville de Chertsey. Par la suite, le siège social est aménagé au 8161 de la route 125, dans l'ancien magasin de Jean Riopel Inc.

En septembre 1976, le CLSC embauche son premier médecin pour desservir la population de la région. L'année 1977 constitue une année difficile en raison d'effectifs restreints causés par de nombreux départs. En avril 1977, 17 personnes sont à l'emploi du CLSC Joli-Mont. En mai, la première élection a lieu pour le choix des représentants au conseil d'administration et cinq administrateurs sont choisis par 438 citoyens.

Après cette année difficile, le CLSC progresse rapidement en raison de la mise sur place d'une structure d'organisation plus stable et l'élaboration de nouveaux programmes à l'intention de la population. En 1979, le budget du CLSC est de 554 014\$ et le personnel se compose d'une équipe de 31 employés. En août 1979, le conseil d'administration est présidé par François Lebeau, de Saint-Alphonse. Gisèle Ritchie, de Chertsey, est l'une des directrices et Philippe Lupien, de Rawdon, occupe la fonction de directeur-général.

De 1980 à 1982, l'équipe s'agrandit par l'arrivée de nouveaux médecins et le transfert des programmes de santé maternelle et infantile et d'hygiène dentaire. En 1983, le redécoupage des MRC retranche les territoires de Sainte-Julienne et de Saint-Calixte tandis que celui de Saint-Donat est ajouté au territoire couvert par le CLSC. En 1986, le secteur de Saint-Félix-de-Valois et, en 1987, celui situé au nord du comté de Joliette, sont désormais desservis par le CLSC.

Le 3 août 1993, le CLSC Joli-Mont change de nom pour adopter celui de CLSC de la Matawinie, en conformité avec le territoire couvert. En 1995, les administrateurs du CLSC décident de la construction d'un nouvel édifice au centre du village. La

compagnie 3093-8146 Québec Inc, présidée par l'entrepreneur Marcel Landry, acquiert un terrain vacant de la rue Dupuis et construit, au coût de 1 010 100 \$, un édifice moderne et conforme aux besoins d'un CLSC. Le nouveau local est loué au CLSC par la compagnie de Marcel Landry, de Boisbriand, pour 25 ans. Depuis le 16 octobre 1996, le siège social du CLSC est situé au 485, rue Dupuis, au centre du village.

Le 9 décembre 1997, le gouvernement accepte de fusionner le CLSC, le Centre d'accueil Brassard Inc. et le Foyer de Saint-Donat pour créer le Carrefour de la santé et des services sociaux de la Matawinie (CLSC-CHSLD). En 1999, le personnel est composé de 217 personnes, dont 130 œuvrent à Chertsey sous la direction de Jean-Jacques Lamarche, lequel en assure la direction générale. Depuis décembre 1999, le conseil d'administration est présidé par Ghislain Gagnon, de Saint-Michel-des-Saints.

La Coopérative d'électricité de Montcalm-Nord

L'électricité, une invention de la fin du 19^e siècle, n'a fait son apparition dans les grandes villes canadiennes que quelques années plus tard. Dans les campagnes, l'électricité tarde à arriver. À Chertsey, dès 1937, le conseil municipal adresse une demande à la Compagnie Gatineau Power pour l'électrification rurale. Le 1^{er} mai 1944, une seconde demande est adressée à la compagnie et aux autorités gouvernementales sans plus de résultat. C'est à la faveur d'un projet d'électrification rurale par le gouvernement de l'Union nationale, qu'une troisième demande est acheminée aux autorités du ministère des Richesses naturelles le 4 septembre 1944. Pour avoir accès à l'électricité, un groupe de citoyens de Chertsey et de Saint-Émile, dirigé par le curé Gariépy, fonde la Coopérative d'électricité de Montcalm-Nord le 12 août 1945. La déclaration de fondation est transmise au Secrétariat de la province le 14 août suivant avec l'indication que le siège social de la coopérative serait à Saint-Émile. Le 26 août 1945 se tient à Saint-Émile la première assemblée générale de la coopérative afin de procéder à la nomination du conseil d'administration et à l'établissement d'une part sociale de 50 \$ par sociétaire. Le premier conseil de la coopérative est formé de :

Léo Dupuis, de Chertsey, président
Henri Riopel, de Saint-Émile, vice-président
J.-A. Gariépy, curé de Saint-Émile, secrétaire-gérant
Henri Lévesque, directeur, de Rawdon
Wilfrid Daviault, directeur
Joseph Latendresse, de Chertsey, directeur
Gaston Rochon, de Chertsey, directeur.

Dès sa fondation, la Coopérative d'électricité de Montcam-Nord entreprend les démarches nécessaires auprès de la Gatineau Power pour s'approvisionner en électricité. En décembre 1945, l'électricité arrive enfin à Chertsey. La maison d'Alphonse Perreault est la première où l'on procède à l'installation électrique. Par la suite, le presbytère et l'église sont alimentés ainsi que quelques autres maisons du village. À la messe de Noël 1945, les paroissiens assistent à l'arrivée du Messie et de l'électricité ! Quatre ans plus tôt, Louis Tremblay bénéficiait de l'électricité grâce à une dynamo installée à son moulin à scie.

Le 1^{er} juin 1946, on procède à l'installation de dix-sept lumières de rues, et le 4 mars 1946, la maison du Conseil est électrifiée.

Dès 1945, le siège social de la coopérative d'électricité déménage de Saint-Émile à Chertsey. On construit un bâtiment en blocs de béton sur la rue Principale, à l'arrière de la Landromat, propriété des Entreprises Flageol. En 1963, le gouvernement du Québec nationalise les compagnies d'électricité de la province et les avoirs de la coopérative locale sont acquis par Hydro-Québec, qui assume la desserte du territoire depuis cette date.

Les organismes associatifs

La vitalité d'une localité est souvent liée à l'existence de ses associations et de ses groupements de bénévoles. Chertsey en compte plusieurs, dont certains ont plus de 30 ans. Voici la liste des organismes reconnus par la municipalité de Chertsey au 1^{er} novembre 1999 :

A.Q.D.R. de Chertsey, Paul Paquin, président
APELF de Chertsey, Éric Labbé, président
Association du lac à Lunette, Réal Bernier, président
Association des handicapés de Chertsey, Jean-Guy Rioux, président
Association des pompiers volontaires, René Demontigny, président
Association des propriétaires de Beaulac, Paul Paquin, président
Association des propriétaires de Grande-Vallée, Claudette Loiseau, présidente
Association des propriétaires du Domaine des Chutes, Camil Miljours, président
Association des propriétaires du Domaine du Joug, Nicole Ouellet, présidente
Association des propriétaires du Lac Beaulne, Daniel Curran, président
Association des propriétaires du Lac Brûlé, Luc Caissy, président
Association des propriétaires du Lac Burton, Fernand Marcoux, président
Association des propriétaires du Lac Chantelle, Claude Saint-Pierre, président
Association des propriétaires du Lac Jaune, Claude Cournoyer, président
Association des propriétaires du Lac Mooney, Jacques Lavigne, président

Association des propriétaires du Lac Napoléon, Monique Guy, présidente
Association des propriétaires du Lac Réjean, Oscar Bouchard, président
Association des propriétaires du Neuvième Lac, Yvon Paquette, président
Association des propriétaires du Septième Lac, François Houle, président
Centre Communautaire Bénévole de Matawinie, Lucien Barré, président
Cercle des fermières, Nicole Ouellet, présidente
Club de l'Âge d'Or de Beaulac, Lise Gaulin, présidente
Club de l'Âge d'Or de Chertsey, Raymond Turcotte, président
Club de Motoneige Cherneige Inc., Robert Martel, président
Club Optimiste de Chertsey, Manon Lamoureux-Morin, présidente
La Maison des Aînés de Chertsey, Claude Nadeau, président
Les Filles d'Isabelle, Reina Tremblay, régente
Les Montagnards de Chertsey, Gérard Langlais, président
Les Porteurs de Flambeau, Manon Dubé, présidente
Solidarité Nouvel Âge Chertsey, Louise Rousseau, présidente

Chapitre dixième

L'économie locale

Le commerce

Le but de la création d'un village est de rassembler des gens et des services. Parmi les services à la population, les commerces et les boutiques d'artisans constituent le noyau de base d'une collectivité urbaine, avec l'église et l'école.

Bien que les premiers artisans se soient établis au village Lafontaine en 1856, la concentration des activités commerciales au village actuel remonte à 1869. Voici, à différentes époques, les noms des notables, commerçants et artisans de Chertsey. Ces renseignements sont tirés des *Annuaire Lovell de la Province de Québec* pour les années indiquées ci-dessous.

1857

En 1857, Chertsey compte une population de 800 habitants et la poste est livrée une fois par semaine. Les notables de l'endroit sont :

Magloire Granger, maître de poste, marchand-général et conseiller municipal
Thomas Holtby, cultivateur et conseiller municipal
Jean Laprairie, propriétaire du moulin à scie et conseiller municipal
Olivier Leblanc, conseiller municipal
James Masson, conseiller municipal
Cyrille Morin, propriétaire d'un moulin à scie et maire
Daniel Truesdell, propriétaire d'un moulin à scie et conseiller municipal

1871

En 1871, la population locale atteint 1 871 habitants, la deuxième en importance dans le comté de Montcalm. Le village de Chertsey est situé à 57 milles de Montréal. Les notables, commerçants et artisans sont :

Archambault, François, fermier
Breault, Élie, secrétaire-trésorier de la municipalité et de la commission scolaire
Cooping, John, conseiller municipal
Coutu, Alexis-Henri, curé

Daviault, Clément, conseiller municipal
Dusablé, Joseph, huissier
Émond, Michel, peintre
Gagnon, Louis, forgeron
Gaudet, Louis, forgeron
Giguère, Pierre, propriétaire d'un moulin à scie
Granger, Charles, maître de poste à Chantelle
Granger, Davis, commissaire d'école
Holtby, Thomas, maire de la municipalité et cultivateur
Lachapelle, Joseph, cultivateur
Landreville, Pierre, cultivateur
Laneuville, Pierre, cultivateur
Latendresse, Charles, commissaire d'école
Lépine, Marcel, marchand et maître de poste de Saint-Théodore
Magneron, Georges, commissaire d'école
Mercier, François, propriétaire d'un moulin à scie et à farine
Morin, Cyrille, juge de paix et propriétaire d'un moulin à scie
Morin, Delphin, conseiller municipal
Morin, Pierre, conseiller municipal
Perreault, Urgèle, contremaître des routes de colonisation
Richey, William, commissaire d'école
Riopel, Louis, conseiller municipal
Riopel, Louis, juge de paix et conseiller municipal
Riopel, Octave, cordonnier
Truesdell, Daniel, jr., propriétaire d'un moulin à scie

1890-1891

En 1890, Chertsey compte une population de 2 000 âmes. La municipalité compte deux moulins à farine et cinq moulins à scie, une église et plusieurs commerces. Les principaux commerçants sont :

Bélaïr, Uldège, propriétaire d'un moulin à scie
Bélaïr, Pierre, propriétaire d'un moulin à scie
Beauregard, Ludger, marchand général
Daly, Patrick, cordonnier
Dupuis, Frank, boulanger
Foucher, Gilbert, propriétaire d'un moulin à farine
Gaudet, Jean-Louis, forgeron

Grégoire, Edmond, transporteur
Laferrière, Révérend Olivier, curé
Lajeunesse, Alcide, marchand général
Lapierre, Olivier, marchand général
Lapierre, Olivier, menuisier
Mercier, François, menuisier
Morin, André, propriétaire d'un moulin à scie
Morin, André, maître de poste et marchand général
Prévost, Jules, propriétaire d'un moulin à scie et à farine
Thouin, Prosper, cordonnier
Tracy, Thomas, transporteur
Varin, Joseph, propriétaire d'un moulin à farine

1915-1916

Beaugard, Joseph, maire de la municipalité
Deschênes, Révérend Élie, curé
Dupuis, Ignace, épicier et maître de poste
Galarneau, Joseph, épicier



Le magasin général de Gaspard Galarneau vers 1920.

Guimond, Téléphore, marchand général
Perreault, Théophile, épicier

1970

Les noms des commerçants de 1970 ont été tirés des annonces commerciales du livre *Centenaire de Saint-Théodore de Chertsey*, publié en 1970 par Gaston Perreault.

Beaulac excavation Enr., D. Morin à Beaulac
Beaulac plomberie et chauffage, R. Liboiron à Beaulac



Intérieur du magasin de Joseph Dupuis, dans les années 1950.

Christian Riopel, ameublements au village
Denis Grenier, excavation à Beaulac
Épicerie Aubé, Edgard Aubé au village
Épicerie Gareau, Henri Gareau au Lac Michel
Épicerie Lymburner, A. Lymburner au Pont du Gouvernement
Épicerie Miron, Gérard Miron, au 3^e rang
Épicerie Morin, Hermas Morin au lac Morin
Épicerie Riopel, André Riopel au village
Garage Hercule Bélisle
Gaston Perreault, excavation générale
Hôtel Chertsey, R. Poudrier, au village
Hôtel de Beaulac, A. Boulanger, à Beaulac
Hôtel Deslongchamps à Beaulac
Hôtel du Lac Mooney, Noël Hayes
Hôtel du Lac Paré, Robert Gauthier à Lac-Paré
Jacques Lafortune, laiterie sanitaire au village
Jean Riopel Inc., scierie et matériaux de construction
Lanouette et fils, marchand général au village
Marché Beaulieu au village
Marché Lussier, Paul Lussier au village



La première station service de Chertsey, propriété d'un nommé Morin.

Michel Tremblay Enr., matériaux de construction au village
Paul De Carufel, boulanger et pâtissier au village
Raymond Sicard, barbier au village
Restaurant Chertsey, Roch Geoffroy, au village
Restaurant Manon, Victor Raquepas au village
Roland Morin, entrepreneur en excavation au village
Salon de coiffure Laurette au village
Station service Pierre Borne au village
Station service Fina, Stanley Ritchie au village



Le magasin général de Gédéon Galarnau, vers 1935,
à l'angle de la route 18 et de la rue de l'Église.

L'industrie forestière

L'industrie forestière a toujours été étroitement liée à l'économie de la région. Le bois constitue une ressource naturelle facilement exploitable pour devenir la première industrie du canton de Chertsey.

Vers 1840, les habitants de Rawdon entreprennent les premières coupes de bois. L'un des plus importants producteurs de la région est Jedehias Dorwin (il donna



Sur la rivière Burton, le moulin à scie et à farine de Joseph Varin vers 1902.
Le moulin est par la suite la propriété de Louis Tremblay.

son nom aux chutes Dorwin de Rawdon). Il possède une importante scierie sur la rivière Ouareau et pratique des coupes de bois dans les sept premiers rangs du canton.

Quelques années plus tard, au début de 1850, deux moulins à scie font leur apparition dans le canton de Chertsey. Le premier, propriété de John Laprairie, est situé dans le 3^e rang, sur la rivière Burton. Monsieur Laprairie investit une somme de 25 livres sterling (120 \$) pour la construction de sa scierie. Le second moulin, propriété de Charles Landreville, âgé de 36 ans en 1851, est situé sur la rivière Jean Venne dans le 5^e rang. La scierie de monsieur Landreville produit 1 000 pieds de bois en 1851.

Dès la création du village Lafontaine en 1856, d'autres scieries sont construites sur le territoire. On retrouve alors les moulins de Magloire Granger, Cyrille Morin, Daniel Truesdell et Joseph Grégoire. Tous ces moulins sont situés sur les rivières Burton et Lafontaine. La grande roue motrice actionnée par l'eau fait fonctionner des scies verticales qui permettent de fabriquer des madriers et des planches nécessaires à la construction des maisons et des granges.

En 1911, Louis Tremblay construit un moulin plus moderne et capable de produire une plus grande quantité de bois de construction sur la rivière Burton. Ce moulin cesse de fonctionner vers 1966. En 1948, Léo et Hermas Tremblay en construisent un deuxième en bas du village. En 1951, Jean Riopel installe, au nord du village, une importante scierie. Michel Tremblay ouvre un magasin de matériaux de construction en 1965 et une scierie en 1969. Ce moulin est détruit par un incendie à la fin de mai 1974.



Les chantiers à la grande jetée vers 1945.
Sur la photo, Adolphe Flageol.

Avant les années 1930, les hommes de Chertsey travaillent en grande majorité dans les chantiers, comme bûcherons ou draveurs. La drave se fait sur toutes les

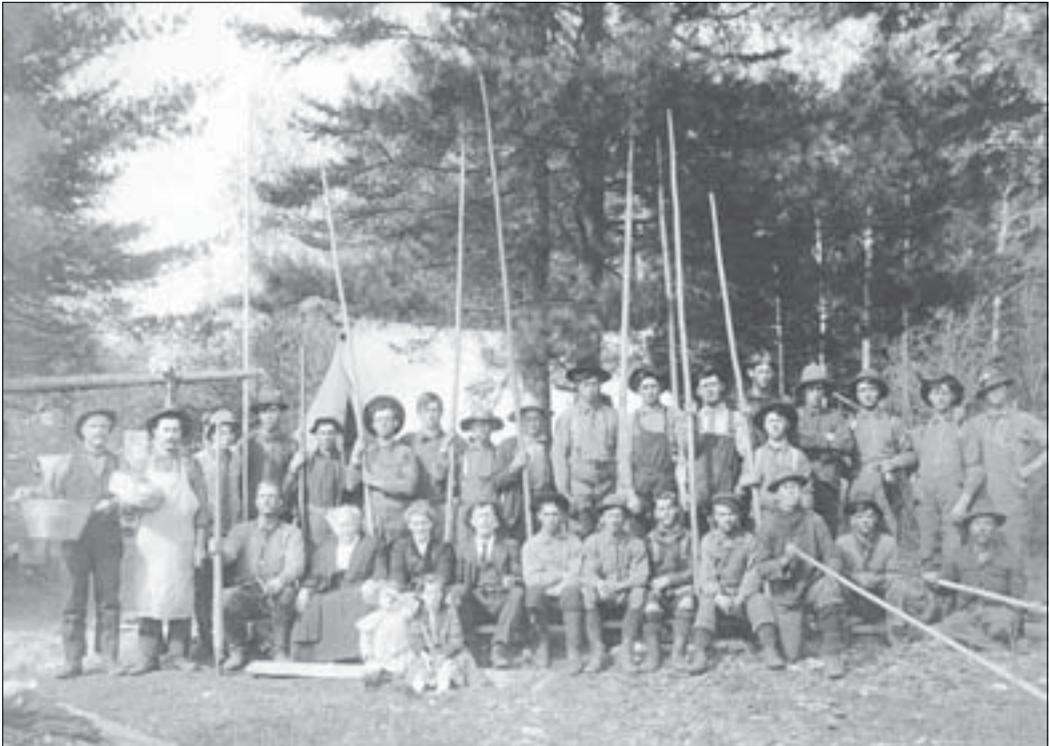


Les chantiers sur la rivière Ouareau en 1930.

rièreres de la région : Jean-Venne, depuis Saint-Émile jusqu'à la rivière Ouareau, Burton, du bout du village jusqu'à la rivière Ouareau. Sur cette rivière, la plus importante de la région, la drave débute à Saint-Donat pour se terminer à Saint-Liguori et quelquefois à L'Assomption.

Les chantiers débutent avec la fin des récoltes pour se terminer à la fonte des neiges au printemps. À Chertsey, les hommes se rendent généralement dans la région de Saint-Donat, où les réserves forestières sont assez importantes pour assurer une rentabilité des coupes. Sur place, ils sont engagés par des *jobbers* qui vendent le bois à de grandes sociétés forestières, comme la McClaren ou la Consolidated.

Les chantiers sont établis à proximité des ruisseaux et des rivières, permettant ainsi la drave au printemps. Le bois est alors flotté vers les moulins du sud par la rivière Ouareau et la rivière L'Assomption.



Camp de draveurs sur la rivière Ouareau.

La prolifération des coupes à blanc, l'éloignement des sites d'approvisionnement et l'avènement du transport par camion éliminent la drave dans la région au cours des années 1950. Comme les coupes se font de plus en plus au nord, la rivière Matawin et le Saint-Maurice constituent maintenant un réseau hydraulique plus rentable pour acheminer le bois aux scieries et aux papeteries de La Tuque et de Trois-Rivières. La rivière Ouareau retrouve son calme. Ses rapides demeurent les seuls témoins de cette époque remplie d'histoires de chantier et de drave.

La potasse a été dans le passé une industrie artisanale florissante à Chertsey. Plusieurs colons fabriquent de la potasse pour augmenter leurs revenus. Selon les anciens, fabriquer de la potasse, c'était presque un art. En voici la recette :

Les colons abattaient les arbres de la forêt, puis faisaient brûler ce bois ; de la cendre, ils fabriquaient de la potasse ou de la perlasse. Ils l'échangeaient contre des provisions ou de l'argent.

La potasse que l'on appelait Black Salt ou simplement Salt était obtenue en faisant bouillir de la lessive de cendre de bois jusqu'à la consistance. Une fois refroidie, on pouvait la garder dans des auges de bois ou des paniers.

Une fois le produit fini, on le transportait vers les grands centres, comme Montréal, chez des manufacturiers de détersif.

Octave Riopel (1830-1909) et son fils Émile Riopel (1884-1979) fabriquent de la potasse avec des résidus de cendre qu'ils cueillent dans les maisons du village. Ils produisent deux à trois quarts de potasse par année, qu'ils vont vendre à Montréal. Cette industrie cesse au cours des années 1930 en raison d'innovations récentes qui remplacent ce produit comme détersif.

L'agriculture et l'élevage

Bien que l'industrie forestière représente une source de revenus importante pour les premiers colons, il ne faut pas oublier que Chertsey a été fondé pour développer une agriculture sur ces nouvelles terres du Nord.



L'agriculture à Chertsey au cours des années 1930.

Il faut souligner que l'agriculture que l'on y pratique est davantage une agriculture de subsistance. À part quelques terres, situées au sud du village Lafontaine et celles situées dans le troisième rang, bien peu de lots sont propices à l'agriculture. Ce n'est que grâce à leur ténacité et leurs efforts soutenus que les colons de Chertsey réussissent à produire des céréales et des légumes. Voici la production agricole du canton de Chertsey en 1851 :

Blé :	18 acres produisant 72 boisseaux
Orge :	14 acres produisant 65 boisseaux
Avoine :	368 acres
Sarrazin :	89 acres
Pomme de terre :	92 acres

Les agriculteurs produisent également, mais en quantité limitée, du seigle, du maïs et quelques autres produits de la terre. Durant la décennie 1851-1861, l'élevage occupe une place importante dans la vie des pionniers. Les recensements de 1851 et de 1861 indiquent un progrès certain en dix ans.

Cheptel	1851	1861
Bœufs	19	38
Vaches	77	255
Veaux	32	201
Chevaux	43	113
Moutons	41	239
Porcs	105	213

Cette augmentation des animaux de ferme est constante jusqu'en 1880. Quant aux terres en culture, la production se stabilise autour des années 1900, où 37 000 acres de terre sont en culture. Par la suite, on assiste à l'exode vers la ville et vers les États de la Nouvelle-Angleterre. Plusieurs familles de Chertsey abandonnent leur terre pour aller travailler dans les usines de la ville et dans les filatures américaines.

En 1931, on dénombre 88 cultivateurs sur une population de 695 habitants. Dix ans plus tard, on ne compte que 94 agriculteurs sur une population de 925 habitants. La production est presque essentiellement vendue localement tandis que l'élevage du bétail et des volailles demeure une production de subsistance. Les principales zones de production agricole sont concentrées dans les trois premiers rangs du canton.



Bâtiment de ferme et bétail dans le 5^e rang, vers 1940.

L'agriculture est encore apparente après la seconde guerre mondiale, mais elle cesse complètement au cours des années 1960. Quant à l'élevage, il subit le même sort. En 1972, seul Paul Rivest possède encore quelques vaches.

L'industrie minière

En 1860, Chertsey connaît sa course vers l'or. Plusieurs personnes creusent des puits afin de découvrir le précieux métal jaune. Pour donner une idée générale de l'industrie minière dans la région, le géologue Paul-Émile Côté rapporte ce qui suit dans son rapport no 93, rédigé en 1960 :

On a beaucoup parlé d'or dans cette localité durant les années qui ont suivi 1860 ; quelques excavations ont été creusées par ci par là, mettant à jour de la pyrite de fer. Un moulin à brocart fut construit sur une rive de la rivière Ouareau pour traiter ce minerai.

Bien que ces excavations soient abandonnées depuis longtemps, les habitants parlent encore d'or et mentionnent volontiers, l'un la Mine à Aumont, l'autre la Mine à Patrick. Nous avons pris des échantillons aux excavations mentionnées et tous les résultats furent négatifs tant qu'à l'or.

Dans un autre rapport préparé par le géologue Adams en 1896, on parle également de l'or de Chertsey. Il mentionne que vers 1856, une compagnie locale entreprit une excavation sur le lot 11 du 4^e rang de Chertsey, mais les résultats furent nuls.

En 1866, on entreprend une importante excavation sur le lot 15 du 5^e rang en vue de découvrir de l'or. L'installation, dont le coût se chiffre à près de 11 000 \$, est fermée en 1870 parce qu'on ne pouvait couvrir les frais. On fait d'autres essais en vue de découvrir de l'or sur les lots 7 du 5^e rang ainsi que sur des lots du 7^e rang.

On découvrit du fer sur les lots 6 des 5^e et 6^e rangs et le lot 8 du 10^e rang, du mica sur le lot 1 du 3^e rang, mais en quantité très minime et inexploitable commercialement. On rapporte également la découverte de titane dans la partie sud-ouest du canton. Des travaux d'exploitation ont été entrepris entre 1953 et 1956 par la compagnie Laurentian Titanium Mines Limited, mais sans résultat.

L'industrie touristique

À Chertsey comme ailleurs dans les Laurentides et dans les Cantons de l'Est, l'industrie touristique a transformé l'économie de plusieurs régions du Québec. Après l'essoufflement de l'agriculture et de l'élevage, le départ d'une partie de la population vers les grands centres et les États américains, le tourisme apparaît comme une mine d'or pour le développement économique de la région.

Vers 1920-1930, les premiers touristes arrivent dans les régions de Beaulac et du 7^e lac. Plus tard, vers 1940-45, plusieurs autres régions accueillent les villégiateurs, mais le plus important mouvement se fait sentir entre 1955 et 1960. Au cours de

ces années, la région connaît un tel développement qu'elle a vu sa population touristique tripler et même quadrupler.

Des domaines, comme celui du lac Paré, sont développés par l'entreprise privée pour créer de nouvelles zones de villégiature où des milliers de résidences secondaires sont construites aux abords des lacs et des rivières. Le chalet est devenu un milieu de vie prisé par les citoyens. Cet essor économique permet la création d'une véritable infrastructure touristique pour répondre aux besoins des nouveaux venus.

Des épiceries, des stations-service, des magasins de matériaux de construction et des entreprises d'excavation voient le jour à Chertsey au cours des années 1960. Ces nouvelles industries permettent une reprise économique importante pour un village comme Chertsey. Dans le chapitre consacré au domaine du lac Paré, on pourra suivre le développement de cette industrie dans plusieurs secteurs du canton comme à Beaulac, au lac Jaune, au 7^e lac, au Pont du Gouvernement, à Grande-Vallée, etc.

Les villégiateurs des années 1960-1970 sont devenus en grande partie les résidents d'aujourd'hui. Ils constituent la majorité des citoyens de Chertsey en 2000.

Jean Riopel Inc. - une industrie typiquement locale

Parmi les industries de Chertsey, il en est une qui a connu un progrès considérable et a marqué le développement économique de la région de Chertsey. Il s'agit de Jean Riopel Inc., dont voici l'histoire :

En 1951, Jean Riopel, chauffeur de taxi à Chertsey, décide d'ouvrir une scierie au nord du village de Chertsey. À l'été de 1951, un premier moulin de 50 pieds par 30 pieds, situé près de la route 18, entre en opération. Les approvisionnements en bois de sciage proviennent de terres privées jusqu'en 1956. Par la suite, monsieur Riopel obtient des coupes de bois sur les terres de la Couronne.

À cette époque, le moulin produit quelque 500 000 pieds de bois, vendus à Montréal. En 1956, la production passe à un million de pieds de bois. L'année précédente, Jean Riopel ouvrait son premier magasin. En 1956, ses ventes atteignent 200 000 \$. En 1957, une nouvelle étape est franchie dans la restructuration de l'entreprise par l'obtention d'une charte de compagnie. La même année, on procède à l'installation d'un moulin à rabotage.

Avec l'avènement du tourisme, la compagnie connaît, à partir de 1957, une longue période de prospérité. En 1959, on construit des entrepôts pour le matériel. En plus d'administrer son entreprise, Jean Riopel est élu maire de Chertsey en 1961. Il occupe cette fonction jusqu'en 1965.

En 1963, il procède à la construction d'un nouveau magasin de 40 pieds par 90 pieds (ancien local du CLSC) afin de desservir une clientèle toujours croissante. Avec ces améliorations, le chiffre d'affaires passe à plus d'un million de dollars, la production atteint 1 500 000 pieds de bois et l'industrie emploie quinze employés.

Une nette progression de l'entreprise marque les années qui suivent. De plus en plus, Jean Riopel Inc. s'affirme comme un promoteur de l'économie locale et provinciale en formant, en 1966, la chaîne Dismat afin d'augmenter son pouvoir d'achat.

Le 15 avril 1971, un violent incendie détruit le moulin de rabotage. Les pertes sont évaluées à plus de 100 000 \$. Sans perdre de temps, Jean Riopel décide de reconstruire la scierie dès l'été de 1971, grâce à une subvention de 39 000 \$ du ministère fédéral de l'Expansion économique et régionale. Les investissements sont de l'ordre de 250 000 \$. Dès la réouverture, la production atteint 3 500 000



Photo : Point du Jour Aviation, Jean-Marie Cossette

Jean Riopel Inc.

pieds de bois et l'approvisionnement provient des terres publiques situées dans la région de Saint-Donat et de Saint-Michel-des-Saints.

En 1972, l'entreprise reconstruit le moulin de rabotage et, en 1973, la compagnie se lance dans la fabrication de fermes de toit. À l'automne de 1975, il est décidé de construire un nouveau magasin afin de mieux répondre à la clientèle toujours en croissance. La location de l'ancien magasin au CLSC Joli-Mont facilite cette décision. C'est alors que l'on décide d'investir près de 250 000 \$ dans la construction du nouvel édifice qui sera inauguré officiellement en octobre 1976. En 1978, Yvon Riopel prend la relève de son père comme président de la compagnie.

Un second désastre vient frapper l'entreprise le 27 septembre 1978. Un incendie majeur détruit de nouveau la scierie. Les pertes se chiffrent à quelque 500 000 \$. Une décision immédiate est alors prise, il faut reconstruire. Les travaux débutent le 27 octobre suivant et le moulin entre en production le 15 avril 1979, à peine six mois plus tard.

En 1979, Jean Riopel Inc. représente une véritable force économique pour la région. La production de la scierie atteint 12 millions de pieds de bois et le chiffre d'affaires s'élève à 5 000 000 \$. Plus de 80 personnes, dont les deux tiers de Chertsey, travaillent pour l'entreprise en 1979.

Les années quatre-vingt sont marquées par la stabilisation de l'entreprise, qui évolue au fil de la production et du développement des marchés. En 1996, le CLSC quitte le local de la route 125 pour s'établir au village, laissant inoccupé l'édifice qui avait servi de premier magasin à l'entreprise.

L'année 1997 constitue probablement un tournant important dans le développement de l'entreprise chertsoise. La location du magasin d'Eugène Monette (BMR) en mai 1997 et la construction du nouveau siège social de l'entreprise, en août de la même année, sont des événements marquants pour Jean Riopel Inc. Du côté de la scierie, des améliorations technologiques importantes sont apportées aux méthodes de production. En 1998, une nouvelle machine permettant le sciage optimisé est installée et, en 1999, une nouvelle table de triage automatique permet d'améliorer la production.

Aujourd'hui, Jean Riopel Inc est une compagnie privée, présidée par Yvon Riopel, le fils du fondateur, Jean Riopel, décédé en 1996. La compagnie, qui emploie

quelque 35 personnes, demeure la principale industrie de la région. La production annuelle de planches et de madriers d'épinette et de sapin atteint 30 millions de p.m.p. Cette production est vendue au Canada (Québec et Ontario) dans une proportion de 90 % tandis que 10% est exportée aux États-Unis.

Jean Riopel aura été un homme tenace qui a réalisé un projet dont l'ampleur déborde les cadres de la collectivité locale.

La forêt Ouareau

En 1968, le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, dirigé par Gabriel Loubier, demande à la firme Consultex d'effectuer des études sur l'implantation possible de parcs ou de secteurs récréatifs dans les Laurentides. Au terme de l'étude, la firme recommande la création d'un parc dans la partie est du canton de Chertsey. Par la suite, le gouvernement fait préparer un plan directeur du futur parc.

En 1970, un autre projet se dessine en vue de la création d'un parc récréatif dans la partie nord du canton de Chertsey. Il s'agit de l'aménagement du parc de la forêt Ouareau. Pour promouvoir ce projet d'envergure régionale, un comité intermunicipal, regroupant les municipalités de Chertsey, Entrelacs et Notre-Dame-de-la-Merci, est mis sur pied en juin 1974. La municipalité de Saint-Côme se joindra au projet quelques années plus tard. La même année, le comité intermunicipal prépare, en collaboration avec le Conseil Régional de Développement, un projet défini de parc couvrant une superficie de 55 milles carrés de terres publiques à aménager à des fins récréatives. En mai 1975, le rapport final est déposé aux autorités de l'OPDQ et du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

En 1976, en réponse aux pressions régionales, le gouvernement dévoile publiquement son projet de parc de Chertsey, projet qui ne reçoit pas l'assentiment du comité intermunicipal ni du CRD. En 1977, un compromis est accepté par les deux parties. On accepte d'intégrer la forêt Ouareau et le parc de Chertsey dans un projet commun. Quelques mois plus tard, le comité intermunicipal revient sur ses positions et demande aux autorités que seul le projet de la forêt Ouareau soit mis de l'avant selon le projet initial de 1974. Le principal argument soulevé par le comité concerne les coûts prohibitifs des expropriations à réaliser au lac Chertsey.



La rivière Ouareau, la plus importante du canton, dont la signification algonquienne est : «au lointain».

En 1977, le gouvernement décide d'investir, par le biais de son programme d'emplois nouveaux, une somme de 100 000 \$ puis un autre montant de 61 000 \$ dans le cadre de son programme de relance économique. L'année suivante, la firme d'architectes paysagistes Lise Cormier et Chantal Prud'homme présente un premier plan directeur attribuant la vocation récréative à la majeure partie de la forêt Ouareau.

En 1979, une entente de principe survient entre les autorités gouvernementales et le comité pour l'aménagement du territoire. En mars 1979, une nouvelle subvention de 100 000 \$ est accordée pour l'élaboration des travaux d'infrastructure. Une partie de cette somme est consacrée à la préparation d'un concept d'aménagement et d'un plan directeur. Ces devis sont complétés en juillet 1979.

Au début des années 1980, des investissements majeurs en terme d'infrastructures récréatives sont effectués sur le territoire, mais le retrait du MTCP, la même année, réduit considérablement le développement du parc et menace son avenir. Suite à la création de la MRC de la Matawinie en 1982, l'élaboration d'un premier schéma d'aménagement connaît son aboutissement en mai 1988. À l'encontre

des attentes régionales, le ministère des Ressources naturelles autorise les compagnies forestières à exploiter les forêts du parc en 1989. La forêt Ouareau vient de perdre son statut de forêt domaniale, enlevant ainsi toute chance de voir ce territoire soumis à une planification globale. Depuis cette date, 14 compagnies ont obtenu des droits de coupes pour une période de 25 ans.

Dans ce contexte, les cinq municipalités (Entrelacs, Notre-Dame-de-la-Merci, Chertsey, Saint-Côme et Saint-Alphonse) membres de la Corporation de la Forêt Ouareau demandent au gouvernement de désigner le territoire forêt habitée. En 1995, un protocole d'entente est signé entre la corporation et le ministère des Ressources naturelles, faisant de la forêt Ouareau une des rares forêts habitées du Québec.

Entre 1995 et 1998, plusieurs études sont faites pour déterminer la vocation du territoire de 150 km² de la forêt Ouareau et établir le mode de gestion des ressources forestières et fauniques. À l'été 1999, la MRC de la Matawinie entreprend les démarches pour la mise en marche du processus de création du Parc régional de la forêt Ouareau. Le 11 novembre 1999, le conseil d'administration du parc vote la dissolution de la corporation après avoir conclu des ententes de fournitures de services avec la MRC. Cette dernière mandate l'organisme Randonnée pédestre Matawinie, dirigée par Pierre Poirier, pour gérer et développer le territoire de la forêt Ouareau.

Chapitre onzième

Lac Paré : un domaine, une municipalité, un secteur

La municipalité de la paroisse du Lac-Paré a été fondée le 1^{er} juillet 1949. Elle a existé jusqu'au 31 décembre 1991, année de sa fusion avec Chertsey. C'est à partir d'un domaine, situé au centre du canton, que des promoteurs immobiliers obtiennent une charte municipale pour le Domaine du Lac Paré. Pendant 43 ans, ce territoire est administré par un conseil municipal dont la plupart des conseillers sont des villégiateurs. Le territoire de la municipalité de Lac-Paré comprenait les lots 11 à 23 du 6^e rang, les lots 17 à 24 des 7^e et 8^e rangs du canton de Chertsey pour une superficie de 11,65 km².

En 1991, une requête commune des municipalités de Lac-Paré et du canton de Chertsey permet la création d'une nouvelle entité municipale à compter du 1^{er} janvier 1992. À cette date, la municipalité de Lac-Paré devient un secteur de Chertsey. Comme le Domaine du Lac Paré est caractéristique des autres centres de villégiature qui se sont développés sur le territoire, voici son histoire.

Les premiers habitants

En 1870, une quinzaine de colons s'établissent sur des lots dans les 6^e, 7^e et 8^e rangs du canton. La plupart d'entre eux ne possèdent que des billets de location émis par le département des Terres de la Couronne. Avec la construction de nouvelles routes, plusieurs autres terres deviennent accessibles aux colons. En 1894, tous les lots des 6^e, 7^e et 8^e rangs sont concédés par billets de location ou par lettres patentes.

Bien que plus de 30 personnes possèdent des lots en 1895, seulement sept ont une résidence permanente sur ce territoire de plus de 3000 acres. Parmi ces familles, on retrouve celle de Jean-Baptiste Bélair, époux de Judith Désilets, sur le lot 20A du 6^e rang, Joseph Guilbault, époux de Sophranie Désilets, sur le lot 20B du même rang, Edmond Gravel, époux d'Olive Breault, sur les lots 18 et 19 du 7^e rang et Olivier Provost, époux de Mélina Brisson, sur les lots 22 et 23 du 7^e rang au lac Robert. Au lac Paré, on retrouve les maisons de Joseph-Euclide Crépeau, époux d'Erméline Lambert, sur le lot 22 et celle de Jean-Baptiste Bourgeois, époux de Marie-Salomé Gareau, sur le lot 23 du 8^e rang.

La première maison construite près du lac Paré a été celle de Joseph-Euclide Crépeau (1861-1936). Ce dernier a fait édifier sa maison, en 1904, par Édouard Fisk, de Rawdon, en échange de la coupe de bois sur sa terre. Dans le contrat, signé entre les deux parties, il était spécifié qu'Édouard Fisk devait construire une maison de 20 pieds par 22 pieds d'une valeur de 100 \$ et que la poignée de porte extérieure



Route de colonisation au lac Michel, dans les années 1930-1940.

devait être en porcelaine blanche. Cette maison, propriété de René Joncas en 1970, est détruite par un incendie en 1977. Elle était située à l'emplacement de la maison construite par Roger Ouellet sur le chemin du lac Paré.

En raison des difficiles conditions de l'agriculture sur ces terres montagneuses et rocailleuses, la plupart des colons ont délaissé leur terre au cours des années 1930 pour s'établir au village de Chertsey ou pour partir vers Montréal.

Les premiers touristes

C'est au cours des années 1930 que les premiers touristes font leur apparition au lac Paré. Victor Castonguay possède un chalet au lac Napoléon, Amédée Thouin et un nommé Beaudry ont des propriétés secondaires au lac Grenier tandis que Josaphat Gougeon, Isaac Poirier et Alphonse Gaudreau ont leur propriété au lac Paré.

Jusqu'en 1940, le chemin, entre la route 18 et le lac Paré, n'est qu'un chemin rudimentaire. Le 28 août 1939, le ministère des Richesses Naturelles octroie une subvention de 2 000 \$ à la municipalité de Chertsey pour améliorer la route du lac Paré. En 1940, les travaux sont exécutés à la suite des pressions d'Hermas Giroux, qui avait construit deux chalets sur les bords du lac Paré. Quelques années plus tard, messieurs Paquette et Langlois construisent deux autres chalets. C'est aussi en 1941 que Roland Lapointe, une figure marquante de la politique municipale, s'installe au lac Grenier.



Le lac Paré en 1944, alors qu'il n'y avait que six chalets aux abords du lac.

L'année 1947 marque le début du développement touristique pour la région du lac Paré. Après avoir acheté plusieurs terres abandonnées par les colons, Maurice Audet (Maurice Cotoni) entreprend la construction de 44 chalets au lac Paré en 1947-1948. Du même coup, il fait construire un restaurant qui est à l'origine de l'hôtel du lac Paré. D'importants investissements sont faits pour créer le Domaine du Lac Paré. De 1949 à 1959, les chalets sont loués aux citoyens de Montréal au cours de la saison estivale.

La chapelle du lac Paré est construite en 1947. Le contrat de construction est accordé le 22 juillet 1947 à un nommé Laforest, de Sainte-Julienne, pour la somme de

22 000 \$. La première messe est célébrée le 11 juillet 1948 devant plus de 150 personnes. Au début, la chapelle porte le vocable de Sainte-Catherine du Lac Paré en l'honneur de l'épouse de Maurice Audet porte le prénom de Catherine.

En 1956, le Domaine du Lac Paré, évalué à plus de 153 000 \$, est vendu lors d'un encan public, à la porte de l'église de Chertsey, pour la somme de 5 000 \$. Toutefois, la transaction est enregistrée pour la somme de 55 000 \$ au bureau d'enregistrement de Montcalm. Cette vente comprend 44 chalets, un restaurant, un hôtel, une chapelle et une quinzaine de terres situées dans les rangs 6, 7 et 8. Le domaine est alors acquis par Robert Gauthier, au nom de messieurs Charles Gauthier, son père, et Ernest Bourassa, tous de de Montréal.

A la fin des années 1950, d'autres promoteurs œuvrent dans le territoire de la municipalité de Lac-Paré, comme ailleurs dans la région : Arès Développement Inc. au lac Napoléon en 1957, au lac Grenier en 1958 et au lac Paré en 1959. New Jasper Development Inc. au lac Paré et au lac Grenier en 1959 et aux lacs Jasper et Michel en 1961.

Ces deux compagnies ouvrent plusieurs chemins entre 1957 et 1961 pour rendre accessibles des terrains destinés à la vente. Ainsi, plus de huit milles de routes secondaires sont construites, souvent sans respecter les règlements municipaux.

De 1958 à 1965, la région du lac Paré connaît un développement sans précédent. On compte 50 chalets en 1958 et 350 en 1965. Au cours des années qui suivent, on observe un ralentissement des investissements en raison des faillites des compagnies de développement.

Les années 1970 sont marquées par une stagnation du nombre de propriétés. Il y a plus de maisons qui sont détruites par des incendies qu'il y a de nouvelles propriétés qui se construisent. Par contre, plusieurs chalets saisonniers sont transformés en résidences accessibles toute l'année, pour profiter des nouvelles activités de loisir hivernales comme la motoneige et le ski de randonnée. La décennie 1980-1990 est caractérisée par une transformation des résidences secondaires en



Première section de l'hôtel du lac Paré, construite en 1947.

résidences principales. Les villégiateurs des années 1960, maintenant à la retraite, quittent la région métropolitaine de Montréal pour s'établir dans la région.

La fondation de la municipalité

L'idée de créer une municipalité à partir d'un domaine touristique n'est pas une nouveauté. D'autres centres de villégiature, comme l'Estérel, ont vu leur territoire établi en municipalité pour répondre à des impératifs touristiques. C'est grâce à l'initiative et à l'influence politique de Maurice Audet que la municipalité de la paroisse du Lac-Paré est officiellement créée en 1949 malgré l'opposition de la municipalité du canton de Chertsey. Voici la chronologie des événements.

En 1947, Maurice Audet, alors propriétaire du Domaine du Lac Paré, rencontre Maurice Tellier, député de Montcalm, et lui annonce son projet de former une municipalité dans la région du lac Paré. Monsieur Tellier, alors député de l'Union Nationale, trouve le projet intéressant et accepte d'apporter son aide au promoteur.

Au cours de l'été 1948, Maurice Audet fait signer une pétition demandant l'érection du territoire concerné en municipalité. En septembre 1948, les requérants : Maurice Audet, agent d'immeuble, Gabriel Lepage, bourgeois, Alfred Hurtubise, agent d'assurance, et Roland J. Labelle, courtier, engagent l'étude d'avocats Sylvestre, Lacroix et Pelletier, ayant leurs bureaux au 4, est, rue Notre-Dame à Montréal, comme procureurs des demandeurs.

Le 20 décembre 1948, un premier avis paraît dans la *Gazette officielle du Québec* demandant l'érection d'un territoire sous le nom de municipalité du Lac Paré. Le 23 décembre 1948, l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* paraît dans un journal de la région en français et en anglais. Le 22 décembre 1948, les requérants font préparer un plan du territoire à ériger en municipalité par l'arpenteur G. Dorais, à partir du plan du cadastre officiel du canton de Chertsey.

Le 3 janvier 1949, le conseil municipal de Chertsey s'oppose fermement au démembrement de son territoire et à la création d'une municipalité. La présente résolution est adoptée par le Conseil :

Il est proposé par le conseiller Jean Riopel, secondé par le conseiller Jean-Paul Lajeunesse qu'après avoir pris connaissance d'un avis public publié dans les journaux à l'effet que certaines personnes veulent détacher une partie de la municipalité du canton de Chertsey pour former une municipalité sous le nom de municipalité du Lac Paré.

Nous nous opposons catégoriquement et formellement que cela soit fait car ce serait une perte considérable pour la municipalité et une grande injustice et que nous chargeons maître Georges Sylvestre de Joliette pour défendre notre cause à la législature du Québec et cela à la prochaine session.

Au début de janvier 1949, maître Émé Lacroix, procureur des demandeurs, fait inscrire le projet de loi au Comité des bills privés de la législature provinciale. Le 15 janvier 1949, un deuxième avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un journal de la région, conformément à la loi qui exige la publication de deux avis dans une période de 30 jours.

Le 24 janvier 1949, lors de l'assemblée des conseillers de Chertsey, il est proposé que la résolution passée à la dernière assemblée soit maintenue. Le 7 février 1949, à une assemblée de la municipalité du canton de Chertsey, il est proposé qu'une somme de 50 \$ soit versée à maître Georges Sylvestre pour défendre la cause de la municipalité.

Après plusieurs tractations entre les avocats des deux parties, une entente intervient en février 1949 entre l'avocat des demandeurs, maître Émé Lacroix, et celui des défenseurs, maître Georges Sylvestre. Cette entente est la suivante :

- 1- Que la municipalité du canton de Chertsey ne s'opposerait plus à l'incorporation de la municipalité de Lac-Paré si les demandeurs acceptent les modifications suivantes :
- 2- Que les demandeurs ne désirent plus incorporer le territoire de la nouvelle municipalité en corporation scolaire.
- 3- Que les demandeurs ne désirent plus incorporer en municipalité les lots 11 a - 12 - 13 - 14 - 15 - 16 et 17 du 5^e rang du canton de Chertsey et qu'ils s'en tiennent aux lots cités dans les rangs 6, 7 et 8 du canton de Chertsey.
- 4- Que la future municipalité de Lac-Paré s'engage à payer en dédommagement à la municipalité du canton de Chertsey la somme de 2 900 \$ dont 500 \$ lors de la sanction de la loi et 2 400 \$ en vingt versements de 120 \$ par année pour les pertes de revenus occasionnées à la municipalité du canton de Chertsey.

Le 8 mars 1949, le premier ministre Maurice Duplessis convoque une assemblée spéciale du comité des bills privés pour étudier le bill du Lac Paré (bill 29). Au cours de la séance, Maurice Tellier parraine le projet de loi, qui est adopté par les 21 députés qui siègent sur ce comité.

Une fois le projet de loi adopté par le Comité, il est présenté au Conseil législatif, qui l'adopte sans modification. Le 10 mars 1949, la loi érigeant la municipalité de la paroisse du Lac Paré, chapitre 105, est sanctionnée par l'Assemblée législative du Québec.

Le 8 juin 1949, Maurice Tellier, député de Montcalm, transmet une lettre au sous-ministre des Affaires municipales, Émile Morin, indiquant que les promoteurs souhaitent que le premier conseil soit nommé par un arrêté ministériel, et il suggère les noms suivants : J.-Arthur Côté, employé à la Brasserie Carling de Montréal, maire, messieurs Patrick Labelle, Gabriel Lepage, Roland Labelle, Robert Laurin, Jean-Paul Dubreuil et Réal Dubreuil à titre de conseillers.

Entre-temps, Alfred Hurtubise, dont le nom figure pour la fonction de secrétaire-trésorier, fait parvenir une lettre au ministre des Affaires municipales, informant ce dernier qu'il ne peut accepter la charge de secrétaire-trésorier en raison de ses nombreuses occupations qui le retiennent à l'extérieur de la province.

Le 1^{er} juillet 1949, la loi entre en vigueur avec obligation que les taxes soient payées à la municipalité de Chertsey jusqu'au 31 décembre 1949, en vertu de l'article 11 de la loi. En contrepartie, la municipalité du canton de Chertsey doit continuer de fournir tous les services municipaux ordinaires jusqu'au 31 décembre 1949.

La loi érigeant la municipalité prévoyait que le premier conseil municipal devait être élu le deuxième mercredi de juillet 1949. Comme l'élection n'a pas eu lieu à cette date, le lieutenant-gouverneur nomme, le 3 août 1949, par l'arrêté en conseil 823, les personnes suivantes : J.-Arthur Côté, maire, messieurs Jean-Paul Dubreuil, Gabriel Lepage, Réal Dubreuil, Robert Laurin, Roland-J. Labelle et Patrick Labelle, conseillers.

La première assemblée a lieu le 21 décembre 1949 à la suite 314 du 132, ouest, rue Saint-Jacques à Montréal. Au cours de cette assemblée, le Conseil engage Gaston Rochon comme secrétaire-trésorier de la municipalité au salaire de 60 \$ par mois.

Le maire J.-Arthur Côté et les conseillers sont assermentés le 21 mars 1950. L'organisation municipale prend forme et, au cours de cette même assemblée, le Conseil attribue différentes tâches : Albert Tremblay reçoit le titre d'inspecteur de la voirie, Antonio Champagne, inspecteur des mauvaises herbes et David Miron, inspecteur agraire. On nomme également messieurs Maurice Audet, René Forest et Émery Poudrier comme évaluateurs.

Les débuts de la municipalité sont difficiles, la grande majorité des conseillers démissionnent après trois ou quatre assemblées. Les villégiateurs qui louent des

chalets ne sont pas tellement intéressés à s'occuper des activités municipales. En 1951, les réunions du conseil municipal se tiennent dans la maison de Joseph Guilbault au lac Michel.

Une lente progression

En 1953, les propriétés de la municipalité sont évaluées à 81 615 \$. Les dépenses s'élèvent à 3 885 \$, dont une bonne partie sert à rembourser les frais de l'érection de la municipalité. Par ailleurs, la municipalité de Lac-Paré doit contribuer pour la somme de 48,97 \$ au conseil de comté de Montcalm.

De 1953 à 1960, la municipalité de Lac-Paré administre un territoire sur lequel très peu de progrès se manifestent. Le nombre de propriétés demeure sensiblement le même jusqu'à l'arrivée des promoteurs immobiliers au début des années soixante. Roland Lapointe, maire depuis 1951, formule des réticences quant au développement de la municipalité. Avec l'arrivée de nouveaux villégiateurs propriétaires, la politique municipale prend une orientation bien différente. L'administration municipale est contestée et des partis politiques se forment pour prendre le pouvoir.

L'élection du 13 juillet 1964 amène une nouvelle équipe au Conseil, dirigée par Marcel Bourdon, un homme d'affaires de Montréal-Nord. C'est le début de véritables enjeux politiques qui opposent les partisans du développement à ceux qui préfèrent la quiétude. De 1964 à 1972, des progrès significatifs sont accomplis. Plusieurs règlements municipaux sont adoptés pour régler la construction des routes,

des maisons, la protection de l'environnement, l'aménagement d'un terrain de jeux, les lumières de rues, la gestion municipale, etc.



Les membres du conseil municipal du Lac-Paré en 1964, sous l'administration du maire Marcel Bourdon.

La politique municipale retient l'attention des citoyens, qui assistent parfois à des assemblées mouvementées. L'élection du 17 juillet 1967, qui reporte Marcel Bourdon à la mairie, est contestée en Cours provinciale par le candidat défait, Roland Lapointe. Le 3 novembre 1967, le juge Maurice Breton, de

Joliette, ordonne l'annulation de l'élection et décrète la tenue d'une nouvelle élection pour le 3 décembre 1967. Le juge appuie sa décision sur le fait que l'élection doit se tenir sur le territoire de la municipalité et non pas à l'extérieur comme ce fut le cas pour l'élection de 1967 et les élections précédentes.

Le 13 juillet 1970, Roland Lapointe est défait par le conseiller Jean-Louis Poiré qui siège au Conseil depuis 1962. Le nouveau maire est assermenté le 20 juillet par le secrétaire-trésorier, Marcel Rodier. Quant à Roland Lapointe, il se retire de la vie politique après avoir été maire pendant 17 ans. Il décède à Montréal le 20 juin 1972.

En 1974, la municipalité fête avec éclat son 25^e anniversaire de fondation. En 1975, l'administration municipale décide d'acquérir la machinerie nécessaire à l'entretien de ses routes. Le 3 juillet, le règlement 62 est adopté pour un emprunt de 50 000 \$. La même année, le Conseil se porte acquéreur de deux camions et d'un chargeur sur roues. Pour entreposer cet équipement, la municipalité fait construire un garage en acier de 40 pieds par 50 au coût de 15 000 \$. Le 2 mars 1976, on procède à l'engagement d'un employé permanent, Roger Ouellet, et le 3 mai 1977, d'un employé, occasionnel.

Parmi les autres améliorations locales, il faut mentionner l'installation de panonceaux indiquant les noms de rue et de numéros civiques en septembre 1974, l'adoption de règlements pour l'assainissement des lacs, l'instauration d'un rôle d'évaluation scientifique en 1978 et l'élaboration de règlements de zonage. En 1978, le budget municipal est de 73 427 \$.

En 1979, le Conseil se compose du maire Germain Guillemette, de Denyse Chevrefils, première femme élue au Conseil, Jacques Belleau, Marcel Beauchamp, Georges Gaudreau, René Sabourin et Michel Vaillancourt. Robert Gauthier agit à titre de secrétaire-trésorier et Roger Ouellet comme inspecteur municipal. Le budget de la municipalité s'élève à 67 156 \$ et l'évaluation des biens immobiliers atteint 6 935 700 \$. En 1979, la municipalité de Lac-Paré compte 459 résidences et quatre commerces.

La population résidente 1962-1991

1962 :	14	1976 :	80	1987 :	170
1965 :	18	1979 :	86	1989 :	193
1969 :	36	1982 :	129	1991 :	210
1973 :	52	1985 :	150		

De 1979 à 1988, plusieurs administrations se succèdent au conseil municipal, qui doit voir à la gestion d'un budget qui atteint 134 078 \$ en 1981. De nouvelles préoccupations comme l'enlèvement des ordures, la gestion des édifices et l'entretien des véhicules municipaux entraînent des coûts importants qui mettent en péril les finances municipales, dont les revenus n'augmentent pas au rythme des dépenses.

Pour se conformer aux exigences gouvernementales, l'élection de tous les membres du Conseil, pour un mandat de quatre ans, se tient pour la première fois, en 1988, le premier dimanche de novembre. Jean-Louis Poiré reprend la mairie en remplacement de Roland Chevrefils. Les nouveaux conseillers sont Cécile Pinet, Jean-Guy Marcil, Robert Gauthier, Jean-Louis Mazzarobba, Gilles d'Amour et Guy Chevrette.

Le regroupement

C'est au cours des années 1988-1989 que les premières discussions s'amorcent en vue d'une annexion avec la municipalité de Chertsey. Les raisons qui amènent les citoyens de la municipalité de Lac-Paré à envisager l'annexion sont principalement d'ordre économique. La stagnation du développement, la diminution du nombre de propriétés, l'augmentation des charges publiques et l'impossibilité financière de procéder à l'asphaltage des chemins ceinturant les lacs influencent fortement les citoyens à se regrouper avec Chertsey.

En 1990, un conseil municipal majoritairement favorable à l'annexion enclenche le processus de regroupement des deux municipalités. Le 9 mars 1991, le règlement 91-03 est adopté sur division par le conseil de Lac-Paré. En raison d'un vice de procédure, la résolution est reprise le 11 juin 1991. Comme ce règlement est conforme à la politique gouvernementale en matière de regroupement municipal, que les vœux de la population ont été clairement exprimés, le gouvernement du Québec adopte le décret 1434-91, qui confirme l'abolition de la municipalité du canton de Chertsey et celle de la paroisse du Lac-Paré à compter du 1^{er} janvier 1992 et le remplacement des deux entités par la nouvelle municipalité de Chertsey.

La dernière assemblée du conseil municipal de Lac-Paré a lieu le 9 novembre 1991. Cette réunion marque la fin d'un règne municipal qui aura duré 43 ans. Monsieur Jean-Louis Poiré est le dernier maire et messieurs Roland Chevrefils, Roland Roberge, Jean-Louis Mezzarobba, Marcel Dubois et Guy Chevrette, les derniers conseillers.



Jean-Louis Poiré,
maire du Lac-Paré
de 1970 à 1978,
et de 1988 à 1991.

Natalie Rochon rédige le dernier procès-verbal du conseil municipal. Les archives municipales du Lac-Paré sont déposées au greffe de la municipalité de Chertsey en décembre 1991.

APPENDICE

Les maires de la municipalité du Lac-Paré 1949-1991

Noms	Mandat
J.-Arthur Côté	août 1949 au 3 novembre 1950 (date de son décès)
Maurice Audet	janvier 1951 au 8 juin 1951 (date de son décès)
Roland Lapointe	juillet 1951 à juillet 1964
Marcel Bourdon	juillet 1964 à décembre 1967
Roland Lapointe	décembre 1967 à juillet 1970
Jean-Louis Poiré	juillet 1970 à juillet 1978
Roméo Vézina	août 1978 à juillet 1979
Germain Guillemette	juillet 1979 à juillet 1980
Léo Bernier	juillet 1980 à novembre 1982
Roland Chevretils	novembre 1982 à novembre 1988
Jean-Louis Poiré	novembre 1988 à novembre 1991

Les secrétaires-trésoriers de la municipalité du Lac-Paré 1949 à 1991

Noms	Mandat
Gaston Rochon	21 décembre 1949 à octobre 1951
Henri Marsan	28 novembre 1951 à août 1964
Elphège Poirier	1 ^{er} septembre 1964 à octobre 1969
Marcel Rodier	20 novembre 1969 au 1 ^{er} mars 1979
Robert Gauthier	23 janvier 1979
Pierre Giard	1980 (quelques semaines)
Alice C. Lambert	1980 (quelques semaines)
Robert Gauthier	1980 au 11 décembre 1984
Monique Laliberté	11 décembre 1984 au 14 août 1985
Éva Sauvé	14 août 1985 au 11 décembre 1985
Marielle Rompré-Gagnon	14 décembre 1985 au 9 mars 1990
Natalie Rochon	10 mars 1990 au 9 novembre 1991

Chapitre douzième

La toponymie

Le Québec est riche en toponymes dont les origines sont souvent tirées de son histoire. Dans le canton de Chertsey, les noms de lieu constituent un patrimoine qu'il faut conserver pour les générations futures. Les noms des lacs, des rivières, des montagnes et des agglomérations reflètent l'image d'une région. Les citoyens, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs, ont toujours porté un vif intérêt aux origines des noms géographiques.

Ces noms que nous vous présentons sont tirés, en bonne partie, de l'étude *Répertoire des noms géographiques du canton de Chertsey*, préparée en 1973 par une équipe composée de Pascal Crépeau, Lili Lévesque, Émile Perreault, France Perreault, Gaétane Rivest, Lise Robichaud et François Tremblay, sous la supervision de Marcel Fournier dans le cadre d'un projet d'initiative locale. Il faut aussi souligner la contribution de messieurs Gérard Miron, Hildège Bélair et Raymond Poudrier pour l'apport à l'identification des entités géographiques du canton de Chertsey.

Des 508 noms géographiques analysés dans le répertoire de 1973, nous retiendrons une cinquantaine de toponymes qui concernent les agglomérations rurales, les rivières, les lacs, les chutes et les rapides, les côtes et les ponts.

Les agglomérations rurales

Beaulac - Ce hameau situé sur les lots 3 et 4 du 1^{er} rang, dans les environs de la maison d'Euclide Lévesque, est nommé ainsi le 1^{er} novembre 1866 par le département des Postes, qui ouvre un bureau de poste à cet endroit. À sa fermeture en 1949, le nom de Beaulac demeure indiqué sur les cartes. Vers 1940, ce nom est donné au lac à Ricard (lac Bissonnette) par les touristes nouvellement installés. Aujourd'hui toute la région située au sud-ouest du canton de Chertsey de même que la partie au sud-est du canton de Wexford et celle située au nord-est du canton de Kilkenny, annexée en 1994, portent le nom de Beaulac.

Chantelle - Le département des Postes donne ce nom le 1^{er} juin 1856 au bureau de poste du village Lafontaine situé dans le 5^e rang. Après la fermeture du bureau en 1918, le nom persiste et désigne un lac du même nom sur les cartes fédérales.

Chertsey - Ce nom, le plus ancien de la région, tire son origine de l'Angleterre médiévale. Il a été donné en l'an 666 lors de la fondation de l'abbaye St. Peter

sous la forme de Cerotsege. Au recensement de 1086, le nom est modifié pour devenir Chertsey. Vers la fin du XIV^e siècle, le nom figure comme étant Chertesey. L'usage courant le transforme de nouveau pour celui de Chertsey. En 1791, il apparaît au Canada où il a été donné, le 7 février 1792, à un nouveau canton situé au nord de celui de Rawdon. Son origine remonte donc à plus de mille ans. En 1856, ce nom est utilisé pour identifier le territoire nouvellement érigé en municipalité et, à compter de 1857, en municipalité scolaire. Le 13 novembre 1991, en vertu du décret no 1434-91, la municipalité du canton de Chertsey, nom officiel depuis 1856, et la municipalité de la Paroisse du Lac-Paré, nom officiel depuis 1949, se sont regroupées sous une nouvelle entité nommée municipalité de Chertsey.

Grande-Vallée - L'Association des propriétaires de l'endroit donne ce nom vers 1970 territoire de villégiature situé sur les lots 37, 38 et 39 du 7^e rang, en bordure de la rivière Ouareau. Ce nom remplace celui du Domaine du Lac Arès utilisé avant 1970.

Lac-Paré - Municipalité fondée le 1^{er} juillet 1949 suite aux démarches de Maurice Audet, promoteur immobilier de Montréal. Le territoire de 11, 65 km² s'étend sur les lots 11 à 23 du 6^e rang et 17 à 24 des 7^e et 8^e rangs du canton de Chertsey.



La rue de l'Église vers 1910.

Le nom de la municipalité est tiré du nom du lac, qui rappelle celui de Jean-Romuald Paré, curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan et responsable du bureau de colonisation de Montcalm. L'agglomération du lac Paré cesse d'exister comme municipalité le 1^{er} janvier 1992 pour devenir un secteur de la nouvelle municipalité de Chertsey.

Petit Chertsey - Cette agglomération se développe vers 1860 au 9^e lac. À cette époque, une dizaine de maisons constituent ce hameau. Bien que le territoire appartienne à la municipalité de Chertsey, la paroisse du Bienheureux Alphonse-de-Rodriguez dessert la région pour les fins religieuses. Quelques années plus tard, une école est construite sur le lot 51 du 4^e rang, près du lac Gour. Vers 1920, les habitants installés dans cette région commencent à se disperser. Depuis 1950, l'endroit est devenu un site de villégiature important (voir aussi lac Gour).

Pont du Gouvernement - Hameau situé sur les lots 27 et 28 du 4^e rang. En 1854, les premiers colons de Chertsey donnent ce nom à un pont sur la rivière Ouareau construit par le département de la Colonisation. Les premiers établissements dans cette région, principalement du côté est de la rivière, remontent aux années 1842-1845. En 1928, on reconstruit le pont de fer au même endroit pour remplacer l'ancien fait de madriers.



Rue de l'Église vers 1950.

Saint-Charles-de-Montcalm - La région située sur les lots 6, 7 et 8 du 6^e rang reçoit ce nom du département des Postes en 1901, lors de l'ouverture d'un bureau de poste local. Au début de 1900, ce hameau possède une école. Une douzaine de cultivateurs s'y sont établis. Après la fermeture du bureau de poste le 2 septembre 1944, la région conserve ce toponyme. Hydro-Québec y a établi une station de transformation d'électricité et a désigné le site sous le nom de Poste de Saint-Charles.

Saint-Théodore-de-Chertsey - Nom de la paroisse et du village situés sur les lots 7 et 8 des 2^e et 3^e rangs. Ce vocable est donné par les autorités ecclésiastiques en mémoire du chanoine Théodore Plamondon qui avait porté un grand intérêt à l'établissement de cette paroisse. En 1869, la nouvelle église y est construite sur une partie du lot 7 du 3^e rang. Depuis 1870, le bureau de poste local porte le nom de Saint-Théodore. L'appellation Saint-Théodore est aujourd'hui identifiée à la paroisse religieuse. Le village porte le nom de Chertsey depuis 1856 et le bureau de poste, depuis le 25 octobre 1999.

Village Lafontaine - En 1854, l'arpenteur Francis P. Quinn, de Rawdon, donne ce nom au village projeté sur les lots 18, 19 et 20 du 5^e rang. Le nom du village provient du nom de la rivière qui rappelle celui de l'homme politique Louis-Hippolyte Lafontaine. Le premier village, constitué d'une douzaine de maisons, connaît son apogée en 1869, année du déménagement du village vers le 3^e rang. À partir de 1918, le village Lafontaine est délaissé par ses habitants.

Les rivières

Burton - En 1847, l'arpenteur James Dignam, de Berthier, donne ce nom à cette rivière qui coule dans le sud-ouest du canton depuis le lac du même nom jusqu'à la rivière Ouareau à la hauteur du lot 18 A du 1^{er} rang. Son nom rappelle le souvenir du révérend James Edmund Burton, pasteur à Rawdon de 1821 à 1834.

Jean-Venne - Cette rivière coule au centre-ouest du canton et se jette dans la rivière Ouareau à la hauteur du lot 23 du 3^e rang. Elle reçoit ce nom de l'arpenteur James Dignam en 1848, en l'honneur de Jean-Baptiste Venne, un des premiers colons établis dans la région. En 1853, l'arpenteur Francis Phélix Quinn, qui procède à l'arpentage des cinquième, sixième et septième rangs, lui donne le nom de Lafontaine en hommage à l'homme politique Louis-Hippolyte Lafontaine. C'est l'un des rares noms géographiques issus de l'extérieur de la région.

Ouareau - Cette importante rivière de plus de 100 km prend sa source dans le lac du même nom à Saint-Donat et se jette dans la rivière L'Assomption. Le bassin de drainage de la rivière Ouareau s'étend sur une superficie de 920 km². Elle traverse tout le canton de Chertsey du nord au sud, depuis le lot 44 du 11^e rang, pour rejoindre le canton de Rawdon à la hauteur des lots 16 et 17 du 1^{er} rang. Les premiers colons l'appelaient Rivière lac Ouareau. Le mot Ouareau est d'origine algonquienne et signifie «au lointain».

Les lacs

Beaulac - Lors du premier arpentage, ce lac est désigné sous le nom de lac à Ricard. Il est situé sur les lots 54, 55 et 56 du premier rang du canton de Wexford et sur les lots correspondants dans le canton de Kilkenny. Il tire son origine de Narcisse Ricard, cultivateur de l'endroit en 1851. Vers 1900, il prend le nom de Bissonnette, peut-être en hommage à Léonidas Bissonnette, député libéral de Montcalm à la législature provinciale de 1897 à 1908. Vers 1940, les touristes,



La rivière Ouareau, la plus importante du canton.

nouvellement installés dans la région, lui donnent le nom de Beulac, tiré du nom du bureau de poste établi à proximité en 1866. Depuis 1994, les propriétés qui entourent le lac font partie du territoire de la municipalité de Chertsey.

Brûlé - L'arpenteur James Dignam le nomme ainsi en 1848 à cause d'un feu de forêt qui a ravagé la région en 1847. Ce lac est situé sur les lots 35 à 39 du 1^{er} rang. En 1927, un second feu de forêt ravage les environs du lac. En 1955 et 1956, Rosaire Rivest développe les abords du lac pour en faire un centre de villégiature.

Burton - Ce lac est situé sur les lots 50 à 53 du canton de Wexford. L'arpenteur James Dignam lui donne ce nom en 1848 pour honorer James Edmund Burton, de Rawdon.

Chertsey - Situé sur les lots 35 à 41 des 3^e et 4^e rangs, il est le plus grand du canton de Chertsey. Il est également appelé 7^e Lac en raison de sa position géographique. En 1893, le Club de chasse et pêche de Joliette y établit son territoire. Depuis les années 1960, plusieurs chalets et résidences secondaires y ont été construits.

Clair - À l'origine, ce lac porte le nom de Couture, nom d'un colon de l'endroit. En 1859, il prend le nom de lac Clair en raison de la clarté de l'eau sur plusieurs mètres de profondeur. Ce lac est situé sur les lots 53 et 54 du 4^e rang, à l'extrémité est du canton.



Le plus grand lac du canton, le 7^e Lac ou lac Chertsey.

Clairmoustier - Situé sur le lot 43 du 4^e rang, ce lac porte d'abord le nom de lac Miron en souvenir de Fabien Miron (1855-1950), grand-père de Gérard Miron. Il porte ensuite le nom de 8^e Lac en raison de sa position géographique. Depuis l'établissement de la résidence d'été des clercs de Saint-Viateur en 1930, il porte le nom de Clairmoustier. Il s'agit d'un vieux mot français qui signifie monastère des clercs. Une chapelle y a été construite en 1937.

Cyrille - Ce lac est situé sur le lot 40 du 4^e rang. Il est également désigné sous le nom de Petit 8^e Lac. Il aurait été nommé ainsi vers 1860 en hommage au premier maire de Chertsey, Cyrille Morin.

Daly - Ce lac a été nommé ainsi par Alexandre Daly, son premier propriétaire, qui acquiert le lot 23 du 4^e rang le 22 février 1850. Par la suite, ce lac porte plusieurs autres noms. On le connaît sous le nom de lac à Placide en souvenir de Placide Tremblay, père d'Albert Tremblay. Vers 1940, il prend le nom de lac Aline en souvenir d'Aline Dupuis, épouse d'Armand Dupuis, un des propriétaires du magasin Dupuis et Frères qui possède le domaine qui ceinture le lac. En 1951, il prend le nom de lac des frères du Sacré-Coeur lorsque ces derniers y installent un camp de vacances pour les jeunes (le camp Boute-en-train).

Dupuis - Lac artificiel aménagé à même la rivière Burton sur le lot 8A du 2^e rang par messieurs Émery Poudrier, Léo Dupuis et Alphonse Perreault en 1942. Vers 1947, il prend le nom de lac des Deux-Montagnes. En 1962, Charles Paquette fonde le Comité des Loisirs de Saint-Théodore-de-Chertsey Inc., qui a pour principale responsabilité l'entretien du lac et du barrage. Ce lac a également porté les noms Perreault, Sèche et du village.

Gour - Situé sur les lots 47, 48 et 49 du 2^e rang du canton, ce lac est désigné sous le nom de 9^e Lac par l'arpenteur Dignam en 1848, en raison de sa position géographique. Vers 1900, il prend le nom de Gour pour souligner la présence d'une famille, originaire de L'Assomption, établie sur les bords du lac.

Grenier - Ce lac situé sur les lots 22, 23 et 24 du 7^e rang connaît plusieurs appellations au cours de son existence. Lorsque l'arpenteur Quinn se rend à ce lac, le 22 novembre 1849, il lui donne le nom de Lac Dorwin, en l'honneur de Jedehias Dorwin (Darwin), pour rappeler la route de chantier « Darwin Chantier's Road » qui se rendait aux abords de ce lac. Vers 1880, les habitants de Chertsey le désignent sous le nom de Grenier en l'honneur de Jean-Baptiste Grenier, époux d'Azilda Desmarais, qui se rend souvent dans cette région pour faire chantier. En 1947, la Commission géographique du Québec le désigne sous le nom de lac

Drouin en hommage à une famille de ce nom qui passait les mois de la belle saison sur les bords du lac. Après vérification, aucun nommé Drouin n'a résidé dans cette région. Toutefois, on note que Amédé Thouin possédait un chalet sur le lot 23 du 7^e rang en 1932. Depuis 1957, le nom de Grenier réapparaît pour y demeurer.

Grigg et Monahan - Ces deux lacs, aujourd'hui unifiés, sont situés sur les lots 16, 17 et 18 du 8^e rang. En 1849, l'arpenteur Quinn nomme le premier lac en l'honneur d'Isaac Grigg, forgeron de Rawdon. Quant au lac Monahan, il rappelle la mémoire de Partrick Monahan, aussi de Rawdon. La construction d'un barrage sur le lac Monahan par les propriétaires du Domaine des Chutes a réuni les deux lacs.

Jasper 1 et 2 - Lacs artificiels créés sur les lots 14 et 15 du 6^e rang, par la construction de barrages sur la rivière Jean Venne. En 1961, David Miron (1907-1972) construit un barrage à quelques pieds en aval du pont, créant ainsi un lac artificiel. En 1963, Rosaire Bélanger construit un second barrage à environ un kilomètre plus haut pour créer le second lac. La Compagnie New Jasper Development Inc. développe par la suite les abords des deux lacs.

Jaune - Ce lac est situé sur les lots 32-33 du 2^e rang. Son nom provient de la couleur jaunâtre de l'eau. Par ailleurs, le bran de scie déversé par le moulin de Daniel Truesdell, jr. en 1871 donnait également une couleur jaunâtre aux rives du lac. En 1960, un nommé Dumont développe le tourisme autour du lac.

Lafontaine - Situé sur les lots 3 et 4 du 8^e rang, ce lac est la source de la rivière du même nom. Ce nom avait été attribué, en 1848, en hommage à Louis-Hippolyte Lafontaine. Plus tard, ce lac est connu sous le nom de Brisson pour rappeler une famille de ce nom établie sur les lots 3 et 4 du 8^e rang.

Lunettes - Ce lac situé sur les lots 3 et 4 du 2^e rang est nommé ainsi par James Dignam en 1848 à cause de sa forme géographique ressemblant à une paire de lunettes. On l'appelle également lac Beauchamp, du nom d'un cultivateur établi dans le voisinage.

Michel - Situé sur les lots 15, 16 et 17 des 5^e et 6^e rangs, il est nommé par Quinn le 12 novembre 1849 en souvenir d'un Algonquien du nom de Michel Rock, qui vivait sur les bords de ce lac vers 1840. Le 24 avril 1855, Michel et Georges Rock obtiennent des billets de location pour les lots 13 et 14 du 6^e rang. Aujourd'hui,



Le lac Michel en 1948, en bas de la côte du magasin d'Henri Gareau.

ce lac est encore désigné par le nom de lac Michel après 133 ans bien qu'on l'ait également désigné sous le nom de Chantelle sur les cartes topographiques nationales.

Mooney - Ce lac est situé sur les lots 54 et 55 du 4^e rang du canton de Wexford. Son nom rappelle le souvenir de Patrick Mooney, époux de Catherine Brown, qui possédait une ferme près du lac en 1857.

Morgan - Situé sur les lots 47 et 48 du premier rang, il a été nommé en souvenir de Thomas Morgan, cultivateur du canton de Chertsey établi sur ses bords en 1847. Depuis plusieurs années, les frères Maristes y ont établi une colonie de vacances pour les jeunes.

Napoléon - Situé sur le lot 19 du 7^e rang, ce lac reçoit plusieurs autres noms au cours de son histoire. Le lot sur lequel le lac est situé avait été concédé à Joseph Mignerone le 28 septembre 1861. Vers 1870, les résidents des alentours le nomment Bosswell (sic) pour rappeler William Widow Bolhwell, qui réside sur le lot 18 du 7^e rang. Par la suite, le lac est désigné sous le nom de Victor, en l'honneur de

Victor Castonguay, de Pointe-aux-Trembles, qui possède un chalet sur les bords du lac en 1930. En 1957, lorsque la compagnie Arès Inc. agrandit le lac, les promoteurs lui donnent le nom de Napoléon en l'honneur du président de la compagnie Arès Développement Inc.

Paré - Ce lac, situé sur les lots 19 à 23 du 8^e rang, est nommé ainsi par l'arpenteur Francis Phelix Quinn en l'honneur de Jean-Romuald Paré, curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan et agent de colonisation du comté de Montcalm. Joseph-Euclide Perreault est le premier colon à s'établir aux abords du lac au début du 20^e siècle. En 1947, Maurice Audet fonde le Domaine du Lac Paré et y construit 44 chalets. En 1959, les compagnies Arès et New-Jasper entreprennent le développement de la partie ouest du lac. La baie de la veuve constitue le prolongement du lac vers l'ouest.

Pauzé - Situé sur les lots 6, 7 et 8 du 9^e rang, ce lac rapelle le nom de Joseph Pauzé, époux d'Émilie Beauchamp, établi sur le lot 1 du 10^e rang, en vertu de lettres patentes datées du 17 décembre 1887.

Robert - Ce lac est situé sur le lot 24 du 7^e rang. En 1849, l'arpenteur Quinn le nomme lac Ann en souvenir d'un membre de sa famille. Quelques années plus tard, les habitants de la région le désignent sous le nom de lac Ami, pour rappeler un pasteur protestant du nom de Marc Ami, qui exerçait son ministère dans la région vers 1865. En 1880, ce lac prend le nom de petit lac Provost en souvenir d'Olivier Provost, époux de Mélina Brisson, alors propriétaire des lots 23 et 24 du 7^e rang en vertu d'un billet de location daté du 22 janvier 1876. En 1958, lorsque la compagnie Arès développe le lac, on le nomme Robert en souvenir de l'un des garçons de Napoléon Arès, décédé dans un accident d'automobile en 1957.

Soeurs - Situé sur les lots 2 et 3 du 6^e rang et 3 et 4 du 7^e rang, il est appelé à l'origine lac des Trois-Soeurs par l'arpenteur Quinn, soit une soeur pour chacun des lacs. Vers 1938, le nom s'est modifié en celui de lac des Soeurs.



Les chutes à Michel, sur la rivière Jean-Venne.

Les chutes et les rapides

Michel - Chute de la rivière Jean-Venne, située sur le lot 19 du 5^e rang. Son nom provient d'une légende indienne dont voici le récit :

«Il y a de cela bien des lunes, longtemps avant que l'homme blanc ne vienne s'établir dans cette région, une famille de la petite nation des Algonquiens vivait sur les bords d'un lac que l'on appelle aujourd'hui le lac Michel.

Tout près de leur campement et à quelques lieues de leur hutte coulait une petite rivière à travers les montagnes. Un jour le plus jeune des frères de la famille Michel s'aventurait en canot sur la petite rivière pour y pêcher des truites. Sans prendre garde aux conseils de ses frères aînés, il descendit seul la rivière avec sa frêle embarcation faite d'écorce. Puis tout à coup, le courant de la rivière se fit plus tumultueux, mais pour le jeune Indien il était trop tard. Quelques instants après, son canot s'engageait sur les abords de la chute qui faisait rugir ses flots blancs.

Le jeune Indien fut englouti dans ce gouffre et on le retrouva sans vie près de son canot déchiré par les roches de la chute.

Depuis cet accident qui fut fatal pour le plus jeune des frères de cette famille, cet endroit fut surnommé par les anciens la Chute à Michel.»

Morin - Cette chute est située juste en bas du pont, sur le lot 20 du 4^e rang. Elle est nommée ainsi en souvenir d'Adrien Morin (1846-1922), qui demeurait près de cet endroit avec son épouse, Odile Richard, vers 1880.

Quant aux rapides, les plus importants se trouvent sur la rivière Ouareau. Ces rapides portent différents noms : 5^e Chute, rapide des Capucins, rapide de la petite Grange, rapide à Magloire (Dupuis), rapide du père Patrick (Dupras) et remous à Pétrope pour rappeler le nom de Pétrope Béland.

Les côtes

Sur les nombreux chemins sillonnant le canton, plusieurs côtes portent les noms de personnages d'autrefois :

Bois-Blanc - Située sur le chemin du lac Paré, lot 18 du 6^e rang, cette côte, à proximité de la résidence de feu David Miron, est nommée ainsi vers 1930, en raison de la grande quantité de bois blanc qui pousse sur les abords. Ce bois, qui n'est pas du bouleau, est une espèce de petit arbre que l'on surnomme bois blanc.

Breault - Située sur la route 335, sur le lot 2 du premier rang. Elle est désignée ainsi vers 1885 en l'honneur de Jules Breault (1832-1903).

Coursole - Située sur les lots 30 et 31 du 6^e rang, sur l'ancien chemin qui menait au petit lac Provost, à environ 1,6 km de l'ancienne maison de Jean-Baptiste Bélair, devenue par la suite maison d'Antonio Champagne. Elle est nommée ainsi en l'honneur de Jean-Casimir Coursole, qui obtient ses lettres patentes le 12 novembre 1868 pour les lots 21 et 22 des 6^e et 7^e rangs. Coursole lui donne ce nom à la suite d'une chute de son cheval.

De l'Église - Située sur le lot 19 du 5^e rang, dans l'ancien village Lafontaine, elle rappelle le site de l'ancienne église construite à cet endroit en 1857.

Gagnon - Nommée ainsi en l'honneur de Joseph Gagnon, qui habitait tout près de cette côte vers 1920. Elle est située sur le chemin du 8^e Lac, lot 29 du 3^e rang.

Latendresse - Située sur le chemin du Pont du Gouvernement, lot 24, rang 3, elle est nommée ainsi en mémoire de Sinaï Latendresse (1866-1944), qui demeurait à proximité vers 1930.

Margaret - Située sur le site de l'ancien village Lafontaine, lots 18 et 19 du 5^e rang, elle est désignée ainsi, vers 1860, pour identifier une vieille Indienne qui vivait dans une hutte de l'ancien village.

Mont-Eskimo - Située sur le chemin du lac Paré, cette côte est nommée ainsi suite à l'aménagement d'une pente de ski par la compagnie New Jasper Development en 1962. Ce centre de ski est en opération au cours des hivers 1963-1964 et 1964-1965. En 1969, tout l'équipement technique est vendu à la station Mont-Tyrol de Saint-Hippolyte. En 1971, le chalet de ski est démoli. Aujourd'hui, il faut beaucoup d'imagination pour croire qu'il y a déjà eu une pente de ski au Mont-Eskimo.

Primeau - Située sur les lots 6 et 7 du 3^e rang, immédiatement après le pont des Bélair, elle est nommée de ce nom pour rappeler Lionel Primeau, époux de Rose-Anne Lévesque, qui demeurait en haut de la côte.



Le pont du Gouvernement, sur la rivière Ouareau, construit en 1928 et rénové en 1991.

Les ponts

Bélaïr - Situé sur le lot 7 du 3^e rang, sur la rivière Burton, il est nommé ainsi en souvenir de plusieurs familles du nom de Bélaïr établies dans ce secteur depuis 1887.

Brûlé - Situé sur le lot 13 du rang 7, ce pont, qui traverse la rivière Jean-Venne, portait autrefois le nom de Beauregard, avant sa destruction par un incendie en 1912, en l'honneur de la famille Beauregard établie sur le lot 17 du 7^e rang vers 1900.

Gouvernement - Situé sur le lot 27 du 4^e rang, il est construit en 1854 par le gouvernement. Il est le seul pont à traverser la rivière Ouareau dans le canton de Chertsey. Le pont de 1854 est construit en bois avec des garde-fous en bardeaux

de cèdre. Il est démoli en 1927 en raison de sa précarité. La même année, un nouveau pont en fer est construit au même endroit. En septembre 1991, le ministère des Transports du Québec a procédé à la réfection du tablier du pont.

Grégoire - Ce pont traverse la rivière Jean-Venne à la hauteur du lot 19 du 5^e rang dans l'ancien village Lafontaine. Il porte ce nom en souvenir de Joseph Grégoire, époux de Rose-Anne Morin, qui possède un moulin à scie tout près vers 1890. Il est reconstruit par la municipalité en 1903 pour la somme de 120 \$.

Miron - Il traverse la rivière Jean-Venne, près du lot 22 dans le 3^e rang, sur la route du pont du Gouvernement. Il est désigné ainsi parce que plusieurs familles du nom de Miron se sont installées à proximité vers 1895. Gérard Miron y demeure toujours.

Morin - Situé sur le lot 19 du rang 4, il est construit en 1903 par la municipalité de Chertsey pour la somme de 120 \$. Les habitants l'ont nommé ainsi parce que depuis 1854, il y a toujours eu des familles Morin à proximité. En 1903, Adrien Morin y avait sa résidence.



L'entrée du domaine du lac Paré en 1959, caractérisée par l'arche au dessus de la route.

Rouge - Il traverse la rivière Burton entre les lots 7 et 8 du 2^e rang, au bas du village. Aldéric Galarneau (1877-1956), un partisan libéral, avait peinturé le pont en rouge. Depuis ce temps, les habitants de Chertsey le nomment pont Rouge. Aujourd'hui, il est connu sous le nom de pont de la rivière Burton.

Autres toponymes

L'Arche - Située autrefois à l'entrée du chemin du lac Paré, sur la route 18, lot 11 du 6^e rang, cette arche est construite en 1954 par les propriétaires du Domaine du Lac Paré comme panneau publicitaire. En 1967, elle est démolie sur l'ordre du ministère de la Voirie. L'entrée du domaine, sur la route 125, est encore désignée de ce nom par les anciens.

Côte à pique-nique - Ce toponyme sert à désigner la colline située à l'arrière de la maison de Gaston Perreault au village de Chertsey. L'emplacement, qui servait aux amateurs de pique-nique, a aussi servi de site au tournage du film *Le Père Chopin* en 1944.

Croix de chemin - Située sur le chemin du pont du Gouvernement, sur le lot 23 du 4^e rang, cette croix de bois a plus de cent ans. Selon les dires des anciens, elle daterait d'avant la construction de l'église. Sa construction se situe aux environs de 1870 alors qu'Alexis-Henri Coutu est curé. En 1936, Albert Latendresse la répare et, en 1958, René Rivest l'améliore de nouveau. En 1999, cette croix de chemin, la dernière de la paroisse, est en piteux état.



Croix de chemin édiflée en 1870 dans le chemin du 3^e rang, près de la résidence de Joseph Latendresse.

Chapitre treizième

Des hommes, des femmes et des familles

Depuis un siècle et demi, des hommes et des femmes se sont illustrés par leur travail, leur courage et leur volonté de créer dans ce coin des Laurentides une communauté à la hauteur de leurs aspirations et de leur foi. Avec eux, des familles nombreuses, pour la plupart, se sont établies et ont vécu à Chertsey toute leur vie.

Les origines du peuplement de Chertsey sont assez bien connues. Quant aux hommes, aux femmes et aux familles d'ici, leur histoire est intimement liée au peuplement de la région de Lanaudière, qui remonte à plus de trois siècles.

Les familles canadiennes-françaises de Chertsey proviennent en grande partie des paroisses de Saint-Jacques-de-l'Achigan, de Saint-Liguori, de L'Assomption, de Saint-Sulpice et de Berthier. Avec ce groupe majoritaire, des familles irlandaises, en provenance de Rawdon ou nouvellement arrivées au pays, se sont assimilées aux familles francophones. Canadiens et Irlandais installés ici dès les premières années de la colonisation se sont adaptés au climat rude, aux terres rocailleuses et à l'isolement. Ils se sont multipliés au cours du siècle suivant, créant des familles nombreuses et tricotées serré.

Après avoir suivi les péripéties qui ont contribué à la fondation de Chertsey, il est juste de rendre hommage à ceux qui ont fait l'histoire de cette collectivité. Un hommage est également rendu à tous ceux qui ne figurent pas dans ce tableau d'honneur, mais qui ont participé souvent dans l'ombre au développement de la communauté.

Quelques personnalités

La première partie de ce chapitre est dédiée aux hommes et aux femmes qui, au cours de leur vie, ont apporté une contribution importante à la fondation ou au développement de la municipalité et des institutions locales. Les notices biographiques des curés et des maires sont présentées dans les chapitres consacrés à la vie religieuse et à la vie municipale. Voici quelques autres personnages.

Magloire Granger, né à Sainte-Anne-des-Plaines le 31 janvier 1816, de l'union de Félix Granger et de Pélagie Boudreau dit Graveline. Il épouse à Saint-Jacques-de-l'Achigan, le 25 juin 1839, Dina Marion, fille de Louis Marion et de Susanne Pelletier. Dix enfants naissent de cette union entre 1840 et 1855. Aubergiste à Saint-Jacques depuis 1840, Magloire Granger quitte son village en juillet 1855 pour s'établir avec

sa famille sur le lot 2 du 6^e rang du canton de Chertsey. L'année suivante, il déménage sur le lot 19, au village Lafontaine, où il ouvre un magasin général. Le 22 mars 1856, Magloire Granger est élu premier secrétaire-trésorier de la municipalité. Le 1^{er} juin 1856, il est nommé premier maître de poste du bureau de Chantelle. En 1857, il est un des plus ardents promoteurs de la construction de l'église au village Lafontaine. Magloire Granger, également secrétaire-trésorier de la commission scolaire depuis le 4 mai 1857, décède accidentellement le 3 avril 1863, à l'âge de 47 ans, lorsqu'un arbre qu'il abattait s'écrase sur lui. Il est inhumé au cimetière du village Lafontaine le 6 avril suivant. Sa disparition laisse un vide à Chertsey, à une époque où tout est à construire. Au moins cinq de leurs enfants s'établissent à Chertsey: Cézarine, Charles et Alexandre, nés à Saint-Jacques-de-l'Achigan, et Alphonse-Nicolas et Séraphin, nés à Chertsey. Le dernier descendant de Magloire Granger à Chertsey est Lionel Granger, qui a épousé Lilianne-Dorina Racette en 1919.

Joseph Daniel Truesdell est né à Pawtucket, Rhode Island, le 20 juin 1805, de l'union de Cornelius Truesdell et d'Ann Garner. Il arrive à Rawdon vers 1830 dans des circonstances inconnues. Le 13 juillet 1835, il est baptisé à l'église catholique de Rawdon puis épouse, le même jour, à Saint-Jacques-de-l'Achigan, Adeline Dugas, fille de Philémon Dugas et de Martha Edward, de Rawdon. Au moins six enfants naissent de cette union entre 1838 et 1850. Le 23 mars 1853, Daniel Truesdell obtient un billet de location pour le lot 32 dans le 2^e rang au lac Jaune. En 1855, il construit un moulin à scie à la décharge du lac. Le 22 mars 1856, il est nommé conseiller municipal de la nouvelle municipalité. Le 4 mai 1857, il est élu président de la municipalité scolaire de Chertsey pour un mandat d'une année. En 1871, il cède son moulin à son fils Daniel, époux de Jeanne-Anne Keought. Il décède à Rawdon le 13 mars 1872, à l'âge de 69 ans.

Octave Riopel est né à Saint-Jacques-de-l'Achigan le 2 novembre 1830, de l'union de Louis Riopel et d'Émilie Lippé. Peu avant 1850, il s'établit avec ses parents dans le 3^e rang du canton. La famille Riopel est inscrite au recensement de Chertsey en 1851. Cordonnier, Octave Riopel épouse, à Rawdon, le 28 août 1855, Marie-Jeanne Kinshella, née en 1839, fille de Thomas Kinshella et d'Éléonore Locas. Au moins dix enfants naissent de cette union entre 1857 et 1883. Au cours de sa vie, Octave Riopel a occupé plusieurs emplois : vendeur de souliers, boucher, fabricant de potasse et administrateur. En 1859, il a également été commissaire d'école. Sa femme décède le 8 février 1904, à l'âge de 65 ans. Octave Riopel décède également à Chertsey, le 1^{er} novembre 1909, âgé de 79 ans. Il est celui qui a assuré une longue lignée de Riopel à Chertsey, à Saint-Calixte et à Saint-Émile. Son fils, Michel-Émile, né le 29 septembre 1883, épouse Amanda Sirard à Chertsey le 4 avril 1910. Il décède le 13 avril 1979, à l'âge de 95 ans et six mois. Il a été une figure dominante de Chertsey pendant plusieurs années.

Ignace Dupuis, né à Saint-Liguori le 30 avril 1863, de l'union d'Ignace Dupuis et de Rachel Perreault. Il arrive à Chertsey en 1865 avec ses parents. Il épouse à Chertsey, le 23 juillet 1883, Justine Beauregard, née à Chertsey le 7 mars 1867, fille de Paul Beauregard et d'Adeline Lapierre. Dix-huit enfants naissent de cette union, dont sept deviendront religieux. Toiseur de métier, Ignace Dupuis acquiert l'ancien presbytère, pour la somme de 1 400 \$, du bedeau Donat Guilbault. Au printemps 1912, il achète le magasin général de son beau-frère Ludger Beauregard, qui se retire à Joliette. En plus de son activité de commerçant, Ignace Dupuis est secrétaire-trésorier de la municipalité, du 17 octobre 1912 au 20 janvier 1930 et maître de poste du 23 mars 1912 à son décès en 1933. Ignace Dupuis décède à Chertsey, le 26 avril 1933, à l'âge de 70 ans. Sa femme décède aussi à Chertsey, le 24 octobre 1959, à l'âge de 92 ans, 7 mois et 17 jours. Ignace Dupuis a été une figure marquante de la vie sociale et politique de Chertsey pendant plusieurs décennies. Dans le chapitre 14, on pourra lire les souvenirs d'Ignace Dupuis, tirés de *l'Album du centenaire de Saint-Théodore-de-Chertsey*, publié en 1970.



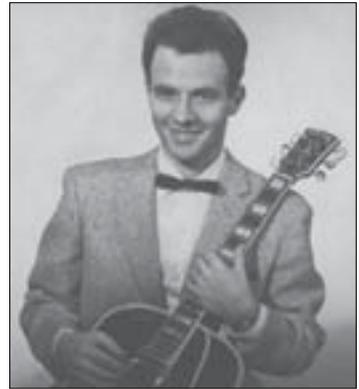
Ignace Dupuis, fils, en 1930.



La maison de Philippe Curotte, père d'Emma,
au Lac Beaulne vers 1926.

Emma Curotte est née à Rockwood, Pennsylvanie, le 29 mai 1890, de l'union de Philippe Curotte, originaire de Châteauguay, et de Joséphine Yunkon, d'origine américaine. Elle est baptisée à l'église de la Pointe-Saint-Charles, à Montréal, alors qu'elle a trois ans et demi. Emma Curotte est admise dans le Tiers Ordre de Saint-François le 14 octobre 1906. Professeure d'anglais à Verdun, elle a des apparitions de la Vierge Marie, qui l'incitent à construire un sanctuaire dédié à Marie. En 1930, elle prend possession de la terre que son père lui avait laissée en 1926 (lot 47 au lac Beaulne) et entreprend la construction d'une chapelle inaugurée le 12 septembre 1931 et nommée Marie-Reine-des-Cœurs. Elle consacre sa vie à Marie et au sanctuaire qu'elle dirige à Chertsey. Emma Curotte décède à l'Hôtel-Dieu de Montréal le 24 décembre 1961, à l'âge de 71 ans.

Roger Miron, auteur et compositeur né à Chertsey le 28 mai 1929, de l'union de Gilbert Miron et de Marguerite Bourgeois. Treizième enfant de la famille, il passe ses quinze premières années à Chertsey puis entreprend des études à Montréal, où il étudie la guitare et le violon auprès du professeur Marie La Penna. À l'âge de 18 ans, il se rend en Abitibi, où il travaille dans les moulins à scie. C'est dans cette région du Québec que Roger Miron développe ses talents de musicien. En 1949, il s'établit à Montréal, où il entreprend une carrière professionnelle. Le 22 décembre 1951, Roger Miron épouse Louise Duchemin, qui lui donne deux enfants. En 1953, il enregistre son premier disque pour la Maison RCA Victor. Son plus grand succès est sans doute la chanson *À qui l'p'tit cœur après 9 heures*, créée en 1957. Roger Miron, auteur de plus de six cents chansons, réside actuellement à Montréal.



Le compositeur-interprète
Roger Miron.

Lucienne Dupuis est née à Chertsey, le 14 septembre 1908, de l'union d'Ignace Dupuis et de Justine Beauregard. Elle devient la 2^e gérante de la Caisse populaire de Chertsey en 1946. Elle conserve ce poste jusqu'à sa retraite en 1970. Lucienne Dupuis a aussi été organiste de la paroisse pendant plus de 30 ans. Elle a également participé activement à plusieurs organisations féminines de la paroisse, comme les Filles d'Isabelle, le Cercle des fermières, etc. Aujourd'hui âgée de 91 ans, elle réside à la Maison Angélica sur le boulevard Gouin à Montréal.

Cette liste pourrait certes se prolonger, mais il est juste et raisonnable de ne mentionner que ceux qui, par leur travail, ont contribué au rayonnement de la région. Il ne faudrait pas m'en vouloir si j'en oublie. À tous les autres, qui souvent ont travaillé dans l'ombre, je rends le même hommage.

Les religieux et religieuses

À l'instar de plusieurs villages du Québec, des prêtres, des religieux et des religieuses ont contribué à la vie religieuse, sociale et éducative du pays. À Chertsey, quelque 36 citoyens et citoyennes se sont consacrés à la vie religieuse depuis la fondation de la paroisse jusqu'en 1970. Voici leurs noms pour la postérité.

Archambault, Marguerite-Éléonore, née le 12 février 1866 de l'union de François Archambault et d'Odile Marteau. Sœur Marie-Olivier. (Sœurs de Sainte-Anne)

Bélair, Guildy-Éva, née le 13 février 1933 de l'union d'Alphonse Bélair et de Thérèse Perreault. Sœur Thérèse-du-Rosaire. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Breault, Rose-de-Lima, née le 8 juillet 1888 de l'union de Delphis Breault et d'Herminie Crépeau. Sœur Marie-Pauline.

Brouillette, Marguerite-Albertine, née le 3 septembre 1898 de l'union d'Alphonse Brouillette et de Marie-Louise Sylvestre. Sœur Alphonse-du-Sacré-Cœur. (Sœurs de Sainte-Anne)

Brouillette, Marie-Lucie, née le 27 janvier 1905 de l'union d'Alphonse Brouillette et de Marie-Louise Sylvestre. Sœur Marie-Armande. (Sœurs de Sainte-Anne)

Dupuis, Agnès-Emma, née le 22 février 1898 de l'union d'Ignace Dupuis et de Justine Beauregard. Sœur Marie-Hortense. (Sœurs de Sainte-Anne)

Dupuis, Albina, née le 5 mai 1884, fille d'Ignace Dupuis et de Justine Beauregard. Sœur Élisabeth-de-Jésus. (Sœurs de Sainte-Anne)

Dupuis, Blanche-Anna, née le 11 février 1899 de l'union de Joseph Dupuis et de Marie-Jeanne Latendresse. Sœur Jean-Gaétan. (Sœurs de la Providence)

Dupuis, Céline-Odile, née le 9 juillet 1876 de l'union d'Ignace Dupuis et de Rachel Perreault. Sœur Céline. (Sœurs de la Providence)

Dupuis, Éloi, né de l'union d'Ignace Dupuis et de Justine Beauregard. Frère Alexis. (Frères des Écoles Chrétiennes)

Dupuis, Emma, née le 16 octobre 1870 de l'union d'Ignace Dupuis et de Rachel Perreault. Sœur Maria. (Sœurs de la Providence)

Dupuis, Fernande-Nellie, née le 1^{er} avril 1912 de l'union de Joseph Dupuis et de Marie-Jeanne Latendresse. Sœur Jean-Claude. (Sœurs de la Providence)

Dupuis, Florence, née le 24 janvier 1892 de l'union d'Ignace Dupuis et de Justine Beauregard. Sœur Marie-Ignace. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Dupuis, Hélène-Éva, née le 20 avril 1902 de l'union de Joseph Dupuis et de Marie-Jeanne Latendresse. Sœur Hélène. (Sœurs de la Providence)

Dupuis, Henri-André-Viateur, né le 12 mai 1901 de l'union d'Ignace Dupuis et de Justine Beauregard. Frère Louis. (Frères des Écoles Chrésiennes)

Dupuis, Hyacinthe, né le 2 septembre 1923 de l'union de Joseph Dupuis et de Lucie Pagé. Clerc de Saint-Viateur, il est ordonné prêtre à Chertsey le 7 juin 1953.

Dupuis, Marie-Lise-Monique, née le 2 juillet 1937 de l'union de Joseph Dupuis et de Lucie Pagé. Sœur Hortense. (Sœurs des Saint-Cœurs de Jésus et de Marie)

Dupuis, Marie-Rose, née le 3 décembre 1894 de l'union d'Ignace Dupuis et de Justine Beauregard. Sœur Marie-Justine. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Dupuis, Marthe, née de l'union de Joseph Dupuis et de Lucie Pagé. Sœur Justine. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Dupuis, Philomène, née le 22 octobre 1887 de l'union d'Ignace Dupuis et de Justine Beauregard. Sœur Marie-Paul l'Ermitte. (Sœurs de Sainte-Anne)

Duquette, Rita-Hélène, née le 28 janvier 1946 de l'union d'Omer Duquette et d'Angéla Gagné. Sœur Hélène. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Gagnon, Anne-Mireille-Lilianne, née le 26 novembre 1946 de l'union de Noël Gagnon et de Florence Rivest. Sœur Lilianne. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Guilbault, Armandine, née à Rawdon de l'union d'Ulric Guilbault et de Marie-Louise Laporte. Sœur Joseph-de-Jésus. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Latendresse, Maria, née le 12 juin 1884 de l'union de Joseph Latendresse et de Délia Dupuis. Sœur Joseph de Nazareth. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Latendresse, Marie-Emma, née le 27 juin 1885 de l'union de Joseph Latendresse et de Délia Dupuis. Sœur Marie-Moise. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Lévesque, Hermina, née à Sainte-Marguerite de l'union d'Honoré Lévesque et de Rose-Anna Lafond. Sœur Saint-Zénon. (Sœurs Grises de la Croix)

Lussier, Florestine, née le 13 juillet 1888 de l'union de Cléophas Lussier et de Philomène Rivest. Sœur Florestine. (Sœurs de Sainte-Anne)

Lussier, Marguerite-Évelina, née le 23 mai 1908 de l'union de Delphinat Lussier et de Délina Sirard. Sœur Thérèse-de-Florence. (Sœurs de Sainte-Anne)

Moisan, Louis-Philippe-Fabien, né le 29 août 1896 de l'union de Joseph Moisan et d'Héloïse Laferrrière. (Clercs de Saint-Viateur).

Perreault, Augustine, née à Rawdon le 20 août 1867, de l'union d'Urgel Perreault et d'Émilie Beauchamp. Sœur Saint-Sébastien. (Sœurs de la Miséricorde)

Perreault, Florentine, née à Saint-Jacques-de-l'Achigan, le 21 octobre 1858, de l'union d'Urgel Perreault et d'Émilie Beauchamp. Sœur Saint-Fabien. (Sœurs de la Miséricorde)

Perreault, Léo, né à Chertsey, il a quitté la paroisse à l'âge de 9 ans. Il est ordonné prêtre à une date inconnue.

Riopel, Delphine, née le 7 juin 1874 de l'union d'Adolphe Riopel et de Caroline Perreault. Sœur Saint-Eugène. (Sœurs de la Miséricorde)

Riopel, Ginette, née de l'union d'Émile Riopel et d'Amanda Sirard. Sœur Sainte-Mariette. (Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie)

Riopel, Marie-Rose-Délina, née le 28 juillet 1882 de l'union d'Alfred Riopel et d'Émilie Brisson. Sœur Marie-Victorien. (Sœurs de Sainte-Anne)

Riopel, Rose-Anna, née le 11 janvier 1881 de l'union d'Alfred Riopel et d'Émilie Brisson. Sœur Marie-Rose. (Sœurs de Sainte-Anne)

Rivest, Marie, fille de Joseph Rivest. Sœur Marie-Estelle. (Sœurs de Sainte-Anne)

Cette liste des religieux a été tirée de l'*Album centenaire de la paroisse de Saint-Théodore-de-Chertsey*, publié par Gaston Perreault en 1970. Afin de faciliter l'identification des individus, nous avons ajouté leur date de naissance et les noms de leurs parents.

Les familles

Cette partie est consacrée aux grandes familles, installées ici depuis le début de la colonisation et dont certains descendants y vivent toujours.

Depuis le début de la colonisation française au Canada, la fécondité des Canadiennes a atteint des sommets vers la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle. Pendant des générations, les familles se composent souvent de dix enfants et plus. Ce phénomène, unique dans le monde occidental, s'est beaucoup amenuisé dans les années 1960-1970.

Au 20^e siècle, à Chertsey comme ailleurs, les familles nombreuses favorisent l'accroissement de la population. A titre indicatif, voici quelques statistiques démographiques tirées des recensements fédéraux décennaux 1851-1991. Les données ci-dessous indiquent une progression de la population jusqu'en 1871, ce qui correspond à la période d'implantation. Par la suite, on constate une chute importante, probablement due à un exode vers les villes et les États de la Nouvelle-Angleterre (1880-1930). De 1940 à 1970, on assiste à une stagnation de la population jusqu'à l'arrivée de nouveaux résidents au cours des années 1980.

La population de Chertsey 1851 - 2000

1851 : 413	1911 : 922	1961 : 952
1861 : 919	1921 : 725	1971 : 958
1871 : 1 970	1931 : 695	1981 : 1 482
1881 : 1 632	1941 : 925	1991 : 2 490
1891 : 1 545	1951 : 1 050	2000 : 4 130
1901 : 1 134		

En 1905, le gouvernement publie un rapport dans lequel il inscrit les noms des familles de plus de douze enfants. Dans cette liste, compilée entre 1894 et 1904, au moins six familles de Chertsey ont douze enfants ou plus. Les chefs de famille de douze enfants et plus ont alors droit à une terre gratuite. Voici le nom des familles de Chertsey :

Ignace Dupuis (1864-1933), marchand général, et son épouse, Justine Beauregard, ont dix-huit enfants, dont sept entrent en religion.

Almazor Galarneau (1857-1928), cultivateur, et Céline Lamarche ont douze enfants.

Pierre Lamarche (1829-1895), cultivateur, et son épouse, Angélique Leblanc, ont douze enfants, trois garçons et neuf filles.

André Morin (1838-1916), marchand et maître de poste, et son épouse, Julie Beaugerard, ont douze enfants, cinq garçons et sept filles.



Ignace Dupuis, fils, son épouse Justine Beaugerard et leurs enfants, devant le presbytère de Chertsey, en 1930.

Joseph Perreault (1839-1897), cultivateur, et son épouse, Alix Trudeau, ont douze enfants, huit garçons et quatre filles.

Urgel Perreault (1824-1909), cultivateur, et son épouse, Émilie Beauchamp, ont quinze enfants, six garçons et neuf filles.

Dans la liste ci-dessus, il n'est tenu compte que des familles de douze enfants vivants. En 1970, douze familles de Chertsey comptent dix enfants et plus :

Bourgeois, Gaston (1914-1969), marié le 26 août 1939 dans la paroisse Notre-Dame-du-Rosaire, à Montréal, à Cécile Tremblay. Ils ont quatorze enfants, cinq garçons et neuf filles (Jean-Guy, Louise, Jacqueline, Yves, Michelle, Danielle, Robert, Gérard, Ginette, Réal, Mariette, Francine, Lorraine et Sylvie).

Crépeau, Raymond, marié à Chertsey, le 27 avril 1946, à Rolande Perreault. Ils ont douze enfants, six garçons et six filles (Céline, Martial, Noël, Vital, Pascal, Yvan, Normand, Dorias, Linda, Paquerette, Guylaine et Christiane).

Dupuis, Joseph (1893-1959), marié à Saint-Émile, le 15 février 1922, à Lucie Pagé. Ils ont treize enfants : six garçons et sept filles (Hyacinthe, Jeannine, Jean-Rémi, Angélico, Bertrande, Michelle, Laurier, Guy, Réjean, Marthe, Monique, Bernard et Bernadette).

Lussier, Donat, marié à Chertsey, le 4 juillet 1934, à Simone Perreault. Ils ont onze enfants (Monique, Gaston, Pauline, Rita, Richard, Thérèse, Solange, Réal, Marcel, Constant et François).

Miron, Euclide, marié à Chertsey, le 30 décembre 1948, à Solange Perreault. Ils ont dix enfants (France, Sylvie, Guylaine, Jean-Luc, Linda, Luce, Ronald, François, Stéphane et Nathalie).

Morin, Jean-Jacques (1921-1988), marié à Saint-Émile, le 3 juillet 1943, à Aline Charron. Ils ont douze enfants (Gisèle, Lise, Ginette, Jacqueline, Pierrette, Jean-Guy, Michel, Lisette, Claude, Léo, Noëlla et Guy-Alain).

Morin, Roland, marié à Chertsey, le 28 juin 1952, à Huguette (Yvette) Gagnon. Ils ont dix enfants (Christian, Yves, Sylvianne, Manon, Robert, Jean, Marc, Sylvain, Carole, Benoit).

Perreault, Alphonse (1887-1976), marié à Chertsey, le 25 septembre 1917, à Rose-Anna Bélair. Ils ont dix enfants (Roger, Paul, Léo-Maurice, Reina, Gaston, Réjeanne, Réjean, Joseph, Georges, Angel-Marie).



Alphonse Perreault et Rose-Anna Bélair
(photo 1970).

Riopel, Émile (1884-1979), marié à Chertsey, le 5 avril 1910, à Amanda Sirard. Ils ont douze enfants : six garçons et six filles (Mélodia, Laurence, Roger, Simone, Bernard, Madeleine, Roland, Orise, Monique, Fernand, Ginette, André).

Riopel, Jean (1918-1996), marié à Chertsey, le 3 juillet 1940, à Marie-Ange Lussier. Ils ont dix enfants (Manon, Yvon, Ronald, Rachelle, Francine, Jules, Louise, Gilbert, Luce et Lina).



Émile Riopel et Amanda Sirard
(photo 1970).

Rivest, Joseph (1906-1974), marié à Chertsey, le 22 avril 1930, à Florina Perreault. Ils ont onze enfants (Rita, Denise, Claire, Jean, Élise, Jeanne, Irène, Gilles, Raymond, Martial et Claude).



Ulric Bourgeois, son épouse Exérine Rivest et leurs enfants, vers 1906.

Rivest, Paul (1925-1985), marié à Chertsey, le 3 mai 1952, à Yvonne Perreault. Ils ont dix enfants (Lucette, Gaétane, Linda, Pierre, Yves, Richard, Manon, Stéphane, Mariette et André).

Quelques généalogies familiales

Pour clore ce chapitre, je vous présente les généalogies agnatiques de douze grandes familles de Chertsey. Ces généalogies permettent de connaître les origines des familles et de suivre les migrations de celles-ci à travers le temps et l'histoire. Dans certains cas, elles sont complètes, dans d'autres partielles, mais leur authenticité n'est pas mise en doute pour autant. Vous trouverez ci-dessous les généalogies des familles Bourgeois, Crépeau, Dupuis, Grenier, Lévesque, Miron, Morin, Perreault, Poudrier, Riopel, Rivest et Tremblay.



Albert Tremblay épouse Éléna Rivest à Chertsey le 17 septembre 1912. Albert Tremblay est le fils de Placide Tremblay et d'Amélia Riopel, et le frère de Louis Tremblay cités dans la généalogie des Tremblay (voir à la page 231).



Mariage double célébré le 17 août 1919.
Viateur Poudrier et Élisabeth Dupuis,
Germain Grenier et Éva Blondin.

Famille Bourgeois

9 - Maurice Bourgeois	Chertsey, 9 juillet 1960	Denise Rivest
8- Xavier Bourgeois	Chertsey, 13 juin 1923	Malvina Rivest
7- Ulric Bourgeois	Chertsey, 29 septembre 1879	Exérine Rivest
6- Isaïe Bourgeois	Saint-Jacques-de- l'Achigan, 14 septembre 1852	Sophranie Brisson
5- Dominique Bourgeois	Saint-Jacques-de-l'Achigan, 22 février 1819	Ursule Gauthier
4- Germain Bourgeois	Saint-Jacques-de-l'Achigan, 10 juin 1776	Élisabeth Béliveau
3- Claude Bourgeois	Port-Royal, Acadie, 24 novembre 1721	Marie Leblanc
2- Germain Bourgeois	Port-Royal, Acadie, vers 1682	Madeleine Dugas
1- Jacob Bourgeois	Port-Royal, Acadie, vers 1643	Jeanne Trahan

Jacob ou Jacques Bourgeois est né en France en 1621. Il arrive en Acadie comme chirurgien dans le régiment d'Auvernay en 1642. Il s'établit à Port-Royal en Acadie où il pratique sa profession. La famille de Claude Bourgeois arrive à Saint-Jacques-de-l'Achigan, en provenance de Boston, à la suite de la déportation des Acadiens en 1755. Tous les Bourgeois de Chertsey sont les descendants d'Isaïe Bourgeois et de Sophranie Brisson, de Saint-Jacques-de l'Achigan.



Ulric Bourgeois, son épouse Exérine Rivest
vers 1906.

Famille Crépeau

10- Raymond Crépeau	Chertsey, 27 avril 1946	Rolande Perreault
9- Crépeau, Joseph	Chertsey, 10 juillet 1906	Amanda Dupuis
8- Magloire Crépeau	Chertsey, 16 octobre 1866	Justine Gravel
7- Magloire Crépeau	Saint-Jacques-de-l'Achigan, 27 février 1843	Odile Melançon
6- Charles Crépeau	Saint-Jacques-de-l'Achigan, 3 octobre 1809	Josette Beaudoin
5- Maurice Crépeau	Château-Richer, 13 juillet 1778	Marie Cloutier
4- Basile Crépeau	Château-Richer, 18 avril 1746	Élisabeth Matteau
3- Basile Crépeau	Saint-Pierre, île d'Orléans, 26 novembre 1725	Marguerite Raté
2- Maurice Crépeau	Saint-Jean, île d'Orléans, 6 février 1702	Marie Audet
1- Maurice Crépeau	Île d'Orléans, Contrat Duquet, 12 octobre 1665	Marguerite Laverdure

Maurice Crépeau est baptisé le 25 novembre 1637 au village des Roches-Bariteaud au Poitou, de l'union de Jean Crépeau et de Susanne Faumoleau. Il arrive en Nouvelle-France en 1662 comme sergier. Il décède le 8 septembre 1704 dans la paroisse Saint-Pierre de l'île-d'Orléans. Tous les Crépeau de Chertsey sont les descendants de Magloire Crépeau et d'Odile Melançon.



Magloire Crépeau (1821-1898) et son épouse Odile Melançon (1821-1902).

Famille Dupuis

9- André-Donatien Dupuis Saint-Ambroise-de-Kildare, 2 mars 1957	Marielle Tremblay
8- Léopold Dupuis Chertsey, 10 octobre 1936	Laurette Poudrier
7- Ignace Dupuis Chertsey, 23 juillet 1883	Justine Beauregard
6- Ignace Dupuis Saint-Liguori, 3 mars 1863	Rachel Perreault
5- David Dupuis Maskinongé, 11 août 1835	Agathe Duharnais
4- Alexis Dupuis Maskinongé, 17 février 1794	Geneviève Rose
3- Joseph Dupuis Maskinongé, 24 octobre 1757	Marguerite Fleury
2- Charles Dupuis Louiseville, 24 mai 1720	Ursule Sicard
1- François Dupuis Champlain, 10 novembre 1698	Marguerite Banliac

François Dupuis dit Jolicoeur est né le 8 décembre 1670 à Saint-Astier dans le Périgord, de l'union de François Dupuis et de Philippe (sic) David. Il arrive au Canada vers 1688 comme soldat de la compagnie de LaGros dans le détachement des troupes de la Marine. Cultivateur à Maskinongé, il décède dans cette paroisse avant 1727. Tous les Dupuis de Chertsey sont descendants d'Ignace Dupuis et de Rachel Perreault.



Ignace Dupuis, père, et son épouse
Rachel Perreault, vers 1900.

Famille Grenier

- 10- Denis Grenier Monique Renaud
Marie-Reine-des-Cœurs, Montréal, 13 février 1960
- 9- Germain Grenier Éva Blondin
Chertsey, 13 août 1919
- 8- Napoléon Grenier Amanda Saint-Amour
Sainte-Marguerite, 11 septembre 1888
- 7- Germain Grenier Marguerite Brisson
Saint-Jacques-de-l'Achigan, 11 février 1851
- 6- Louis Grenier Marguerite Brien
Saint-Jacques-de-l'Achigan, 11 septembre 1821
- 5- Louis Grenier Josephte Bole
L'Assomption, 13 janvier 1795
- 4- Pierre Grenier Marie-Anne Héroux
Yamachiche, 18 février 1765
- 3- Pierre Grenier Madeline Rognon
Neuville, 9 février 1733
- 2- Étienne Grenier Françoise Bergeron
Saint-Nicolas, 5 octobre 1700
- 1- François Grenier Jacqueline-Marie Frelon
Québec, contrat Audouart, 12 décembre 1662

François Grenier ou Garnier est baptisé le 26 février 1638 dans la paroisse Notre-Dame, bourg de Vair, dans le Maine, de l'union de François Garnier et d'Antoinette Boulay. Il arrive en Nouvelle-France à l'été de 1662 et s'établit à Sillery, où il réside avec sa famille jusqu'en 1670. Par la suite, il s'établit à Neuville comme agriculteur. Il décède dans cette paroisse le 21 janvier 1719. Napoléon Grenier et Amanda Saint-Amour s'établissent à Chertsey vers 1890.

Voir photographie page 219.

Famille Lévesque

- | | | |
|--|--|----------------------|
| 11- Alain Lévesque | Chertsey, 2 mai 1970 | Lilianne Perreault |
| 10- René Lévesque | Chertsey, 11 octobre 1947 | Gilberte Simard |
| 9- Arthur Lévesque | Saint-Donat, 30 juillet 1919 | Anne-Marie Mousseau |
| 8- Didace Dusablé dit Lévesque | Chertsey, 30 octobre 1877 | Louisa Riopel |
| 7- Joseph Dusablé dit Lévesque | Saint-Jacques-de-l'Achigan, 23 février 1846 | Aurélie Gaudreau |
| 6- Thaddé Dusablé dit Lévesque | Saint-Jacques-de-l'Achigan, 1^{er} octobre 1822 | Luce Gagnon |
| 5- Jean-Baptiste Dusablé dit Lévesque | Saint-Jacques-de-l'Achigan, 17 février 1800 | Thérèse Desmarais |
| 4- Jean-Baptiste Dusablon dit Lévesque | L'Assomption, 28 septembre 1767 | Marguerite Berthelot |
| 3- Joachim Dusablon dit Lévesque | Saint-Sulpice, 22 février 1745 | Marie-Anne Rivest |
| 2- Edmond Dusablon dit Lévesque | Batiscan, 14 novembre 1712 | Marie-Anne Morand |
| 1- Pierre Lévesque | La Pérade, contrat Roy, 10 août 1677 | Marie Croiset |

Pierre Lévesque est né vers 1640 dans la paroisse Saint-Pierre, ville de Doué-la-Fontaine en Anjou, de l'union de Gilles Lévesque et de Mathurine Thibault. Il arrive au Canada vers 1675 et s'établit à Sainte-Anne-de-la-Pérade. Vers 1683, il s'installe à Batiscan avec sa famille. Pierre Lévesque décède avant 1701. Les Lévesque de Chertsey descendent tous de Joseph Dusablé dit Lévesque et d'Aurélie Gaudreau.



Euclide Lévesque épouse Émilie Labelle à Saint-Calixte le 25 avril 1914. Euclide Lévesque est le petit-fils de Joseph Dusablé dit Lévesque et d'Aurélie Gaudreau.

Famille Miron

11- Normand Miron	Chertsey, 12 mai 1973	Louise Aubé
10- Gérard Miron	Chertsey, 1^{er} octobre 1949	Angéline Crépeau
9- Gilbert Miron	Chertsey, 5 octobre 1907	Marguerite Bourgeois
8- Fabien Miron	Saint-Alphonse, 19 février 1883	Vitaline Neveu
7- Urgel Miron	Rawdon, 10 septembre 1849	Justine Thouin
6- Ambroise Miron	Lavaltrie, 18 février 1828	Euphrasine Grenier
5- Louis Mignerou	L'Assomption, 14 février 1792	Marguerite Foisy
4- Ambroise Mignerou	L'Assomption, 23 janvier 1764	Marie Venne
3- Ambroise Mignerou	Pointe-aux-Trembles, 14 février 1735	Catherine Marsan
2- Ambroise Mignerou	Sainte-Famille, Île d'Orléans, 8 août 1703	Geneviève Pépin
1- Laurent Mignerou	L'Ange-Gardien, contrat Vachon, 11 mai 1675	Marie Guillaume

Laurent Mignerou est né vers 1644 dans la paroisse Saint-Hilaire, ville de Chizé au Poitou, de l'union de Pierre Mignerou et de Françoise Pelligouen. Il arrive en Nouvelle-France vers 1662 et épouse à Château-Richer le 9 septembre 1666, Anne Saint-Denis, qui décède en 1674. Cultivateur à Sainte-Anne-de-Beaupré, Laurent Mignerou décède dans cette paroisse après 1705. Vers 1880, le patronyme de Mignerou s'est transformé pour celui de Miron. Tous les Miron de Chertsey sont les descendants d'Ambroise Mignerou et d'Euphrasine Grenier.



Gilbert Miron et
Marguerite Bourgeois
à leur mariage, en 1907.

Famille Morin

9- Christian Morin	Chertsey, 17 février 1973	Manon Lamoureux
8- Roland Morin	Chertsey, 28 juin 1952	Huguette Gagnon
7- Damien Morin	Sainte-Marguerite, 8 décembre 1919	Adéline Duval
6- Gilbert Morin	Chertsey, 15 juillet 1878	Césarine Beaudry
5- André Morin	Joliette, 30 octobre 1848	Éléonore Beaudry
4- Jean-Baptiste Morin	L'Assomption, 10 août 1824	Ester Vallant
3- Benoit Morin	Saint-Sulpice, 26 septembre 1774	Madeleine Collin
2- Noël Morin	Saint-Sulpice, 25 janvier 1734	Madeleine Perreault
1- Pierre Morin	Beauport, 22 février 1694	Marie-Madeleine Lépinay

Pierre Morin est né vers 1669 à Plaine-Haute en Bretagne, de l'union de Pierre Morin et de Marguerite Laurent. Il arrive en Nouvelle-France en 1688 comme sergent d'une compagnie du détachement des troupes de la Marine. Au terme de son engagement, il s'établit à Beauport comme agriculteur. Il décède dans cette paroisse le 28 octobre 1722. Plusieurs Morin de Chertsey sont des descendants d'André Morin et d'Éléonore Beaudry.

Huguette Gagnon et Roland Morin le 28 juin 1952.



Famille Perreault

- | | | |
|---------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|
| 11- Jean-Claude Perreault | Chertsey, 16 septembre 1972 | Micheline Morin |
| 10- Claude Perreault | Chertsey, 28 avril 1951 | Pauline Dupuis |
| 9- Joseph Perreault | Chertsey, 24 mai 1922 | Marie-Louise Charbonneau |
| 8- Alfred Perreault | Chertsey, 3 mai 1892 | Georgianna Rivest |
| 7- Théophile Perrault | Chertsey, 9 novembre 1869 | Marie Dupuis |
| 6- Joseph Perreault | L'Assomption, 27 septembre 1836 | Déliima Lépine |
| 5- Michel Perreault | L'Assomption, 3 octobre 1803 | Marie Tellier dit Lafortune |
| 4- Michel Perreault | L'Assomption, 30 janvier 1781 | Marie-Thérèse Rivest |
| 3- Joseph Perreault | L'Assomption, 6 février 1747 | Marie-Anne Laperche |
| 2- Pierre Perrot | Saint-Sulpice, 26 avril 1718 | Marie-Anne Lescarbots |
| 1- Nicolas Perrot | Cap-de-la-Madeleine, 11 novembre 1671 | Marie-Madeleine Raclot |

Nicolas Perrot est né vers 1644 dans la commune de Darcey en Bourgogne, de l'union de François Perrot, lieutenant de justice, et de Marie Sirot. Il arrive au Canada vers 1666 et s'établit à Montréal. Interprète et coureur des bois, Nicolas Perrot s'établit au Cap-de-la-Madeleine après son mariage. Il décède à Bécancour le 14 août 1717, à l'âge de 74 ans. Tous les Perreault de Chertsey sont des descendants de Joseph Perreault et de Délima Lépine.

Joseph Perreault, Marie-Louise Charbonneau et leur fille Paula en 1941.



Famille Poudrier

11- Donald Poudrier	Chertsey, 11 avril 1977	Michelle de Carufel
10- Raymond Poudrier	Chertsey, 15 juillet 1937	Étoila Guernon
9- Émery Poudrier	Saint-Émile, 11 septembre 1911	Herménie Léveillé
8- Edmond Poudrier	Chertsey, 31 août 1874	Délina Lapierre
7- Joseph Poudrier	Saint-Jacques-de-l'Achigan, 13 avril 1847	Céline Melançon
6- Alexis (David) Lemay dit Poudrier	Saint-Jude, 27 octobre 1828	Françoise Laventure
5- Antoine Lemay dit Poudrier	Saint-Léon, 11 juillet 1803	Josephte Brisset
4- Étienne Lemay dit Poudrier	Lotbinière, 11 février 1771	Marie-Céleste Adam
3- Joseph Lemay dit Poudrier	Saint-Nicolas, 15 novembre 1728	Geneviève Frichtet
2- Ignace Lemay dit Poudrier	Charlesbourg, 24 novembre 1687	Anne Girard
1- Michel Lemay	Trois-Rivières, 16 juin 1659	Marie Duteau

Michel Lemay est né vers 1639 à Chenehutte-les-Tuffeaux en Anjou, de l'union de François Lemay et de Marie Gaschet. Il arrive en Nouvelle-France en 1654 et s'établit dans la région de Trois-Rivières. Il décède avant le 5 novembre 1685 dans la région de Lotbinière. Ses fils ont pris le surnom de Poudrier. Vers 1800, les Lemay dit Poudrier s'installent dans la région de Saint-Hyacinthe, puis à Saint-Jacques-de-l'Achigan. Tous les Poudrier de Chertsey sont des descendants de Joseph Poudrier et de Céline Melançon. Seulement deux familles de Poudrier vivent encore à Chertsey en 1999.



Viateur Poudrier épouse Élisabeth Dupuis à Chertsey le 12 août 1919.

Viateur Poudrier est le fils d'Edmond Poudrier et de Délina Lapierre, et le frère d'Émery Poudrier.

Famille Riopel

10- Yvon Riopel	Montréal, 8 avril 1967	Gyslaine Hood
9- Jean Riopel	Chertsey, 3 juillet 1940	Marie-Ange Lussier
8- Joseph Riopel	Saint-Calixte, 4 avril 1910	Marie-Louise Charbonneau
7- Joseph Riopel	Chertsey, 8 février 1887	Emma Jetté
6- Octave Riopel	Rawdon, 28 août 1855	Marie-Jeanne Kinshella
5- Louis Riopel	L'Assomption, 5 février 1822	Josephthe-Émilie Lippé
4- Joseph Riopel	L'Assomption, 29 février 1788	Marie-Esther Mireault
3- Joseph Riopel	L'Ange-Gardien, 30 juillet 1753	Marie Julien
2- Pierre Riopel	L'Ange-Gardien, 21 février 1718	Marie-Anne Maheux
1- Pierre Riopel	L'Ange-Gardien, 4 novembre 1687	Marie Julien

Pierre Riopel est né le 24 août 1656 à Saint-Georges-d'Oléron en Aunis, de l'union de Pierre Riopel et de Marguerite Dubois. Il arrive en Nouvelle-France comme tonnelier. En 1687, il s'établit dans la basse-ville de Québec, où il décède le 9 décembre 1700. Tous les Riopel de Chertsey descendent de Louis Riopel et de Josephthe-Émilie Lippé.



Jean Riopel épouse Marie-Ange Lussier
à Chertsey le 3 juillet 1940.

Famille Rivest

11- Lucette Rivest	Chertsey, 20 mai 1978	Armand Majeau
10- Paul Rivest	Chertsey, 3 mai 1952	Yvonne Perreault
9- Olivier Rivest	Saint-Calixte, 14 juillet 1908	Clémentine Prévile
8- Olivier Rivest	Chertsey, 22 juillet 1890	Délia Perreault
7- François Rivest	Saint-Jacques-de-l'Achigan, 20 février 1860	Éloïse Bourgeois
6- Alexis Rivest	Saint-Paul-de-Joliette, 29 octobre 1835	Thérèse Désilets
5- Alexis Rivest	Lieu inconnu, vers 1810	Catherine Langlois
4- Jean-Baptiste Rivest	Verchères, 3 février 1777	Marie Truteau
3- Alexis Rivest	Repentigny, 14 février 1746	Marguerite Bousquet
2- Alexis Rivest	Repentigny, 25 février 1721	Marie-Anne Migneron
1- Maurice Rivest	Cap-de-la-Madeleine, contrat Ameau, 7 janvier 1671	Marie Cusson

Maurice Rivest ou Rivest est né vers 1642 dans la paroisse Notre-Dame-de-Cognes, ville de La Rochelle, de l'union de Jacques Rivest et de Marie Dieuray. Il arrive au Canada avant 1665 puisqu'il contracte un mariage avec Catherine Barré le 17 novembre 1664, contrat qui sera annulé par la suite. Maurice Rivest s'établit comme agriculteur au Cap-de-la-Madeleine vers 1668. Il décède entre 1710 et 1712. Les familles Rivest, Rivais et Rivest sont de même souche. Tous les Rivest de Chertsey descendent de François Rivest et d'Éloïse Bourgeois.



Arsène Rivest et Justine Brisson
fils de François Rivest et d'Éloïse Bourgeois.

Famille Tremblay

12- Michel Tremblay		Jadette Poudrier
	Chertsey, 29 octobre 1963	
11- Bertrand Tremblay		Simone Riopel
	Chertsey, 21 août 1935	
10- Louis Tremblay		Céline Grégoire
	Chertsey, 14 août 1911	
9- Placide Tremblay		Amélia Riopel
	Chertsey, 15 août 1872	
8- François-Xavier Tremblay		Marie Héroux
	Saint-Jacques de l'Achigan, 26 février 1838	
7- Médard Boucher dit Tremblay		Charlotte Laforge
	Repentigny, 25 mai 1812	
6- Jean-Baptiste Boucher		Marie-Louise Roy
	Repentigny, 6 mai 1782	
5- Joseph Boucher		Marguerite Roy
	Écoupag, Acadie, vers 1747	
4- Joseph Boucher		Geneviève Hayot
	Kamouraska, contrat Étienne Jeanneau, 20 janvier 1724	
3- Pierre Boucher		Marie-Anne Michaud
	Rivière-Ouelle, 19 juillet 1695	
2- Jean-Gallerand Boucher		Marie Leclerc
	Château-Richer, 10 octobre 1661	
1- Marin Boucher		Perrine Mallet
	Saint-Langis-lès-Mortagne, France, vers 1628	

Marin Boucher, né vers 1587, est originaire de Mortagne dans le Perche. Il arrive au Canada vers 1635, avec sa femme et ses enfants. Parmi ceux-ci, Jean-Gallerand, baptisé à Saint-Langis-lès-Mortagne le 16 février 1633. Dans la région de Lanaudière, le nom de Boucher s'est transformé en celui de Tremblay en 1791, un fait unique au Québec. Les Tremblay de Chertsey et de la région ne descendent pas, comme tous les autres Tremblay du Québec, du pionnier Pierre Tremblay, originaire de Randonnai dans le Perche. Tous les Tremblay de Chertsey sont des descendants de François-Xavier Tremblay marié à Marie Héroux dit Bouillinvillle, à Saint-Jacques-de-l'Achigan.

Pour plus de détails sur les Tremblay de la région de Lanaudière, voir les *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, vol. 51, no. 2, été 2000, pp. 111-113.

Les anciennes familles

Les familles présentées dans les généalogies précédentes sont encore très présentes à Chertsey au tournant du millénaire. L'annuaire téléphonique indique la présence de 5 Bourgeois, 4 Crépeau, 10 Dupuis, 19 Grenier, 22 Lévesque, 15 Miron, 28 Morin, 39 Perreault, 2 Poudrier, 12 Riopel, 10 Rivest et 38 Tremblay. Tous ces gens ne sont pas nécessairement issus des premiers pionniers de Chertsey. De nouveaux venus, arrivés au cours des quarante dernières années, ont aussi des noms de famille qui peuvent s'entremêler avec ceux des pionniers d'antan. Dans les pages précédentes, nous avons porté une attention particulière à l'identification des chefs de famille de Chertsey. Pour plusieurs, nous avons indiqué les années de naissance et de décès, et pour certains, la date du mariage et le nom des épouses pour nous assurer qu'elles ne tombent pas dans l'oubli.



La famille de Xavier Bourgeois et d'Octavie Perreault, vers 1950.

Les nouvelles familles

Alors que les enfants de Chertsey, devenus adultes, quittent le village pour poursuivre leurs études à l'extérieur ou pour travailler dans les centres comme Joliette, Saint-Jérôme et Montréal, l'arrivée de nouvelles familles urbaines constitue un phénomène nouveau qui vient bouleverser la démographie locale.

Depuis les années 1960, l'essor touristique favorise l'arrivée de nouvelles familles issues, pour la plupart, de la grande région de Montréal. Des centaines de citadins acquièrent des propriétés secondaires aux abords des lacs et des cours d'eau. Au départ chalets, camps d'été ou maisons de campagne, ces demeures de villégiature ont pris des aspects de permanence au cours des années 1980 et 1990 lorsque leurs propriétaires, nouvellement retraités, décident de s'y établir en permanence. L'arrivée de ces nouveaux citoyens modifie considérablement le corpus familial pour former une nouvelle population où se mêlent les anciens et les nouveaux habitants.

Aujourd'hui, la plus grande partie de la population de Chertsey est formée des arrivants du dernier quart de siècle. Les Anciens ne forment plus qu'une minorité pour laquelle les traditions familiales s'estompent rapidement. Ce livre veut rappeler à tous, anciens et nouveaux, le nom des hommes, des femmes et des familles qui ont contribué à la fondation et au développement de la paroisse et de la municipalité de Chertsey.

Chapitre quatorzième

Planures historiques

Ce chapitre, le dernier de cette belle histoire de Chertsey, rassemble des événements qui n'ont pu être traités dans les autres parties de ce livre. Comme ces événements sont importants pour l'histoire, nous les avons regroupés dans ces pages.

Le règlement de prohibition

Au début des années 1900, Chertsey compte un seul établissement hôtelier, qui constitue une étape prisée par les personnes qui font le trajet entre Montréal et Saint-Donat. Arsène Rivest, propriétaire de l'établissement - situé autrefois à l'emplacement du magasin d'Angélico Dupuis - offre le coucher et les repas en plus des boissons alcooliques.

En 1912, le conseil municipal de Chertsey adopte un règlement qui interdit la vente d'alcool sur le territoire de la municipalité. Ce règlement est aboli le 15 mars 1956, après 44 ans d'existence. En 1948 et en 1952, on avait tenté de casser le règlement pour permettre l'ouverture d'un hôtel, mais sans succès. L'hôtel du lac Paré, situé dans une nouvelle municipalité depuis 1949, échappe au règlement de prohibition.

Dès l'abrogation du règlement par le Conseil municipal, Bertrand Joly, veuf de Blanche Poirier, ouvre un premier hôtel en 1956. L'Hôtel du lac Mooney est racheté



L'auberge du lac Mooney, propriété de Bertrand Joly et de Blanche Poirier en 1956.
L'hôtel devient la propriété de Noël Hayes et de Jeannette Bruneau en 1960,
jusqu'à l'incendie qui détruit l'établissement en 1986.

par Noël Hayes et Jeannette Bruneau au début des années soixante. En 1986, suite à l'incendie de l'hôtel, Noël Hayes quitte Chertsey pour s'établir comme hôtelier à Saint-Donat.

D'autres établissements hôteliers ouvrent leurs portes, comme l'Hôtel Chertsey, propriété de Raymond Poudrier (1914-1985), lequel avait ouvert un magasin de chaussures avant d'obtenir un permis de vente d'alcool. Dans les années 1980, l'Hôtel Chertsey est loué à Lionel Galarneau, de Cap-de-la-Madeleine. La propriété, devenue le Bar du village, passe ensuite entre les mains de Réal Lamothe puis d'un nommé Vaillancourt avant d'être démolie en 1995 pour faire place à la future Caisse populaire de Chertsey. L'Auberge Champlain, dans le 6^e rang, est ouverte bien avant 1956. Bar clandestin bien connu des anciens de Chertsey, il était la propriété de Roger Rochon (sans lien de parenté avec les familles Rochon de Chertsey), qui avait aménagé le bar dans une ancienne écurie.

La résidence d'Armand Dupuis (propriétaire de Dupuis Frères)

En 1868, Nazaire Dupuis (1844-1876) quitte Saint-Jacques-de-l'Achigan pour Montréal, où il ouvre un petit commerce en association avec son frère Odilon. Ce commerce prendra le nom de Dupuis Frères Limitée, le grand magasin à rayons des



La résidence de villégiature d'Armand Dupuis,
construite en 1938 par Adolphe Flageol, au lac Daly.

Canadiens-français, situé dans l'est de Montréal. À la mort de Nazaire, le commerce est repris par son fils Narcisse, qui le revend à ses neveux Albert et Armand Dupuis. Le magasin de la rue Sainte-Catherine a fermé définitivement ses portes en 1978. Armand Dupuis, ingénieur de formation, et son épouse Aline Dupuis, sa cousine germaine, font l'acquisition du lot 24 du 5^e rang du canton de Chertsey en 1937. L'année suivante, ils font construire, par Adolphe Flageol (1900-1980), un grand chalet de neuf pièces sur le bord du lac Daly (aujourd'hui le chalet des moniteurs du camp Boute-en-Train).

Plus haut se trouvait une maison de ferme habitée par un nommé Boudreau. Cette maison est acquise par Adolphe Flageol et son épouse, Éva Bergeron. Monsieur Flageol qui, jusqu'en 1937, était le chauffeur d'Armand Dupuis, devient le gérant de la ferme et du domaine. Au décès d'Armand Dupuis en 1943, une fudicie gère le domaine de Chertsey. En 1949, Aline Dupuis vend le domaine de son défunt mari aux Frères du Sacré-Cœur, qui ont l'intention de construire un juvénat et un camp à l'usage des frères au lac Dupuis (Daly).

Les Frères du Sacré-Cœur à Chertsey

La congrégation des Frères du Sacré-Cœur s'implante au Canada en 1872 avec l'établissement d'une maison à Arthabaska. En 1912, les Maisons sont classées en deux provinces : Arthabaska et Saint-Hyacinthe. Dans le diocèse de Joliette, les Frères du Sacré-Cœur s'établissent à Saint-Gabriel de Brandon en 1921.

En 1949, les frères acquièrent de Mme Armand Dupuis la propriété du lac Daly pour y établir un noviciat et un camp d'été.

Le juvénat

En juillet 1951, le projet de construction d'un noviciat à Chertsey est confirmé par les autorités de la congrégation. L'édifice sera construit sur un plateau situé du côté nord du 5^e rang et faisant face au lac Daly. L'architecte André Marien est chargé de préparer les plans d'un édifice de trois étages en plus d'un sous-sol. Le bâtiment, aux lignes droites et sobres, mesure 114 pieds de longueur sur 50 pieds de profondeur. Les plans sont complétés en septembre et la firme de construction Quémont, de Montréal, est chargée de la construction.

L'entrepreneur prend un certain retard dans les travaux si bien qu'en décembre, la bâtisse ne compte que le rez-de-chaussée. En raison du froid, les travaux sont



Le juvénat des frères du Sacré-Cœur, construit en 1951-1952.

suspendus jusqu'en avril 1952. Ils reprennent pour se terminer en octobre de la même année. La première messe est célébrée le 19 octobre, en présence du chancelier du diocèse de Joliette et du directeur, le frère Albani. Les travaux intérieurs sont réalisés par les frères et les juvénistes, sous la direction du frère Albani, au cours des années 1952 et 1953. Le dimanche 16 août 1953, Mgr Papineau, évêque de Joliette, procède à la bénédiction du juvénat en présence de nombreux invités et des 46 juvénistes.

De 1952 à 1986, le juvénat des frères du Sacré-Coeur, une institution d'enseignement reconnue par le ministère de l'Éducation, reçoit les jeunes gens désireux de poursuivre leur formation humaine et chrétienne dans un milieu qui les prépare à s'engager au service de l'Église. La diminution des vocations religieuses oblige une réorientation de l'institution en 1986.

Après avoir reçu les autorisations du Conseil provincial des Frères du Sacré-Cœur et de l'évêché de Joliette, le juvénat devient une maison de ressourcement, d'évangélisation et d'éducation à compter du 18 mars 1987. À l'été 1987, des travaux sont entrepris pour construire des chambres à même les dortoirs et réaménager certaines pièces communes.

En 1998-1999, la Maison Jésus-Enseignant reçoit 4 203 visiteurs pour des retraites, des séjours individuels et des visites journalières. La Maison Jésus-Enseignant est dirigée par les frères Jean-Jacques Cusson, Jean-Marie-Lapierre et le père Marcel Plante. Plusieurs bénévoles oeuvrent également au sein de l'institution.

Le camp Boute-en-Train

Lorsque les Frères du Sacré-Cœur acquièrent le domaine Dupuis en 1949, le projet du futur juvénat était étroitement lié à l'établissement d'un camp de vacances pour les frères. Dès 1949, on procède à la construction de cinq chalets, de la chapelle, d'un réfectoire et de la cuisine sur les bords du lac Dupuis. En 1953, sous la direction du frère Stanislas, on construit la grande salle qui sera démolie en 1979. Jusqu'en 1960, le camp est réservé aux frères qui fréquentent le juvénat et les autres institutions de la congrégation, comme le collège Roussin de Montréal.

En 1961, le camp est réaménagé pour créer une véritable colonie de vacances. Plusieurs autres chalets sont alors construits sur le site. À l'été 1962, la colonie de vacances reçoit ses premiers visiteurs. Depuis 1974, le camp Boute-en-Train ouvre ses portes toute d'année. Entre 1975 et 1988, plusieurs constructions sont édifiées pour doter le camp d'infrastructures modernes et d'installations de loisir pour les activités estivales et hivernales. Plusieurs autres aménagements sont réalisés en 1992 et en 1994, tels que le pavillon Landry, la cuisine et la cafétéria.

En 1996, Marco Gendreau, à l'emploi du camp depuis une quinzaine d'années, est nommé directeur-général. Sous sa direction, le camp Boute-en-Train poursuit son développement et attire de plus en plus de visiteurs. À l'été 2000, le camp compte recevoir 750 jeunes par jour et plusieurs milliers de jeunes en journée plein air. Grâce à une fréquentation pendant toute l'année, le camp Boute-en-Train est considéré comme l'un des cinq plus gros camps au Québec.

La vente de la glace

Les anciens de Chertsey et les villégiateurs des années 1960 se rappellent du vendeur de glace du village. Émile-Lucien Foucher (1901-1970) découpait ses blocs de glace au 7^e Lac pour les entreposer dans sa glacière de bran-de-scie en bas du village, sur la rue Principale. Monsieur Foucher est décédé le 2 mars 1970.

Le film *Le Père Chopin*

En juin 1944, la compagnie Renaissance Films, de Montréal, entreprend le tournage du premier long métrage canadien de langue française. Il s'agit du film *Le Père Chopin*, du réalisateur Fédor Ozep. La distribution franco-canadienne est composée de Marcel Chabrier, François Rozet, Ovila Légaré, Guy Maufette, Jeannine Sutto, Ginette Letondal et Madeleine Ozeray. La première du film est présentée au théâtre Saint-Denis de Montréal le 19 avril 1945.



Photo : Cinémathèque québécoise

Lors du tournage du film « Le père Chopin » en juin 1944.

Le village de Saint-Théodore-de-Chertsey est choisi comme lieu de tournage des scènes extérieures du film pour représenter le village de Saint-Valentin. Plusieurs citoyens de Chertsey participent au film comme figurants ou comme fournisseurs de services : Alphonse Bélair, Émilien Riopel, Angélico Dupuis et Étoile Guernon, épouse de Raymond Poudrier. La maison d'Émery Poudrier, alors maire du village, sert également de lieu de tournage. Elle représente la maison de Paul Dupont, le professeur de musique. C'est surtout sur la colline, à l'arrière de la maison de Gaston Perreault (1928-1981), que le réalisateur tourne plusieurs prises de vues du village.

Saint-Exupéry à Chertsey

Pendant la dernière guerre mondiale, l'écrivain français Antoine de Saint-Exupéry décide de se réfugier aux États-Unis dans l'intention de convaincre les Américains de s'impliquer dans le conflit. Saint-Exupéry arrive donc à New York le 31 décembre 1940. Il profite de son séjour dans la métropole américaine pour promouvoir ses ouvrages : *Vol de Nuit* (1931) et *Terre des Hommes* (1939). L'auteur publie, à la Maison française de New-York, *Pilote de guerre*, au début de 1942. En avril de la même année, l'éditeur canadien Bernard Valiquette invite Saint-Exupéry à Montréal pour faire la promotion de ses ouvrages.

Le 28 avril 1942, Saint-Exupéry arrive à Montréal pour cinq jours, le temps de donner des entrevues, prononcer des conférences publiques à Montréal et à Québec et autographier ses livres. Au terme de sa tournée canadienne, l'auteur décide de rentrer à New York, mais il est refoulé à la frontière canado-américaine en raison d'un visa échu. Les tracasseries administratives l'obligeront à séjourner cinq semaines au Canada avant de regagner les États-Unis au début de juin.

En raison des relations qu'entretiennent Bernard Valiquette et Armand Dupuis (co-propriétaire du magasin Dupuis Frères), on propose à Saint-Exupéry de passer



Le chalet d'Armand Dupuis. L'auteur Saint-Exupéry y séjourna quelques jours en juin 1942.
Cette maison fait aujourd'hui partie du camp Bout-en-Train.

quelques jours de repos au chalet d'Armand Dupuis à Chertsey. L'auteur français, toujours retenu à Montréal, accepte l'invitation. Le vendredi 5 juin 1942, Armand Dupuis, sa femme Aline, Antoine de Saint-Exupéry et son épouse Consuelo arrivent au chalet du lac Dupuis à Chertsey. Quelques autres personnes se joignent au groupe. Les hôtes et les invités y séjournent toute la fin de semaine avant de regagner Montréal le lundi.

C'est au cours de ce bref séjour à Chertsey que Saint-Exupéry aurait griffonné quelques notes en vue d'écrire son célèbre roman *Le Petit Prince*. Dans la dédicace du livre *Pilote de Guerre* remis à Aline Dupuis, l'auteur écrit :

Pour Madame Armand Dupuis, en souvenir d'une des rares escales qui rendent habitable la terre des hommes. Où l'on peut dormir jusqu'à 1 h 30, où l'on connaît l'amitié et la douceur de vivre et où les pilotes de guerre se contentent de tirer sur des cibles de papier, de pêcher à la ligne et d'essayer de réussir des tours de cartes. Avec une vive et fidèle amitié.

Antoine de Saint-Exupéry

(La dédicace est suivie d'un dessin de l'auteur avec l'inscription « Ça c'est moi en campagnard »).

Françoise Flageol, fille d'Adolphe Flageol, qui aidait sa mère chez les Dupuis, a été témoin de la visite de Saint-Exupéry à Chertsey, au début de juin 1942. Elle se rappelle qu'après le repas il aidait à essuyer la vaisselle. « Il aimait faire rire le monde, je le revois encore faire des trucs amusants, des bulles de savon avec l'eau de vaisselle ».

Après son bref séjour dans les Laurentides, Antoine de Saint-Exupéry regagne Montréal puis rentre aux États-Unis en juin 1942. Il séjourne de nouveau à New York et profite de ses séjours dans une maison de campagne des Adirondacks pour écrire. Le 6 avril 1943, il publie *Le Petit Prince*, sans doute son plus grand succès. Le 20 avril 1943, il s'embarque pour Alger, où il s'enrôle dans l'aviation.

Antoine de Saint-Exupéry disparaît mystérieusement le 31 juillet 1944 lors d'une mission de reconnaissance au-dessus de la Méditerranée. Il laisse une œuvre littéraire qui, bien qu'inachevée, reste l'une des plus lues au monde.

Dans le chalet Dupuis, au camp Boute-en-Train, on a récemment placé l'affiche suivante : « Dans ce chalet, Saint-Exupéry, lors d'un bref séjour, a conçu et rédigé en bonne partie son roman *Le Petit Prince* ».

Les souvenirs d'Ignace Dupuis

Le texte suivant a été probablement écrit par Lucienne Dupuis pour l'*Album centenaire de la paroisse de Saint-Théodore-de-Chertsey*, publié en 1970. Il témoigne de la vie et des mœurs d'un pionnier de Chertsey, une figure attachante et inoubliable de l'époque.

Il a été légèrement remanié pour une meilleure compréhension de la prose. À certains endroits, des années et des noms ont été ajoutés pour situer un événement ou identifier un individu avec plus de précision.

« Natif de Saint-Liguori (1864), il n'avait que quelques mois à peine lorsque ses parents ont émigré à Chertsey. Son père, Ignace Dupuis et sa mère Rachel Perreault, alliée à tous les Perreault de la paroisse avait pris souche à Saint-Liguori, mais le grand-père Dupuis était originaire de Maskinongé. Notre arrière-grand-père était un chef nationaliste, ayant participé à la révolte de 1837, il fut même obligé de s'exiler en Ontario à cause des représailles. Ce chef défaitiste fut-il héros ? L'histoire n'a pas dit son dernier mot.

Établi non loin du village avec sa famille, notre père se rappelait avoir vu transporter les énormes piliers qui soutiennent notre église actuelle, il avait quatre ans alors. Quelques années plus tard, il prend le chemin de l'école... Avec sa future épouse, Justine Beaugard, ils se disputent les premières places, lui, en mathématique, elle en français... Son père était venu défricher, coloniser, bâtir une paroisse... À vingt ans, Ignace connaît tous les secrets de ce dur métier... Avec cent dollars dans sa poche, il peut se marier... Il n'eut pas à chercher bien loin pour trouver la femme qui lui fallait... La famille Jaret de Beaugard, qui avait parmi ses ancêtres Madeleine de Verchères, demeurait dans le rang et Justine avait 16 ans.

Les mariés de l'époque recevaient toujours une vache en cadeau de noces. Une vache peut apporter beaucoup pour nourrir une famille, mais il faut une récolte pour nourrir la vache... Nos très jeunes habitants s'établirent donc en premier lieu chez Pétrone Béland, sur une terre qui serpentait la rivière Jean-Venne... En hiver, le père fait chantier avec son beau-frère Joseph Latendresse (époux de Délia Dupuis) et, maman fait le trait. À sept milles du village, ces braves pionniers viennent à la messe le dimanche. Jusqu'à quatre enfants, nous les amenions au village et nous les faisons garder par les grands-parents, deux d'un bord, deux de l'autre nous racontait la maman.

Un jour, on déménage dans le deuxième rang (près de chez Joseph Riopel) et là encore, la maman est seule pour s'occuper de tout, elle est même obligée

d'aller quérir l'eau à la source. Le nombre d'enfants ayant doublé, huit maintenant, les plus grands peuvent garder à l'heure des vaches. Les voisins, Brouillette (Alphonse) et Riopel (Joseph) sont de ceux que l'on n'oublie pas. Et puis tranquillement, on se rapproche du village... troisième, au bout du rang, après Donat Guilbeault (1912-1992). Les déménagements ne sont pas des événements très gais d'autant plus que la famille laisse un peu d'elle-même partout où elle passe...

De la maison Lepage, comme on l'appelait alors, on vient s'établir au milieu du village (ancienne maison de Raymond Sicard et Marcelle Breault). Notre père était devenu toiseur pour une compagnie et allait toiser avec Roch Saint-Jean. La famille avait atteint son maximum, dix-huit enfants, lorsque la chance apparaît sous la forme d'une maison extraordinaire, l'ancien presbytère, une maison de 40 pieds avec au moins vingt pièces. L'achat fut permis avec l'aide des aînées qui étaient devenues des institutrices très recherchées.

Une dernière fois que la famille entière a transporté ses pénates dans cette grande maison où vingt ou vingt-cinq personnes pouvaient se mouvoir à l'aise, face à l'église et au presbytère actuel (celui de 1905). La même année (1912), notre vieil Olivier Lapierre, chaud partisan de Laurier, perdait son bureau de poste, il avait trop parlé ! Notre père était tout désigné pour le recevoir. Au départ de Damase Lajeunesse (époux d'Émilie Lapierre) pour Montréal, il devenait secrétaire-trésorier des deux municipalités (village et scolaire). Il devait remplir ces fonctions pendant vingt ans (18 ans et 2 mois). Notre oncle, Ludger Beauregard (1858-1920), qui avait un magasin formidable, ayant décidé de s'établir à Joliette, notre père put acquérir ce commerce à de bonnes conditions. Il fut donc tout à la fois, marchand général, maître de poste, secrétaire-trésorier, huissier, agent d'assurance et mesureur de bois. Son bureau étant à la maison, il pouvait recevoir les gens à toute heure du jour et de la soirée. Aujourd'hui, on l'appellerait un service de dépannage.

Tout allait à la merveille lorsqu'un jour le feu se déclare chez notre oncle Joseph Beauregard (1860-1923), notre quatrième voisin. Pas de pompiers à l'époque (1920), à peu près rien pour circonscrire le feu. Quel tableau ! Toute la marchandise étalée devant l'église, nous avons trouvé un gîte au presbytère et le lendemain, la neige couvrait un amas de cendre. Par un hasard extraordinaire, une autre maison était à vendre à l'autre extrémité du village, face à la route 18. (à l'angle de la rue de l'Église et de la rue Principale). Cela était beaucoup de problèmes de toutes sortes avec le magasin. De plus, le bureau de poste fonctionnait de nouveau avec une ampleur plus grande... C'est à ce moment-là qu'une nouvelle école a été construite (1923) sur le terrain de l'école actuelle. Comme secrétaire, Ignace Dupuis dût assumer la direction des travaux

au milieu de grandes difficultés. D'autres difficultés surgirent au conseil municipal où parfois nos amis devenaient nos ennemis selon les circonstances. Cependant, dans la maladie et dans les épreuves, Ignace Dupuis fut toujours aussi grand dans sa foi de chrétien, son espérance d'une vie meilleure l'accompagnera jusqu'à la fin (il est décédé en 1933). »

Paul Perreault et les sentiers de la Grande-Vallée

La plupart des histoires commencent par *il était une fois*. Je vais continuer la tradition.

«Un petit garçon de la ville rêvait des grand espaces à la campagne et des montagnes laurentiennes. Il grandit et achète pour sa famille un chalet pour passer les vacances d'été à Chertsey en 1961.

Trois ans plus tard, aimant faire des promenades avec carte et boussole dans les montagnes environnantes, il entreprend de relier par un sentier quelques lacs avec la vallée.

Au fil des ans, occupant ainsi ses fins de semaine et parfois celles de sa famille, il complète la première étape de 3 km jusqu'au lac André. Puis ce fut le prolongement de 2 km en passant par les lacs Ulric et Amable pour atteindre le lac Côté, le plus grand dans ce secteur. Il est heureux de voir déjà chasseurs et pêcheurs utiliser le sentier pour leur plaisir.

Un sommet de 540 m peut être atteint en 1h30 par la vallée. De fréquentes explorations y sont faites de 1965 à 1975. Un jour, en 1982, sur ce même sommet, par un temps idéalement clair, il grimpe à un arbre pour mieux observer les environs. De là, son regard vers le sud lui offre une belle surprise et il doit s'agripper solidement car il vente très fort. Eh oui ! Pour la première fois, il voit sa ville natale à 90 km sur la ligne d'horizon. Le mont Royal et le dôme de l'Oratoire Saint-Joseph, les pyramides olympiques et les blocs rectilignes des gratte-ciel, cette vision de Montréal sur l'horizon des années lui apparaît soudainement toute réelle, comme ce rêve de sentiers entrepris à Chertsey. Du lac Côté vers l'ouest, il fait une randonnée en skis et en raquettes jusqu'au lac Noir, à 3 km, et décide en 1982 de tracer et baliser cette nouvelle section. De la route 125 jusqu'au lac Noir, il ne reste que 5 km qu'il ouvre et marque en 1984, complétant le parcours linéaire.

Cela a pris 20 ans pour réaliser ces 14 km de sentiers linéaires, incluant la bretelle de montée au *SOMMET*.

Il est fier de cet accomplissement mais ne peut s'arrêter de découvrir les beautés de cet environnement. En étudiant des photos aériennes, toujours en 1982, il note une intrigante tache blanche sur le sommet de 639 m. Pour en avoir le coeur net, un jour d'octobre, il y monte avec un compagnon. Ils y trouvent une borne géodésique marquée *MT.107* ainsi qu'une bâche de toile blanche laissée là par l'équipe de cartographes. Un tracé de 3,7 km relie maintenant le désormais *Mont 107* avec le chemin Grande Vallée.

D'autres sections de sentiers, dont celui de *La Pinède* sur trois *buttons* rocheux, forment des boucles joignant les sommets et complètent aujourd'hui un réseau de 30 km parcourant surtout des terres publiques.

L'affichage signalétique aux différentes jonctions de sentiers est complété et actuellement le numérotage des sentiers est avancé. Les droits de passage sur les terres publiques sont acquis du ministère des Ressources naturelles (terres), et le réseau profite de la protection de la Loi de la Forêt quant aux futures coupes de bois. L'entretien et l'avenir de ce beau coin de Chertsey sont assurés par des groupes de randonneurs bénévoles qui se partagent le travail annuellement.»

Une pirogue amérindienne

À l'origine, la région de Chertsey était peuplée par les Algonquiens qui fréquentaient ce vaste territoire pour y faire la chasse et la pêche. La preuve de leur séjour dans la région a été confirmée le 27 juillet 1986 par la découverte d'une pirogue amérindienne au fond du lac Gour. M. Albert L'Heureux, un plongeur amateur, fit l'étonnante découverte d'une embarcation de 5,08 mètres de longueur par 60 cm de largeur et 49 cm de hauteur.



Pirogue amérindienne repêchée dans le lac Gour le 27 juillet 1986.

La pirogue a été soigneusement retirée de l'eau par des archéologues du Ministère de la Culture du Québec et remise en état par un procédé de séchage à froid permettant d'en retirer l'eau. Une datation au Carbone 14 a révélé que la pirogue datait d'environ 600 ans. Elle est actuellement exposée au parc archéologique de la Pointe-du-Buisson à Melocheville, près de Beauharnois.

Remerciements

Je tiens à offrir mes sincères remerciements à la municipalité de Chertsey qui m'a confié l'agréable tâche de produire un nouvel ouvrage sur l'histoire de Chertsey en ce début de millénaire.

Je remercie toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont participé à la préparation de ce livre et plus particulièrement celles qui ont apporté leur collaboration à la réalisation de ce projet. J'adresse des remerciements spéciaux aux personnes suivantes :

M. Pierre Mercier, secrétaire-trésorier de la municipalité, pour ses précieux renseignements et ses nombreux contacts qui m'ont permis de trouver les bons renseignements.

Mme Francine Gaudette, secrétaire-trésorière adjointe de la municipalité, pour son étroite collaboration à la gestion de l'ouvrage.

M. l'abbé François Lanoue, de Joliette, pour sa collaboration à la recherche et plus particulièrement pour les biographies des curés de Saint-Théodore-de-Chertsey.

Mme Mona Flageol, qui assure bénévolement le secrétariat de la paroisse, pour sa précieuse connaissance des familles de Chertsey et des petits détails de son histoire.

MM. Gérard Miron, Denis Provost, Jean-Marie Cossette et toutes les autres personnes qui m'ont fourni des photographies.

Mme Lucille Pagé, mon épouse depuis 30 ans, pour son appui et sa collaboration à la rédaction.

Mme Solange Paquet, de Longueuil, pour la correction et la révision du manuscrit.

M. Normand Robert, directeur général de la Société de recherches historiques Archiv-Histo, qui a réalisé l'édition de ce livre pour le compte de la municipalité de Chertsey.

Bibliographie

Plusieurs documents d'archives et de nombreux ouvrages imprimés ont servi à la publication du livre : *Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000*. En plus des documents cités dans cette bibliographie, il faut souligner la collaboration, entre les années 1972 et 1999, d'Hildège Bélaïr, Gérard Miron, Yvon Riopel, Robert Gauthier, David Miron, Lucienne Dupuis, Michel Ménard, Noël Pagé, Diane Ducharme-Saint-Cyr, Théodore Riopel, Viateur Poudrier, François Lanoue, Francine Gaudette, Pierre Mercier, Guy Leclerc et Mona Flageol.

Sources manuscrites et lieu des dépôts d'archives

CANADA, Archives nationales du Canada et archives des ministères, Ottawa

Archives nationales du Canada

Recensement du Bas-Canada, 1851, Chertsey : microfilm C-1124

Recensement du Bas-Canada, 1861, Chertsey : microfilm C-1297

Recensement du Canada, 1871, St-Théodore-de-Chertsey : microfilm C-10036

Recensement du Canada, 1901, St-Théodore-de-Chertsey : microfilm C-12071

Ministère des postes

Bureau de poste de Saint-Théodore, 1870-1999

Dossiers sur les bureaux de postes du canton de Chertsey, 1856-1971

CHERTSEY, Archives municipales, Chertsey

Municipalité de Chertsey

Registre des délibérations du conseil municipal, 1856-1999

Registre des rôles d'évaluation municipale, 1858-1949

Registre des rôles de perception, 1856-1872

Correspondance diverse, 1884-1937

Municipalité du Lac-Paré

Registre des délibérations du conseil municipal, 1949-1991

Registre des rôles d'évaluation municipale, 1949-1991

Correspondance diverse, 1949-1991

JOLIETTE, Archives de l'évêché et archives religieuses, Joliette

Archives de l'évêché de Joliette, 1850-1999

Dossiers des prêtres du diocèse de Joliette

Registre des décrets et ordonnances de l'archevêché de Montréal, 1859-1898

Registre des délibérations de la fabrique de Saint-Patrice de Rawdon, 1845-1959

Registre des délibérations de la fabrique de Saint-Émile, 1898-1959

Archives de la Congrégation des Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie

JOLIETTE, Société historique de Joliette

Dossiers divers couvrant la période 1850-1870

MONTCALM, Conseil de comté, Sainte-Julienne

Municipalité du comté de Montcalm

Registre des procès-verbaux du Conseil de comté de Montcalm, 1856-1910

Bureau d'enregistrement de Montcalm

Livres de renvoi officiel du canton de Chertsey, 1856-1940

Index aux noms et index aux immeubles, 1856-1860

QUÉBEC, Archives nationales du Québec et archives des ministères, Québec

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

Registre des billets de location, 1850-1875

Ministère de l'Éducation

Registre de fondation des commissions scolaires du Québec

Ministère des Affaires municipales

Registre de fondation des municipalités, 1855-1970

Ministère des Terres et Forêts

Registre d'arpentages primitifs, 1847-1849, Arpentage et géodésie, plan L-4

Domaine territorial, document 227

SAINT-FÉLIX-DE-VALOIS, Archives de la Commission scolaire des Samares, Saint-Félix-de-Valois

Service des immeubles

Dossier école de Saint-Théodore-de-Chertsey, 1991-1994

Municipalité scolaire de Chertsey,

Registre des procès-verbaux, 1857-1870, 1880-1917, 1945-1970 (plusieurs lacunes)

SAINT-THÉODORE-DE-CHERTSEY, Archives paroissiales, Chertsey

Registre des délibérations de l'œuvre de la Fabrique, 1859-1999

Registre des actes de baptêmes, mariages et sépultures, 1859-1994

Sources imprimées

Adams

Rapport géologique du massif laurentien, Ottawa, 1896

Allaire, J.-B.-A.

Dictionnaire biographique du clergé canadien-français, Saint-Hyacinthe, 1908-1933, 6 vol. + suppléments.

Audet, Louis-Philippe

Le système scolaire de la province de Québec, Québec, l'Érable, 1952, 4 vol.

Bas-Canada, Province

Acte des municipalités et des chemins de 1855, Québec, S. Derbshire et G. Desbarats, 1855.

Bas-Canada, Province

Rapport de l'éducation dans le Bas-Canada, Toronto, Lovell et Gibson, 1856 +

Bouchette, Joseph

A Topographic Dictionary of the Province of Lower Canada, London, 1831, 350 p.

Boutillier, T.

Rapport des travaux de colonisation de l'année..., Toronto, John Lovell, 1854-1864.

Caron, Ivanhoé

La colonisation de la province de Québec : début du Régime anglais, 1760-1791, Québec, L'action sociale, 1923, 338 p.

Côté, Pierre E.

Région de Chertsey, districts électoraux de Joliette, Montcalm et Terrebonne (Rapport géologique no 93), Québec, ministère des Mines, 1960, 35 p.

Dauth, Gaspard

Le diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle... Montréal, Eusèbe Senécal & cie, 1900, 800 p.

DeMontigny, B.-T.-A.

La Colonisation : le Nord de Montréal ou la région de Labelle, Montréal, C.O. Beauchemin et fils, 1895, 350 p.

Deschamps, Clément E.

Liste des municipalités dans la province de Québec, Québec, Lévis et Mercier, 1886, 816 p.

Dionne, Narcisse-Eutrope

Origine des familles émigrées de France, d'Espagne, de Suisse, etc. pour venir se fixer au Canada..., Québec, Librairie Garneau, 1914, 611 p.

Dozois, Paul

L'évolution des municipalités [conférence], Québec, 1959, s.p.

Drapeau, Stanislas

Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada depuis dix ans (1851 à 1861) constatant les progrès du défrichement de l'ouverture des chemins de colonisation et du développement de la population canadienne-française, Québec, Typographie de Léger Brousseau, 1863, 593 p.

Dupuis-Bédard, Hélène *et al.*

Baptêmes, mariages, sépultures et annotations marginales de la paroisse de Saint-Théodore-de-Chertsey, comté de Montcalm, 1858-1992, Joliette, Société de généalogie de Lanaudière, publication no 47, 1993.

Fournier, Marcel

Historique de la région de Chertsey et du Lac Paré, 1790-1979, Montréal, Édition Bergeron, 1979, 178 p.

Fournier, Marcel, éd.

Répertoire des noms géographiques du canton de Chertsey, comté de Montcalm, Chertsey, 1973.

Jetté, René

Dictionnaire généalogique des familles du Québec des origines à 1730, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1983, 1176 p.

Langelier, J. C.

Liste des terrains concédés par la Couronne dans la province de Québec : de 1763 au 31 décembre 1890, Québec, C. F. Langlois, imprimeur, 1891, 1921 p.

Lanoue, François

Une Nouvelle-Acadie : Saint-Jacques de l'Achigan, 1772-1972, Joliette, 1972, 410 p.

Magnan, Hormidas

Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec, Arthabaska, 1925, 738 p.

Perreault, Gaston *et al.*

Le centenaire de Saint-Théodore-de-Chertsey, 1870-1970, Ste-Julienne, Imprimerie Ste-Julienne, 1970, s. p.

Québec, Province

Gazette officielle de Québec, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1867 +

Québec, Province

Statuts du Québec, chapitre 105, Québec, Imprimeur du roi, 1949.

Rivest, Lucien, c.s.v.

Mariages du comté de Montcalm du début des paroisses à 1960 inclusivement, Montréal, 1964, 3 vol.

Rivest, Lucien, c.s.v.

Mariages du comté de Joliette du début des paroisses à 1960 inclusivement, Montréal, 1964, 4 vol.

Rivest, Lucien, c.s.v.

Mariages du comté de l'Assomption du début des paroisses à 1960 inclusivement, Montréal, 1962, 4 vol.

Index

- Ami, Marc, 201
Amireault, Adolphe, 82
Amireault, Gabriel, 82
Archambault, Francis, 54
Archambault, François, 160, 212
Archambault, Horace, 105
Archambault, Jean-Baptiste, 127
Archambault, Joseph-Alfred, 64
Archambault, Léon, 127
Archambault, Marguerite, 57
Archambault, Marguerite-Éléonore, 212
Archambault, Marie, 122
Archambault, Mgr, 80
Archambault, Urgel, 57
Arès, Napoléon, 201
Arpin, Marie, 124
Arsenault, France, 70
Asselin, M., 58
Aubé, Edgard, 147, 150, 164
Aubertin, Simone, 118
Aubin, Jean-Pierre, 153
Audet, Maurice, 72, 76, 82, 127, 186, 190, 193, 201
Audet, Mgr René, 83
Audy, Antonin, 67, 82
Audy, Narcisse, 82
Ayot, Marie, 77
Barette, Adolphe, 127
Barette, Gilbert, 42
Barette, Maria, 127, 128, 129
Barré, Lucien, 158
Bastien, Jean-Baptiste, 25, 27
Beauchamp, Délia, 127
Beauchamp, Émilie, 126, 201
Beauchamp, Émilie, 214
Beauchamp, Jean-Baptiste, 27
Beauchamp, Marcel, 188
Beauchemin, Ernest, 61
Baudry, Édouilda, 80
Beaulieu, Claude, 68
Beaulieu, Monique, 70
Beaulieu, René, 155, 164
Beaupré, Charles-Édouard, 88
Beauregard, Joseph, 114, 127, 162, 243
Beauregard, Jules, 132
Beauregard, Justine, 212, 242
Beauregard, Louis, 50
Beauregard, Ludger, 103, 126, 132, 161, 243
Beauregard, Médéric, 84
Beauregard, Paul, 127
Beausoleil, Roger, 110
Bédard, Yvon, 147
Bélair, Adelin, 128
Bélair, Alphonse, 212, 239
Bélair, Bruno, 128
Bélair, Claude, 69, 73, 83
Bélair, Guildy-Éva, 121
Bélair, Hildège, 128, 161, 192,
Bélair, Jean-Baptiste, 138, 180, 203
Bélair, Louis-Philippe, 83
Bélair, Pierre, Beauregard, 161
Béland, Pétrope, 202, 242
Béland, Pierre, 57
Bélanger, Rosaire, 199
Bélisle, François, 97
Bélisle, Hercule, 164
Belleau, Jacques, 188
Bérard, Gaspard, 78
Bérard, Maria, 83
Bergeron, Éva, 236
Bernier, Léo, 190
Bernier, Réal, 157
Bissonnette, P.-J.-Léonidas, 91, 196
Blais, Gaston, 69
Blais, Pascal, 118
Blondin, Éva, 66, 219
Blondin, Michel, 70, 83
Blouin, Jean-Guy, 119
Bolhwell, William, 200
Bonin, Omer, 71
Borne, Pierre, 165
Bouchard, Oscar, 158
Bouchette, Joseph, 19
Boudreau, Pélagie, 123
Boulangier, A., 164
Boulangier, Eugène, 71
Bourassa, Ernest, 73, 183
Bourbonnais, François-Xavier, 42, 49, 51, 52, 77
Bourdon, Marcel, 187, 190
Bourgeault, Médard, 74
Bourgeois, famille, 220
Bourgeois, Gaston, 216
Bourgeois, Isaïe, 57, 144
Bourgeois, Jean-Baptiste, 180
Bourgeois, Marguerite, 129
Bourgeois, Paul, 82, 117
Bourgeois, Ulric, 82, 218
Bourgeois, Xavier, 232
Bourget, Mgr Ignace, 29, 47, 55, 57, 78
Brazeau, Daniel, 8, 10, 110, 118, 120, 130
Breault, Delphis, 212
Breault, Élie, 102, 144, 160
Breault, Jean-Élie, 124, 131
Breault, Jules, 103, 104, 124, 131, 138, 203
Breault, Marcelle, 243
Breault, Olive, 180

- Breault, Rose-de-Lima, 212
 Breault, Théophile, 124
 Breton, Maurice, 92, 187
 Brien, Elzéar, 144
 Brien, Joseph-Jacques, 66, 79
 Brien, Pierre, 94
 Brien, Siffroy, 79
 Brisebois, Guy, 120
 Brisson, Émilie, 214
 Brisson, Justine, 230
 Brisson, Mélina, 180, 201
 Brodeur, Mathilde, 127
 Brouillette, Alphonse, 212, 243
 Brouillette, Marie-Albertine, 212
 Brouillette, Marie-Lucie, 212
 Brousseau, Aurélie, 50
 Brousseau, Octavie, 132
 Brown, Catherine, 200
 Bruchési, Mgr, 64
 Bruneau, Jeannette, 234, 235
 Brunet, Michel, 153
 Bruyère, Angèle, 126
 Burton, James-Edmund, 195
 Cadieux, Louis, 148
 Caillé, abbé, 141
 Caissy, Luc, 157
 Carroll, Édouard, 125
 Carroll, John, 25
 Carroll, Michaël, 125
 Casaubon, Louis, 48
 Castonguay, Victor, 181, 200
 Chabrier, Marcel, 239
 Champagne, Antoine, 186, 203
 Champagne, Maria, 129
 Champeau, Jean-Baptiste, 48
 Charbonneau, Anthime, 22
 Charbonneau, Marie-Louise, 128
 Charbonneau, Mgr 82
 Charbonneau, T.-J., 104
 Charron, Raoul, 143
 Chartier, Gisèle, 83
 Chaussé, Jean-Chrysostome, 80
 Chaussé, Narcisse, 80
 Chevrefils, Denyse, 188
 Chevrefils, Roland, 110, 190
 Chevette, Guy, 91, 189
 Christin, Joseph, 134, 137
 Clavel, Bernard, 152
 Clément, V., 46
 Cloutier, Zacharie, 22
 Coderre, Célestin, 59, 61
 Connors, Catherine, 125
 Cooping, John, 160
 Corbeil, Wilfrid, 74
 Cormier, Lise, 176
 Côté, Jean-Arthur, 186, 190
 Côté, Paul-Émile, 171
 Coughter, Helen, 125
 Courcy, Annette, 129
 Cournoyer, Claude, 157
 Coursole, J.-Casimir, 203
 Coutu, Alexis-Henri, 58, 59, 62, 77, 160, 206
 Coutu, Antoine, 77
 Crépeau, André, 66
 Crépeau, Élodie, 124
 Crépeau, famille, 221
 Crépeau, Herminie, 212
 Crépeau, J.-Euclide, 180
 Crépeau, Jean, 66
 Crépeau, Joseph, 131, 142
 Crépeau, Magloire, 104, 107, 124
 Crépeau, Pascal, 192
 Crépeau, Paul, 129
 Crépeau, Raymond, 66, 216
 Crépeau, Virginie-Angéla, 129
 Croisetière, Marie, 125
 Curotte, Emma, 74, 75, 76, 211
 Curotte, Philippe, 74, 206
 Curran, Daniel, 157
 Cusson, Jean-Jacques, 238
 D'Amboise, Françoise, 141
 D'Amour, Gilles, 189
 D'Amour, Marie-Andrée, 110, 120
 Daigle, Marie-Louise, 127
 Daly, Alexander, 23, 25, 27, 30, 32, 198
 Daly, André, 98
 Daly, James, 25, 27
 Daly, John Hugh, 25, 27
 Daly, Luke, 25, 27, 146
 Daly, Patrick, 132, 161
 Danis, Herménégilde, 126
 Danis, Zéphérine, 126, 132
 Daviau, Clément, 48
 Daviault, Clément, 161
 Daviault, Napoléon, 132
 Daviault, Wilfrid, 156
 De Carufel, Micheline, 130
 De Carufel, Paul, 130, 150, 151, 165
 Demontigny, René, 157
 Denis, Eugénie, 80
 Déry, Alfred, 113
 Deschamps, Clément, 95
 Deschênes, Élie, 162
 Désilets, Judith, 180
 Désilets, Sophranie, 180
 Desjardins, Eilina, 139
 Deslongchamps, M., 164
 Desmarais, Azilda, 198
 Desrochers, Narcisse, 142
 Desrochers, Nathalie, 119
 Desrochers, Viateur, 151
 Désy, Adéline, 78
 DeVilleneuve, François, 144
 Dignam, James, 21, 195, 199
 Dion, Michel, 73
 Doharty, Briget, 132
 Dorais, G. 184
 Dorich, Diane, 130
 Dorich, Émile, 130
 Dorval, A.-D., 135
 Dorval, Robert, 115
 Dorwin, Jedehias, 165, 198
 Dostaleur, Angeville, 51
 Drapeau, Stanislas, 22
 Dredge, Thomas, 25
 Dubé, Manon, 158

- Dubois, Marcel, 189
 Dubreuil, Jean-Paul, 186
 Dubreuil, Réal, 186
 Duffy, James, 96
 Dufour, Lucien-Réal, 129
 Dufour, Wenceslas, 129
 Dugas, Adéline, 123
 Dugas, Édouard, 78
 Dugas, Eulalie, 122, 123
 Dugas, Isaac, 122
 Dugas, Joseph-Euclide, 58, 63, 78, 92, 100
 Duplessis, Maurice, 184
 Dupont, Paul, 239
 Dupras, Joseph-Edmond, 62
 Dupras, Louis, 57, 61, 66, 137
 Dupuis, Agnès-Emma, 212
 Dupuis, Albert, 236
 Dupuis, Albina, 212
 Dupuis, Aline, 198, 236, 241
 Dupuis, Angelico, 234, 239
 Dupuis, Armand, 198, 235, 236, 240, 241
 Dupuis, Blanche-Anna, 212
 Dupuis, Céline-Odile, 212
 Dupuis, David, 56
 Dupuis, Délia, 213, 242
 Dupuis, Éléna-Éva, 213
 Dupuis, Élisabeth, 66, 122, 219, 228
 Dupuis, Éloi, 212
 Dupuis, Emma, 212
 Dupuis, Euclide, 127, 128, 129
 Dupuis, famille, 222
 Dupuis, Fernande-Nellie, 213
 Dupuis, Florence, 213
 Dupuis, François, 48, 50, 96, 98, 127, 132
 Dupuis, Frank, 161
 Dupuis, Gaspard, 127, 150, 153
 Dupuis, Henri-André-Viateur, 213
 Dupuis, Hyacinthe, 66, 67, 213
 Dupuis, Ignace, 56, 64, 126, 131, 140, 147, 162, 210, 212, 215, 216, 241, 242, 243, 244
 Dupuis, Jeannette, 129
 Dupuis, Jean-Rémi, 66
 Dupuis, Joseph, 37, 67, 47, 132, 163, 212, 213, 216
 Dupuis, Léo, 111, 128, 156, 198
 Dupuis, Louis, 61
 Dupuis, Lucie, 147
 Dupuis, Lucienne, 150, 151, 211, 241, 246
 Dupuis, Marie-Lise-Monique, 213
 Dupuis, Marie-Rose, 213
 Dupuis, Marthe, 213
 Dupuis, Nazaire, 235
 Dupuis, Odilon, 235
 Dupuis, Olive, 132
 Dupuis, Patrick, 66
 Dupuis, Philomène, 213
 Dupuis, Sinaï, 65, 84
 Duquette, Omer, 150, 213
 Duquette, Rita-Hélène, 213
 Durant, Jean, 71, 73
 Durant, Luc, 67
 Dusablé (Lévesque), Joseph, 161
 Émond, Michel, 161
 Fabre, Édouard-Charles, 64, 78
 Fafard, Normand, 110
 Ferland, Mgr Charles-Édouard, 73, 92
 Fisette, Sylvain, 69
 Fisk, Edouard, 180
 Fitzpatrick, Joseph, 63
 Flageol, Adolphe, 167, 235, 236, 241
 Flageol, Françoise, 241
 Flageol, Mona, 70
 Fontaine, Delphine, 79
 Fontaine, Jean, 74
 Forbes, Mgr, 80
 Forest, Alcide, 65
 Forest, Delphine-Zoé, 124
 Forest, Georges, 80
 Forest, Hubert, 79
 Forest, Isaïe, 124
 Forest, Joseph-Alcide, 80
 Forest, Joseph-Odilon, 65, 79
 Forest, René, 186
 Fortier, Angèle, 29
 Fortin, Marcel, 84
 Foucher, Émile-Lucien, 238
 Foucher, François, 27, 124, 146
 Foucher, Gilbert, 161
 Fournier, Joseph, 77
 Fournier, Louis-Romuald, 52, 77
 Fournier, Marcel, 8, 10, 192
 Fracasso, M., 117
 Frébourg, Michel, 117, 119
 Fredette, Gilles, 131
 Gagné, Angéla, 213
 Gagné, Armand, 150, 152
 Gagnon, Anne-Mireille-Lilianne, 213
 Gagnon, Daniel, 153
 Gagnon, Ghislain, 156
 Gagnon, Jean-Marc, 120
 Gagnon, Joseph, 74, 76, 203
 Gagnon, Louis, 161
 Gagnon, Margaret, 46
 Gagnon, Noël, 213
 Galarneau, Aldéric, 206
 Galarneau, Almazor, 138, 216
 Galarneau, Gaspard, 162
 Galarneau, Gédéon, 145
 Galarneau, Joseph, 162
 Galarneau, Lionel, 235
 Galarneau, Maurice, 66
 Gareau, Henri, 164, 200
 Gareau, Marie-Salomé, 180
 Gariépy, J.-A. 155, 156
 Gaudet, Eusèbe, 124, 131
 Gaudet, Jean-Louis, 161
 Gaudet, Louis, 161
 Gaudette, Élie, 132
 Gaudette, Francine, 117, 118,

- 119, 120, 131
 Gaudreau, Alphonse, 181
 Gaudreau, Georges, 188
 Gaulin, Lise, 158
 Gauthier, Charles, 73, 183,
 Gauthier, Robert, 148, 164,
 183, 188, 189, 190
 Gendreau, Marco, 238
 Geoffroy, Pierre, 153, 154
 Geoffroy, Roch, 165
 Germain, Adeline, 132
 Giard, Pierre, 190
 Giguère, Pierre, 135, 161
 Girard, Pierre, 109
 Godet, Domithilde, 124
 Gougeon, Amédée, 181
 Goulet, Édouard, 25
 Goulet, Élisabeth, 129
 Goulet, Olivier, 134, 136, 144
 Goyette, Léonald, 153
 Granger, Césarine, 136
 Granger, Charles, 161
 Granger, David, 57
 Granger, Davis, 161
 Granger, Félix, 123
 Granger, Magloire, 22, 25, 38,
 42, 47, 49, 57, 97, 99, 131,
 134, 144, 146, 160, 166,
 208
 Granger, Marc, 50, 123, 137,
 144
 Gras, Jean-Pierre, 110
 Gravel, Auguste, 55
 Gravel, Aurore, 82
 Gravel, Edmond, 180
 Grégoire, Edmond, 162
 Grégoire, Joseph, 166, 205
 Grégoire, Zéphirin, 132
 Grenier, Denis, 143, 151, 164
 Grenier, famille, 223
 Grenier, Fernand, 66
 Grenier, Gaétan, 119
 Grenier, Germain, 66, 219
 Grenier, Jean-Baptiste, 198
 Grigg, Isaac, 199
 Guernon, Éloïse, 50
 Guernon, Etoila, 239
 Guilbault, Armandine, 213
 Guilbault, Donat, 65, 84, 243
 Guilbault, Joseph, 26, 28, 100,
 180, 187
 Guilbault, Ulric, 213
 Guildry, Anne, 126
 Guillemette, Germain, 188,
 190
 Guimond, Téléphore, 163
 Guitard, Irène, 130
 Guy, Monique, 158
 Haily, Brigitte, 132
 Hamelin, Michel, 120
 Hayes, Noël, 164, 234, 235
 Hébert, Guy, 153
 Hébert, Marie, 124
 Hémond, Adolphe, 99, 131,
 144
 Hémond, Michel, 42, 43, 55,
 56
 Hénault, Roland, 119
 Hétu, Louis-Octave, 105
 Hétu, Pierre, 112, 113
 Hétu, René, 117
 Holland, Samuel, 19
 Holtby, Alfred, 25
 Holtby, André, 96
 Holtby, Thomas, 25, 95, 96,
 97, 123, 134, 160, 161
 Houle, Alphonse, 65, 71, 73,
 80, 111
 Houle, Aristide, 80
 Houle, Donat, 71
 Houle, François, 158
 Houle, Georgiana, 80
 Hurtubise, Alfred, 184
 Jarret (Beauregard), Paul, 126
 Jetté, Corrine, 126
 Jetté, Édouard, Mgr, 67
 Jetté, Louis-A., 106
 Joly, Bertrand, 131, 134, 235
 Joncas, René, 181
 Jussaume, Ovila, 117
 Kearny, Jane, 30
 Krough, Hemmy, 25
 Krough, Thomas, 25
 L'Heureux, Albert, 245
 Labbé, Éric, 157
 Labelle, Émilie, 224
 Labelle, Isaïe, 123
 Labelle, Patrick, 186
 Labelle, Roland, 184, 186
 Lachapelle, Joseph, 161
 Laferrière, Héloïse, 214
 Laferrière, Olivier, 64, 78, 162
 Laferrière, Théodore, 78
 Lafleur, M., 105
 Lafond, Jeanne, 128
 Lafond, Rose-Anna, 214
 Lafont, Joseph, 50
 Lafont, Louis-François-
 Xavier, 50
 Lafontaine, Louis-H., 199
 Laforest, M., 72
 Lafortune, Jacques, 164
 Lagarde, Edwedge, 78
 Lajeunesse, Alcide, 132, 162
 Lajeunesse, Aselie, 132
 Lajeunesse, Benoit, 68, 153
 Lajeunesse, Damase, 65, 131,
 243
 Lajeunesse, Jean-Paul, 184
 Lajeunesse, Joseph, 107, 125,
 142, 150
 Lajeunesse, Narcisse, 59, 61
 Lajeunesse, Philippe, 66
 Lajeunesse, Philomène, 132
 Laliberté, Monique, 190
 Lamarche, Jean-Jacques, 156
 Lamarche, Pierre, 216
 Lamarche, Susanne, 79
 Lambert, Alice, 190
 Lambert, Erméline, 180
 Lamothe, Réal, 235
 Lamoureux, Serge, 114
 Lamoureux-Morin, Manon,
 158
 Landreville, Charles, 166
 Landreville, Pierre, 161
 Landry, Marcel, 156
 Laneuville, Delphine, 132

- Laneuville, Martine, 127, 132
 Laneuville, Pierre, 161
 Langlais, Gérard, 158
 Langlois, Jean-Baptiste, 125
 Langlois, Julie, 125
 Lanouette, M., 114, 164
 Lanteigne, Mme Winifred, 148
 Lapière, Adéline, 136
 Lapière, Délina, 127
 Lapière, Émilie, 243
 Lapière, Jean-Marie, 238
 Lapière, Julienne, 128
 Lapière, Olivier, 37, 122, 126, 132, 147, 162, 243
 Lapière, Théo, 102
 Lapointe, Roland, 182, 187, 190
 Laporte, Joseph-Antoine, 78
 Laporte, Marie-Louise, 213
 Laporte, Pierre-Arcade, 64, 78
 Laporte, Thérèse, 124
 Laporte, Thomas, 69
 Laprairie, David, 100
 Laprairie, Jean, 160
 Laprairie, John, 95, 96, 97
 Laroque, Antoine, 87
 Latendresse, Albert, 206
 Latendresse, Charles, 55, 161
 Latendresse, Joseph, 153, 156, 213, 206, 242
 Latendresse, Maria, 213
 Latendresse, Marie-Emma, 214
 Latendresse, Marie-Jeanne, 212
 Latendresse, Sinäi, 203
 Laurin, Robert, 186
 Lavigne, Jacques, 157
 Lebeau, François, 155
 Leblanc, Angèle, 132
 Leblanc, Olivier, 95, 96, 97, 160
 Leblanc, Philippe, 70, 73
 Leclerc, Guy, 110, 112, 117, 119, 130, 153
 Leclerc, Laurent, 130
 Leduc, Lucie, 46
 Lefebvre, Marguerite, 77
 Lefrançois, Émilie, 125
 Légaré Ovila, 239
 Legault, Joseph, 77
 Léger, Paul-Émile, 83
 Lemire, Alexandre-Hercule, 79
 Lemire, Joseph, 79
 Lepage, Gabriel, 148, 184, 186
 Lépine, David, 124
 Lépine, Marcel, 100, 102, 124, 146, 161
 Lesage, Émilienne, 82
 Lesage, Osine, 79
 Letondal, Ginette, 239
 Léveillé, Albert, 71
 Léveillé, Camille, 127
 Léveillé, Herménie, 127
 Lévesque, Alain, 119, 131
 Lévesque, Albert, 128
 Lévesque, Émilien, 142, 148, 192, 224
 Lévesque, famille, 224
 Lévesque, Henri, 156
 Lévesque, Hermina, 214
 Lévesque, Jean-Marie, 151
 Lévesque, Joseph, 49, 161
 Lévesque, Léa, 128
 Lévesque, Lili, 192
 Lévesque, Marie-Blanche, 128
 Lévesque, Rose-Anne, 203
 Liboiron, R. 163
 Loiseau, Claudette, 157
 Loranger, O., 46
 Lord (Flageol), Mona, 117
 Loubier, Gabriel, 175
 Lupien, Philippe, 155
 Lussier, Cléophas, 148, 214
 Lussier, Delpha, 128, 129, 142
 Lussier, Donat, 111, 143, 217
 Lussier, Florestine, 214
 Lussier, Marguerite-Évelina, 214
 Lussier, Marie-Ange, 128
 Lussier, Mgr Gilles, 70, 72, 75
 Lussier, Noëlla, 147
 Lussier, Paul, 112, 118, 129, 164
 Lussier, Robert, 117, 119
 Lymburner, A. 164
 Magnan, Adolphe, 58
 Magnan, Léon, 60
 Magneron (Miron), Damase, 125
 Magneron (Miron), Georges, 161
 Mailable, John, 97
 Mainville, Lucien, 66
 Maisonneuve, Aimé, 129
 Maisonneuve, Lise, 129
 Malo, Arthur, 80
 Malo, Gaston, 74, 80
 Marchand, Yvon, 144
 Marcil, Jean-Guy, 189
 Marcoux, Fernand, 157
 Maréchal, Adolphe, 46, 56
 Marion, Ghislaine, 130
 Marion, Julie, 123
 Marion, Louis, 123
 Marleau, Éloïse, 137
 Marsan, Henri, 190
 Marteau, Odile, 212
 Martel, Robert, 158
 Martin, Bernard, 117, 119, 130
 Martin, Mellacipe, 130
 Martineau, M., 74
 Masse, Marcel, 91
 Masson, James, 95, 96, 97
 Masson, John, 160
 Masson, Joseph, 102
 Maufette, Guy, 239
 Mazuret (Lapière), Joseph, 126
 Mazuret, Adéline, 126, 127
 McCarty, Élisabeth, 125, 132
 McCarty, James, 125
 McCormick, Isabelle, 30
 McDonnell, James, 30
 McDonnell, Mary Ann, 30

- McGuire, James, 97
 McMannus, Patrick, 25
 Melançon, Mme Donat, 71
 Melançon, Odile, 124
 Meley, Margareth, 125
 Ménard, Michel, 151, 153
 Mercier, François, 42, 48, 49, 50, 75, 97, 132, 135, 161, 162,
 Mercier, Pierre, 118, 120, 131, 246
 Mess, Marcel, 74
 Meunier, Gilles, 120
 Mezzarobba, Jean-Louis, 189
 Mignerou (Miron), Georges, 137
 Mignerou (Miron), Joseph, 200
 Miljours, Camil, 157
 Mireau, François, 136
 Mireault, Joseph, 132
 Mireault, Marcel, 62
 Miron, Arthur, 143
 Miron (Magneron), Damase, 125
 Miron, David, 142, 186, 199, 203, 246
 Miron, Euclide, 217
 Miron, Fabien, 198
 Miron, famille, 225
 Miron (Mignerou), Georges, 137, 161
 Miron, Gérard, 111, 117, 119, 129, 150, 151, 153, 164, 192, 205, 246
 Miron, Gilbert, 33, 129
 Miron, Joseph, 33, 200
 Miron, Léon, 25
 Miron, Normand, 147
 Miron, Roger, 211
 Miville-Deschênes, Élie, 66, 79
 Miville-Deschênes, Fabien, 79
 Moisan, Augustine, 127
 Moisan, Élisabeth, 126
 Moisan, Joseph, 126, 127, 214
 Moisan, Louis-Philippe-
 Fabien, 214
 Monahan, Patrick, 199
 Monette, Eugène, 175
 Mooney, Patrick, 200
 Moreau, Hyppolite, 55
 Morgan, Gloria, 130
 Morgan, Thomas, 200
 Morin, Adélaïde, 137
 Morin, Adelin, 71, 143
 Morin, Adrien, 42, 201, 205
 Morin, André, 25, 132, 147, 162, 216
 Morin, Christian, 120
 Morin, Cyrille, 42, 47, 48, 57, 95, 96, 97, 98, 99, 122, 123, 136, 160, 161, 166, 198
 Morin, D. 163
 Morin, Damien, 43, 131, 144
 Morin, Daniel, 42
 Morin, Delphin, 42, 102, 123, 161
 Morin, Ernest, 122
 Morin, famille, 226
 Morin, François, 25, 144
 Morin, Hermas, 66, 164
 Morin, Herminie, 139
 Morin, Jean-Baptiste, 122
 Morin, Jean-Jacques, 217
 Morin, Lucie, 130
 Morin, Marc, 120
 Morin, Pierre, 100, 161
 Morin, Rodolphe, 148
 Morin, Roland, 67, 165, 217
 Morin, Rose-Anne, 205
 Morin, Yves, 120
 Mousseau, Isaïe, 101
 Mousseau, Pierre, 96
 Nadeau, Claude, 158
 Nevell, Abraham, 125
 Nevell, Brigett, 125
 Norihs, John, 96
 Normand, Adolphe, 131
 Oros, Joseph, 150, 153
 Ouellet, Guy, 73
 Ouellet, Nicole, 157, 158
 Ouellet, Roger, 181, 188
 Ouimet, Guy, 110, 117
 Ozep, Féodor, 239
 Ozeray, Madeleine, 239
 Pagé, Lucie, 67, 213
 Pagé, Marie-Louise, 127
 Pagé, Noël, 246
 Pagé, Pierre, 127
 Paiement, Jean-Pierre, 153, 154
 Papineau, Denis-Benjamin, 21
 Papineau, Mgr Joseph-Arthur, 73, 80, 82, 141, 237
 Paquette, Charles, 198
 Paquette, Yvon, 158
 Paquin, Paul, 153, 157
 Paré, Jean-Romuald, 21, 22, 29, 46, 122, 194, 201
 Paré, Louis, 29
 Paré, Malvina, 128
 Parent, François, 102, 132
 Patrick, W., 19
 Pauzé, Joseph, 201
 Payette, Eugénie, 139
 Pellerin, Adélaïde, 122
 Pellerin, Isidore, 122
 Pellerin, Julien, 79
 Pelletier, Hector, 82
 Pelletier, Hervé, 82
 Pelletier, Suzanne, 123
 Pépin, H.-P., 105
 Perreault, Adèle, 126, 127
 Perreault, Alain, 117
 Perreault, Albert, 103, 111
 Perreault, Alfred, 128
 Perreault, Alphonse, 157, 198, 217
 Perreault, André, 120
 Perreault, Augustine, 214
 Perreault, Bernard, 66, 84
 Perreault, Caroline, 214
 Perreault, Claude, 148
 Perreault, Denis, 66
 Perreault, Dorina, 128
 Perreault, Émile, 126, 192
 Perreault, famille, 227

- Perreault, Florentine, 214
Perreault, France, 192
Perreault, François-Urgel, 54, 57
Perreault, Gaston, 164, 206, 239
Perreault, Georgiana, 126, 132
Perreault, Jean-Baptiste, 25
Perreault, Jean-Maurice, 143
Perreault, Joseph, 71, 126, 216
Perreault, Joseph-Euclide, 201
Perreault, Léo, 214
Perreault, Léo-Paul, 66
Perreault, Louis, 71
Perreault, Marcelin, 150
Perreault, Marjolaine, 147
Perreault, Maurice, 66
Perreault, Michel, 96
Perreault, Mme Aubin, 117
Perreault, Octavie, 232
Perreault, Paul, 119, 244
Perreault, Rachel, 212, 242
Perreault, Rémi, 66
Perreault, Séraphin, 126
Perreault, Sylvain, 151
Perreault, Théophile, 163
Perreault, Thérèse, 212
Perreault, Urgel, 126, 214, 161, 216
Piette, Louis-Joseph, 80
Piette, Vincent, 56, 57, 61, 80, 141, 150
Pinet, Cécile, 189
Piquette, Armélie, 132
Piquette, Odile, 124
Piquette, Prudent, 124
Plamondon, Louis-Théodore, 49, 195
Plante, Marcel, 238
Poiré, Jean-Louis, 188, 189, 190
Poirier, Blanche, 234, 235
Poirier, Elphège, 190
Poirier, Isaac, 181
Poirier, M, 96
Poirier, Pierre, 177
Poirier, Yves, 70
Poitras, David, 66
Pommainville, Hélène, 46
Pommainville, Louis, 46, 76
Pothier, Armand, 24
Potvin, Gaston, 120
Poudrier, Edmond, 127
Poudrier, Émery, 127, 186, 198, 239
Poudrier, famille, 228
Poudrier, Gaétan, 66
Poudrier, Joseph, 50, 99, 100
Poudrier, Moïse, 25
Poudrier, Raymond, 164, 192, 235, 239
Poudrier, Viateur, 66, 142, 219, 228, 246
Préville, Albertine, 139
Préville, Clémentine, 115
Prévost, Jules, 162
Primeau, Lionel, 203
Provost, Charles, 122
Provost, David, 97
Provost, Olivier, 180, 201
Provost, Sifroy-David, 122
Prud'Homme, Chantal, 176
Prud'Homme, Dina, 80
Quinn, Francis Phelix, 23, 24, 40, 41, 195, 201
Racette, Élie, 96
Racette, Gérard, 142
Racette, Henri, 153
Racette, Jean, 143
Racicot, Appoline, 77
Raineault, Béatrice, 129
Rainville, Julien, 153, 154
Ratelle, Anne, 122
Rémillard, Émérentienne, 78
Rémillard, J.-Octave, 56
Renaud, Charles-Édouard, 83
Renaud, Claude, 83, 112
Ricard, Marie-Louise, 82
Ricard, Mathilde, 139
Ricard, Narcisse, 196
Richard, Odile, 202
Richey (Ritchie), William, 161
Riel, Pierre, 151
Riopel, Adolphe, 214
Riopel, Alfred, 214
Riopel, André, 130, 164
Riopel, Antoinette, 129
Riopel, Christian, 164
Riopel, Damas, 134
Riopel, Délima, 127
Riopel, Delphine, 214
Riopel, Émile, 65, 169, 214, 217
Riopel, Émilien, 239
Riopel, famille, 229
Riopel, Ginette, 214
Riopel, Henri, 156
Riopel, Jean, 74, 114, 128, 164, 167, 173, 184, 217
Riopel, Jean-Marie, 74, 113, 142
Riopel, Jeannette, 154
Riopel, Joseph, 128, 242
Riopel, Louis, 100, 101, 132, 161
Riopel, Madeleine, 130
Riopel, Marie-Rose-Délima, 214
Riopel, Mario, 153
Riopel, Michel, 72
Riopel, Octave, 137, 161, 169, 209
Riopel, Roger, 113, 131, 143
Riopel, Roland, 66
Riopel, Rose-Anna, 214
Riopel, Théodore, 143, 150, 153
Riopel, Yvon, 174
Rioux, Jean-Guy, 157
Ritchie, Gisèle, 110, 117, 155
Ritchie, Stanley, 165
Ritchie, William, 56, 144, 161
Rivest, Alexandre, 64
Rivest, André, 25
Rivest, Arsène, 138, 230, 234
Rivest, Clément, 66

- Rivest, Éléna, 219
 Rivest, Exérine, 218
 Rivest, famille, 230
 Rivest, Florence, 213
 Rivest, Gaétane, 192
 Rivest, Georgiana, 128
 Rivest, Joseph, 84, 214, 217
 Rivest, Linda, 70
 Rivest, Marie, 214
 Rivest, Maurice, 66
 Rivest, Mme Maurice, 117
 Rivest, Olivier, 57, 115
 Rivest, Paul, 66, 84, 117, 139, 171, 218
 Rivest, Philippe, 66
 Rivest, Philomène, 214
 Rivest, René, 206
 Rivest, Rosaire, 197
 Roberge, Roland, 189
 Robichaud, Bonaventure, 124
 Robichaud, Lise, 192
 Robichaud, Mélina, 124
 Robillard, Virginie, 80
 Rocheleau, Caroline, 123
 Rochon, Gaston, 129, 131, 156, 190
 Rochon, Nathalie, 190
 Rochon, Yves, 129, 129, 151, 153
 Rock, Georges, 25, 199
 Rock, Michel, 25, 199
 Rodier, Marcel, 188, 190
 Rompré-Gagnon, Marielle, 190
 Rouillard, Louise, 130,
 Rousseau, Louise, 158
 Roy, Chantal, 131
 Roy, Claude, 70
 Royal, Adélaïde, 125
 Rozet, François, 239
 Sabourin, René, 188
 Saint-Exupéry, Antoine, 240, 241
 Saint-Jean, Roch, 243
 Saint-Louis, Marcel, 112
 Saint-Pierre, Claude, 157
 Saint-Pierre, Lucien, 153, 154
 Sauvage, Joseph, 78
 Sauvage, Marie-Anne, 122
 Sauvageau, Claude, 69, 83
 Sauvageau, J.-Louis-Philippe, 83
 Sauvé, Éva, 190
 Sicard, Raymond, 165, 243
 Sicotte, L.-W., 105
 Sirard, Amanda, 214
 Sirard, Délima, 128, 129
 Skelly, Peter, 34
 Smith, Henri, 97
 Ste-Marie, Irène, 117
 Sutto, Jeannine, 239
 Sylvestre, Béloni, 27, 42, 64, 103
 Sylvestre, Georges, 184
 Sylvestre, Joseph, 91, 125
 Sylvestre, Marie-Louise, 212
 Sylvestre, Narcisse, 78
 Sylvestre, Octave, 104
 Sylvestre, Pierre, 78
 Taché, Étienne, 104
 Tellier, Mathias, 141
 Tellier, Maurice, 71, 91, 184
 Thériault, Charles, 125
 Thériault, Marie-Alice, 125
 Thibodeau, Marie, 122
 Thibodeau, Théophile, 43, 52, 56, 57, 58, 59, 77
 Thouin, Amédée, 181, 199
 Thouin, Prosper, 162
 Thuot, Angèle, 122
 Thuot, Jacques, 122
 Tracy, Thomas, 162
 Tremblay, Albert, 143, 186, 198, 219
 Tremblay, Émile, 192
 Tremblay, famille, 231
 Tremblay, Hermas, 167
 Tremblay, Léo, 66, 143
 Tremblay, Louis, 57, 157, 166
 Tremblay, Michel, 114, 164, 167
 Tremblay, Placide, 198
 Tremblay, Raymond, 66
 Tremblay, Reina, 158
 Trépanier, Mélina, 82
 Truchon, Édouard, 25
 Trudeau, Alice, 126
 Trudeau, Olive, 132
 Trudel, Maurice, 73
 Trudel, Paul-Émile, 148
 Truesdell, Daniel Jr, 199
 Truesdell, Daniel, 25, 27, 47, 48, 95, 96, 97, 123, 134, 144, 160, 161, 166, 209
 Truesdell, Mary, 123
 Truteau, Alexis, 62
 Turcotte, Raymond, 158
 Vaillancourt, Philippe, 188
 Valiquette, Bernard, 240
 Varin, Joseph, 125, 132, 162, 166
 Venne, Angélique, 125
 Venne, Jean-Baptiste, 25, 27, 195
 Venne, Joseph, 132
 Vermette, André, 151
 Versailles, Nicole, 118
 Vézina, Roméo, 190
 Victor, Manon, 165
 Viger, Bonaventure, 87
 Vigneault, Henri, 138
 Villeneuve, Olive, 83
 Vincent, Céline, 126
 Vincent, Félonise, 124
 Weil-Brenner, Jean, 120
 Woodworth, R., 19

Index des noms de personnes compilé par Yvette Fournier et Lucille Pagé.

Table des matières

Préface	7
Avant-propos	9
Chapitre premier : Chertsey, sa géographie, ses ressources	11
géographie	12
le sol et le sous-sol	13
la flore et la faune	15
les attraits	15
le climat	16
Chapitre deuxième : La naissance de la région	17
les premières tentatives	19
la fondation	21
les premiers établissements	23
la vie du pionnier au siècle dernier	27
Appendice	29
Jean-Romuald Paré	29
Alexandre Daly	30
Chapitre troisième : Les voies de communication	31
les chemins de colonisation	32
les chemins municipaux	35
les routes provinciales	36
Chapitre quatrième : Le village Lafontaine	39
le premier village	40
le déclin	43
Chapitre cinquième : La vie religieuse	45
à l'aube d'un conflit	47
l'église au village Lafontaine	48
une nouvelle querelle	52
l'érection canonique et la nouvelle église	55
la construction de la nouvelle église	57

de 1870 à 1905	62
de 1906 à 1975	65
depuis un quart de siècle	67
la restauration de l'église paroissiale	68
aujourd'hui à St-Théodore-de-Chertsey	70
les chapelles de villégiature	71
la chapelle de Beaulac	71
la chapelle du lac Paré	72
la chapelle du Pont du Gouvernement	74
Clermoustier	74
le centre marial Marie, Reine des Cœurs	74
les églises et les chapelles de Chertsey	75
biographies des curés de Saint-Théodore-de-Chertsey	77
quelques statistiques	84
les sacristains	84
Chapitre sixième : Les institutions civiles et politiques	85
les divisions administratives	86
les divisions politiques	87
les divisions judiciaires	88
le système municipal	89
les députés provinciaux	91
les députés fédéraux	92
Chapitre septième : La municipalité du canton de Chertsey	93
la fondation	96
l'organisation municipale	99
les responsabilités du conseil	102
l'érection civile	104
les contestations territoriales	106
l'annexion du secteur de Beaulac	109
la nouvelle municipalité de Chertsey	109
l'hôtel de ville	111
la caserne d'incendie et le garage municipal	113
quelques incendies majeurs	114
l'environnement	114
le réseau d'aqueduc	115
l'assainissement des eaux	115
le traitement des ordures ménagères	116
les loisirs	117
la bibliothèque municipale	118
chronologie du dernier quart de siècle	119

aujourd'hui à Chertsey	121
galerie des maires de Chertsey	122
les secrétaires-trésoriers de la municipalité de Chertsey	131
Chapitre huitième : L'éducation	133
la commission scolaire locale	134
le XX ^e siècle et les progrès de l'éducation	138
les Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie	141
la nouvelle école du village	142
la régionalisation	143
les premiers présidents et secrétaires de la Commission scolaire de Chertsey	144
Chapitre neuvième : Les institutions publiques et associatives	145
le bureau de poste	146
la compagnie de téléphone	149
la Caisse populaire	150
la Banque Canadienne Nationale	154
le CLSC- CHSLD de Matawinie	154
la Coopérative d'électricité de Montcalm-Nord	156
les organismes associatifs	157
Chapitre dixième : L'économie locale	159
le commerce	160
l'industrie forestière	165
l'agriculture et l'élevage	169
l'industrie minière	171
l'industrie touristique	172
Jean Riopel Inc. - une industrie typiquement locale	173
la Forêt Ouareau	176
Chapitre onzième : Lac Paré : un domaine, une municipalité, un secteur	179
les premiers habitants	180
les premiers touristes	181
la fondation de la municipalité	184
une lente progression	187
le regroupement	189
les maires de la municipalité du Lac-Paré 1949-1991	190
les secrétaires-trésoriers de la municipalité du Lac-Paré	190
Chapitre douzième : La toponymie	191
les agglomérations rurales	192
les rivières	195

les lacs	196
les chutes et les rapides	202
les côtes	202
les ponts	204
autres toponymes	206
Chapitre treizième : Des hommes, des femmes et des familles	207
quelques personnalités	208
les religieux et les religieuses	212
les familles	215
quelques généalogies familiales	219
les anciennes familles	232
les nouvelles familles	232
Chapitre quatorzième : Glanures historiques	233
le règlement de prohibition	234
la résidence d'Armand Dupuis	235
les Frères du Sacré-Cœur	236
le juvénat	236
le Camp Boute-en-Train	238
la vente de la glace	238
le film le Père Chopin	239
Saint-Exupéry à Chertsey	240
les souvenirs d'Ignace Dupuis	242
Paul Perreault et les sentiers de Grande-Vallée	244
Une pirogue amérindienne	245
Remerciements	246
Bibliographie	247
Index	252
Table des matières	260

Liste des noms cités

Abonnés du téléphone en 1950	149
Associations de la municipalité	157
Chefs de famille de douze enfants en 1905	215
Chefs de famille de dix enfants en 1970	216
Commerçants en 1857, 1871, 1890 et 1915	160
Commerçants en 1970	163
Curés de la paroisse depuis 1859	77
Députés fédéraux depuis 1967	92
Députés provinciaux depuis 1791	91
Détenteurs de billets de location	25
Détenteurs de lettres-patentes	27
Directeurs de la Caisse populaire depuis 1936	153
Familles de Chertsey en 1851	26
Maires de la municipalité de Chertsey depuis 1856	122
Maires de la municipalité du Lac Paré depuis 1949	190
Maîtres de poste du village depuis 1870	147
Personnalités	208
Présidents de la commission scolaire locale	144
Présidents de la Caisse populaire depuis 1936	153
Propriétaires des lots du village en 1895	132
Propriétaires des lots du village Lafontaine en 1858-1859	42
Secrétaires-trésoriers de la municipalité de Chertsey	131
Religieuses et religieux nés dans la paroisse	212

Liste des cartes

Localisation de Chertsey	16
Le canton de Chertsey en 1847	20
Les routes du canton de Chertsey en 1861	38
Plan du village Lafontaine	44
Localisation des églises et des chapelles 1850-1970	76
Plan cadastral du village de Chertsey en 1895	131

Le livre

Histoire de Chertsey des origines à l'an 2000 retrace cent cinquante ans de l'histoire de ce pittoresque village de la région de Lanaudière au Québec. À travers les 260 pages de ce livre, le lecteur pourra suivre les événements marquants de la vie religieuse, civile et économique de Chertsey.

Tout au long de ce récit, l'auteur a porté une attention particulière à l'histoire des hommes, des femmes et des familles qui ont contribué à l'essor de Chertsey depuis l'établissement des premiers colons, en 1850, jusqu'aux individus qui oeuvrent au développement de la collectivité au tournant du présent millénaire.

L'auteur

Historien et généalogiste, Marcel Fournier est né à Sherbrooke en 1946. Il a passé quarante ans de sa vie au lac Paré, lieu de villégiature, puis de résidence de ses parents (1959-1999). En 1972 et en 1979, il a écrit *Historique de la région de Chertsey et du lac Paré*, ouvrages aujourd'hui épuisés. En 1999, à la demande de la municipalité de Chertsey, il a écrit cette nouvelle édition entièrement révisée de l'histoire de ce beau coin des Laurentides.

L'auteur est président de la Société généalogique canadienne-française.



Signification des armoiries

CASTOR : Représentation d'un peuple travailleur
VAGUE : En l'honneur de nos nombreux lacs
CHALET : Pour les nombreux chalets du territoire
ÉPÉE : L'Épée de St-Théodore (vaillant soldat)
CHEVREUIL : Principal représentant de notre faune terrestre
FEUILLE D'ÉRABLE : Principal représentant de notre flore
TRÈFLE : En souvenir de la contribution des irlandais à la fondation de Chertsey
FLEUR DE LYS : En souvenir de la contribution des canadiens-français à la fondation de Chertsey
FOND BLEU : Représentation de l'immense quantité d'eau douce du territoire.
DEVISE : " Unio ad progressum " unie pour progresser.

ISBN 2-920480-67-7